



Mines terrestres : Plan d'action

L'interdiction complète des mines terrestres

**Ottawa, Canada
du 2 au 4 décembre 1997**

DOCS

CA1 EA 97A35 EXF

An agenda for mine action : a
global ban on landmines, Ottawa,
Canada December 2-4, 1997. --

54551443

Chers collègues,

Le Canada a été extrêmement heureux d'accueillir les représentants de pays et d'organisations du monde entier alors que nous ouvrons à la signature la convention visant à interdire les mines terrestres que tant de personnes ont tenté pendant si longtemps de concrétiser. Ce fut également un honneur de recevoir ici les spécialistes mondiaux sur la crise des mines afin de discuter des défis que nous aurons à relever dans l'avenir en cette matière. Nous avons entrepris ensemble de tracer la voie afin que la communauté internationale puisse progresser de concert d'une manière cohérente et coordonnée pour favoriser et assurer la mise en vigueur rapide et efficace ainsi que l'application permanente de la nouvelle convention.

Le Forum d'action contre les mines et les discussions que nous avons eues dans le cadre des tables rondes nous ont permis d'élaborer une première carte routière — un Agenda d'action contre les mines — qui, nous l'espérons, contribuera à notre tâche commune. Ce document contient une liste des initiatives que les États, les ONG, les agences et les organisations internationales ont affirmé qu'ils entreprendraient bientôt afin d'appuyer le traité et ses objectifs. Ce document aidera à suivre de près nos progrès et il présente un calendrier des activités pour faciliter la coordination et la mise en commun de l'information et du savoir-faire.

L'Agenda d'action contre les mines contiendra également un résumé des discussions et des idées suscitées lors des séances de table ronde tenues au cours des derniers jours. Un dernier document, *Action contre les mines : Réseaux*, contient une liste de points de contact pour faciliter une coopération plus étroite ainsi qu'un partage des renseignements et des compétences parmi les intervenants du domaine des mines terrestres.



Ce document constitue un instantané de la réflexion et de la planification internationales à l'appui de la campagne actuelle au moment de la clôture de la Conférence d'Ottawa. Mais nous reconnaissons qu'il s'agit là d'un processus dynamique et que nous devons miser sur cet Agenda et l'enrichir au cours des semaines et des mois à venir.

Le Canada s'engage à jouer un rôle énergique afin d'appuyer cet Agenda. Nous devons maintenir la collaboration exceptionnelle ainsi que l'engagement politique, financier et humain qui nous ont menés jusqu'ici.

Au moment de quitter Ottawa et cette étape remarquable du processus, j'aimerais vous remercier de votre soutien et de votre participation à la Conférence d'Ottawa. Je souhaiterais également nous rappeler à tous qu'il ne s'agissait que d'un début. C'est un engagement permanent envers le partenariat et la collaboration qui nous permettra d'atteindre notre objectif : un monde finalement libéré de la peur et de la souffrance que causent les mines antipersonnel.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués,

Lloyd Axworthy
Ministre des Affaires étrangères





**Programme d'action
contre les mines**



PHOTOS: J. RODSTED

MINES ANTIPERSONNEL : PROGRAMME D'ACTION

Dans le cadre de la conférence d'Ottawa, les États parties à la Convention sur l'interdiction concernant l'usage, le stockage, la production et le transfert de mines antipersonnel et sur leur destruction se sont joints à d'autres pour examiner les éléments d'un plan d'action global visant à s'assurer que soient réalisés des progrès sur les questions liées aux mines antipersonnel pendant la période menant à l'entrée en vigueur de la Convention. Les initiatives suivantes ont été communiquées et annoncées lors des sessions plénières de la conférence ministérielle et du Forum d'action contre les mines.

INITIATIVES GÉNÉRALES CONTRE LES MINES

En signant la Convention, les États parties ont exprimé leur détermination à mettre fin à la souffrance et aux pertes de vies humaines causés par les mines antipersonnel.

- | | |
|--------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Amérique centrale | L'initiative <i>Amérique centrale 2000</i> déclarant l'élimination complète des mines dans cette région d'ici l'an 2000. |
| Canada | Création d'un fonds de 100 millions de dollars. Ce fonds servira à appuyer la ratification et l'entrée en vigueur rapides de la Convention, son acceptation par tous les pays ainsi que le respect de ses dispositions et il servira également au soutien des pays affectés par les mines en ce qui a trait au renforcement des capacités relatives aux programmes d'action contre les mines dans ces pays, à la sensibilisation et à la sensibilisation des populations aux mines ainsi qu'à l'aide aux victimes. |
| CICR | Organisation de colloques régionaux et de tables rondes nationales de dirigeants militaires et politiques sur l'utilité militaire et les coûts humains des mines antipersonnel (l'Europe centrale et orientale ainsi que l'Asie) |
| DOMP(NU) | À titre de centre de liaison pour l'action contre les mines au sein de l'ONU, et par le biais des activités des nouveaux Services d'action contre les mines, mise sur pied de nouveaux programmes et le soutien des programmes existants, la gestion de l'information, la promotion des nouvelles techniques et technologies et rôle de défenseur d'intérêts particuliers. Ces nouvelles fonctions s'ajoutent aux responsabilités en matière de déminage faisant habituellement partie des missions de maintien de la paix. |
| OSCE | Décision du Forum pour la sécurité en matière de coopération de faire circuler parmi les États membres un questionnaire portant sur les mines terrestres antipersonnel devant être rempli au plus tard le 15 mars 1998 et, par la suite, le 15 décembre de chaque année. |
| Union européenne | Mesures communes (<i>Joint Action</i>) révisées sur les mines antipersonnel afin de fournir une contribution supplémentaire de l'Union européenne au déminage et à l'aide aux victimes de même qu'un moratoire sur le transfert et la production de mines antipersonnel. |

ENTRÉE EN VIGUEUR

Les participants à la Conférence d'Ottawa ont souligné la nécessité pour les gouvernements d'adopter les mesures qui s'imposent au niveau national afin de ratifier la Convention le plus tôt possible pour mettre cet instrument en vigueur et rendre ses dispositions exécutoires. Le Canada, l'Irlande et l'Île Maurice ont présenté au secrétaire général de l'ONU leurs instruments de ratification, devenant ainsi les trois premiers

États à ratifier la Convention. On a attaché une certaine importance au fait que les États puissent avoir la capacité technique de s'y conformer.

African Topics	Le Magazine <i>African Topics</i> produira un numéro spécial sur la Conférence d'Ottawa (mars 1998) ainsi qu'un guide à l'intention des journalistes sur la Conférence, la Convention et le processus de ratification.
Autriche	<i>Initiative concernant la ratification en 1998</i> au moyen de contacts bilatéraux et multilatéraux afin d'inciter les signataires à ratifier la convention en 1998.
CICR	Promotion et diffusion au niveau global de trousse de ratification comprenant un résumé de la Convention à l'intention du public et des parlementaires ainsi que des lignes directrices relatives à l'adhésion des États et à la mise en vigueur. Publication d'un guide à l'intention des non-spécialistes sur le Traité d'Ottawa.
CIMT	Campagne publique d'information <i>Entrée en vigueur avant l'an 2000</i> . Exercer des pressions sur l'ONU afin qu'elle proclame l'an 2000 Année internationale de l'élimination des mines terrestres.
UIP	Diffusion auprès des États membres d'une enquête sur ce que peuvent faire les parlementaires pour s'assurer de la mise en œuvre de l'interdiction des mines terrestres.
UNICEF	Exercer des pressions sur les non-signataires afin qu'ils signent la Convention; favoriser une ratification rapide par les signataires.

DESTRUCTION DES STOCKS

La Convention exige la destruction le plus tôt possible, ou au plus tard quatre ans après l'entrée en vigueur, de tous les stocks de mines antipersonnel que possèdent les signataires.

CIMT	Travail de concert avec les gouvernements à la mise sur pied d'une base de renseignements sur les mines par rapport à laquelle on pourra mesurer la justesse des données produites au moment de l'entrée en vigueur.
Danemark	Destruction complète des stocks existants d'ici l'an 2000.
France	Destruction complète des stocks de mines antipersonnel avant l'an 2000.
Hongrie	En vertu de «l'ensemble de mesures unilatérales», tous les stocks restants seront détruits au plus tard le 31 décembre 2000.
Ukraine	Prête à entreprendre la destruction d'une partie de ses stocks de mines antipersonnel dont les premiers seront détruits avant la fin de 1997.

DÉMINAGE

Les participants à la conférence d'Ottawa ont reconnu l'importance de retirer les mines antipersonnel qui se trouvent déjà dans le sol. Les signataires de la Convention ont accepté de détruire toutes les mines antipersonnel dans les régions minées se trouvant sous leur autorité au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur et, si possible, d'aider les autres à déminer ou à exécuter des activités connexes.

- Allemagne** Accueil d'une conférence internationale des spécialistes en déminage mettant l'accent sur les technologies de déminage et de détection mécaniques. (Début de juin 1998)
Accroissement de son niveau de financement actuel pour les activités de déminage, y compris l'éducation concernant les mines et la sensibilisation accrue à ce sujet (à environ 20 millions de marks allemands par année).
- ANU-ÉU** Programme «Adoptez un champs de mines» dans le cadre duquel l'ONU apparie certains champs de mines à des collectivités américaines et autres qui les adoptent et recueillent des fonds pour leur déminage.
- Australie** Maintien des programmes de déminage qui s'étendent sur plusieurs années. La Australian Defence Science and Technology Organization injectera au cours des cinq prochaines années 4 millions de dollars australiens dans la recherche visant à améliorer la détection et la neutralisation des mines.
- Autriche** Nouveau centre d'information sur les mines des Forces armées autrichiennes pour la diffusion du savoir-faire en matière de déminage.
Aide accrue aux programmes de déminage, de sensibilisation aux mines et de réhabilitation des victimes et accroissement du nombre d'instructeurs des Forces armées pour les opérations internationales de déminage.
- Belgique** Participation accrue aux Fonds de contributions volontaires de l'ONU et du CICR; poursuite de la recherche en matière de solutions technologiques de pointe en matière de déminage, notamment le maintien d'une contribution au projet pilote *Airborne Minefield Detection in Angola*. Les contributions additionnelles s'élèveront à plus de 63 millions de francs belges, portant la contribution totale annuelle à plus de 100 millions de francs belges.
- Chine** Deuxième campagne massive de déminage dans les régions frontalières de la province du Yunnan. (novembre 1997 à décembre 1999)
- États-Unis** *Demining 2010 Initiative*. Une campagne globale de déminage visant à enlever les mines d'ici l'an 2010. Cette initiative comprendra un groupe d'Américains éminents qui fourniront des conseils et susciteront un soutien ainsi que la tenue d'une conférence internationale à Washington les 21 et 22 mai 1998 afin d'élaborer d'ici l'an 2010 des stratégies visant l'élimination de la menace que représentent les mines pour la population civile.
Le ministère américain de la Défense tiendra une conférence visant à mieux connaître les conditions opérationnelles et environnementales auxquelles sont confrontés les centres d'action contre les mines et les ONG qui se consacrent au déminage, et obtenir une «liste de souhaits» concernant les technologies qu'elles aimeraient voir adopter par les établissements de recherche américains et autres. (Du 20 au 22 janvier 1998 à Fort Belvoir, Virginie)
Tenue d'une conférence à la James Madison University à Washington (15 et 16 décembre) mettant l'accent sur les ONG qui s'occupent de déminage ainsi que sur leurs exigences en matière d'information.
Les États-Unis augmenteront leur contribution financière en matière de déminage global à environ 82 millions de dollars (américains) en 1998. Leur but est de hausser à 1 milliard de dollars par année les ressources mondiales consacrées aux questions liées aux mines, notamment à la sensibilisation aux mines, au déminage et à la neutralisation des engins non éclatés ainsi qu'à l'aide aux victimes.
Les États-Unis tenteront d'accroître à 21, en 1998, le nombre de pays que soutient son programme de déminage humanitaire et envisagent d'augmenter encore ce nombre en 1999.

Finlande	Mise en œuvre d'un programme de déminage d'une durée de deux ans en collaboration avec le Centre d'action cambodgien contre les mines. On déploiera un groupe finlandais de déminage; coût total : 9,2 millions de marks finlandais.
France	Ouverture de l'École supérieure du génie du ministère de la Défense d'Angers aux stagiaires étrangers et aux membres des ONG. Favoriser la mise sur pied d'une banque de données mondiale sur les régions minées de la planète.
Îles Salomon	Mise en œuvre, avec l'aide du PNUD, d'une étude visant à déterminer la possibilité d'enlever les engins non éclatés oubliés au fond de l'océan après la Deuxième Guerre mondiale.
Italie	Versement de 5,9 millions de dollars américains pour le déminage en 1998. On s'attend à une contribution additionnelle de 1,25 million de dollars pour l'aide multilatérale au déminage.
Japon	Dans le cadre des lignes directrices de Tokyo, contribution d'environ 10 millions de yens au cours des cinq prochaines années dans le domaine du déminage et de l'aide aux victimes. Rendre possible la fourniture d'équipement ou de technologies nécessaires au déminage humanitaire.
Médecins pour les droits de la personne	Offre de tenir une rencontre visant à fixer des méthodes normalisées de collecte de renseignements et de signalements concernant les incidents liés aux mines, en collaboration avec les ONG et les agences internationales et avec la participation des États.
Norvège	Contribution de 100 millions de dollars américains sur cinq ans pour le déminage et la sensibilisation ainsi que l'aide aux victimes des mines.
OEA	Lancement d'un programme de déminage au Guatemala. Accroissement du nombre de démineurs formés qui pourraient être rendus disponibles pour la communauté internationale après l'an 2000.
OUA	Mise en œuvre du plan d'action adopté lors de la première conférence continentale des spécialistes africains sur les mines terrestres à Kempton Park.
PNUD	Création projetée d'un centre d'action contre les mines dans un pays en développement infesté de mines, afin de mettre l'accent sur la formation de moniteurs en matière d'arpentage, de systèmes d'information sur les champs de mines, de sensibilisation aux mines, d'appareils et accessoires fonctionnels et de réseautage. Le centre favoriserait la permanence des mesures mondiales par le biais de la mise en valeur des capacités des pays. Il accroîtrait la coordination entre les programmes dans le monde entier en fournissant une tribune qui permettrait de partager les leçons apprises.
Pays-Bas	Engagement à accroître les efforts de déminage, notamment par le lancement d'un programme pour la formation de 80 instructeurs de déminage pour les opérations de déminage. Programme de recherche et développement de techniques nouvelles et améliorées de déminage humanitaire. Premiers résultats concrets attendus d'ici l'an 2000.

- Roumanie** Don à l'Angola d'équipement de déminage ainsi que d'un laboratoire de radiologie et d'une unité médicale mobile liés aux mines.
- Royaume-Uni** Doublement des ressources consacrées au déminage, à 10 millions de livres par année au cours des trois prochaines années. Des ressources seront consacrées à une nouvelle technologie qui améliore les normes de sécurité et accélère le déminage.
- Slovénie** Aide à la Bosnie-Herzégovine; possibilité de création d'un fonds international visant à financer le déminage et l'aide aux victimes des mines.
- Suède** Accroissement du financement destiné au déminage à environ 28 millions de dollars canadiens.
Accroissement du financement de la recherche et développement (détecteur de mines à capteurs multiples) d'environ 3 millions de dollars canadiens. Mise en œuvre d'un projet de recherche et développement sur le recours aux chiens détecteurs de mines, en collaboration avec le Centre cambodgien d'action contre les mines.
Achèvement de la mise sur pied d'un centre national de déminage.
Travail relatif à une base de données visant à compléter celle de l'ONU.
- Suisse** Création du Centre international de déminage humanitaire de Genève, qui se penchera sur les solutions concrètes aux problèmes opérationnels que pose le déminage humanitaire, notamment la mise sur pied d'une base de données et de cours de formation de gestionnaires. (Création officielle du Centre au printemps 1998; séminaire pilote des directeurs de programmes de déminage humanitaire en avril et mai 1998; conférences annuelles des directeurs de programmes de déminage.)
Tenue d'une conférence internationale, d'une durée de deux jours, des spécialistes sur la planification et la mise en œuvre des politiques relatives au déminage. Cette conférence est conçue pour stimuler la coopération entre les signataires de la Convention d'Ottawa en fournissant une tribune pour les contacts, la clarification des obligations et la mise en commun des expériences sur le terrain ainsi que de renseignements pertinents. (Début septembre 1998)
- TCA** Contribution de 1,25 million de dollars canadiens de la part des Travailleurs canadiens de l'automobile pour le déminage au Mozambique.
- Thaïlande** Aide au déminage de toute la frontière thaïlandaise avec le Cambodge au cours des trois prochaines années.
- UNICEF** Favoriser la sensibilisation en distribuant et en faisant connaître le vidéo animé *The Silent Child: Helping Children Learn About Landmines* (avec l'aide du Canada).
- Union européenne** 40 millions de dollars américains consacrés au déminage en 1998 (Commission européenne); jusqu'à 4,5 millions d'écus sous forme d'autres contributions à des organisations internationales et régionales; 15 millions d'écus à la mise au point de technologies adéquates pour le déminage humanitaire.
Organisation d'un forum sur le déminage à l'intention des utilisateurs finaux en janvier 1998, probablement au Centre commun de recherche à Ispra, en Italie.
Organisation d'un symposium et d'une exposition d'envergure internationale sur la technologie de déminage au Centre d'Ispra le 29 septembre 1998.

AIDE AUX VICTIMES DES MINES

La Convention reconnaît clairement la nécessité de fournir de l'aide pour les soins, la réhabilitation et la réintégration économique des victimes de mines.

- CICR** Soutien permanent des établissements de soins qui traitent les patients blessés par les mines.
 Maintien d'une série de colloques sur la chirurgie de guerre afin de former des chirurgiens au traitement chirurgical des blessures provoquées par les mines.
 Réalisation d'une étude sur les besoins psychologiques et socio-économiques des victimes des mines.
 Organisation d'une rencontre des principaux organismes fournissant de l'aide aux victimes sur place concernant les techniques et la coopération internationales.
 Élaboration plus poussée de programmes de sensibilisation aux mines dans les pays touchés; tenue d'une conférence internationale sur la sensibilisation aux mines (Sarajevo, février 1998).
- CIMT** Campagnes nationales visant à favoriser la proclamation d'une journée internationale des victimes de mines.
- Danemark** Soutien permanent pour le traitement et la réhabilitation des victimes d'explosions de mines.
- LSN** Mise sur pied, en 1998, de services de soutien aux survivants des mines en créant des réseaux locaux dans 12 pays minés, en préparant une conférence internationale de formation à l'intention des organismes ou personnes associés au réseau des survivants des mines terrestres (Landmine Survivors Network) et en mettant en service sur l'Internet une base de données concernant l'aide aux victimes. LSN travaillera aussi en étroite collaboration avec les gouvernements donateurs, l'industrie privée et les ONG internationales afin de recueillir 3 milliards de dollars américains pour divers types d'aide aux survivants pendant dix ans.
- Norvège** *Stratégie norvégienne de soutien aux victimes des mines.* À l'appui du programme global d'aide aux victimes des mines du CICR, la Norvège contribuera 20 millions de dollars américains sur cinq ans.
- Saint-Siège** Contribution de 100 000 dollars américains au CICR pour l'aide aux victimes.
- Union européenne** Contribution pouvant s'élever à 8 millions d'écus au CICR pour l'aide aux victimes des mines.

COORDINATION ET ÉVALUATION DES PROGRÈS

Il existe un vaste consensus sur la nécessité de coordonner de manière efficace les efforts internationaux que déploient les États, les organismes internationaux et les organisations non gouvernementales ainsi que sur la nécessité de demeurer transparents en surveillant les progrès accomplis.

- Autriche** Colloque européen sur la mise en œuvre des obligations du Traité relatives aux mines terrestres antipersonnel au sein des Forces armées. (Été 1998 à Vienne)
- Canada** Tenue d'une rencontre de haut niveau en mars 1998 afin de discuter de la meilleure façon dont la communauté internationale pourrait gérer les programmes de déminage humanitaire et d'aide aux victimes et efforts en vue de

parvenir à une entente sur une approche globale coordonnée en ce qui concerne l'utilisation des ressources et de l'énergie engagées, avec résultats, et une rentabilité maximum.

- CIET** Lorsque le financement sera assuré, Community Information, Empowerment and Transparency mettra en place dans tous les pays affectés un système de repérage des mines. Ce système obtient des données d'une façon qui donne lieu à des mesures efficaces au niveau local; il fournit une comptabilité opérationnelle fiable sur l'incidence des mesures adoptées contre les mines, sert de point de référence sur la réduction des incidents liés aux mines et sur les modifications relatives à la sécurité alimentaire et identifie les endroits où les gains contre les mines se sont stabilisés.
- CIMT** Rencontre en Bosnie-Herzégovine (début 1998).
Deuxième conférence des ONG à Tokyo (31 janvier et 1^{er} février 1998).
Rencontre en Corée du Sud (fin janvier, début février).
Colloque sur le déminage en Afrique australe, coparrainé par GEM, SACBL et MAG. (Afrique du Sud, février 1998).
Atelier de stratégie des ONG d'Afrique occidentale (février 1998).
Colloque du gouvernement régional et des ONG à Budapest (mars 1998).
Rencontre de la CIMT et de l'AIMPGM à Moscou (mai 1998).
Au Burkina Faso, rencontre parallèle au Sommet de l'OUA (juin 1998).
Colloque sur les intervenants non étatiques et l'interdiction (juin 1998).
Cinquième conférence internationale de la CIMT (provisoire; automne 1998).
- Hongrie** Possibilité de coparrainer une conférence régionale visant à favoriser le dialogue et à encourager les mesure conjointes.
- Irlande** Tenue d'une rencontre internationale à l'automne 1998 à Dublin afin d'évaluer l'état actuel du problème des mines antipersonnel ainsi que les progrès accomplis par les pays, contre les mines. (En collaboration avec le Canada et la CIMT.)
- Union européenne** Efforts en vue de favoriser une plus grande coordination par l'entremise d'un comité d'orientation ainsi que des groupes de travail sur la technologie appropriée, la gestion de l'information et les mesures adoptées par les pays affectés.

CALENDRIER DES PRINCIPALES ACTIVITÉS CONCERNANT LES MINES**1997****Décembre**

- Conférence sur le déminage à la James Mason University de Washington (15 et 16 décembre) où on mettra l'accent sur les ONG qui participent au déminage et leurs exigences en matière d'information.

1998**Janvier**

- CIMT : Deuxième conférence des ONG à Tokyo (31 janvier et 1^{er} février); rencontre en Corée du Sud (fin janvier – début février); rencontre en Bosnie-Herzégovine (début 1998).
- Conférence du ministère américain de la Défense visant à mieux connaître les conditions opérationnelles et environnementales auxquelles font face les centres d'action contre les mines et les ONG qui s'occupent de déminage, et obtenir une «liste de souhaits» concernant la technologie qu'ils aimeraient que les établissements de recherche et développement américains et autres adoptent. (du 20 au 22 janvier 1998 à Fort Belvoir en Virginie).
- Organisation par l'UE d'un Forum des utilisateurs finaux sur le déminage, probablement au Centre commun de recherche de Ispra, en Italie.

Février

- CIMT : Atelier de stratégie des ONG d'Afrique occidentale; colloque sur le déminage en Afrique australe, coparrainé par GEM, SACBL et MAG (Afrique du Sud).
- CICR : conférence internationale sur la sensibilisation à l'égard des mines à Sarajevo.

Mars

- Le Canada tiendra une réunion de haut niveau afin de discuter de la meilleure façon dont la communauté internationale pourrait gérer les programmes de déminage humanitaire et d'aide aux victimes au cours des années à venir et efforts en vue de parvenir à une entente sur un programme global coordonné en ce qui concerne l'utilisation des ressources et de l'énergie engagées avec des résultats et une rentabilité maximum.
- CIMT : colloque de représentants de gouvernements régionaux et d'ONG à Budapest.
- La Suisse inaugurera le Centre international pour le déminage humanitaire.

Avril

- CICR : tables rondes nationales en Asie centrale. (Avril à juin 1998)
- La Suisse tiendra un colloque pilote regroupant les directeurs de programmes de déminage humanitaire au Centre international de Genève pour le déminage humanitaire. (Avril et mai 1998)

Mai

- CIMT/AIMPGN : rencontre pour lancer la «campagne russe» des ONG.

- Les États-Unis accueillent à Washington (les 21 et 22 mai) une conférence internationale pour les pays donateurs et bénéficiaires, les organismes internationaux de déminage et les ONG afin de prendre des engagements fermes concernant un soutien additionnel en matière de déminage, élaborer des mécanismes permettant de mieux coordonner les opérations de déminage et élaborer une stratégie globale afin d'éliminer la menace que constituent les mines pour les populations civiles d'ici l'an 2000 (*Demining 2010 Initiative*).
- CICR : colloques régionaux en Europe centrale et orientale (mai et juin 1998).

Juin

- L'Allemagne accueille une conférence internationale de spécialistes du déminage, qui met l'accent sur les technologies de déminage et de détection mécaniques.
- CIMT : au Burkina Faso, rencontre parallèle au Sommet de l'OUA; colloque sur les intervenants non étatiques et l'interdiction.

Été

- Colloque européen sur la mise en œuvre des obligations du Traité relatives aux mines antipersonnel dans les forces armées (Autriche).

Automne

- La Suisse accueille une conférence internationale, d'une durée de deux jours, rassemblant des spécialistes de la planification et de la mise en œuvre des politiques sur le déminage.
- Organisation, par l'UE, d'un symposium et d'une exposition d'envergure internationale sur la technologie du déminage au Centre commun de recherche d'Ispra le 29 septembre 1998.
- L'Irlande tiendra une rencontre internationale à l'automne à Dublin afin d'évaluer la situation actuelle du problème des mines antipersonnel de même que les progrès accomplis par les pays en cette matière. (En collaboration avec le Canada et la CIMT.)
- CICR : tables rondes nationales en Asie orientale (septembre et octobre 1998).
- CIMT : 5^e Conférence internationale du CIMT (en principe)

Dates à déterminer en 1998

- CICR : colloque régional en Asie du Sud; poursuite d'une série de colloques sur la chirurgie de guerre afin de former les chirurgiens au traitement chirurgical des blessures causées par les mines; rencontre technique et de coopération internationale des principaux organismes qui fournissent de l'aide sur le terrain aux victimes de mines.
- Les Médecins pour les droits de la personne offrent de tenir une rencontre afin d'adopter des méthodes normalisées de collecte de renseignements et de signalement d'incidents causés par les mines, avec les ONG et l'Agence internationale et avec la participation des États.
- La Hongrie envisage de coparrainer une conférence régionale visant à favoriser le dialogue et les mesures conjointes.

1999

Dates à déterminer en 1999

- Conférence annuelle des directeurs de programmes de déminage, au Centre international pour le déminage humanitaire de Genève.
- La Suisse tiendra une conférence de suivi à la conférence internationale de 1998 des spécialistes de la planification et de la mise en œuvre des politiques sur le déminage.



Action contre les mines : Perspectives et défis



*Les résumés présentés ici
ne rendent pas compte de
la totalité des discussions
et ne sont pas des compte
rendus textuels.*

PHOTOS: J. RODSTED



Séance plénière d'ouverture du Forum d'action contre les mines

Président : Son Excellence l'Ambassadeur Bjorn Skogmo du Royaume de Norvège

Orateur principal

L'honorable Lloyd Axworthy
Ministre des Affaires étrangères du Canada

Le Ministre des Affaires étrangères du Canada Lloyd Axworthy souhaite la bienvenue aux participants du Forum d'action contre les mines, soulignant que "les peuples et les gouvernements de par le monde se sont engagés dans un extraordinaire effort, au niveau planétaire, pour interdire les mines antipersonnel et nous y avons réussi". Lorsque s'est amorcé le Processus d'Ottawa, admet-il, "j'étais plutôt incertain du résultat, mais l'initiative constituait un risque qu'il valait la peine de prendre". Il fait remarquer que l'on s'attend à ce que plus de 100 pays signent le Traité à Ottawa, ce qui en fera l'un des traités ayant reçu le plus grand nombre de signatures dès l'ouverture.

Le Traité est certes une raison de se réjouir, mais le Ministre souligne toutefois la douleur et la souffrance que les mines antipersonnel continuent à engendrer dans le monde. De plus, il incite instamment les participants à "prendre un moment de répit pour réfléchir sur les répercussions à grande échelle du travail de concertation réalisé ces 14 derniers mois" et suggère trois leçons à tirer du Processus d'Ottawa :

- L'opinion publique mondiale impose des limites au comportement humain, même sur le champ de bataille.
- Grâce à des approches novatrices, la diplomatie peut réaliser des progrès inédits.
- Un partenariat à part entière entre les États et les organisations non gouvernementales (ONG) peut déboucher sur des résultats qu'aucun de ces deux groupes ne pourrait réaliser tout seul.

Le Processus d'Ottawa n'aurait pas été possible il y a cinq ou dix ans, d'ajouter le Ministre. Or, depuis lors, les forums internationaux ont accueilli un éventail

d'acteurs non gouvernementaux, la souveraineté étatique est devenue plus diffuse et une mentalité mondiale se développe, qui exige que "la société civile ait sa place à la table... La voix du peuple se fait maintenant entendre au niveau international" et le message a été clair : "le public n'a aucune tolérance pour les armes qui font de nombreuses victimes parmi les civils."

M. Axworthy ajoute qu'un traité préparé par un groupe d'écoliers canadiens a formulé la question des mines antipersonnel en termes des plus clairs et des plus simples : "Les enfants devraient avoir le droit de s'amuser sans risquer d'être blessés." Les choix faits en matière de politiques étrangères ne le sont plus essentiellement en fonction de considérations de sécurité militaire mais aussi de questions humanitaires telles que la pauvreté, les droits de la personne et la dégradation environnementale, fait valoir le Ministre, "il n'est plus suffisant d'assurer la sécurité des nations. C'est au niveau des conditions de la vie quotidienne que nous devons assurer la sécurité".

Il annonce que le Canada ratifiera le Traité demain et enjoint les participants à s'assurer que ce dernier soit mis en application d'ici un an grâce à l'obtention des 40 ratifications nécessaires. "Vous avez déjà entendu ça quelque part ?" demande-t-il.

M. Bernard Miyet

Secrétaire général adjoint, Département des opérations de maintien de la paix, Organisation des Nations Unies

Le Secrétaire général adjoint au Département des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, M. Bernard Miyet, souligne l'ampleur et la complexité du travail à accomplir, rappelant que les Services d'action contre les mines ne s'occupent pas seulement des mines, mais aussi des personnes qui doivent faire face à des environnements contaminés par les mines.

L'action contre les mines doit comporter un large éventail d'éléments et d'options, dont des composantes humanitaires et économiques gravitant autour de l'enlèvement des mines. M. Miyet définit ainsi le mandat des Services d'action contre les mines: coordination avec les autres agences de l'ONU, avec les pays hôtes et les autres partenaires, appui des programmes de déminage existants et création de nouveaux programmes, coordination des renseignements, promotion de nouvelles technologies de déminage et défense des droits. Les Services collaborent avec les programmes sur le terrain dans des pays comme le Cambodge et l'Afghanistan et a la flexibilité de créer des programmes et de les diriger jusqu'à ce que le Programme pour le développement des Nations Unies ou les pays hôtes les prennent en charge.

M. Miyet souligne l'importance que les pays participants apportent une importante contribution financière aux Services d'action contre les mines, indiquant que le budget annuel de 12 millions n'est qu'une fraction de la somme totale de 145 millions nécessaire chaque année dans le domaine des mines. Il suggère que la communauté internationale se donne trois priorités pour la période immédiatement après la conférence :

- Une meilleure définition de l'ampleur et des conséquences du problème des mines antipersonnel, sachant que les chiffres seuls - 110 millions de mines et des victimes innombrables - ne reflètent pas tous les aspects humains et économiques de ce problème.
- Une liste de toutes les mesures spécifiques à prendre, de l'enlèvement des mines à la réduction des risques.
- La coordination de toutes les activités entreprises dans le monde entier.

L'honorable Patrick Leahy
Sénat des États-Unis, États-Unis d'Amérique

Le sénateur Patrick Leahy, des États-Unis, rappelle "l'acte de foi" du Ministre L. Axworthy qui a lancé le processus d'Ottawa, et fait remarquer que les gouvernements et les ONG participant à la Conférence "réussiront à faire quelque chose que personne n'attendait et qui offre la possibilité d'empêcher des souffrances effroyables dans les rangs de générations entières de par le monde." Il ajoute que les Américains qui ont appuyé cette démarche "redoubleront d'efforts pour que notre propre gouvernement ratifie le Traité. J'espérais que cela ne serait pas nécessaire. Mais c'est un défi que je tiens à relever, car je suis persuadé que le jour viendra où notre pays le signera."

Soulignant qu'il parle à titre personnel, M. Leahy défie les personnes qui ne se sont pas encore engagées à signer le Traité d'exposer des raisons concrètes expliquant leur décision. "Il n'y a aucune raison légitime de ne pas le signer — uniquement des excuses", déclare-t-il.

Tous les participants devraient quitter Ottawa bien déterminés à former des coalitions pour la prochaine phase d'application, poursuit M. Leahy. Le sénateur met en relief l'importance que revêt le Traité, que les États-Unis le signent ou non. Selon lui, la décision du président américain de ne pas signer le Traité s'explique par les pressions qu'exerce le Pentagone ainsi que par l'opinion de ses conseillers qui définissent à tort l'utilisation des mines comme étant un choix visant à protéger la vie des soldats. Il ajoute que le Pentagone avait proposé des exceptions qui auraient affaibli le Traité et retardé sa mise en application d'au moins dix ans, un résultat qui aurait été "totalement et fondamentalement inacceptable".

De telles opinions ne peuvent retenir la marée de l'histoire que pendant un certain temps, selon M. Leahy, qui qualifie les mines de "fléau contre l'humanité", un fléau que nous avons nous mêmes déchaîné et auquel nous pouvons, seuls, mettre fin. Le sénateur insiste sur la nécessité, pour tous les pays, de jouer un rôle dans ce contexte et exhorte son gouvernement à signer le Traité. Il ajoute que, même si son gouvernement n'est pas prêt à signer le Traité aujourd'hui même, il devrait s'engager sans ambages à respecter les conditions dans lesquelles il signera le

Traité selon un échéancier raisonnable qui calmera les craintes et démontrera que la signature ne sera pas remise aux calendes grecques.

M. Rafeeuddin Ahmed
Administrateur associé, Programme de développement des Nations unies

Au nom du Programme de développement des Nations Unies (PDNU), M. Rafeeuddin Ahmed rend hommage au Canada qui a pris le leadership du Traité pour l'interdiction des mines terrestres. Il signale cependant que, même s'il est adopté à l'échelle universelle, ce traité ne fera rien pour régler le problème des mines qui ont déjà été posées. Les NU comptent faire tout ce qui est possible pour promouvoir le déminage, de manière à ce que les populations de tous les pays puissent reprendre le contrôle de leurs terres et avoir la liberté de mouvement nécessaire au développement durable.

Les responsables du PDNU estiment que le déminage est un élément clé des stratégies de développement durable, et le programme a déjà accompli une énorme tâche en ce qui concerne les levés cartographiques des mines, la localisation et l'élimination dans des pays comme l'Afghanistan, le Mozambique, l'Angola et le Cambodge. Des terres agricoles d'une superficie de plusieurs milliers de kilomètres carrés ont été déminées, et on peut maintenant voyager en toute sécurité sur des milliers de kilomètres de routes.

Après sept ans d'expérience, le PDNU a désigné plusieurs éléments clés d'un programme fructueux. Ces éléments comprennent, entre autres, l'engagement d'une expertise et de ressources locales, le leadership au niveau national et une étroite coordination pour que le travail ne soit pas sporadique. En outre, la "pollution par les mines" doit être considérée comme un problème de développement à long terme, et non pas comme une question de sécurité à court terme.

Comme les tentatives de déminage se heurtent souvent aux mêmes problèmes, on peut gagner beaucoup de temps en mettant l'expérience en commun à l'échelle internationale. À cette fin, les responsables du PDNU ont mené une étude de pré-faisabilité sur la création d'un nouveau centre interna-

tional d'action contre les mines dans un pays en développement. Un tel centre favoriserait le partage de l'expérience et le réseautage. En outre, il constituerait une tribune qui permettrait aux gouvernements et aux ONG de poursuivre le travail de déminage. En conclusion, M. Ahmed précise que des initiatives de ce genre peuvent jouer un rôle crucial pour l'élimination des mines qui ont déjà été posées.

M. Steve Goose
Campagne internationale contre les mines terrestres

Steve Goose de la Campagne internationale contre les mines terrestres déclare que le progrès réalisé jusqu'à maintenant montre clairement que les gouvernements du monde entier sont à l'écoute des préoccupations de la "société civile". Le partenariat créé doit être maintenu, souligne-t-il, pour s'assurer que le "nouvel état d'esprit", la perception selon laquelle l'utilisation des mines est un crime, soit accepté.

Le processus de négociation a permis d'améliorer le Traité et a abouti à un bon résultat. Cependant, insiste M. Goose, ce Traité doit être mis en application. Les mines enfouies actuellement dans le sol doivent être retirées et il faut venir en aide aux survivants des accidents attribuables aux mines. Les améliorations futures doivent inclure une interdiction des dispositifs antimanipulation pour les mines antivéhicules et des restrictions plus rigoureuses sur les mines utilisées pour la formation. En outre, il faut trouver un moyen pour s'occuper des États "non parties" qui jouent un rôle dans la pose de mines.

M. Goose fait observer que le Canada donne un bon exemple en signant et en ratifiant simultanément le Traité. Il met les autres États signataires au défi de ratifier le Traité d'ici à la fin de 1998. Entre temps, il reste beaucoup de travail à effectuer pour que toutes les nations soient parties au Traité.

La Campagne internationale collaborera avec les gouvernements pour parvenir à une mise en application rapide et efficace tout en visant à une entrée en vigueur rapide. De nombreux pays ont dit que la ratification prendra de deux à trois ans mais, selon M. Goose, le processus doit être mené à bien d'ici quelques mois au plus tard. De la même façon, les gouvernements se

sont donné pour objectif de détruire les mines d'ici quatre ans et de les enlever d'ici dix ans mais M. Goose souligne la nécessité de commencer le compte à rebours en ce qui concerne ces échéances. Des législations internes seront nécessaires pour mettre le Traité en application et tous les partenaires devront conjuguer leurs efforts pour l'universaliser.

M. Stephen Lewis
Directeur général adjoint, UNICEF

M. Stephen Lewis de l'UNICEF apporte une dimension humaine aux problèmes des mines en relatant l'histoire de Godfrey, un jeune garçon du nord de l'Ouganda. Godfrey a eu les deux jambes coupées au-dessus des genoux par une mine antipersonnel alors qu'il cherchait, en forêt, la tombe de son père tué lors d'un soulèvement. "Il y a chaque année de 8 à 10 mille Godfrey", déclare M. Lewis.

Pour M. Lewis, le Traité est un pas historique sur la route de la raison ce qui pourrait mettre un terme à la folie actuelle. Il souligne l'importance de respecter la Convention de l'UNICEF relative aux droits de l'enfant. L'emploi des mines terrestres qui tuent et estropient les enfants bafoue à peu près tous les droits prévus à la Convention, dont le droit à la vie.

Le Traité est un triomphe pour la Campagne internationale, de dire M. Lewis. Même si trop souvent les gouvernements laissent de côté les "sociétés civiles", le présent processus a si bien fonctionné que tout le monde veut aider. De leur côté, les représentants de l'UNICEF recevront l'instruction de tenter de convaincre des gouvernements d'adhérer au Traité, interviendront aux niveaux bureaucratique et politique afin de convaincre les gouvernements de ratifier le Traité et s'emploieront à mieux faire connaître le problème des mines et à accroître l'aide aux victimes. Les priorités sont les suivantes: enlever les mines, diminuer le nombre de victimes et réduire la douleur de ceux qui sont touchés par le problème.

"L'élimination des mines est devenue une force historique", ajoute M. Lewis. Il prédit que tous les pays vont signer le Traité et il les met au défi de le faire avant le premier juillet 1998, Fête du Canada. Il rappelle l'engagement de l'UNICEF à continuer de faire pression sur les gouvernements qui n'ont pas signé le Traité, à œuvrer, de concert avec les politiciens et l'ensemble de la population, pour encourager la ratification et à promouvoir la sensibilisation aux ravages causés par les mines et l'assistance aux victimes.



L'efficacité militaire et les coûts humanitaires des mines antipersonnel

Président: M. Stephen Lewis, Directeur-général adjoint, UNICEF

L'utilité militaire des mines antipersonnel

Lieutenant général à la retraite Robert Gard
Président, Monterey Institute of International Studies, U.S.A.

De l'avis du général Gard, les mines antipersonnel ne sont pas indispensables et les coûts humanitaires dépassent leur utilité militaire. En bref, on devrait les interdire.

Les principes de "nécessité militaire" et de "proportionnalité" sont reconnus en droit international. La nécessité militaire autorise l'utilisation de certains moyens pour atteindre certains objectifs militaires. Ceci est un élément essentiel du débat sur l'interdiction des mines antipersonnel.

Dans une récente déclaration, le directeur adjoint pour la politique et la planification stratégique de l'armée américaine a déclaré que les mines antipersonnel sont nécessaires pour trois raisons: contrôler le champ de bataille, augmenter l'efficacité des autres armes et protéger les forces alliées. Par conséquent, les États-Unis hésitent à interdire une arme qui pourrait sauver la vie de leurs soldats.

Mais les mines antipersonnel sont des armes aveugles et il faut essayer de déterminer si leur utilisation est justifiable d'un point de vue militaire. Une



étude indépendante effectuée en 1994 a conclu que les mines antipersonnel ont une efficacité militaire modeste dans les opérations de défense et une efficacité négative dans les opérations militaires offensives. En 1996, une autre étude est venue appuyer ces conclusions. Les mines antipersonnel risquent d'annuler les avantages militaires techniques des États-Unis, limitent la manoeuvrabilité tactique et ralentissent le rythme opérationnel des forces américaines. Les opérations pendant la guerre du golfe Persique ont démontré que les mines réduisent la manoeuvrabilité. En conséquence, le général Norman Schwarzkopf, commandant des forces alliées lors de la guerre du golfe et d'autres généraux à la retraite ont demandé au président Clinton de poser un geste militairement et humainement responsable en appuyant la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel

Les coûts humains des mines antipersonnel

M. Soren Jessen-Petersen
Directeur, Bureau de liaison de New York, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

"Les mines forcent les gens à se déplacer et elles les mettent en danger encore à leur retour", déclare M. Jessen-Petersen. Elles constituent l'un des pires problèmes que doivent affronter les réfugiés. Leur effet coûte cher et dure très longtemps, car elles continuent à tuer et à déplacer les gens bien après que la guerre les ait poussés à partir.

M. Jessen-Petersen remarque que les mines antipersonnel sont souvent déployées pour obliger les populations à se déplacer, pour faire partir "l'ennemi" et pour l'empêcher d'atteindre la sécurité. Les mines peuvent également entraver la prestation de services humanitaires aux plus démunis, ce qui force les travailleurs de l'aide humanitaire à prendre des risques

énormes. Les poseurs de mines pensent que c'est un moyen de garder le contrôle des réfugiés.

Les mines antipersonnel ralentissent le rapatriement des réfugiés. Nombre d'entre eux restent dans les camps parce qu'ils ont peur. Les mines posent également un obstacle à la réintégration, notamment lorsqu'un agriculteur a peur de retourner sur sa terre ou qu'il est incapable de le faire. Quatre-vingt pour cent des personnes déplacées sont des femmes et des enfants.

Le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés n'a la capacité de désamorcer les mines terrestres qu'à petite échelle. Son principal rôle consiste à défendre les intérêts des réfugiés, à les éduquer et à coordonner les diverses organisations.

M. Jessen-Petersen conclut que le déminage doit avoir la priorité afin de permettre aux réfugiés de retourner dans leur patrie. Les parties combattantes devraient assumer la responsabilité d'enlever les mines car elles seules savent où elles les ont déployées. Il ne faut plus permettre que se perpétuent de tels crimes contre l'humanité.

Les coûts socio-économiques des mines antipersonnel

M. Neil Andersson,
Directeur exécutif, Community Information and Epidemiological Technologies (CIET) International

M. Neil Andersson propose que l'on fasse preuve d'"intelligence" en matière de mines, en soulignant que même si "la sensibilisation à la question des mines" n'est certainement pas un problème dans la plupart des pays, cela n'a pas modifié le comportement de ceux qui côtoient les mines antipersonnel au cours des années. Cette nouvelle approche "intelligente" a un effet mobilisateur en ce qu'elle permet à ceux qui sont le plus touchés de devenir partie prenante. Les répercussions s'en font sentir au niveau local. Cette nouvelle mentalité marque le début de la deuxième génération de la recherche sur les mines antipersonnel.

M. Andersson demande aux délégués d'imaginer le bruit et la lumière produits par l'explosion d'une mine antipersonnel. Ce qui est plus difficile à imaginer, c'est la suite. Un tiers des victimes meurent

instantanément. Ceux qui survivent doivent s'en remettre par leurs propres moyens et la plupart souffrent de séquelles psychologiques. Tous souffrent de ne plus être capables de pourvoir aux besoins de leur famille. Ils subissent la perte de leur bétail et souvent de leur foyer, puisqu'ils sont obligés de vendre pour pouvoir couvrir les frais de leur réadaptation. Cette situation fait que des familles, des collectivités et des pays entiers sont mutilés. De telles pertes engendrent également des conséquences désastreuses pour les économies nationales.

S'appuyant sur les récentes études de "suivi des mesures concernant les mines" menées sur de vastes populations en Afghanistan, au Cambodge, en Bosnie et au Mozambique, M. Andersson conclut qu'il est possible de quantifier les conséquences humaines et certaines des conséquences sociales des mines antipersonnel, de même que les réactions des gens. Parallèlement à l'acquisition de savoir-faire, il faut insister sur l'importance d'une formation permettant de mesurer les impacts sociaux.

L'utilisation des mines antipersonnel en temps de guerre

Major-général (retraité) Dipankar Banerjee
Co-directeur, Institut des études sur la paix et les conflits, New Delhi, Inde

Le major-général Banerjee déclare que nous vivons un moment historique parce qu'une arme de guerre sera bientôt bannie grâce à l'initiative de certaines organisations. "Ces derniers ont fait pression sur les nations pour qu'elles participent au processus et l'accélèrent, dit-il, mais ce n'est que le début d'un processus". Tant que les mines terrestres seront considérées comme utiles durant les conflits, l'armée insistera pour que les gouvernements refusent de signer un traité les interdisant. Cependant, le général s'oppose vivement à l'argument militaire selon lequel les mines terrestres sont nécessaires pour des motifs de sécurité légitimes.

D'après lui, les mines antipersonnel sont dépassées et font plus de tort que de bien. Elles étaient autrefois utilisées pour faire exploser des murs et des forteresses. Ce n'est que durant la Seconde guerre

mondiale qu'on en a fait un usage intensif.

Il y a six sortes de champs de mines antipersonnel : les champs de mines frontaliers, les champs de mines de défense, les champs de mines tactiques, les champs de mines factices et les champs de mines pour la protection. En réalité, les mines antipersonnel n'ont jamais été très efficaces parce qu'il y a toujours un moyen de les éviter. L'histoire militaire révèle qu'elles n'ont eu, au mieux, qu'un succès limité et discutable. Dans certains cas, comme en Corée et au Viêt-nam, les mines ont fait des victimes dans les armées qui les avaient posées.

On pourrait facilement remplacer les mines antipersonnel par des systèmes techniques perfectionnés qui ne frappent pas sans discrimination et qui ne font pas tant de victimes chez les civils. Il est temps de débarrasser le monde de cette "horrible arme de guerre".

Discussion

- Un participant traite de la situation en Afghanistan, où il arrive que les gens, souvent des enfants, ramassent des mines parce qu'ils cherchent désespérément du métal. Certains considèrent aussi que c'est un acte de bravoure que d'entrer dans des secteurs minés. Le Dr Andersson a convenu que c'est un problème qui peut être réglé en partie grâce à un programme d'éducation.
- Une déléguée demande où en est la recherche sur la manière dont les victimes, notamment les femmes, reprennent leur vie en main. Si aucune recherche du genre n'a été effectuée, déclare-t-elle, le Conseil des Canadiens serait très désireux de s'en occuper. M. Andersson répond qu'il existe de bons et de moins bons programmes de réadaptation. L'un des meilleurs programmes prévoit la formation des victimes pour qu'elles deviennent des démineurs. Il reconnaît que de la recherche est nécessaire dans ce domaine et souhaite en discuter avec le Conseil des Canadiens.
- Un délégué demande s'il existe une volonté politique d'effectuer le déminage des champs de mines au tiers monde. Le général Gard répond qu'il faut une volonté économique, plutôt qu'une volonté politique.
- On soulève la question des mines "de fabrication artisanale" et de leur réglementation, ainsi que celle du processus de vérification. Les panelistes conviennent que ce processus est faible, mais mentionnent qu'aucun régime de vérification ne peut permettre de s'assurer qu'aucune nouvelle mine n'est produite. Le seul espoir de débarrasser le monde de toutes les mines antipersonnel est de conclure un accord pour les interdire.



Ratification rapide de la Convention d'interdiction des mines antipersonnel: Forger la volonté politique et des capacités techniques pour une ratification rapide

*Président: Son Excellence Lucius Caflish
Ambassadeur aux Affaires juridiques, Ministère des Affaires étrangères, Suisse*

Défis diplomatiques

M. Thomas Markram
*Directeur de la division du désarmement, Ministère des
Affaires étrangères, Afrique du Sud*

Ce que plusieurs qualifiaient de défi diplomatique impossible à relever a été accompli en une année seulement, de dire M. Thomas Markram, du ministère des Affaires étrangères d'Afrique du Sud. L'important à présent est de faire en sorte que le Traité prenne force de loi en étant ratifié par les gouvernements et de veiller à sa mondialisation.

La Convention n'aura de valeur que dans la mesure où elle est appliquée par les États parties, déclare M. Makram. Dans l'immédiat, il faut s'assurer que la volonté politique nécessaire et les capacités techniques existent. Les participants doivent veiller à ce que les prochaines conférences internationales et les symposiums portent sur les aspects techniques et fonctionnels de l'application du Traité. Un autre défi à relever est de créer de meilleures banques de données sur le nombre et l'emplacement des mines afin de favoriser une meilleure utilisation des minces ressources pécuniaires pour le déminage.

M. Makram souhaite que les pays mettent en œuvre, tout au moins, le premier paragraphe de l'article 1 de la Convention (interdiction d'utilisation) en attendant son entrée en force, tel que prévu par la Convention de Vienne sur les traités. En terminant, il souligne le besoin de promouvoir la ratification rapide et la mondialisation de la Convention. "Nous ne pouvons pas développer la volonté politique et les capacités techniques si le désastre est sur le point de se répéter, dit-il. Il faut donner espoir à ceux qui vivent dans des pays minés et démontrer qu'il est possible de



trouver le financement nécessaire pour relever les défis dans les délais prévus."

Faciliter la ratification et la mise en oeuvre à l'échelle nationale

M. Stuart Maslen
*Conseiller en matière de mines, Comité international
de la Croix-Rouge*

L'engagement d'un État à signer un traité est certes important, mais il ne suffit pas parce qu'il n'est pas assorti du devoir de le ratifier, explique Stuart Maslen, du Comité international de la Croix-Rouge. C'est seulement un moyen pour l'État de soumettre un tel projet au Parlement en vue d'un débat et d'une approbation en règle. Si l'on veut épargner à cette Convention le sort d'autres ententes semblables qui n'ont été ratifiées qu'après une quarantaine d'années, il

est urgent de mettre à contribution "l'initiative diplomatique".

M. Maslen décrit le processus de ratification. La première étape consiste à s'assurer le soutien des dirigeants des gouvernements, ajoute-t-il. Les parlements étatiques ne seront pas autorisés à émettre des réservations comme ils l'ont fait dans le cas d'autres conventions; de plus, un besoin de législation criminelle pourrait également se faire sentir.

La ratification parlementaire de la Convention sera suivie d'un processus d'adhésion formelle. Cette démarche implique le dépôt par le Secrétaire général des Nations Unies de l'instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'accession.

Six mois après sa ratification, un État deviendra partie à la Convention. L'entrée en vigueur de cette dernière s'appliquera six mois après sa ratification par 40 États. À ce moment-là, les États parties auront le devoir d'appuyer des opérations de déminage et de prêter assistance aux victimes de mines terrestres conformément aux dispositions de la Convention. Cette étape sera suivie de l'obligation de faire rapport d'une façon formelle dans les 180 jours en conformité avec l'article 7. Dans un délai de quatre ans, les États devront détruire tous leurs stocks de mines antipersonnel. Dans les dix ans, toutes les mines antipersonnel en place devront être détruites, sinon l'État devra soumettre une demande de prolongation aux Nations Unies.

Le Comité international de la Croix-Rouge a produit un guide non technique sur la Convention qui s'adresse aux experts qui ne sont pas juristes. Il est actuellement disponible en anglais, et le sera l'an prochain dans les autres langues officielles des Nations Unies.

La campagne dans la perspective d'un pays

Mme Nicoletta Denticò
Coordinatrice, Campagne italienne pour l'interdiction des mines antipersonnel

Il se peut que l'Italie signe dès le mois d'avril 1998 la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel à l'échelle mondiale. Mais Madame

Nicoletta Denticò, qui représente la campagne italienne contre les mines antipersonnel, déclare qu'elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour une ratification encore plus rapide.

Madame Denticò invite les participants à faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils ratifient la Convention dès maintenant. L'Italie est l'un des six pays qui ont adopté une loi interdisant les mines antipersonnel, donnant aux Italiens une raison supplémentaire de demander la ratification immédiate de la Convention. Elle déclare que les représentants du gouvernement italien lui ont dit aujourd'hui que celui-ci ratifiera la Convention dès que possible, soit d'ici trois ou quatre mois après la fin des discussions sur le budget. Madame Denticò exhorte le premier ministre italien à faire en sorte que la ratification ait lieu plus tôt.

Madame Denticò remarque que la signature de la Convention n'est pas une fin en soi. Ce n'est que le début du processus de ratification, qui stipule que 40 pays doivent signer la Convention pour qu'elle devienne juridiquement contraignante. Un exemple à éviter, dit-elle, est celui de la Convention sur les armes inhumaines qui a été signée en 1980, mais qui n'avait été ratifiée que par six pays en décembre 1994. Il est heureux que la pression exercée par les campagnes nationales ait ravivé l'engagement à ce chapitre et ait amené 57 pays à ratifier la Convention avant décembre 1995.

La coopération entre les gouvernements et les campagnes nationales s'est remarquablement améliorée depuis, selon Madame Denticò. Elle invite d'autres campagnes nationales à veiller à ce que la complexité du processus de ratification ne ralentisse pas les choses. La campagne italienne exhortera son gouvernement à exercer de vives pressions pour que les grands pays européens avalisent dès que possible la Convention.

Campagne pour la ratification

M. Nigel Fisher
Directeur, Programmes d'urgence, UNICEF

D'après Nigel Fisher, de l'UNICEF, il faut absolument maintenir l'impulsion et la volonté

politique au niveau national et international afin que des mesures efficaces d'interdiction des mines antipersonnel puissent être prises.

Selon M. Fisher, la ratification presque universelle de la Convention relative aux droits de l'enfant propose des mesures pour que la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel puisse être ratifiée le plus tôt possible. Le maintien de l'impulsion, la mobilisation des volontés politiques nationales et l'accélération des mesures au niveau national et international sont tous essentiels.

Comme le prix Nobel de la paix a été décerné à la CICMT, M. Fisher recommande que les responsables de la campagne profitent de l'occasion pour faire des visites très médiatisées dans les pays signataires et les pays récalcitrants et pour exhorter les gens, des parlementaires aux écoliers, à maintenir la pression sur les gouvernements. Les représentants de l'UNICEF ont été encouragés à travailler avec les ONG, les dirigeants des organismes religieux et les représentants des gouvernements de leurs pays pour demander que la Convention soit ratifiée au plus tôt. M. Fisher insiste sur la nécessité de nouer des liens avec les intervenants clés dans les ministères concernés, qui diffèrent d'un pays à l'autre. En outre, l'UNICEF travaille avec les organismes intergouvernementaux régionaux comme l'OUA, la Ligue des États arabes et l'OEA pour faire adopter, à leurs conférences régionales, des résolutions en faveur de l'interdiction totale. Les dirigeants des organismes religieux sont un autre groupe important de personnes qui veulent se mobiliser pour faire pression sur les gouvernements nationaux. L'UNICEF s'efforcera de renouveler son alliance avec la Conférence interconfessionnelle mondiale pour faire ratifier la Convention. M. Fisher déclare qu'il faut recourir à une stratégie spéciale pour rallier l'industrie des munitions.

M. Fisher recommande enfin que l'alliance collabore avec des pays comme l'Afrique du Sud qui sont des leaders capables d'inciter d'autres pays à agir.

Discussion

Les points suivants ont été soulevés durant la discussion :

- Une majorité de pays à Oslo a rejeté l'idée que soient incluses des dispositions de réserves, de dérogation et de retrait. Cela est censé être une interdiction complète comparable au traité sur les armes chimiques, qui couvre les dispositions en temps de paix comme en temps de guerre.
- La Convention n'est pas directement applicable aux pays non parties mais la CICMT s'est engagée à travailler avec les groupes de guérillas pour les convaincre de se soumettre aux principes du Traité. Operation Life Line Sudan, par exemple, a négocié avec l'Armée de libération soudanaise l'adoption d'une norme de conduite qui rendrait illégal le ciblage des civils. Il pourrait y avoir un code de déontologie culturel et national pour protéger les femmes et les enfants qui pourrait servir d'argument contre les mines antipersonnel. Le Traité établit une norme internationale que d'autres pays du monde peuvent invoquer pour exercer des pressions sur les factions opposées.
- Il est suggéré que les pays ayant déjà adopté une législation sur l'interdiction des mines antipersonnel en fournissent des exemplaires aux autres pays qui en rédigent actuellement une.
- Une autre rencontre internationale dans un proche avenir est suggérée pour pouvoir maintenir l'élan quant à la ratification.
- Un participant a exhorté les ONG à continuer d'être présentes dans les corridors et derrière les portes des salles où la ratification a lieu.
- Les sociétés nationales de la Croix-Rouge peuvent jouer un rôle spécial, en travaillant de concert avec le gouvernement pour promouvoir la mise en application de la Convention.

Les parlementaires et l'Agenda d'action contre les mines 1

Présidente : l'honorable Sheila Finestone, c.p., députée, présidente de l'Union interparlementaire canadienne, Canada.

Achille Occhetto
Président, Comité des affaires étrangères, Chambre des députés, Italie.

M. Occhetto déclare que les femmes et les enfants, venant souvent des segments les plus démunis de la société, sont souvent victimes de mines antipersonnel. Ce sont d'abord l'indignation morale et la stigmatisation qui ont poussé les gouvernements à agir. Les parlementaires doivent continuer à œuvrer avec les ONG pour que la Convention soit appliquée.

Il souligne que la Convention, qui sera signée par un si grand nombre de pays, est un exemple de la mondialisation qui remplace les intérêts purement nationalistes. Dans ce contexte, selon lui, les parlementaires continueront d'intervenir de plus en plus à l'échelle internationale.

Il faut maintenant qu'il y ait une coordination centralisée pour que les réserves de tous les pays soient utilisées de manière optimale. Il reste toutefois beaucoup à faire pour mettre fin à cette crise humanitaire. Beaucoup de pays (et souvent les pays fortement industrialisés) protègent juridiquement la fabrication et la vente de mines antipersonnel.

S'il est important de persuader tous les pays qui se sont abstenus d'apporter leur aval à la Convention, il est aussi très important de persuader ceux qui continuent de produire et de vendre des mines antipersonnel de parapher la Convention.

M. Occhetto ajoute que le Parlement italien a édicté une nouvelle loi interdisant les mines antipersonnel. Toutes les mines antipersonnel sont proscrites, ainsi que toutes autres mines conçues à cet effet et celles qui peuvent être converties en mines antipersonnel.

M. Tony Cunningham
Député du Parlement européen

M. Cunningham déclare que la question de l'interdiction des mines antipersonnel est avant tout d'ordre moral. Il ajoute qu'il est essentiel de ratifier et d'appliquer la Convention et de persuader les pays non signataires de la signer dès que possible. Les parlementaires ont souvent besoin d'aide pour se faire une bonne idée d'une question — contrairement à l'image d'eux que donnent souvent les diplomates et les conseillers officiels — et c'est là qu'interviennent les ONG.

Il fait remarquer qu'il en est venu à s'occuper de la question des mines antipersonnel parce qu'il est membre d'une organisation contre les mines dans sa circonscription de Cumbria; à ce titre il a rédigé un rapport sur les mines pour le Parlement européen demandant qu'une enquête publique soit menée à ce sujet. Il signale qu'il soulève le sujet des mines antipersonnel aussi souvent que possible dans les groupes qui s'y opposent et qui l'appuient. Il ajoute qu'il incombe aux parlementaires de faire la liaison entre les attentes du public et le gouvernement.

Un groupe de travail pour le Parlement, qui représente 370 millions de personnes, a également demandé qu'on interdise les mines dans le monde entier. Ce groupe continue de faire avancer le processus et exhortera les États européens à ratifier dès que possible la Convention.

De nombreuses organisations participeront à la réhabilitation des victimes des mines ainsi qu'au déminage des territoires. Ces organisations devraient signer une déclaration de principe exposant en détail le travail à faire. Les législateurs devraient créer des mécanismes de contrôle pour que les fonds publics à cet égard, qui représentent la principale source de fonds, soient dépensés à bon escient et que les tâches soient menées de façon efficace. Il ajoute que les mines

devraient d'abord être enlevées des zones où elles empêchent l'agriculture, même si les mines y sont peu nombreuses, plutôt que d'autres zones moins utilisées qui comptent un grand nombre de mines. “

Manifestement “, dit-il, “ il n'existe pas de remède miracle “. En revanche, on a besoin de ressources accrues pour le déminage et l'aide aux victimes.

Sénateur Patrick Leahy
États-Unis d'Amérique

D'après le Sénateur Leahy, il faudra déployer des “forces énormes” si on veut que les objectifs de la Convention soient atteints. À cette fin, personne ne peut se permettre de ralentir ses efforts. Il faut obliger les gouvernements à révéler où ils ont placé leurs mines - celles qu'ils ont posées dans les champs et celles qu'ils ont stockées dans leur pays - à indiquer combien de mines ont été détruites, quel organisme a régi les opérations et à quel coût. Les élus doivent veiller à ce que des mesures de contrôle soient adoptées et respectées.

Les parlementaires doivent faire valoir les questions morales, prendre des décisions et surveiller les initiatives. Après avoir rencontré un enfant victime d'une mine antipersonnel, au Honduras, il a créé un fonds pour fournir des prothèses aux victimes. Toutefois, les sommes considérables qui avaient été recueillies ne suffisaient pas pour répondre aux besoins du nombre croissant de victimes. Il s'est donc adressé à l'assemblée législative.

Il a fait pression sur les membres des deux parties pour faire interdire l'exportation des mines antipersonnel et il a obtenu des appuis. Les sénateurs qui avaient servi dans les forces armées l'ont beaucoup appuyé. Malgré l'opposition du Pentagone, la mesure a été adoptée. D'autres pays, notamment l'Italie, ont pris des mesures semblables. Aux É.-U., c'est l'assemblée législative, et non pas l'organe exécutif, qui a fait démarrer la recherche et le développement pour faire avancer la technologie du déminage. Et, encore une fois, ce sont ceux qui avaient été dans l'armée — des gens qui connaissaient la réalité — qui ont été le plus facile à convaincre.

Même si la résistance est encore forte, il est convaincu que les É.-U. signeront la Convention. En attendant, les parlementaires doivent insister pour la faire ratifier le plus tôt possible.

Discussion

Ce qui suit est la discussion qui a eu lieu après la présentation des panelistes

- Un délégué français veut savoir, étant donné la relative inaction de son gouvernement au sujet des mines antipersonnel, si la priorité devrait aller à la ratification de la Convention ou à la résolution problèmes nationaux par le biais des lois. Le sénateur Leahy se dit en faveur de la ratification. M. Cunningham est d'accord et ajoute que le groupe de travail du Parlement européen pourrait faire pression sur la France à ce sujet. Pour M. Occhetto, la Convention seule ne suffit pas, ce sont les lois spécifiques qui permettent l'application de sanctions et qui forcent la destruction des réserves de mines antipersonnel.
- Un participant s'interroge, vu que les coûts de déminage sont beaucoup plus élevés que ceux du minage, sur l'aide que l'on peut obtenir des pays qui fabriquent les mines. Il s'interroge aussi sur les stratégies de cueillette de fonds auprès de ces pays. L'O.N.U. sera un leader dans le financement du déminage, mais on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle agisse seule, selon un autre participant. D'autres pays, poussés par les “forces de l'humanité” vont participer à l'effort de déminage et vont s'engager à ne pas installer d'autres mines. On suggère de recueillir de l'argent pour le déminage de la même façon qu'on le fait pour l'UNICEF au Canada : les enfants vont de porte en porte les soirs d'Halloween ou d'autres fêtes.
- Un participant demande si le Sénat américain a empêché les E.U. de signer la Convention. Selon un paneliste, on ne peut pas mettre le refus américain de signer la Convention sur le compte du Sénat. Le participant est d'avis que le président est très persuasif et qu'il aurait pu faire pencher la Sénat en

faveur de la signature de la Convention en se servant de la pression du public.

- Un participant s'interroge sur l'influence que peut exercer le Parlement européen sur les États parties au sujet de la signature de la Convention et des actions futures. Un paneliste répond que le Parlement européen a joué un rôle en convaincant les gouvernements nationaux et continuera de jouer un rôle. Cependant, c'est le pouvoir des peuples qui a été déterminant. Même des institutions des sociétés civiles conservatrices ont pris des mesures radicales au sujet des mines antipersonnel. Des compagnies privées ont, de leur propre chef, pris certaines mesures, refusant par exemple d'exporter des marchandises qui seraient utilisées dans la fabrication de mines antipersonnel. De plus, l'Union interparlementaire a lancé une campagne interparlementaire internationale de façon à faire pression sur les pays qui hésitent à signer la Convention.
- Un participant demande aux délégués des pays du tiers monde s'ils veulent faire des déclarations au sujet des conséquences des mines antipersonnel sur la vie des gens dans leur pays. Nous, des pays industrialisés, pouvons faire preuve de compassion, mais nous n'avons pas le vécu personnel. Un membre du panel répond que les mines antipersonnel ont eu un effet négatif sur toute une génération en Afrique. De plus, les femmes sont particulièrement affectées, la perte de membres les empêchant d'accomplir leurs fonctions traditionnelles (les déplacements pendant la grossesse, la cueillette du bois pour le feu et la cueillette de l'eau). Il est vrai que les mines ne font pas de distinction entre les sexes. Il faudrait réfléchir sur les besoins spécifiques des femmes victimes de mines antipersonnel. Il est indispensable que les futures discussions soient consacrées aux pays fabricant des mines et à leur élimination.

Les participants ont aussi soulevé les questions suivantes.

- Au Canada, le groupe de l'Union interparlementaire va créer un groupe de travail afin de surveiller l'application de la Convention.
- Rien interdit à un citoyen d'un pays signataire de faciliter le commerce de mines antipersonnel entre deux pays non-signataires. Peut-on pour les mines antipersonnel légiférer comme le Canada et les États-Unis l'ont fait au sujet de la pédophilie?
- Quel rôle les parlementaires favorables à la Convention peuvent-ils jouer face à leurs collègues qui sont moins convaincus? Serait-il utile d'organiser une conférence internationale pour les parlementaires sur le sujet?
- La Convention est souvent perçue comme une victoire de l'humanité sur la guerre. Quel rôle l'économie joue-t-elle? Quels critères utilisent les parlementaires pour interdire les exportations vers les pays non-signataires de marchandises qui peuvent être utilisées lors de la fabrication des mines antipersonnel?
- Le débat est terminé maintenant ; de leur propre chef, les compagnies arrêtent de produire des éléments qui peuvent être utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel.



Universalisation du Traité d'interdiction des mines antipersonnel I : Travail complémentaire à accomplir sur d'autres tribunes mondiales et régionales

Président : M. Thomas Hajnoczi, Autriche

La Conférence sur le désarmement

Son Excellence Madame l'Ambassadrice Madame Joëlle Bourgois
Ambassadrice et Représentante permanente de la France à la Conférence sur le désarmement

Les délégués ne devraient pas oublier les pays qui n'ont pas accepté de signer le Traité d'interdiction des mines antipersonnel, a commencé par dire l'ambassadrice Joëlle Bourgois. Un nombre important d'États exportent et utilisent des mines antipersonnel. Elle mentionne que le Traité ne doit pas devenir un obstacle pour les États désireux de suivre une voie plus rapide pour adhérer finalement au Traité. Ces "coupables" ont fait l'objet de critiques acerbes, déclare Madame l'Ambassadrice Bourgois, mais elle souligne que les pays signataires doivent convaincre ceux qui "ne peuvent pas nous suivre immédiatement" de faire un pas dans la bonne direction. La signature et la ratification du Protocole II de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques ou la poursuite des initiatives prises à la Conférence sur le désarmement feraient avancer la cause.

Cependant, même si certains des pays causant des problèmes ne signeront peut-être jamais le Traité, d'autres peuvent faire de petits progrès par rapport aux exigences de celui-ci; il faut y voir une réussite. Les "divergences idéologiques" d'autres pays non signataires en ce qui concerne le Traité compliquent également l'obtention d'un consensus.

Chose importante, il semble y avoir consensus sur l'interdiction des transferts. Même si cela peut sembler être une modeste amélioration, explique Madame l'Ambassadrice Bourgois, plusieurs pays qui participent à la signature du Traité d'Ottawa ont d'abord commencé par imposer un moratoire sur les transferts et ils ont ensuite passé une interdiction de la production et de l'utilisation.



En ce qui concerne ces pays non signataires, on pourrait faire un petit pas dans la bonne direction en réduisant la capacité de production au moyen d'une réglementation à l'échelon national de l'approvisionnement, de l'utilisation et du marché des mines. Les pays signataires pourraient soutenir l'opinion publique et les ONG dans les pays peu favorables au Traité.

La Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques

M. Hans Klingenberg
Ministère des Affaires étrangères, Danemark

La Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques peut contribuer dans une petite mesure à l'universalisation du Traité d'Ottawa en se servant de ses réunions annuelles pour convaincre les États qui ne sont pas disposés à ratifier le Traité à le faire à l'avenir, déclare le ministre Hans Klingenberg.

Le nombre de pays qui adhèrent à la Convention est passé de 30 États parties en 1980 à 60 actuellement.

Une invitation à déclarer une interdiction complète a été lancée à la séance d'examen de 1995, où elle a été débattue abondamment, mais elle a été mise de côté lorsqu'il est "devenu évident" qu'une proposition d'une si grande portée sur une interdiction complète n'était pas possible. Il y a eu de longues discussions sur les interdictions et les limitations de l'emploi des mines antipersonnel qui ont résulté en d'importantes améliorations par rapport au premier Protocole II. De nouvelles dispositions ont inclus des interdictions sur l'utilisation des mines antipersonnel non détectables, l'application à des conflits internes, de nouveaux règlements sur l'utilisation de mines autodestructrices et autoneutralisantes, une interdiction touchant le transfert des mines antipersonnel interdites et limitées, et de nouvelles et importantes dispositions sur l'assistance technique aux États qui ont besoin de procéder au déminage, ainsi qu'aux victimes par l'intermédiaire du système des Nations Unies.

L'une des faiblesses du Protocole est que, en application des dispositions sur les mines antipersonnel de première génération, il y avait un long délai permettant aux États de reporter les mesures à prendre en matière de mines antipersonnel jusqu'à neuf ans. De nombreux États, dont le Danemark, déclare M. Klingenberg, trouvaient insuffisants les progrès réalisés au terme de si longues et difficiles négociations. Par conséquent, la communauté mondiale a commencé à songer à une interdiction sur les mines antipersonnel existantes.

Le rôle des Nations Unies pour promouvoir une interdiction mondiale sur les mines antipersonnel

M. Prvoslav Davinic
Directeur, Centre des Nations Unies pour le désarmement

Le Secrétaire général des Nations Unies et les membres généraux peuvent jouer un rôle pour promouvoir une interdiction mondiale sur les mines antipersonnel, déclare Prvoslav Davinic. Le processus menant au Traité d'Ottawa a pris naissance en dehors des Nations Unies pour des raisons pratiques, signale-t-il, mais les Nations Unies sont maintenant fermement

engagées et le Secrétaire général appuie tout cet exercice "sans équivoque". Les Nations Unies vont maintenant relever le défi et contribuer le plus possible à l'universalité de la mise en application d'une interdiction mondiale sur les mines.

Le Secrétaire général, qui est le dépositaire du Traité, peut utiliser son "pouvoir moral" pour le mettre au rang des priorités et demander aux pays non signataires du Traité d'Ottawa d'y adhérer le plus tôt possible. De plus, le Secrétaire général peut encourager les pays membres des Nations Unies à prêter assistance aux pays qui ne peuvent, pour des raisons financières, détruire les mines antipersonnel. Les États membres des Nations Unies peuvent s'assurer que la question reste d'actualité et qu'elle demeure inscrite à l'ordre du jour afin de tenter d'amener de plus nombreux pays à adopter les résolutions du Traité, déclare-t-il.

Cependant, selon M. Davinic, les délégués devraient comprendre que les non signataires ont des préoccupations légitimes qui les empêchent de signer le Traité. Il faut s'occuper de ces préoccupations et les États membres doivent faire preuve de "tolérance" à l'égard d'une approche progressive pour amener ces pays à appuyer l'interdiction mondiale des mines antipersonnel. Les pays membres des Nations Unies pourraient fournir de l'aide technique et financière aux pays ayant besoin d'assistance pour enlever les mines "à condition de signer le Traité", suggère-t-il.

L'hémisphère occidental, zone sans mines antipersonnel

Son Excellence Madame l'Ambassadrice Marlene Villella de Talbott
Ambassadrice et Représentante permanente du Honduras auprès de l'Organisation des États américains

L'Organisation des États américains (OEA) se rapproche de son objectif de faire de l'hémisphère occidental une zone sans mine antipersonnel d'ici à l'an 2000, selon Madame l'Ambassadrice Talbott. L'appui de la communauté internationale est essentiel pour y parvenir, déclare-t-elle.

L'histoire récente, explique-t-elle, a placé l'Amérique centrale à l'épicentre d'idéologies

contradictoires entre superpuissances. De vastes territoires ont été minés et le coût en a été faramineux, tant du point de vue économique qu'humain.

En 1991, le Honduras a demandé à l'Organisation des États américains de s'occuper de la question des séquelles de la guerre, y compris l'enlèvement des mines dont beaucoup n'étaient pas enregistrées et avaient été placées dans la brousse inaccessible. L'OEA a fait appel à son tour à la compétence technique de la communauté internationale et a appuyé les initiatives telles que les missions d'observateurs et l'établissement d'une commission de sécurité.

Par sa résolution 1299, l'Assemblée générale de l'OEA a démontré son engagement à cet égard et en 1996, au Panama, l'Organisation a demandé l'élimination des mines antipersonnel dans les Amériques, ainsi qu'un moratoire sur la production, l'utilisation et le transfert des mines antipersonnel. L'année suivante, elle a demandé qu'un accord exécutoire interdise l'utilisation de mines antipersonnel.

L'Ambassadrice de Talbott loue tout particulièrement le Conseil international américain de la défense pour ce qu'il a fait en matière de formation de techniciens et d'établissement de normes et de procédures adéquates au chapitre de la sécurité. Cette formation, combinée à l'accessibilité d'installations médicales, a fait qu'il y a eu très peu de morts et d'accidents durant le programme de déminage.

Selon elle, l'initiative de déminage prouve que des millions de personnes ont suffisamment de courage et de solidarité pour réaliser l'objectif primordial, qui est l'interdiction complète des mines antipersonnel.

Vers une Afrique sans mines : Plan d'action de l'Organisation de l'unité africaine

Son excellence l'Ambassadeur Abderrahmane Bensid
Secrétaire exécutif de l'Organisation de l'unité africaine

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a un plan d'action visant à éliminer toutes les mines d'Afrique, déclare l'Ambassadeur Bensid. Ce plan comprend deux volets distincts.

Le premier est la ratification du Traité à l'appui d'une résolution adoptée en 1995 par l'OUA visant l'interdiction complète des mines antipersonnel sur le continent africain. Il faut exercer des pressions pour que les gouvernements de tous les États membres de l'OUA ratifient le Traité — leurs parlements nationaux peuvent déposer des lois visant à cet objectif. Les ONG ont un rôle crucial à jouer pour faire pression sur les gouvernements et les médias doivent sensibiliser le public à l'importance que revêt le Traité à cette étape-ci. L'OUA s'est fixé pour objectif la ratification du Traité par 40 pays africains d'ici juin ou septembre prochains.

Le second volet du plan d'action est l'application du Traité. Au plan national, cela signifie l'adoption d'une loi interdisant l'utilisation, le transfert et le stockage de mines antipersonnel; l'évaluation des opérations de déminage; la mobilisation de ressources financières pour les opérations de déminage et l'aide aux victimes.

Au plan local, les initiatives comprendraient l'organisation de colloques régionaux par l'OUA et le CICR, avec la participation de gouvernements et



d'ONG, ainsi que la création d'un comité de coordination qui serait chargé d'évaluer les programmes d'élimination des mines antipersonnel et qui pourrait échanger ses expériences avec celles d'autres comités régionaux de coordination.

Discussion

- Un délégué demande quelles mesures l'OUA envisagerait pour imposer des restrictions sur les multinationales en Afrique. Il déclare que les multinationales, qui comptent sur la protection de leurs propres gouvernements, ont créé le "syndrome africain" dans la région.
- L'Ambassadeur Bensid répond que l'Afrique évolue. Dans le passé, les multinationales pouvaient dicter ce qu'elles voulaient, elles ne peuvent plus agir ainsi à l'heure actuelle. Le problème des mines, comme le reste, sera résolu par une société civile qui a accepté la responsabilité de ses propres décisions.
- Un représentant d'Antigua-et-Barbuda demande si les États qui ont incité à la discorde en Afrique assument une responsabilité quelconque pour l'enlèvement des mines dans la région.
- L'Ambassadeur Bensid répond qu'à l'Assemblée de l'OUA à Hampton Park, les membres ont mis en relief la responsabilité historique de ces pays et ils ont discuté des moyens de faire pression sur eux pour qu'ils consacrent une partie de leurs budgets militaires au nettoyage des champs de mines en Afrique.
- Un représentant du Chili dit qu'il est essentiel que l'Organisation des Nations Unies participe au processus.
- Un délégué demande si le comité dispose d'information sur la différence de l'impact des mines antipersonnel sur les hommes, les femmes et les enfants.
- L'Ambassadeur Bensid dit qu'en Angola, 70 p. 100 de toutes les blessures infligées par des mines ont pour victimes des femmes et des enfants. Au Mozambique, une personne sur 324 a été blessée par une mine. Ces statistiques montrent l'impact terrible que les mines antipersonnel ont dans la région, surtout parce que les femmes africaines contribuent de multiples façons au bien-être de leur famille.
- Un représentant du bureau Quaker des Nations Unies demande à l'Ambassadrice Bourgois de présenter un scénario montrant comment la Conférence sur le désarmement pourrait jouer un rôle dans l'incitation à interdire les mines antipersonnel.
- L'Ambassadrice Bourgois signale que, afin que l'efficacité de la Conférence sur le désarmement dépend du consensus de ses membres. Elle mentionne que certains pays "difficiles" accepteraient peut-être de faire un pas dans la bonne direction en interdisant le transfert de mines antipersonnel. Elle insiste pour ouvrir le dialogue avec ces pays et signale qu'il serait contre-indiqué de les laisser de côté. Elle ajoute que les ONG ont joué, et continuent de jouer, un rôle de premier plan dans la Conférence sur le désarmement. Les ONG reliées aux médias ont été très efficaces au chapitre de l'interdiction des essais nucléaires.
- Un représentant de Madagascar demande aux panelistes de commenter l'interaction des problèmes politiques et socio-économiques causés par les mines antipersonnel.
- L'Ambassadeur Bensid parle de l'impact des mines antipersonnel en Angola et au Mozambique, où les paysans ont été dans l'incapacité de travailler leur terre. Si un paysan est estropié par une mine antipersonnel, sa famille souffre sur les plans social, économique et psychologique.
- L'Ambassadrice de Talbott déclare que l'impact énorme des mines terrestres est la raison pour laquelle l'OEA a décidé de devenir une zone sans mines d'ici à l'an 2000.

Préparer une entrée en vigueur efficace du Traité d'interdiction

*Président : Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Sergio Gonzalez-Galvez
Sous-secrétaire aux Affaires multilatérales, Ministère des Affaires étrangères, Mexique*

Obligations découlant du Traité

M. Thomas Desch
Ministère de la Défense, Autriche

L'Autriche a préparé une ébauche du texte de la Convention qui a été distribué à la Conférence d'Ottawa en 1996, déclare M. Thomas Desch du Ministère de la Défense d'Autriche. Subséquemment, près de cent pays ont adopté la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel, et sur leur destruction le 18 septembre 1997 à Oslo.

M. Desch décrit les engagements auxquels souscrivent les pays en prenant part à la Convention. Outre les obligations techniques, il y a les obligations primaires et les obligations secondaires.

Les obligations primaires portent sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel, sur l'obligation de détruire les mines et sur le déminage des zones contaminées. Cependant, les pays peuvent garder un certain nombre de mines antipersonnel pour le développement des outils de détection, nettoyage ou destruction des mines et pour la formation dans ces domaines. Le transfert des mines antipersonnel aux fins énoncées précédemment est permis.



Les obligations secondaires ont pour but de veiller à l'application des obligations primaires. On y retrouve la coopération et l'aide internationales, la publication de renseignements, la facilitation du respect des obligations primaires et l'obligation d'adopter les mesures nécessaires à l'application nationale des obligations primaires de la Convention.

De telles mesures claires et précises sont nécessaires à une entrée en vigueur efficace de la Convention, de conclure M. Desch.

Cueillette des données sur le terrain

M. Lou McGrath
Directeur, Mines Advisory Group, Royaume-Uni

M. McGrath fait ressortir que la Convention oblige les pays à fournir des renseignements au sujet des zones minées, de leur emplacement et de leur contenu, dans la mesure du possible dans les 180 jours suivant l'entrée en vigueur de la Convention et d'indiquer les mesures d'avertissement qui ont été prises.

Les brefs délais ne sont pas une excuse pour soumettre des renseignements insuffisants qui n'indiquent pas clairement où sont les problèmes, comment on devrait les solutionner et quelle est leur importance. M. McGrath recommande que la cueillette des données se fasse selon des principes humanitaires d'action contre les mines et qu'elle soit partie intégrale d'une stratégie planifiée et complète. De cette façon, la divulgation de renseignements devient une étape préparatoire essentielle au nettoyage complet des régions affectées, plutôt qu'une fin en soi.

Les équipes de recherche doivent être bien qualifiées, formées, payées, assurées et supervisées. Les chercheurs doivent avoir une vaste compréhension

de ce qu'est en réalité une zone minée, du point de vue de ceux qui se servent de ces zones. La recherche doit se faire de concert avec la communauté, en tenant compte des connaissances locales, de la culture et des modes d'utilisation de la terre, y compris les activités saisonnières et la location des terres. Les renseignements recueillis à partir d'un lieu éloigné des zones minées peuvent être inadéquats pour l'identification des endroits dangereux, notamment en raison du fait que les champs de mine peuvent se déplacer.

M. MacGrath conclut que, bien que la Convention exige la divulgation des renseignements sur les mines antipersonnel seulement, l'exclusion des mines antichar et des pièces d'artillerie n'est pas justifiée dans une perspective humanitaire globale. Toutes ces armes menacent la sécurité des humains.

Perspective d'un État aux prises avec le problème des mines

M. Ranko Vilovic
*Chef du Département de la paix et de la sécurité,
Ministère des Affaires étrangères, République de
Croatie*

M. Ranko Vilovic, directeur du service de la paix et de la sécurité au Ministère des Affaires étrangères, République de Croatie souligne que son pays est très sensible au problème des mines et accueille favorablement la Convention. Il remercie tout particulièrement le Canada pour son leadership, l'Australie pour avoir rédigé l'ébauche du texte, la Belgique pour avoir organisé la conférence de Bruxelles en juin et la Norvège pour avoir accueilli la conférence d'Oslo en septembre 1997.

La Convention est importante à cause de l'accent qu'on y met sur les besoins techniques et financiers de certains pays, sur l'aide à la réhabilitation qu'on doit apporter aux victimes et sur l'obligation d'apporter de l'aide aux pays qui en ont besoin. Environ 3 millions de mines sont déployées en territoire croate. Jusqu'à présent, 700 personnes ont été tuées et 1 500 autres ont été blessées. Avec une proportion de 0,63 mines par habitant et 53 mines par kilomètres carrés, la Croatie est un des pays les plus touchés au monde. M. Vilovic

déclare que son pays a besoin d'une aide technique et financière plus grande que celle prévue par le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies. Toute aide sera appréciée et appréciable, ajoute-t-il. La Croatie espère que la mise en œuvre de la Convention apportera une solution plus rapide aux problèmes de déminage.

Bien qu'il soit évident qu'il reste encore beaucoup à faire, de conclure M. Vilovic, cette Convention est un important succès. Il réitère le point de vue de la Croatie à l'effet que les initiatives régionales ayant pour but d'inclure les pays qui n'ont pas ratifié la Convention, sont d'excellentes occasions de construire sur ce qui a déjà été accompli et peuvent être la façon la plus efficace de continuer le travail.

Fonctions de dépositaire

Dr. Palitha T.B. Kohona
*Chef, Section des traités, Bureau des affaires
juridiques, Organisation des Nations Unies*

La fonction de dépositaire de la Convention appartient au Secrétaire général des Nations Unies, déclare M. Kohona.

Le rôle de l'ONU requiert l'impartialité et un strict respect des exigences légales. Si un conflit survient, le problème est soumis à l'attention des pays signataires et de toute organisation internationale appropriée. La décision finale est prise par ces derniers.

Les détails de la fonction de dépositaire sont énumérés à la Convention de Vienne sur la Loi sur les traités. Ces fonctions consistent à être le gardien du texte original du Traité, à recueillir les signatures et à informer les signataires, de même que les pays qui pourraient le devenir, de toute action concernant le Traité.

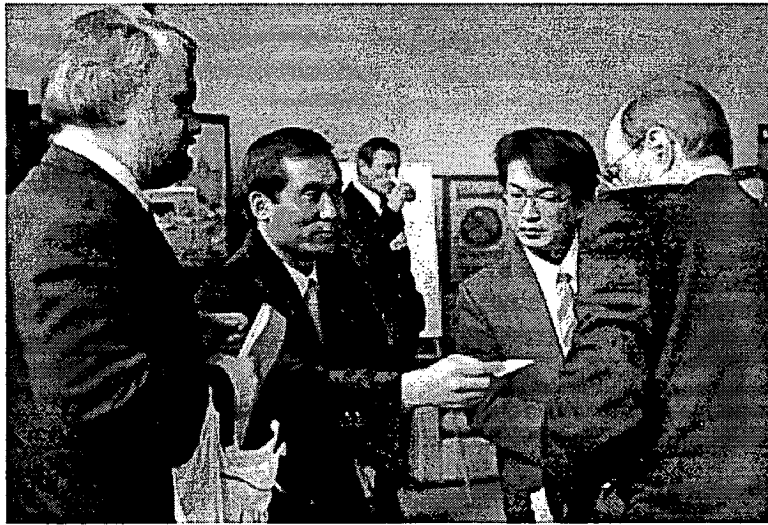
La signature, la ratification et l'approbation d'un traité ne peuvent être faites que par le chef d'état, le chef de gouvernement ou le ministre des affaires extérieures, à moins qu'une de ces personnes n'ait délégué les pouvoirs appropriés à un tiers.

Le Secrétaire général de l'ONU remplit les fonctions de dépositaire pour 401 conventions multilatérales. Il n'est pas tenu d'occuper ces fonctions

pour les traités conclus hors de la portée de l'ONU, mais accepte généralement de le faire quand les traités sont conformes aux normes onusiennes.

Chaque année, le Secrétariat publie une nouvelle version du document *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary General*, qui contient tous les détails

sur les conventions dont il est le dépositaire. Cela comprend les informations sur les signatures, les ratifications, les déclarations, les réserves et les objections. On peut obtenir ce document sur l'Internet (<http://www.u.org./Depts/Treaty>).



Discussion

Les participants ont soulevé les points suivants :

- La Convention ne traite pas du problème des compensations en général ou du problème des relations avec les groupes qui installent des mines. On a souligné le fait que les négociations sur les compensations ont souvent entravé les négociations de traités de paix dans le passé. On a omis d'en traiter dans la Convention dans le but d'obtenir une interdiction rapide des mines antipersonnel.
- L'inclusion des intervenants autres que les États présente plusieurs autres problèmes. Bien que leur rôle en droit international soit limité, ces groupes peuvent se conformer volontairement à certains aspects du droit international. Les organisations non-gouvernementales jouent un rôle important dans ce processus.
- Bien que la Convention permette la possession de mines pour la recherche, on ne précise pas exactement le nombre de mines qu'il est permis de posséder. On a employé les mots "nombre minimum" dans le but de conclure rapidement les négociations. On peut renégocier cet article lors de la prochaine réunion annuelle.
- Tout pays signataire est tenu de dénoncer les autres signataires qui utilisent encore les mines.
- Les pays signataires doivent aider les pays qui en font la demande à effectuer les travaux de déminage, quelle que soit la date d'installation des mines.

Déminage : Perspectives et défis

Président : M. Friedrich Ruth, conseiller spécial auprès du ministre fédéral des Affaires étrangères sur les questions concernant les mines antipersonnel, Bureau des Affaires étrangères, Allemagne

Rapport sur la Conférence de Bonn

M. Gunter Mulack
Directeur, Bureau des Affaires étrangères, Allemagne

M. Mulack décrit les résultats de la Conférence de Bonn sur le déminage mécanique tenue en Allemagne l'année dernière à la suite des rencontres de Copenhague et de Tokyo. Cette conférence avait un double objectif : transmettre un signal d'alerte politique retentissant afin de maintenir l'intérêt du public à l'endroit des problèmes des mines terrestres et rassembler des experts internationaux pour y trouver des solutions. Il explique que les enjeux fondamentaux sont la sensibilisation à la question des mines, le déminage et l'aide aux victimes. Il dit qu'il s'avère "nécessaire et urgent de coordonner les efforts".

M. Mulack déplore l'insuffisance des moyens mécaniques actuels de déminage et souligne que le dépistage des mines et les techniques de déminage doivent être adaptés aux conditions locales dans les pays atteints grâce à une "approche polyvalente". Les dispositifs actuels de déminage sont trop lourds — certains d'entre eux pèsent 50 tonnes — et ne conviennent que dans 30 % des régions atteintes. M. Mulack fait valoir le besoin de moyens de déminage plus sécuritaires, plus rapides et plus abordables de façon générale, et de dispositifs légers en particulier. Il souligne toutefois qu'il est nécessaire de se servir <<dès maintenant de la technologie existante>> tout en trouvant de nouvelles solutions pour l'avenir.

En Bosnie, l'Allemagne évalue actuellement la performance de deux nouveaux dispositifs de déminage : le Minebreaker 2000 et le Mineclearer 2000. D'autres prototypes allemands sont à l'essai ailleurs. M. Mulack fait également savoir que l'Allemagne a l'intention de tester des technologies de détection aéroportées dans le cadre du processus d'évaluation l'an prochain en Angola.

M. Mulack insiste sur le besoin d'oeuvrer de

façon urgente et concertée pour endiguer le problème des mines terrestres. Il fait savoir que son ministre annoncera une conférence de suivi au début de juin.



Perspective de la Communauté mondiale

M. Geoffrey van Orden
Administrateur principal, Relations extérieures, Commission européenne

Lançant un appel en faveur d'efforts concertés sur le plan mondial, M. van Orden décrit les différents services de la Commission européenne (CE) à l'œuvre dans le domaine du déminage. Il dit que l'on dispose d'une énorme quantité de données, encore s'agit-il d'assimiler ces dernières et de les mettre à la disposition de ceux qui en ont besoin tout en s'assurant qu'elles soient utilisables. Au cours des cinq dernières années, la CE a affecté plus de 138 millions de dollars US (210 millions de dollars CAN) à cette initiative. Il dit qu'elle s'attend à ce que les États bénéficiaires signent la Convention.

M. van Orden dit qu'il existe une très grande quantité d'information disponible; cependant, il faut rassembler cette information et la présenter à ceux qui en ont besoin dans un format qui leur convient. Il fait état de la présente évolution d'un système de gestion

de l'information dans le cadre d'un SIG (Système d'information géographique) en vue de "son utilisation éventuelle au niveau local et de l'administration centrale, ce qui permettrait de manipuler, d'analyser et de diffuser les données sous des formes diverses, notamment à même des cartes". Il dit connaître plusieurs systèmes présentement en développement et ajoute qu'il faut "pouvoir établir de l'ordre dans ce domaine".

M. van Orden renforce son plaidoyer en faveur de la coordination internationale des efforts de déminage en soulignant que la synergie entre les capacités militaires et civiles n'est pas encore pleinement réalisée. Il fait état de la fourniture de matériel de déminage de la CE au personnel militaire local de la Bosnie, matériel qui a été utilisé avec succès sous la surveillance de la SFOR.

En dépit des présentes lacunes sur les plans de la dissémination des données et de la concertation des efforts sur le plan international, M. van Orden reste optimiste. Nous pourrions peut-être résoudre prochainement la majeure partie du problème des mines, "si nous parvenons à optimiser et à mieux coordonner nos capacités, nos ressources et notre très grand engagement moral". Il ajoute qu' "à la suite de la présente conférence, nous allons créer un site Web sur l'action de la CE concernant les mines et allons établir un répertoire de compétences professionnelles en déminage".

Les vues et l'expérience de la Chine en matière de déminage

M. Li Song
Département du contrôle des armes et du désarmement, ministère des Affaires étrangères, Chine

Tout en étant compréhensif à l'endroit des pays aux prises avec des problèmes de mines terrestres, le représentant de la Chine, M. Li, exprime le besoin de maintenir l'emploi des mines antipersonnel en Chine. La valeur militaire des mines terrestres a diminué dans certaines régions du globe; il n'empêche que ces engins sont encore importants pour assurer défendre le territoire de la Chine. M. Li insiste toutefois pour que les pays qui appuient l'interdiction des mines et ceux

qui en ont encore besoin "prennent pour point de départ le maximum de préoccupations humanitaires possible".

Le gouvernement chinois appuie l'élimination des mines mises en place lorsque les conflits armés sont terminés. Faisant écho aux conférenciers qui l'ont précédé, M. Li invite les pays à se concerter pour ratifier le plus tôt possible la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques. M. Li suggère une contribution internationale accrue à l'entreprise de déminage mondiale, notamment l'établissement d'un mécanisme de déminage international, un appui international pour maintenir la stabilité dans les pays affligés par les mines et l'amélioration de la collaboration internationale.

M. Li fait état du succès des initiatives de déminage à l'intérieur des propres frontières de la Chine. À la suite de longs conflits au cours des années 1980, un groupe de travail mandaté par le gouvernement chinois a réussi à désarmer près d'un million de mines entre avril 1993 et décembre 1994. Le gouvernement chinois a lancé récemment une deuxième campagne de déminage d'envergure dans les régions frontalières de la province de Yunan, qui prendra fin en décembre 1999. Cette entreprise permettra de nettoyer plus de 100 kilomètres carrés et de sceller de façon permanente plus de 50 kilomètres de façon à protéger le public.

M. Li termine en réaffirmant la détermination de la Chine à éliminer les mines terrestres. Le gouvernement chinois versera des contributions dans le fonds international pour le déminage et aidera les pays affectés par les mines à donner une formation en déminage et à acquérir des moyens technologiques et du matériel.



Centres d'action contre les mines : les conditions préalables essentielles à la réussite

Col. G.K. Cunningham

Chef, Déminage humanitaire, Office pour la sécurité internationale et les opérations de maintien de la paix, Bureau des affaires politiques et militaires, Département d'État, États-Unis d'Amérique

Le col. Cunningham souligne l'importance que le gouvernement américain accorde à la création de centres d'action efficaces contre les mines à l'échelle nationale. Il affirme que ces centres sont un élément essentiel à la réussite des activités de déminage humanitaire. "Le pays n'insistera jamais assez sur l'importance des NU et de l'OEA pour ses propres initiatives", dit-il. Si on accorde une telle importance aux centres d'action contre les mines dont les employés et les dirigeants sont des gens du pays, c'est parce que les initiatives de déminage, dans n'importe quel pays, se déroulent dans un contexte unique, et aussi parce qu'il faut absolument coordonner les efforts des nombreux intervenants. Les N.U. doivent jouer rôle crucial, mais la participation de l'organisme à l'exécution et à la coordination du déminage humanitaire devrait être provisoire.

Les É.-U. ont investi 153 millions de dollars dans les opérations de déminage humanitaire de 17 pays — et dépenseront 80 millions de dollars en 1998 — pour promouvoir la sécurité nationale et régionale, la stabilité politique et le développement économique en réduisant le nombre de victimes de mines terrestres dans la population civile.

Les efforts doivent être coordonnés par un centre d'action contre les mines, surtout pour les activités suivantes :

- préciser la politique du pays hôte, surveiller les résultats et déterminer les besoins;
- accréditer les équipes de déminage et assurer un contrôle de la qualité ainsi que l'application uniforme de procédures permanentes adaptées aux conditions locales ;
- canaliser les ressources limitées provenant de nombreux donateurs afin de garantir le respect des priorités nationales, d'éviter le double emploi et les goulets d'étranglement et pour minimiser le coût des transactions.

Les É.-U. ont lancé leur initiative de déminage 2010 afin de recueillir à l'échelle mondiale des fonds publics et privés de 1 milliard de dollars par année pour cette cause.

Centres d'action contre les mines

M. George Focsaneanu

Président, International Demining Consultants, Canada

D'après M. Focsaneanu, il est possible d'atteindre l'objectif, c'est-à-dire l'élimination de la menace pour les civils, d'ici à l'an 2010, à condition d'avoir des ressources et une formation technique adéquates. Les opérations de déminage humanitaire n'en sont qu'à leurs premiers balbutiements, mais le problème n'est pas très compliqué : il faut avoir des compétences en gestion, des fonds internationaux, les bons outils et coordonner le travail

Les éléments clés pour les opérations de déminage humanitaire sont la nécessité de garantir la sécurité des préposés au déminage et le contrôle de la qualité, et de maintenir la crédibilité auprès des utilisateurs civils des zones déminées. Le "coffre à outils" du démineur doit inclure :

- une structure de coordination et de supervision,
- une base de données pour orienter l'affectation des ressources et des documents,
- des moyens de déminage manuels,
- une capacité de faire des relevés des sites à l'aide de chiens renifleurs de mines
- un matériel de déminage mécanisé pour compléter le travail manuel.

La capacité manuelle constitue le pilier du déminage. En outre, les chiens renifleurs de mines sont indispensables lorsqu'il faut repérer les endroits à déminer, et ainsi les efforts peuvent être concentrés là où il y a le plus de mines. Il est important d'avoir des systèmes d'information détaillés sur les champs de mines pour le ciblage et pour la mobilisation des fonds. Le déminage par des moyens mécaniques, même pour l'enlèvement de la végétation et la préparation du terrain, peuvent réduire les coûts et accroître l'efficacité (multipliée par dix au moins) du travail manuel.

M. Focsaneanu indique qu'il faut surmonter plusieurs problèmes.

- Souvent, on insiste trop sur la mise au point de l'équipement au détriment de la formation en gestion, de la capacité de sondage avec des chiens renifleurs de mines, de la documentation et de l'information sur les leçons apprises.
- Faute d'une coordination efficace, l'enthousiasme des donateurs peut contribuer à perturber l'ordre des priorités.
- Les résultats immédiats peuvent l'emporter sur la capacité des populations locales.
- Les nouvelles technologies sont souvent inefficaces parce que leurs concepteurs ne comprennent guère le processus de déminage sur le terrain.

Il demande qu'on mette sur pied un centre international pour la formation des cadres supérieurs chargés des programmes et des superviseurs, programme qui enseignerait aussi les techniques de relevés des zones minées.



Discussion

Résumé du débat engagé après les présentations.

- Au cours de la période de questions, on a souligné l'importance de la coordination centrale du respect de normes de sécurité uniformes bien définies comme moyen de garantir : que l'accélération du rythme du déminage ne nuira pas à la sécurité des préposés au déminage ; que la recherche du profit n'incitera pas les entreprises de déminage à recourir à des pratiques dangereuses; et qu'on s'occupera bien des questions de responsabilité.
- Pour ce qui est des priorités de l'UE en recherche et développement sur le déminage, on a expliqué que les technologies de relevé des champs de mines et de détection des mines passaient en premier. À court terme, on tente d'améliorer les méthodes de détection, et à moyen terme, on s'attache aux systèmes de traitement des données multicapteurs. L'efficacité des systèmes radar infra-rouges qui servent au sondage du sol a été prouvée, mais on fait encore des essais sur la fusion des technologies à

multiples capteurs et des technologies de traitement des données.

- Les participants se sont demandé s'il était convenable que les entreprises qui ont fabriqué des mines terrestres dans le passé participent au déminage. La question a été examinée sous plusieurs angles. Certains estimaient qu'il n'est pas convenable que ceux qui ont tiré profit de la production de mines gagnent maintenant de l'argent en enlevant les mines. D'autres affirmaient que les entreprises qui ont créé le problème ont maintenant l'obligation d'aider à l'éliminer. D'autres soutenaient que l'important était de mobiliser toutes les ressources disponibles pour le déminage et que les entreprises qui souscrivent au Traité méritent d'être incluses, peu importe ce qu'elles ont fait dans le passé.
- Quant au compromis entre la nécessité de maximiser les répercussions à court terme des technologies importées contre l'importance d'apprendre aux gens du pays à utiliser ces technologies, on propose d'accorder la priorité à la mise au point de technologies facilement transférables.

Une technologie de déminage adéquate : Besoins et nouvelles solutions

Présidence : Madame Emma Bonino

Commissaire de la Communauté européenne responsable des affaires humanitaires, de la consommation et des pêches

La présidente ouvre la séance en annonçant que la Commission européenne affectera 17 millions de dollars à des travaux de recherches conjoints sur les mines terrestres au centre de recherche italien. Elle indique en outre que l'Union européenne organisera une conférence sur les technologies de déminage en janvier 1998 ainsi qu'un symposium, le 29 septembre 1998, sur la recherche et le développement en matière de déminage humanitaire.

Perspective sur la recherche

M. Andy Smith,
Chercheur, Demining Technology Centre (Centre de recherche sur le déminage) Warwick University, Royaume-Uni.

«Il n'y a pas de démineurs à cette conférence» car ils travaillent actuellement sur le terrain, fait observer M. Smith. Il souligne, en se fondant sur l'expérience qu'il a acquise sur le terrain en Afghanistan, au Cambodge, en Angola et au Mozambique, l'importance que revêt la mise au point de technologies pratiques de déminage.

«Lorsque je me suis lancé dans cette voie en 1994, j'ai parlé à de grands spécialistes du déminage en Grande-Bretagne et ils m'ont tous dit ce qui était nécessaire. Mais leurs besoins étaient contradictoires et il s'est avéré qu'ils avaient tous tort.» La pratique sur le terrain est souvent différente de ce qui ressort des rapports aux contrôleurs ou aux grandes organisations qui dirigent et financent les activités de déminage.

«Les règles sont souvent enfreintes dans des domaines tels les angles et la profondeur de sondage, les distances de travail, la position du démineur, les routines de vérification des détecteurs et le port de vêtements protecteurs. Ce n'est qu'en passant du temps avec des démineurs, ajoute-t-il, que l'on peut se faire une idée exacte de la question.»

D'après M. Smith, la plupart des démineurs sont d'anciens soldats ayant peu d'instruction ou ne connaissant pas grand-chose aux technologies de pointe. Le matériel destiné aux pays en développement ne doit pas seulement être facilement utilisable par les démineurs, il doit aussi être solide, bon marché et fiable. Il devrait également pouvoir être fabriqué près de la zone d'utilisation.

«Toute amélioration apportée doit être durable, souligne M. Smith, c'est-à-dire assez bon marché compte tenu de l'économie régionale et assez simple à fabriquer et à entretenir dans un petit atelier.»



Perspective de L'ONU - sur le terrain

Lcol Chip Bowness
Officier technique en chef, Centre cambodgien de déminage

Le Lcol Bowness fait l'historique de l'évolution des efforts internationaux en matière de déminage depuis 1989.

Les premiers efforts de nettoyage des champs de mines se fondaient sur la technologie militaire, conçue pour un environnement comportant «une certaine acceptation du risque». L'ONU a acheté l'équipement sans comprendre entièrement ses limites dans le contexte du déminage humanitaire qui demande

pourtant un degré plus élevé d'assurance. Il explique qu'il faut nettoyer un champ de mines «à la profondeur d'un soc de charrue de rizière, soit 20 cm».

Le Lcol Bowness souligne que la technologie militaire de détection serait d'une immense utilité pour mettre au point l'équipement de détection qui convient au déminage humanitaire. Il ajoute que même s'il n'y a pas eu encore de «découvertes sensationnelles, on constate beaucoup d'améliorations. Voilà où nous en sommes.»

La coordination technologique et les communications constituent un défi majeur en matière de déminage humanitaire. Il met en particulier en garde contre le décalage qu'il pourrait y avoir entre l'appui des fabricants locaux et les priorités des industries étrangères qui espèrent faire des profits en fabriquant de l'équipement de déminage humanitaire. Il préfère, dit-il, «donner du travail aux habitants des pays où se fait le déminage».

Les dernières conférences sur la technologie de déminage, fait-il remarquer, n'ont entraîné qu'un suivi minime. Aussi propose-t-il les grandes lignes d'un plan d'action à trois volets, soit une coordination technologique internationale, un réseau d'échange d'information technologique et une plus grande participation des Centres d'action contre les mines et d'autres organisations de déminage à l'identification des besoins technologiques en matière de déminage. Le plan intégrerait tous les intervenants, des chercheurs aux victimes des mines, et devrait partir d'un réseau embryonnaire de courrier électronique situé à l'Université de Warwick et à l'Université Western Australia.

Perspective d'une ONG sur le terrain

M. Sayed Aqa
*Président, Agence de planification du déminage,
Afghanistan*

Sayed Aqa, démineur au service d'une ONG, estime qu'il doit y avoir un rapport pratique entre la technologie qu'on est en train de mettre au point, ce dont on a besoin et les méthodes qui donnent de bons résultats, sur le terrain. Même si la question a été maintes fois débattue, il y a encore un écart considérable entre ce qui se dit et ce qui se fait.

En Afghanistan, on trouve beaucoup de mines dans des bâtiments qui se sont effondrés et à des endroits où le terrain est extrêmement accidenté, situations dans lesquelles une grosse machine ne peut pas bien fonctionner. De plus, beaucoup de pays n'ont pas les moyens d'acheter de gros véhicules très perfectionnés. En Afghanistan, par exemple, deux gros véhicules antimines fort dispendieux ne servent à rien parce qu'ils sont trop complexes pour des démineurs illettrés qui n'ont pas les moyens de l'utiliser et d'assurer leur entretien. Ce dont on a réellement besoin, dans ce pays et dans d'autres pays pauvres, c'est de matériel simple, pas très technique, qui soit facile à utiliser et à entretenir.

M. Aqa dit que son agence collabore avec des universités australiennes afin de mettre au point une technologie de déminage appropriée pour l'Afghanistan. Des étudiants universitaires qui travaillent dans leur laboratoire ont plus de chances de trouver des solutions plus pratiques pour l'enlèvement des mines que des chercheurs d'entreprises commerciales ou des chercheurs militaires qui se concentrent habituellement sur les solutions de haute technologie coûteuses. Dernièrement, on a lancé dans les universités australiennes un concours de recherche de solutions techniques appropriées pour le déminage.

Environ 4 000 personnes ont réussi à déminer de 25 à 30 % des régions minées prioritaires en Afghanistan, en utilisant des technologies simples. D'après M. Aqa, le moyen le plus efficace pour accroître le taux de déminage dans son pays est peut-être d'augmenter le financement. On pourrait ainsi embaucher un plus grand nombre de démineurs travaillant avec des outils et des machines simples et avec des chiens. Une telle mesure créerait des emplois et contribuerait à l'économie nationale.

Le déminage humanitaire : Défis posés au développement technique

Col. George Zahaczewsky

Adjoint aux pièces d'artillerie non éclatées et à la recherche-développement en matière de déminage humanitaire, Département de la Défense, États-Unis

Dernièrement, les É.-U. ont entrepris de chercher des sources de financement pour les pays qui doivent acheter du matériel de déminage très dispendieux. Le col. George Zahaczewsky estime que le coût élevé de la plupart des appareils très perfectionnés est peut-être le premier facteur qui empêche les pays d'utiliser des technologies prometteuses. D'après lui, les pays qui n'ont pas les moyens d'acheter du matériel devraient peut-être louer les appareils.

M. Zahaczewsky affirme qu'il n'y a pas de solution miracle pour tous les problèmes de déminage. La meilleure solution pour le déminage humanitaire est peut-être une boîte à outils qui contient du matériel de haute technologie et des appareils non sophistiqués. Dans tous les pays, les démineurs ont besoin d'appareils simples, solides, faciles à entretenir. Le matériel de déminage militaire est souvent mis au point par des gens qui pensent qu'un énorme soutien logistique sera facilement disponible. Mais dans la plupart des situations de déminage humanitaire, les chantiers sont très loin des sources de soutien logistique.

La recherche menée par le Département de la Défense, aux États-Unis, s'attache à l'application des technologies existantes plutôt qu'à la mise au point de nouvelles technologies. C'est en évaluant et en mettant à l'essai du matériel commercial standard que l'on parviendra à un déminage plus rapide, moins coûteux et plus sûr.

En janvier 1998, le Département animera un atelier sur les Centres d'action contre les mines afin d'obtenir directement des utilisateurs des renseignements sur les besoins en technologie. En outre, il compte déployer en Afghanistan, en Jordanie, au Laos et en Namibie plusieurs appareils mis au point par son programme de R-D. Et il examinera des solutions de haute technologie, susceptibles d'intéresser des investisseurs et les ONG qui s'occupent du déminage.

M. Steve Ransley

Gestionnaire principal de programmes, Bureau de services d'appui aux projets (UNOPS), Nations Unies

D'après Steve Ransley, les solutions de haute technologie et les solutions de faible technicité sont utiles pour le déminage à l'échelle mondiale. Le matériel de haute technologie pourrait apporter la solution à court terme la plus convenable pour les opérations d'urgence lorsqu'une aide internationale est offerte. Il faut utiliser du matériel simple et peu coûteux pour les travaux à long terme entrepris dans le cadre des programmes de réadaptation nationaux.

Cette table ronde a mis l'accent sur les besoins en déminage d'envergure nationale qui demandent habituellement des technologies simples de faible technicité et d'entretien facile. Cependant, si toute la recherche se concentrait exclusivement sur les systèmes nationaux, plusieurs systèmes de haute technologie seraient éliminés qui pourraient être utiles dans certaines situations.

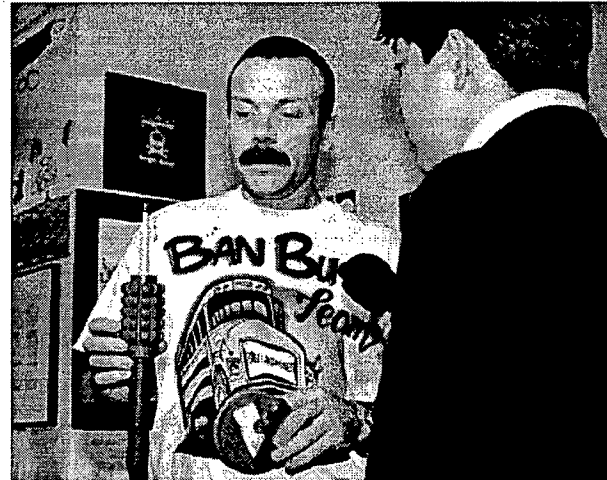
M. Ransley propose deux types de systèmes de déminage qui conviendraient à différents besoins. Dans les cas d'urgence ou pour répondre aux exigences d'un processus de paix, il faut utiliser le matériel de haute technologie. Mais ce matériel exige des services d'appoint et une intégration considérables, probablement dans un système d'encadrement militaire. Une telle méthode pourrait être appliquée pendant un an ou deux et nécessiterait du matériel commercial de haute technologie. Pour le long terme, c'est-à-dire les activités nationales de remise en état des terrains, qui durent entre quatre et sept ans, les appareils de moyenne et de faible technicité doivent être intégrés au système national.

Pour le court terme, les machines dispendieuses peuvent être entretenues par le donateur et il ne serait peut-être pas nécessaire d'en transférer la propriété aux pays qui n'ont pas les moyens de les acquérir et qui pourraient avoir de la difficulté à trouver du carburant pour les faire fonctionner.

Discussion

Les participants soulignent les points suivants :

- Pour aider l'industrie à orienter les recherches, on propose d'établir une liste des besoins pratiques sur le terrain après consultation des travailleurs, sur le terrain et par courrier électronique. On propose également de se servir de la conférence sur l'action contre les mines, en janvier 1998, pour échanger des renseignements sur les besoins. Des travailleurs de l'Afghanistan ont fourni des descriptions détaillées des besoins pour les entreprises qui font de la recherche, mais cela n'a pas donné de résultats visibles. On propose aussi que les concepteurs de technologies aillent sur le terrain constater eux-mêmes les besoins.
- Cette conférence s'attache tellement aux mines terrestres qu'elle ne tient pas compte du problème des pièces d'artillerie non éclatées. Dans de nombreux pays, les démineurs trouvent de quatre à dix fois plus de pièces d'artillerie non éclatées que de mines terrestres. Le matériel conçu pour les mines ne convient pas pour ces autres pièces d'artillerie.
- Il ne faut pas proposer aux pays en développement des technologies qui coûtent trois ou quatre millions de dollars. Il faut offrir des technologies pour répondre à des besoins précis et intégrer ces technologies aux systèmes existants. Il ne faut pas demander aux pays d'acheter du matériel autonome.
- Le financement de la recherche, comme dans le cadre de l'initiative de l'UE, serait un bon moyen de mobiliser l'industrie et de l'inciter à mettre au point de nouvelles technologies faisant le lien entre la réalité des situations sur le terrain et l'imagination déployée dans les laboratoires.



Aide aux victimes de mines I : Traitement médical et réadaptation au niveau des collectivités

Président : Colonel (à la retraite) T. J. Dube, Zimbabwe

Perspective d'une organisation non gouvernementale sur la réadaptation locale

Dr. Sonia Mirabel Minero
Directrice, Fundacion Teleton Pro-Rehabiltaction, El Salvador

« Le besoin d'aide ne prend pas fin avec la mise en place d'une prothèse, surtout dans le cas de jeunes victimes » déclare le docteur Minero. Nous avons besoin d'une gamme continue de programmes personnalisés, de façon à faciliter la réintégration de la victime au sein de sa famille et de sa collectivité ; ces programmes doivent fournir une aide économique pour aider la victime à devenir financièrement indépendante.

Les douze années de guerre civile ont laissé de nombreuses personnes avec des handicaps physiques en El Salvador. De nombreux programmes ont été créés - avec des financements régionaux, nationaux et internationaux, dans le but de venir en aide aux victimes des pièges, des mines et de la guerre. Avec des équipes multidisciplinaires, ils œuvrent à la réadaptation complète des personnes handicapées et leur réintégration dans leur collectivité. Les besoins de prothèses sont considérables, c'est un fait, mais les programmes doivent dépasser cet aspect. Dans l'un des centres, soixante dix pour cent des victimes étaient âgées de 22 à 44 ans, une statistique très importante si l'on pense aux difficultés éprouvées par ces gens à vivre une vie fructueuse et gagner leur vie. En El Salvador, le nombre élevé d'anciens combattants handicapés constitue un problème d'autant plus sérieux qu'il existe un préjugé défavorable à leur endroit. L'un des programmes, lancé en 1995 et financé par la communauté internationale, a pu trouver un emploi rémunéré à 210 anciens combattants handicapés.

Le docteur Minero a souligné l'importance d'inclure les soins de santé mentale dans tous les traitements. De plus, la formation et les programmes de sensibilisation doivent être maintenus et il est

nécessaire de faire en sorte que les populations locales soient en mesure d'assumer ces programmes. Il faut faciliter l'accès aux services pour ceux qui en ont besoin, en étant conscient qu'il est nécessaire de s'occuper personnes handicapées de façon à ce qu'elles bénéficient des mêmes chances que les personnes valides.

Pratiques médicales sur le terrain

Dr Chris Giannou,
Chirurgien et coordonnateur des soins de santé, Division des opérations de santé, Comité international de la Croix-Rouge

« Nous avons une épidémie de blessures causées par les mines antipersonnel et comme avec toute épidémie, nous devons nous concentrer sur la prévention de l'épidémie et sur l'aide et la réadaptation des personnes affectées » de dire le docteur Giannou. Cependant, contrairement aux autres épidémies médicales, il y a de nombreux problèmes à la gestion des problèmes causés par les mines, les principaux étant le manque d'argent et d'information. Un élément important de la réadaptation est le changement d'attitudes. « Il ne faut pas stigmatiser les victimes, ce sont les mines et leurs usagers qu'il faut mettre au ban de la société ».

Dans la plupart des pays déchirés par la guerre, le ministère de la santé cesse de fonctionner, ce qui rend impossible l'évaluation de la situation. Les « intervenants sur le terrain », dont les résidents, les ONG, les agences de l'ONU et le CICR sont les mieux placés pour recueillir l'information, l'analyser et établir les priorités.

Plusieurs facteurs sont utilisés pour déterminer la sévérité de la contamination par les mines, dont le type de mines, le nombre de personnes tuées ou blessées et la capacité du système de soins de santé de faire face à la situation. « Peu importe qu'il y ait 10 ou 10 000 mines au kilomètre carré, parce qu'un kilomètre carré qui est miné devient inhabitable. Les chiffres absolus n'ont aucune importance. »

Il faut aussi déterminer si les réseaux de transports sont affectés parce que cela est important pour le processus d'aide. Par exemple, en Angola, la nourriture coûte 25% plus cher parce qu'il faut utiliser des avions pour l'apporter aux victimes. La sécurité est aussi un facteur déterminant. Il est impossible de travailler dans des régions où le banditisme et la violence mettent en danger la vie des travailleurs en réadaptation.

Une fois que l'information est recueillie et que l'on connaît les sommes disponibles, il faut décider de la répartition de l'argent. Parmi ces trois secteurs d'activités : le déminage, les programmes de sensibilisation et les soins de santé. Toute mise en application doit reposer sur les collectivités.

Mise sur pied de programmes de réadaptation dans les collectivités

Dr Malcolm Peat,
Directeur exécutif, International Centre for the Advancement of Community Based Rehabilitation, Université Queen's, Kingston, Canada

« Il ne faut pas attendre l'après-guerre pour procéder à la réadaptation », de dire le docteur Peat. La réadaptation communautaire est une gamme continue de programmes et il faut l'entreprendre aussitôt que possible. En 1991, des ONG et des universités ont lancé une initiative de réadaptation dans les collectivités. Il s'agit d'un modèle accessible, interdisciplinaire et interprofessionnel qui repose avant tout sur la collectivité. Ainsi, on tient compte de certaines valeurs essentielles tout en répondant aux besoins spécifiques de chaque collectivité.

Le partenariat entre les professionnels de la santé, les victimes et leur collectivité est un élément essentiel de la réadaptation communautaire.

À Sarajevo par exemple, la réadaptation dans les collectivités a permis d'améliorer les programmes d'aide à toutes les personnes handicapées. Un aspect positif de cette approche est que l'on s'occupe de toutes les personnes qui sont victimes de la guerre. « Les batailles ne sont pas seulement un événement militaire, les populations civiles sont aussi touchées ».

En Bosnie, 40 centres de réadaptation communautaire fonctionnent avec succès parce qu'ils

sont la propriété des collectivités qu'ils desservent et parce qu'ils servent de modèles pour un programme semblable de l'Organisation mondiale de la santé.

Dr Ronald Stewart,
Université Dalhousie, Halifax, Canada

Le docteur Stewart espère que les leçons tirées de cette Conférence permettront un meilleur échange d'information entre les professionnels de la santé et les universitaires du monde entier en utilisant les appels conférence, les nouvelles technologies, la formation à distance et l'Internet. Nous devons élargir notre perspective : le déminage peut être le point de départ d'une nouvelle approche globale au développement socio-économique. Nous devons retenir une leçon importante de cette conférence : une alliance entre les citoyens, les gouvernements, les ONG et les diplomates peut accomplir beaucoup de choses, beaucoup plus que ne pourrait le faire l'un de ces groupes seul. On peut tirer des leçons du processus même, un « processus populaire ».

Quand nous parlons de mines, il est important de ne pas considérer seulement l'aspect médical. L'aspect « santé » comprend les programmes de prévention, comme le déminage et la sensibilisation aux mines. Les aspects sociaux, économiques et psychologiques font également partie des programmes de soins de santé, au même titre que la gestion des soins actifs comme la formation des citoyens dans le domaine de premiers soins.

« Mais le travail ne fait que commencer », de dire le docteur Stewart. « Nous devons maintenant entreprendre la prochaine étape - le processus d'Ottawa 2 - et mettre les professionnels de la santé au défi d'y jouer un rôle actif ». Un public mieux informé peut être un outil d'amélioration des soins de santé et peut aider les professionnels de la santé à faire pression sur les gouvernements, individuellement et en groupes, pour étudier les politiques relatives aux soins de santé.

Il sied tout particulièrement de réfléchir aujourd'hui sur le sort des personnes handicapées en cette Journée internationale des personnes handicapées.

Discussion

Les participants ont soulevé les commentaires suivants après la présentation des panelistes :

- Les survivants doivent participer aux prises de décision au sujet des programmes de réadaptation.
- Le processus de réadaptation doit permettre aux victimes de redevenir des membres à part entière de leur collectivité, avec accès à tous les services communautaires.
- Il est important de modifier les attitudes de la société vis-à-vis les personnes handicapées. La création d'associations de personnes handicapées en Afrique et en Asie est un pas dans la bonne direction. Nous devons utiliser le Traité pour mieux faire connaître le sort de ces personnes dans le monde entier.
- Nous devons enlever les barrières à la coordination entre les groupes d'aide sur le terrain et celles entre les survivants et ces groupes afin d'éviter la concurrence et le chaos.
- Les gens sur le terrain devraient recevoir la formation nécessaire afin d'économiser du temps et de l'argent et d'assurer la durabilité des programmes. Les experts de l'extérieur ont néanmoins un rôle à jouer en transmettant leurs connaissances et leur expérience à ceux et celles qui sont sur place. Parce que la Croix-Rouge n'œuvre qu'en zone de guerre, il peut être difficile de faire de la formation sur le terrain.
- La réadaptation psycho-sociale est tout aussi importante que la réadaptation physique.
- Après une guerre, il est impératif que les soins soient distribués en fonction des besoins et non pas en fonction de l'influence politique.
- L'engagement de verser 100 millions \$ à 60 pays sur plusieurs années n'est pas énorme. Il sera nécessaire d'établir des priorités lors de la distribution de cette somme.
- Nous devons persuader tous les pays d'adopter des lois semblables à la loi américaine Americans with Disabilities Act. Cependant il ne suffit d'adopter des lois. Un paneliste a participé récemment à un banquet où l'on distribuait des médailles à des athlètes avec un handicap. Les athlètes ne pouvaient pas se rendre sur la scène faute d'accès pour fauteuil roulant.



Coopération pour l'observation des dispositions : Se doter de capacités aux fins de la surveillance du traité d'interdiction

Président: M. Paul van de Ijessel

Chef, Direction des affaires nucléaires et de la non-prolifération, ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas

Un régime de coopération pour l'observation des dispositions

M. Bob Lawson,
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Canada

Même si ce sont les gouvernements qui, en dernière analyse, auront pour tâche de veiller au respect des dispositions, l'opinion publique internationale n'aura pas l'impression que des progrès sont accomplis si on laisse aux États parties le soin de mesurer le respect.

Il est donc indispensable que l'ensemble de la société civile sensibilise l'opinion publique à la production et au déploiement des armes et qu'elle participe à l'observation des progrès réalisés, selon M. Lawson.

Vu le caractère unique des mines antipersonnel, les autres mécanismes d'application et d'évaluation, comme ceux dont on se sert pour le Traité sur les forces conventionnelles en Europe, ne sont ni pertinentes ni utiles ici. Avant d'aller plus loin, il est important de déterminer ce que nous voulons réaliser - voulons-nous réduire les coûts humains des mines antipersonnel ou voulons-nous relever chaque violation au Traité ?

Depuis longtemps, les ONG participent à la surveillance du respect des droits de la personne et ont trouvé une façon d'en signaler systématiquement les violations grâce à l'expérience de leurs membres sur le terrain. Elles ont une fiche de route remarquable à cet égard.

Le Canada discute avec les ONG comme la CIMT pour voir comment elles et le gouvernement peuvent collaborer afin de doter les ONG de capacités de faire observer les dispositions du Traité. Le Canada est également prêt à collaborer avec les autres pays au renforcement des capacités. Idéalement, les ONG

devraient pouvoir produire un rapport annuel sur tous les aspects de la mise en oeuvre du Traité à l'intention de la communauté internationale.

M. Lawson annonce que l'Irlande a offert d'organiser une rencontre en 1998 pour réunir des experts internationaux afin de faire le point sur la situation des mines antipersonnel dans le monde. Le Canada se dit prêt à appuyer cette initiative.



Défis en matière de recherches et mécanismes de déclaration

M. Alex Vines
Human Rights Watch, Royaume-Uni

Les pressions exercées par les ONG sur les États ont eu un effet très positif. De nombreux États signent la Convention, de dire M. Vines.

Bien que l'article 1 du Traité comporte des dispositions générales relatives aux obligations, la responsabilité de l'analyse revient aux États parties eux-mêmes, ce qui fournit aux ONG un point d'entrée et la possibilité de combler les lacunes.

Au début, les renseignements sur la situation des mines terrestres circulaient de façon erratique et n'étaient tout simplement pas disponibles. Les rapports étaient rudimentaires et se concentraient sur

les histoires d'horreur. Depuis, les rapports se sont améliorés. Il y a eu par exemple une enquête sur les transferts de mines antipersonnel à travers le monde, un rapport sur 47 pays et un examen des effets régionaux des mines antipersonnel.

Il faut identifier et surveiller ceux qui fabriquent et installent les mines terrestres. On doit aussi surveiller les pays non signataires et se demander pourquoi n'assistent-ils pas à la signature du Traité. Fournissent-ils des renseignements factuels? Se servent-ils de nouveaux types de mines antipersonnel? Y a-t-il de nouvelles tendances?

M. Vines recommande que, à l'avenir, l'observation et l'analyse fassent l'objet de rapports annuels préparés par les ONG. Ce dont on a besoin maintenant, c'est d'un relevé de l'aide aux victimes, des rapports des pays, d'une liste de tous les nouveaux genres de mines et d'un communiqué de presse décrivant les résultats. Il souligne l'importance de remédier à la pénurie de personnel qualifié en recherche dans le domaine des mines terrestres. Sinon, les États pourraient mettre en doute les résultats de la recherche effectuée au sujet des mines.

La collecte de données sur les incidents dus aux mines

Mme Susannah Sirkin,
Directrice adjointe, Physicians for Human Rights, États-Unis d'Amérique

Il n'y a pas encore de méthode uniforme de recueillir les renseignements au sujet des mines terrestres et ce malgré les efforts déployés depuis des années par des groupes humanitaires comme le Comité international de la Croix-Rouge, des gouvernements et des ONG. On a eu notamment recours à des rapports d'incidents, à des dossiers d'hôpitaux, à des entrevues avec des groupes ou avec des travailleurs de la santé et à des sondages.

Mme Sirkin explique pourquoi la collecte de données est importante. Elle peut servir à obtenir de l'aide pour les victimes, identifier les endroits contaminés par les mines, les endroits où l'on doit faire du déminage et conforter les programmes de sensibilisation aux mines. Finalement, les données

permettront d'évaluer les progrès réalisés par les pays signataires et aideront à assurer le suivi de l'application du Traité.

Un des premiers défis sera de réunir les groupes en mesure de recueillir et de diffuser l'information au sujet des accidents causés par des mines terrestres. Ces groupes devraient comprendre les autorités locales et nationales, les ONG locales et internationales, l'Organisation mondiale de la santé et le Comité international de la Croix-Rouge. Il faut que ces groupes perçoivent l'importance de la collecte de données, que des chercheurs soient formés et que les gens adhèrent au processus.

Parmi les autres défis, on peut mentionner la capacité du CICR de fournir de l'information au sujet des pays où font rage des conflits armés et sur des pays où il n'est plus présent parce que les conflits ont pris fin. De plus, il faut convaincre les ministères de la Santé d'accorder la priorité au signalement des incidents impliquant des mines terrestres.

Le groupe Physicians for Human Rights accepte de participer à l'organisation d'une rencontre l'année prochaine afin de recueillir de l'information sur les incidents causés par les mines terrestres et aider à fixer les priorités pour la collecte des données.

Interface société civile - État

Mme Ragne Birte Lund,
Ambassadeur aux affaires humanitaires et aux affaires des réfugiés, ministères des Affaires étrangères, Norvège.

«Ottawa est une plaque tournante, dit Mme Lund. Nous sommes maintenant prêts à clore la première étape qui consistait à rédiger et signer la Convention et à passer à la deuxième étape, celle de la ratification et de la mise en œuvre». Elle déclare que son gouvernement appuie sans réserve le rôle actif et complémentaire que jouent les ONG et la société civile pour la promotion des objectifs de la Convention.

La responsabilité première de la mise en œuvre revient aux gouvernements; cependant le gouvernement de la Norvège accueille avec joie la participation active des NGO. Mme Lund déclare que celles-ci doivent jouer un rôle dans la surveillance de

l'observation de la Convention, de la transparence des renseignements et dans le partage de ces renseignements.

Du fait qu'elles ont des réseaux et qu'elles peuvent agir rapidement, les ONG offrent au gouvernement norvégien un moyen d'action rapide. La création et le développement d'une interface société civile - État aux niveaux national et international n'est pas sans défi pour les deux parties quand il s'agit d'assurer la surveillance. Les opinions et les priorités seront différentes. De plus, il sera indispensable d'être très ouvert afin de développer l'imputabilité et de poursuivre le travail dans les domaines où il n'y a pas suffisamment de progrès et où les signataires ne se conforment pas aux dispositions. La Norvège est prête à partager son expérience.



Discussion

Les sujets suivants ont été soulevés après la présentation par les panelistes :

- En réponse à la crainte qu'il existe des failles dans la Convention, on explique qu'il est difficile d'en arriver à une définition efficace des mines antipersonnel. Bien que la définition donnée dans la Convention soit bonne, les organisations de la société civile doivent faire en sorte que leurs gouvernements soient imputables en ce qui concerne les définitions.
- On exprime des inquiétudes quant à l'exactitude des informations, inquiétude limitée cependant aux gouvernements. On suggère d'imiter le processus suivi pour le registre des armes conventionnelles. Si un gouvernement ne divulgue pas toute l'information en sa possession, ce sera le rôle des ONG de faire pression sur lui pour corriger la situation.
- En cas de désaccord entre les ONG et un gouvernement, tous semblent d'accord pour dire que la poursuite du dialogue est un élément essentiel de solution. Il peut y avoir des ratées, mais en général, le dialogue s'avère un outil très efficace comme en témoigne la signature de la Convention. Toutes les ONG qui ont participé à ce processus doivent continuer de croire aux vertus du dialogue.
- On est d'accord pour dire qu'il existe un problème important au sujet des données sur les incidents impliquant des mines terrestres. Cela est vrai surtout dans les régions rurales sous-développées où il n'existe pas de structures de soins de santé. Il sera difficile de convaincre les autorités locales de l'importance de la collecte des données, mais il faudra expliquer qu'un incident impliquant une mine terrestre ne signifie pas seulement de la souffrance pour une personne mais représente aussi un problème qui affectera la famille de la victime et toute la collectivité. On a souligné le rôle très utile des Centres d'action contre les mines terrestres dans le domaine de la collecte de données.
- On pourrait, en ce qui concerne les mines terrestres, imiter les ONG qui se servent de comités d'experts pour dénoncer les violations des gouvernements dans le domaine des droits de la personne. On a suggéré que des comités d'experts soient mis en place à la réunion qui est prévue pour l'automne prochain.
- On a exprimé une certaine inquiétude au sujet du respect de la Convention par les États signataires. Aussi, on doute que les gouvernements soient enclins à critiquer les autres gouvernements. On fait remarquer que la Convention contient des dispositions prévoyant l'obligation d'effectuer des missions d'établissement des faits.
- L'utilisation de l'Internet peut être un moyen efficace de vérifier l'exactitude des renseignements fournis en communiquant avec les personnes sur le terrain et en permettant une diffusion rapide des rapports de violation de la Convention par un gouvernement.

Aide aux victimes de mines II : Réinsertion sociale

Président : M. John Lane, Université de la Colombie-Britannique, Vancouver, Canada

L'expérience d'un survivant des mines antipersonnel au Cambodge

M. Tun Channereth
Cambodge

Le 18 décembre 1982, M. Tun Channereth a été atteint par une mine terrestre à la suite d'un faux pas, près de la frontière thaïlandaise. Il était tellement déprimé qu'il en a perdu le goût de vivre. Son compagnon de route l'a transporté immédiatement dans un hôpital international. Pendant qu'il luttait pour survivre, M. Channereth s'est donné pour mission de sensibiliser le monde aux problèmes de réinsertion sociale des victimes de mines antipersonnel.

Dans un camp de réfugiés, M. Channereth a appris à réparer des moteurs, des machines à écrire et des postes de radio. Retournant chez lui, il a remarqué que les rues étaient remplies de mendiants. «Je craignais de devenir comme eux», dit M. Channereth. Déterminé à bâtir un avenir pour ses six enfants, il s'est mis à concevoir et à fabriquer des fauteuils roulants, dont «celui dans lequel je suis assis». M. Channereth consacre maintenant son temps à œuvrer auprès des estropiés, en particulier ceux les victimes de mines terrestres, une population qui, dit-il, s'accroît de jour en jour.

M. Channereth décrit en termes émouvants les terribles conditions que connaissent les personnes invalides au Cambodge. Les fauteuils roulants qu'il fabrique coûtent 80 dollars - un prix raisonnable pour les Occidentaux ; or, les Cambodgiens ne peuvent pas se les payer. «Ils ne peuvent se construire une maison ou planter du riz», explique M. Channereth. C'est pourquoi son entreprise offre gratuitement des fauteuils roulants à ceux qui ne peuvent pas payer.

M. Channereth termine son exposé par un vibrant appel aux participants de la Conférence et à l'ensemble de la communauté mondiale : «Je ne veux plus voir d'autres estropiés au Cambodge. Je

veux voir des endroits dégagés où mes enfants peuvent s'amuser sans danger. Je veux une vraie paix, une vraie justice et de vrais droits de la personne. Je vous prie instamment d'aider les personnes victimes de mines terrestres».

La guerre et les enfants

Dr Seddiq Weera
Coprésident, Réseau canadien de recherche sur les mines terrestres, Centre for International Health, Université McMaster, Canada

Alors que 15 % des enfants victimes de la guerre bénéficient d'une forme quelconque de réadaptation physique, «le manque de réadaptation psychologique est un problème de taille», explique le Dr Seddiq Weera. La violence, la pauvreté et la main-d'œuvre enfantine sont des facteurs clés des traumatismes psychologiques, tout comme la pratique qui consiste à transformer les enfants en soldats, ce qui constitue de la «prostitution militaire enfantine» selon le Dr. Weera.

Il estime qu'il ne faut pas sous-estimer les obstacles physiques et psychologiques que les estropiés affrontent dans leurs efforts de réinsertion sociale. L'enfant qui devient invalide fait face à des changements irrévocables. Il entre dans un nouveau monde où ses capacités de s'habiller, de se nourrir, de se laver et de se mouvoir sont amoindries. Le soutien familial et les possibilités d'éducation sont souvent perdues. Pire encore, l'enfant handicapé est souvent privé de l'ingrédient le plus vital : l'amour. Les jeunes invalides apprennent à penser et à ressentir les choses différemment. «Leur vie est altérée, souligne le Dr Weera. Mais un enfant a encore besoin d'être comme ses camarades, de jouer et d'aller à l'école.»

Une étude récente indique que les parents atteints de dépression chronique portent encore plus atteinte à la santé mentale de leurs enfants que la guerre. Des troubles mentaux, tel que le symptôme de stress post-traumatique (SSPT), n'ont pas encore été bien

explorées. Or, l'on sait qu'au moins «10 millions d'enfants invalides vivent dans la peur et l'anxiété».

Le Dr Weera insiste sur la complexité de ces questions pour lesquelles il faudra trouver des solutions à facettes et à paliers multiples. Il exprime l'espoir que le problème sera exploré plus avant dans une prochaine rencontre de «praticiens et d'utilisateurs de la recherche».

Perspective d'une ONG internationale

Mme Anne Capelle
Section des mines, Handicap International, Belgique

Touchée par le témoignage personnel de Tun Channereth, victime d'une mine terrestre, Mme Anne Capelle, relate son entretien avec un estropié d'une mine terrestre de la Mozambique. «La femme en question est amputée des deux mains, explique-t-elle. Son enfant a pleuré et s'est enfui lorsqu'elle est arrivée à la maison et son mari a pris une autre femme. Elle est maintenant la seconde épouse, la première travaille.»

Avant qu'une victime puisse réintégrer son foyer, elle doit y être préparée. Par exemple, de dire Mme Capelle, un amputé n'utilisera pas sa prothèse s'il n'a pas à quitter sa résidence». Un service de counseling pour la victime, sa famille et son village peut être utile, surtout si on peut y aider la victime à trouver des moyens de se rendre utile, d'être productive et de gagner un salaire. «Les ONG cherchent la meilleure réponse possible», ajoute Mme Capelle. Toutefois, l'attitude dominante veut que l'aide psychologique ne soit pas une priorité.

Les épreuves socio-économiques s'ajoutent aux ramifications psychologiques lorsque la victime se réintègre dans son milieu et sa famille. «Si vous étiez agriculteur ou chauffeur de taxi auparavant, d'expliquer Mme Capelle, il vous faudra trouver un autre emploi». L'absence de formation engendre de sérieuses difficultés pour les victimes dans les pays plus pauvres.

Mme Capelle reconnaît les limites des donateurs pour soutenir des projets d'aide aux victimes. Elle lance une mise en garde : on ne réglera aucun problème en détournant les minces ressources consacrées aux personnes handicapées pour n'aider

que les victimes de mines. Ce qu'il faut, dit-elle, c'est une «approche mieux coordonnée» afin d'éviter les chevauchements d'efforts inutiles.

Perspective locale des ONG : Création d'emploi et défense des intérêts

M. Joshua Malinga,
Conseil exécutif, Organisation mondiale des personnes handicapées, Zimbabwe

Les survivants des mines doivent participer à la mise sur pied de mouvements démocratiques de personnes handicapées aux paliers local, national et international, déclare M. Joshua Malinga.

M. Malinga retrace l'historique de tels mouvements en Afrique depuis le début des années 80. Au début, même les professionnels qui travaillaient auprès des handicapés les traitaient comme des personnes faibles et malades. Les questions d'incapacités étaient entièrement laissées de côté dans les programmes politiques et sociaux des pays. Mais à l'heure actuelle, les personnes handicapées de nombreux pays sont organisées, participent activement aux politiques et s'inspirent d'autres mouvements d'opprimés avec lesquels elles trouvent des points communs. Les survivants de mines antipersonnel ont besoin d'appartenir à de plus vastes mouvements, car ils ne pourront se faire entendre s'ils ne parlent pas d'une seule voix.

L'objectif actuel de formation au leadership et de défense politique a déjà permis de faire des progrès manifestes. Le mouvement s'emploie également à réduire le nombre de victimes. Toutefois, déclare M. Malinga, il est indubitable qu'il ne faut pas commencer par enseigner la politique aux paysans qui meurent de faim. La génération de revenus et la création d'emplois sont essentiels, non seulement au bien-être et la dignité des personnes handicapées, mais également à leur participation active et efficace au processus politique. L'aide aux victimes doit se faire avec la participation pleine et entière des personnes handicapées.

M. Malinga conclut en invitant les participants à la Conférence à aider à recueillir des fonds pour le prochain colloque des survivants africains de mines terrestres.

M. Jerry White

Réseau de survivants des mines terrestres, États-Unis

M. Jerry White, invite les participants à aller au-delà de la pitié et des préjugés qui sont si fréquemment la première réaction devant les handicapés.

Il résume brièvement les principaux points abordés par les conférenciers précédents, et revient sur les propos de M. Channereth qui a parlé de sa progression personnelle du désespoir à l'activisme, ainsi qu'au soutien pratique que lui ont prodigué d'autres survivants. Il souligne l'importance de ne pas faire de favoritisme parmi les personnes handicapées et mentionne que la mobilisation actuelle du mouvement contre les mines terrestres peut et doit servir à accroître la sensibilisation et l'aide non seulement aux victimes de mines mais aussi à toute personne avec un handicap.

Discussion

Les points suivants ont été soulevés :

- La conférence de Winnipeg de janvier 1997 sur le déminage humanitaire et l'aide aux victimes des mines terrestres a permis de rédiger une liste préliminaire de principes pour l'aide internationale aux survivants de mines terrestres. Les principaux domaines comprennent les responsabilités des gouvernements, le besoin d'aide dans le cadre des droits de la personne, le principe du renforcement de l'autonomie et de l'autosuffisance, ainsi que l'importance de la pleine participation des survivants.
- Il faut aller plus loin qu'une simple aide individuelle et veiller à la réadaptation de collectivités entières qui ont été traumatisées par des mines terrestres. Les difficultés communes que doivent affronter les survivants peuvent servir à rapprocher les factions ethniques et autres et à créer des initiatives axées sur la collectivité.
- Les préjugés culturels sont pires dans certaines régions que dans d'autres, et il faut en tenir compte dans l'évaluation des besoins. En Afrique, par exemple, le mouvement des survivants s'active à régler le problème de la stigmatisation qui semble

coller à toutes formes de handicaps.

- Il ne faut pas oublier les besoins particuliers de ceux qui ont été rendus aveugles par les mines — tels que l'enseignement du braille. Les renseignements disponibles démontrent que les pays infestés de mines ont des taux de cécité due aux traumatismes très élevés.
- Il faut également prêter une plus grande attention à la collecte et à la diffusion de données, selon les sexes, sur l'impact des mines terrestres et sur la nature des activités de réadaptation.
- L'aide aux survivants ne se limite pas à une question médicale. Les personnes handicapées ont un rôle crucial à jouer dans l'identification de leurs besoins. En conséquence, il est plus efficace d'appuyer les organisations dirigées par les personnes avec un handicap.
- L'évaluation et le traitement des traumatismes psychologiques nécessitent un personnel local bien formé. Des renseignements sur la nature du problème ont été colligés grâce à des entrevues avec des groupes de survivants.
- Même si les dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 de la Convention devraient avoir plus de force, l'inclusion d'une définition large de la réadaptation devrait être considérée comme une victoire. Des efforts sont déployés à l'heure actuelle pour promouvoir le financement ciblé sur l'aide aux victimes, afin d'assurer un équilibre en ce qui concerne les ressources destinées aux activités de déminage.



Mobilisation des ressources pour l'Action contre les mines I

Président : M. Charley Causeret

Directeur adjoint, Département des droits de la personne et des affaires sociales et humanitaires, ministère des Affaires étrangères, France

Mobilisation de la société civile

Ralph Cwerman

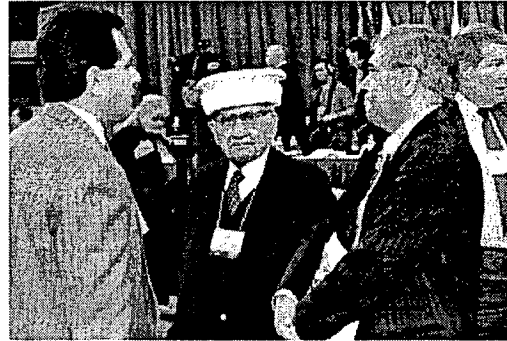
Vice-président des affaires des sociétés et du Congrès, Association pour les Nations Unies, États-Unis d'Amérique

Le programme intitulé «Adopter un champ de mines», créé par l'Association pour les Nations Unies des États-Unis, a été accueilli très favorablement parce qu'il donne aux parrains un «sens viscéral d'engagement et de participation», déclare Ralph Cwerman. Il consiste en une base de données contenant l'information des Nations Unies sur les champs de mines du monde entier qui doivent être déminés de toute urgence.

Il faut ensuite trouver un parrain pour «adopter» un champ de mines répertorié dans cette base de données. Dans un premier temps, ce parrain sensibilisera sa collectivité aux problèmes posés par les mines et il recueillera des fonds pour déminer la zone. Une fois le déminage terminé, on entreprend de rendre le terrain propice à une utilisation productive par les peuples indigènes et de le récupérer en vue d'une utilisation productive.

Selon M. Cwerman, les gros négociants en vins de Californie Beringer and Wenter ont déjà parrainé des champs de mines et ils se sont engagés à mobiliser le reste de leur industrie. L'association des négociants en vins de la Valley du Nappas s'est aussi engagée à verser les recettes de son encan annuel au programme. L'association recherche un champ de mines qui puisse être converti en vignoble et ainsi générer des emplois seront créés et contribuer à la reprise économique.

L'association *American International High School* d'Atlanta ainsi que des associations d'écoles secondaires des États-Unis, des clubs sociaux d'autres organisations ont aussi manifesté un intérêt pour le programme «Adopter un champs de mines».



Le projet sur les mines terrestres de l'Open Society Institute

Mme Anne Peters

Directrice, Le projet sur les mines terrestres de l'Open Society Institute, États-Unis

Mme Anne Peters estime que la très grande participation à la Conférence illustre les excellents résultats obtenus dans le cadre de projets de déminage et de sensibilisation du public mis sur pied par diverses organisations, institutions et coalitions dans le monde entier, grâce notamment au parrainage financier du projet sur les mines terrestres de l'Open Society Institute. Cependant, souligne-t-elle, la Convention signée à Ottawa n'est pas la fin, mais la continuation d'un «travail en cours». Il est essentiel de demeurer engagé dans les activités de déminage.

Le projet sur les mines terrestres de l'Open Society Institute, une fondation privée qui octroie des subventions, a fourni plus d'un million de dollars à des organisations du monde entier durant les neuf premiers mois de son existence. Ces fonds ont servi à effectuer la recherche, à organiser des ateliers et à tenir des campagnes d'information publiques.

Mme Peters soutient que les efforts sont concentrés sur des projets novateurs et sur le rôle des intervenants non gouvernementaux pour mettre fin à l'utilisation des mines terrestres.

La mobilisation des ressources pour l'action contre

les mines n'est pas seulement une question d'argent; il s'agit aussi de faciliter le dialogue et le partenariat, de rechercher de nouveaux auditoires et d'élargir la base de la campagne, déclare-t-elle, exhortant les participants à entretenir des «pensées créatrices» pour atteindre ces objectifs. Plusieurs projets de déminage ont été annoncés par le Danemark, la Suisse et les États-Unis, fait-elle remarquer, mais le Canada montre une fois de plus l'exemple en promettant d'affecter un montant de 100 millions de dollars au respect d'une interdiction mondiale des mines antipersonnel pour appuyer les ONG qui font avancer ce processus.

Appui des syndicats à l'action contre les mines

M. Basil «Buzz» Hargrove
Président national, Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile

M. Hargrove indique aux délégués que son syndicat a attribué une somme importante au processus de déminage au Mozambique. De plus, les 325 sections seront sollicitées pour une contribution supplémentaire au nom de leurs 215 000 membres. Rappelant que son syndicat s'affaire depuis plus de 60 ans à l'unionisme social et à l'équité dans la société, M. Hargrove souligne l'appui du syndicat au mouvement syndical noir en Afrique du Sud durant les années de l'apartheid.

M. Hargrove insiste sur le fait que les Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile sont conscients que le déminage sera long, difficile, ardu et coûteux et qu'il nécessitera beaucoup de main-d'œuvre. Pour que sa contribution soit plus efficace, le syndicat a décidé de concentrer ses efforts sur le Mozambique. Il est ainsi plus facile pour les membres du syndicat de juger des résultats.

M. Hargrove a cité deux raisons justifiant le choix du Mozambique : 1) les relations déjà établies avec le Syndicat des métallurgistes SINTIME et avec les ONG de l'Afrique du Sud, et 2) le fait que les tentatives par les forces d'apartheid d'Afrique du Sud de déstabiliser le gouvernement légitime du Mozambique ont mené à l'utilisation sans discrimination des mines terrestres durant deux décennies de guerre. Celles-ci continuent de «faire des victimes» parmi les civils innocents. Il

ajoute que les fabricants de mines ne devraient pas tirer profit du déminage.

Il fait observer que les Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile ont mis le gouvernement du Canada au défi de créer un fonds de déminage pour doubler le financement consacré au déminage par les organisations non gouvernementales canadiennes. Il a applaudi l'annonce récente du Premier ministre.

«Mobilisons-nous des ressources que nous détournons des besoins humanitaires?»

M. Hein Winnubst
Misereor, Aix-la-Chapelle, Allemagne

D'après M. Winnubst, les campagnes efficaces dans la lutte contre les mines se basent sur une approche globale tenant compte des besoins des personnes et des pays touchés. Bien qu'il reconnaisse l'importance des nouvelles technologies de déminage, il demande aux gouvernements de ne pas consacrer toutes leurs ressources à la mise au point de nouvelles technologies.

Il affirme que le déminage et la sensibilisation au déminage sont très importants. Mais les personnes victimes des mines terrestres ont d'autres besoins, comme une aide médicale d'urgence, la réadaptation socio-économique et psychologique pour les blessés et leur famille, le développement et la reconstruction pour les collectivités affectées et la formation des travailleurs locaux chargés d'exécuter les programmes de déminage.

M. Winnubst explique que la campagne de l'Allemagne contre les mines lancée par un groupe réunissant 16 organismes a sensibilisé les gens, influencé les débats des parlementaires et donné lieu à une collecte de fonds. Il estime que la force des ONG repose sur leur connaissance des zones affectées par les mines et cette force leur permet de conseiller les donateurs quant à l'affectation des fonds publics consacrés à l'action contre les mines.

Il reconnaît que la campagne a eu un effet mitigé sur le gouvernement allemand. Les sommes qu'il a dépensées pour les mines terrestres ont beaucoup diminué, tandis que les montants consacrés à la mise au point de nouvelles armes pour remplacer les mines antipersonnel ont augmenté. Selon M. Winnubst, l'Allemagne a consacré six fois plus

d'argent au perfectionnement du déminage à des fins militaires qu'au déminage à des fins humanitaires à l'échelle mondiale.

Il estime que les bases de données de l'ONU pourraient permettre d'utiliser plus efficacement les ressources. Il souhaite une meilleure coordination internationale pour remédier aux inefficacités et aux inégalités dans les salaires et l'assurance de la qualité des organismes oeuvrant dans le déminage. Il partage l'opinion selon laquelle les entreprises qui produisent des mines terrestres ne devraient pas tirer des profits du déminage.

M. Tore Skedsmo
*Chef des Services d'action contre les mines,
Département des opérations de maintien de la paix,
ONU*

«Si vous voulez nettoyer un champ de mines rapidement, confiez la tâche à une ONG», dit M. Skedsmo. L'ONU joue un rôle dans la lutte contre les mines, mais ce rôle est limité par la structure bureaucratique de cet organisme qui est un club de nations chargé d'élaborer des politiques.

Les ONG ont pour mission de faire pression sur les gouvernements. Lorsque les gouvernements changent de politique, il peut aussi y avoir des changements à l'ONU.

M. Skedsmo décrit les changements qui se sont produits à l'ONU et rappelle que le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) est maintenant au centre de l'action contre les mines.

L'un des changements est l'adoption d'une approche plus globales'appuyant sur les ressources des divers organismes de l'ONU. Une telle mesure devrait accroître l'efficacité des programmes et serait particulièrement avantageuse pour la sensibilisation aux mines, la réadaptation des victimes et l'augmentation de la capacité à long terme.

Un autre changement est la transformation du transfert de compétences vers les populations locales en programme de développement autonome, au lieu d'en faire la deuxième ou la troisième phase d'une opération de déminage.

M. Skedsmo affirme que les forces de l'ONU pour la lutte contre les mines sont celles d'une bureaucratie — les normes, le contrôle de la qualité et l'évaluation.

Ce sont les ONG et les organismes qui devraient être chargés de la mise en application.

La coordination est fort nécessaire mais difficile à réaliser. Elle repose sur la volonté des intervenants. M. Skedsmo demande aux ONG d'y contribuer.

Discussion

Les participants soulèvent les points suivants :

- Il y a parfois des malentendus sur les besoins réels en matière de déminage, fait remarquer un participant, et l'on accorde trop d'importance à la mise au point de nouvelles technologies de déminage. Les opérations de déminage nécessitent souvent des véhicules supplémentaires ou des méthodes de débroussaillage plus efficaces. Une mauvaise évaluation des besoins peut entraîner des dépenses inefficaces. On recherche la productivité et la rentabilité. Certaines personnes qui participent à des travaux de déminage enlèvent des mines avec succès depuis des années sans se servir de matériel de haute technologie. «Les nouvelles technologies ne correspondent pas toujours à ce dont nous avons besoin», dit-il.
- M. Hargrove dit que TCA-Canada pourrait recueillir des fonds pour décerner un prix à une université ou à une personne qui a conçu un moyen efficace pour débroussailler les champs de mines. TCA-Canada a 325 sections dans le pays qui pourraient être jumelées à des collectivités affectées par une mine terrestre.
- Un participant manifeste de l'intérêt pour le projet dont Mme Peters a parlé. Ce projet encourage les groupes à se concentrer sur les régions qui ont été négligées. Selon lui, la Géorgie en est une. La situation n'y est pas assez «grave» pour justifier un travail de déminage efficace.
- Les gouvernements, et non les ONG, devraient être responsables du financement du déminage.
- Les organismes spécialisés de l'ONU joueront un rôle majeur dans la nouvelle approche globale du DOMP.
- L'initiative du DOMP pour augmenter la capacité locale est impressionnante et constitue un très bon point de départ pour la recherche d'une solution à ce problème à long terme.

Les Parlementaires et l'Agenda d'action contre les mines I

Président : L'honorable Sheila Finestone, députée, présidente de l'Union interparlementaire de canadienne

Le sénateur Martine Dardenne
Belgique

La Belgique est le premier pays au monde à avoir adopté une législation pour interdire la fabrication, l'utilisation et le transfert des mines antipersonnel — un exemple de la manière dont certains pays doivent «ouvrir la voie pour que les autres puissent les suivre», déclare le sénateur Dardenne.

Cette législation a été réalisée à partir de deux lois existantes :

- une loi générale sur les armes dont le champ d'action a été élargi pour inclure les mines antipersonnel.
- une loi régissant l'importation, l'exportation et le transfert de la technologie et des composants militaires, dont les mines antipersonnel.

La Belgique a aussi détruit ses quelque 340 000 mines antipersonnel afin d'éliminer l'incitatif des marchands d'armes s'opposant à la législation.

Une force déterminante de lobbyisme, selon le sénateur, qui se compose habituellement des intérêts corporatifs et militaires, a été celle de la société civile en Belgique. «Je ne peux trop insister sur l'importance du lobbyisme de la société civile». Cela a incité le Parlement belge à rejeter les modifications proposées au projet de loi par le ministère de la Défense — des changements qui auraient affaibli la législation.

Dans cette législation, le terme «mine antipersonnel» est défini très largement, souligne-t-elle - pour inclure les mines antichar.

La Belgique croit que sa loi novatrice suscitera une imminente réaction en chaîne dans les autres pays, et le sénateur Dardenne exhorte la communauté internationale à y contribuer. «Il nous incombe à titre d'ex-producteurs de mines de donner l'exemple, notamment pour aider financièrement les victimes» conclut-elle.



M. José Thomas Nonô
Président, Comité de l'Union interparlementaire pour la promotion du respect du droit humanitaire international, Brésil

Les parlements du monde entier ont un rôle important à jouer dans la prochaine étape très cruciale du processus visant à enrayer le fléau des mines antipersonnel, déclare M. Nonô. Cette étape consiste à aller au-delà des simples mots afin de redoubler d'efforts pour pouvoir réaliser les objectifs de la Convention.

En 1996, rappelle M. Nonô, on avait au départ un peu raison de douter que cet élan parlementaire mondial augmenterait suffisamment. L'Union interparlementaire avait effectué une enquête sur l'action parlementaire mondiale contre les mines, et elle a reçu une faible réponse, parfois aucune, de plusieurs pays.

En même temps, l'Union interparlementaire était de plus en plus encouragée par l'intérêt croissant manifesté pour les questions liées aux mines dans les parlements de nombreux pays, dont ceux infestés de mines terrestres et ceux qui les produisaient. En particulier, l'Union parlementaire se réjouit des réponses obtenues des parlements qui admettent que même si rien n'a été fait jusqu'à maintenant, des actions sont actuellement en cours ou du moins envisagées.

Au Brésil, par exemple, le Congrès national élabore actuellement une législation qui prévoit des peines d'emprisonnement de quatre à six ans pour quiconque est reconnu coupable d'utiliser, de produire et de vendre des mines. À l'heure actuelle, aucune entreprise au Brésil n'exerce de telles activités.

À partir de maintenant, souligne M. Nonô, les parlements du monde entier doivent se concentrer le plus tôt possible sur la ratification de la Convention, et sur l'adoption de la législation habilitante et de règlements pour s'y conformer.

«Je crois qu'il est important que le monde sache que nous, les représentants élus du peuple, nous nous soucions des gens, de la paix, de la signature et de l'entrée en vigueur rapide de la Convention sur les mines antipersonnel».

M. Volariu Tabara, député
Président du Groupe interparlementaire roumain

La Roumanie a annoncé qu'elle va signer et ratifier le Traité, malgré de graves obstacles internes, annonce M. Tabara.

La Roumanie avait maintenu jusqu'à maintenant son statut d'observateur dans la campagne internationale sur les mines terrestres en raison de problèmes liés à l'économie et à la sécurité nationale, déclare-t-il. Le pays craint que l'interdiction d'utiliser les mines terrestres mette en péril sa sécurité nationale déjà précaire: la Roumanie ne fait partie d'aucun système de défense comme l'OTAN et elle se situe dans un milieu géopolitique instable. De plus, la destruction des stocks existants représente un fardeau financier durant une période de réforme économique radicale et d'austérité budgétaire.

Malgré cela, la Roumanie va signer la Convention, déclare M. Tabara. Cette décision est motivée par la profonde préoccupation du pays à l'égard de la crise humanitaire causée par les mines et par son désir de faire partie intégrante de la structure socio-politique européenne.

À son retour à Budapest, souligne M. Tabara, lui et ses collègues parlementaires vont sensibiliser le public et les médias roumains à la question des mines. De plus, la priorité sera mise sur la ratification et l'adoption rapides de la législation habilitante. Une

attention spéciale sera prêtée aux présidents des groupes politiques roumains pour s'assurer que les discussions sur la ratification ne soient pas influencées par des gains politiques.

M. Tabara conclut en soulignant l'importance d'exercer maintenant des pressions sur les autres pays non signataires. «Nous devons déployer tous les efforts possibles de diplomatie internationale pour assurer l'universalisation de la Convention».

Le sénateur Giovanni Forcieri
Membre du Comité des affaires étrangères, Italie

Les parlementaires ont été d'importants participants à l'effort de concerté visant à interdire les mines, et il faut en donner le crédit aux gouvernements inspirés qui ont surmonté leurs intérêts à court terme pour renoncer à ces «instruments de tuerie». L'atmosphère de satisfaction qui entoure la signature de la Convention, un progrès pour l'humanité, doit inspirer l'action future. Cette étape doit maintenant aboutir sur une nouvelle phase encore plus difficile qui nécessite un partenariat continu avec les ONG.

Le sénateur Forcieri souligne que chaque parlementaire a la tâche d'accroître la sensibilisation publique dans son pays, de sorte qu'un jour tous les pays puissent adhérer à la Convention. Certains pays importants ne sont pas au rendez-vous, déclare-t-il. L'Italie a récemment adopté une législation sur les mines qui interdit l'emploi des mines et qui traite du déminage et de l'assistance aux victimes.

M. Forcieri demande d'intensifier la coopération internationale et déclare que tous les pays ont le devoir de réduire le délai durant lequel continue la souffrance jusqu'à ce que toutes les mines soient éliminées. Il fait porter «aux pays les plus riches» le fardeau financier du déminage et l'aide aux victimes, sur la base des dépenses en armement de chaque pays. Les pays producteurs et vendeurs de mines devraient payer compenser les pays affectés par les mines. Il recommande aussi que l'Union interparlementaire mette sur pied un nouveau comité spécial qui serait chargé de travailler avec les ONG et les bénévoles pour surveiller les actions des pays.



Paddy Torsney, députée
Participante, Conférence d'Oslo

Les parlementaires peuvent se servir de leurs situations et de leurs relations pour s'assurer que toutes les dispositions de la Convention soient respectées. «Nous assumons un rôle de leadership dans nos pays et nous pouvons nous servir de notre situation pour faire avancer le débat. Nous pouvons aussi utiliser nos relations avec les dirigeants d'autres pays ainsi que notre adhésion à diverses organisations parlementaires pour assurer la réalisation des prochains objectifs: l'entrée en vigueur rapide et l'universalisation de la Convention, des activités accrues de déminage, la réadaptation des victimes et la réinsertion sociale, ainsi qu'un accent sur la vérification».

Les parlementaires peuvent aussi mettre à profit le succès du Processus d'Ottawa. «Nous pouvons allier idéalisme et pragmatisme», et montrer à la société, notamment aux jeunes que les gouvernements et les chefs de file mondiaux «prennent des mesures et que nous pouvons livrer la marchandise». Cela sert aussi de modèle pour accroître les efforts consentis relativement à d'autres politiques nationales et étrangères.

Les partenaires ayant travaillé à faire avancer cette cause ont été remarquables, surtout les ONG, qui ont contribué à démocratiser la politique étrangère. Les ONG participent au développement d'une société civile dans les pays où elle est pas encore fragile. «Une saine démocratie, une saine responsabilité sont nécessaires pour assurer un bon gouvernement» déclare Mme Torsney.

Mme Torsney déclare que les jeunes du monde peuvent voir la signature de la Convention comme un modèle à suivre : «Surtout dans le monde occidental blasé, ils peuvent se permettre de rêver et de s'engager à apporter des changements importants».

Discussion

Les participants ont soulevé les points suivants :

- La législation que chaque pays a rédigée devrait servir de modèle à d'autres parlementaires qui les présenteraient en tant que projet de loi émanant de député. Les législations de la Belgique, de l'Italie et du Canada pourraient être utilisées ainsi. D'autres ressources sur le processus de ratification sont accessibles auprès du Comité international de la Croix-Rouge et de Handicap international.
- En Belgique, une nouvelle législation sur les mines a été traduite en directives pour usage militaire. Cela a été un processus difficile «mais sans commune mesure avec les problèmes vécus par les pays infestés de mines». Toutes les mines ont été détruites.
- La réadaptation et la réinsertion sociale des victimes sont des objectifs importants. Les pays doivent réussir à améliorer leurs compétences dans ces domaines. L'Agence canadienne de développement international vient de publier un document qui donne aux ONG des lignes directrices sur un programme marqué de succès.
- L'effet du système de soins de santé sur les victimes de mines a été discuté. On a insisté sur l'importance de la vitesse et de la qualité des soins. Le Canada a mis au point la technologie servant à dicter des procédures médicales à partir de régions éloignées. Ce moyen et d'autres moyens avancés de recourir à la technologie pour le traitement peuvent être utilisés pour traiter les victimes de mines.
- Les besoins psychosociaux de la victime et des autres membres de sa famille constituent l'étape qui suit l'intervention chirurgicale. Il y a un effet de domino pour toute la famille lorsqu'une personne est blessée ou tuée.
- Les parlementaires doivent être particulièrement actifs là où la société civile est moins développée, ou préoccupée par d'autres questions.
- Les décideurs ont besoin de meilleures statistiques sur le sexe et l'âge des victimes de mines terrestres afin de cibler les programmes d'assistance.
- Des craintes ont été exprimées à l'effet que les fonds consacrés au déminage puisse mener à un gaspillage. Il a aussi été mentionné que les technologies de déminage doivent être mises à l'essai sur le terrain.

Universalisation de la Convention d'interdiction II : Création d'une volonté politique

*Président : Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur André Mernier
Ambassadeur et Représentant permanent de la Belgique à la Conférence sur le
désarmement*

Le plan d'action de la Campagne internationale contre les mines

M. Steve Goose
Directeur de programmes, Human Rights Watch

M. Steve Goose, de Human Rights Watch, signale que la priorité actuelle du plan d'action de la Campagne internationale contre les mines est de poursuivre les efforts en vue de l'interdiction universelle des mines.

La norme internationale qui a été adoptée facilitera ce travail de bien des façons, mais certaines nations demeurent indifférentes à tout ce qui a été fait. Il faut exercer des pressions extrêmes sur celles qui ne prennent pas l'interdiction des mines terrestres au sérieux, et l'effort doit être maintenu aux niveaux national, régional et international.

À cette fin, un aspect important du plan est l'insistance sur le maintien de la mobilisation, de l'éducation et des rapports. Au niveau régional, les zones sans mines peuvent servir à accroître la confiance aux frontières. Au lieu d'essayer de changer l'équation militaire, il faut encourager les intervenants autres que les États à s'aligner sur la norme internationale. L'intérêt accordé aux tentatives régionales peut aider à accélérer le rythme des changements en limitant le nombre des intervenants avec qui il faut traiter à un moment donné.



À partir de la base : Perspectives sur l'établissement d'un mouvement public

Mme Valerie Warmington
Coordonnatrice, Action mines Canada

Mme Valerie Warmington souligne le fait que les citoyens ordinaires peuvent contribuer à l'universalisation de la Convention. Jusqu'ici, le succès est en partie attribuable aux nombreuses pressions qui ont été exercées sur les gouvernements pour que les politiques reflètent la volonté populaire. Maintenant, il faut faire en sorte que le public continue d'appuyer de plus en plus la lutte contre cette crise humanitaire.

Dans les pays qui n'ont pas signé la Convention, les citoyens sont souvent impuissants ou privés de voix ou bien ne sont pas écoutés. Souvent, il n'y a jamais eu d'ONG militantes dans ces pays, et les moyens pour transformer l'opinion publique en action politique sont peu nombreux.

Il faut continuer de diffuser l'information pour susciter l'intérêt de publics variés sur le plan culturel et politique. Il importe d'encourager les réactions du public, si on veut que l'opinion et la volonté du public soient pris en compte par les politiciens. On peut le faire en menant des campagnes nationales qui, ensemble, ont un poids et un impact à l'échelon international.

Il ne suffit pas que les gens acceptent passivement la nécessité d'interdire les mines terrestres. Si on veut susciter des changements dans les pays qui n'adhèrent pas à la Convention, les gens doivent manifester activement leur désir de changer les choses. Il faut constamment trouver des moyens ingénieux de faire parler les gens, et les organisateurs doivent maintenir la communication bilatérale avec les partisans du changement pour que des mesures puissent être prises.

Pour terminer, Mme Warmington insiste sur la nécessité de faire valoir continuellement les objectifs communs adaptés aux différentes cultures et ainsi créer une solidarité mondiale en misant sur la diversité.

Développement du droit humanitaire international

M. Peter Herby
Conseiller juridique, Comité international de la Croix-Rouge

«Il y a des limites à ce que la guerre peut accomplir». C'est ce que déclare M. Peter Herby, du Comité international de la Croix-Rouge. Comme on a fait valoir le droit humanitaire international au siècle dernier, les méthodes inhumaines employées pour faire la guerre ont été de plus en plus mentionnées dans les diverses conventions. Cependant, ces ententes ne sont pas nécessairement le fruit de vastes consultations menant à un consensus, une approche reconnue depuis longtemps. M. Herby affirme que le Processus d'Ottawa, qui vise à limiter davantage l'utilisation d'armes comme les mines terrestres, est un retour aux méthodes traditionnelles pour faire adopter des lois.

Pour imposer des limites aux moyens de faire la guerre, il faut suivre certaines règles fondamentales. Il faut, par exemple, limiter les souffrances inutiles et faire la distinction entre l'utilisation des armes contre les civils et leur utilisation contre les combattants. Ces limites doivent refléter la conscience publique.

M. Herby présente un aperçu des diverses armes contrôlées et interdites, et il mentionne des questions qui n'ont pas été réglées. Il faut s'attaquer au problème des mines marines, des balles de faible calibre, des armes à charges multiples et des explosifs gazeux, et s'occuper aussi des nouvelles armes comme les armes à énergie dirigée et les armes non meurtrières. L'une des grandes difficultés sera la nécessité d'essayer de quantifier les problèmes de santé causés par les armes classiques et d'établir une base pour définir les «souffrances inutiles».

Pour terminer, M. Herby précise que la plus grande sensibilisation du public et la stigmatisation des comportements inacceptables sont des conditions préalables importantes au développement du droit humanitaire international.

Complémentarité des efforts avec les forums internationaux

M. David Atwood
Bureau quaker aux Nations Unies, Genève

M. Atwood, du Bureau quaker aux Nations Unies, recommande le recours aux forums internationaux pour faire augmenter l'acceptation universelle de la Convention. Il estime qu'il faut répéter ce qui a été fait et insiste sur la nécessité de faire le maximum pour maintenir l'intérêt pour cette question internationale afin de faire bouger les nations non signataires au point de les rallier à la cause qui reflète nettement le désir de la plus grande partie de la communauté internationale.

La deuxième étape du Processus d'Ottawa, l'effort pour universaliser la Convention, pour accroître la détermination et pour coordonner les programmes de déminage et l'aide aux victimes, exigera le maintien des liens serrés entre les États signataires et les organismes internationaux. La Conférence sur le désarmement (CD) et la Convention sur certaines armes classiques (CCAC) sont deux forums internationaux qui pourraient servir à recruter de nouveaux adhérents. Même si les réunions ne se prêtent peut-être pas à la promotion de cette question, il est possible de travailler d'une manière très ingénieuse et informelle avec les délégations. Dans l'ensemble, l'universalisation exigera «de la créativité, de l'imagination et de l'ardeur au travail».

M. Atwood recommande aussi de recourir aux forums régionaux qui peuvent renforcer les parties faibles de la Convention et de se pencher sur certaines préoccupations régionales qui peuvent empêcher des États de se joindre aux signataires de la Convention.

Pour terminer, M. Atwood précise que les forums internationaux et régionaux peuvent être des moyens efficaces d'inciter les autres à se rallier à «cette puissante déclaration d'humanité».

M. Josef Goldblat

Maître assistant principal et chercheur, Programme d'études stratégiques et internationales, École supérieure des études internationales de Genève, Suisse

Dans son résumé des principaux points des conférenciers précédents, M. Josef Goldblat, de l'École supérieure des études internationales de Genève, soutient que l'interdiction de l'utilisation de certaines armes, notamment les mines terrestres, est utile seulement dans la mesure où elle précède leur élimination complète. Il faut bien faire comprendre au public qu'on compte interdire la possession de ces armes et que l'interdiction deviendra une loi universelle.

M. Goldblat reconnaît que l'actuelle Convention n'est pas parfaite. Néanmoins, elle présente moins de lacunes que ce que beaucoup de gens avaient prévu. Il dit que la Conférence sur le désarmement est devenu un processus moribond «que les débats ne suffiront pas à ressusciter». Si la Conférence «ouvre à nouveau» la Convention, cela retardera sa ratification, et il en résultera plus de mal que de bien.

Il faut absolument que la Convention entre en vigueur le plus tôt possible. Il importe également qu'une loi soit adoptée pour pénaliser ceux qui ne la respectent pas. M. Goldblat signale en particulier la nécessité d'avoir des «zones sans armes», ce qui aiderait à renforcer la Convention.

Le principal argument contre la Convention est la nécessité d'utiliser les mines terrestres à des fins de sécurité. Il faut contrer cet argument en faisant une sérieuse recherche et en prouvant que la sécurité nationale et internationale ne sera pas menacée par l'interdiction.

Discussion

Les points suivants sont soulevés :

- Pour répondre à une question, M. Goose dit que la Convention concerne surtout les mines antipersonnel qui font la plupart des victimes. Bien qu'il soit important, le problème des mines antichars n'a pas été abordé par souci d'accélérer le processus.
- Certains participants critiquent les dispositions «faibles» de la Convention en ce qui concerne la vérification et la surveillance. Cependant, cela ne nuira pas au succès de la Convention. Le cloisonnement politique sera la première réaction à toute contravention concernant la Convention.
- La Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge seraient d'excellents forums pour poursuivre les démarches contre les mines terrestres.
- On propose d'utiliser des versions populaires du droit humanitaire international à des fins éducatives.
- Pour répondre à une question sur les implications de la Convention en ce qui concerne la guerre civile, M. Goose dit que la Convention ne peut pas contraindre les intervenants autres que des États. Néanmoins, elle devrait renforcer l'intérêt pour la lutte contre les mines et accroître l'impulsion dans ce sens, et en fin de compte décourager l'utilisation des mines terrestres.



Mobilisation des ressources pour l'Action contre les mines II

Président : M. Andrew Bearpark

Chef, Département de l'aide d'urgence, ministère du Développement international, Royaume-Uni

Fonds pour les victimes des mines

Mme Carolyn Taylor,
*Fonds pour les victimes des mines, États-Unis
d'Amérique*

Mme Taylor fait remarquer qu'il faudra 33 milliards de dollars au cours des cinq à dix prochaines années pour le déminage, et trois autres milliards pour venir en aide aux victimes des mines. Elle souligne que les fonds ne suffiront pas, à eux seuls, à garantir l'efficacité et une bonne reddition des comptes à moins que les donateurs, les bénéficiaires et les pays hôtes ne se comportent de façon responsable.

Il faut que les donateurs disent très exactement à quoi les sommes versées servir, et qu'ils exigent des groupes bénéficiaires qu'ils fassent preuve de professionnalisme, tant sur le terrain qu'au quartier général. Les programmes devraient être surveillés de façon indépendante et être évalués dès le début de sorte que tout problème soit rapidement réglé. Il faudrait en outre appliquer les normes de rendement les plus élevées.

Les récipiendaires doivent faire des recherches préliminaires et rassembler les données nécessaires avant de mettre les programmes en route et ils doivent éviter les problèmes en faisant des évaluations régulières et complètes de la situation.

Deux nouvelles sources de financement — le Fonds à la mémoire de la Princesse de Galles et la Fondation Ted Turner de l'ONU — seront bientôt disponibles. Ces fonds seront administrés avec soin; les dédoublements et les chevauchements ne seront pas tolérés et les bénéficiaires devront faire preuve de coordination et d'efficacité.

Les pays hôtes doivent participer dès le début à la planification de l'action contre les mines, insister pour savoir quels résultats on est en droit d'attendre du processus et pour que la formation nécessaire soit disponible et être prêts à prendre les décisions difficiles



qui s'imposent lorsqu'il s'agit d'établir les priorités. En revanche, le pays hôte devrait essayer de faire preuve de créativité sur le plan de la collecte de fonds (en instituant une taxe d'aéroport minime p. ex.).

En définitive, il nous faut mieux définir les besoins, les programmes et l'impact financier pour les années à venir.

L'Organisation des États américains et les opérations de déminage

Madame Elizabeth Spehar,
Coordonnatrice exécutive, Unité pour la promotion de la démocratie, Organisation des États américains.

Mme Spehar déclare que, depuis 1991, l'OEA joue un rôle de premier plan dans les opérations de déminage et dans la détermination des méthodes ayant trait aux coûts et aux activités visant à assurer la sécurité en Amérique centrale. À l'heure actuelle, on compte 400 démineurs; 100 autres seront ajoutés l'an prochain. Les coûts ont été limités en partie parce que les programmes font appel à des équipes de déminage

nationales spécialisées. Certains États membres de l'OEA fournissent gratuitement des compétences et des experts nécessaires. Le Conseil interaméricain de la Défense fournit les experts en déminage (27 à l'heure actuelle) et il évalue et vérifie leurs activités.

Les pays touchés (le Nicaragua, le Honduras, le Costa Rica et maintenant le Guatemala) fournissent non seulement leurs propres sapeurs, mais également autant de ressources matérielles et financières que possible ainsi que leur connaissance approfondie du terrain.

Six années d'expérience ont enseigné de nombreuses leçons d'efficacité et d'économie. À l'avenir, la mobilisation des ressources comprendra un examen et une évaluation continus. Les projets sont divisés en modules de six mois et font l'objet d'une recherche approfondie avant de commencer. L'OEA et le CIAD se consultent constamment et actualisent sans cesse les méthodes de reddition des comptes aux donateurs. Les définitions sont clairement précisées. La participation des militaires dans les pays hôtes a permis de renforcer la confiance entre les militaires de la région et, dans certains cas, entre les militaires et les civils.

Madame Spehar fait remarquer que le programme de l'OEA permettra de constituer un groupe de 800 démineurs qualifiés auquel la collectivité internationale pourra avoir recours.

Rôle des Nations Unies

Général John MacInnis,
*Département des opérations de maintien de la paix,
Nations Unies*

Le général MacInnis insiste sur la nécessité de veiller à la coordination, l'établissement de priorités et l'évaluation des besoins à l'échelle mondiale. Il fait remarquer que la création de Centres d'action contre les mines devrait signifier une meilleure coordination des programmes et de ce fait une diminution du double emploi et de la concurrence pour l'obtention de ressources ainsi que des difficultés à déterminer les besoins et les dépenses. Cependant, cela se passe rarement comme cela, ce qui rend difficile l'évaluation des besoins d'ensemble des programmes. Nous devons

décourager la tendance des Centres d'action contre les mines à s'intéresser trop exclusivement aux questions techniques et celle des donateurs à prendre des mesures unilatéralement.

Si l'on veut remédier à ces problèmes, il faut s'entendre sur les priorités et agir en conséquence. Le général MacInnis insiste sur la nécessité de faire passer les besoins humanitaires en premier. Les pouvoirs politiques locaux ne sont pas toujours en mesure d'établir des priorités et il incombe aux Nations Unies, aux donateurs, aux ONG et à toutes les personnes concernées de contribuer à l'élaboration d'un plan d'action en ce qui concerne les mines. Le manque de priorités a pour résultat une approche décousue ou, pire, une utilisation peu judicieuse des maigres ressources disponibles dans ce domaine.

Les programmes bien établis, dit le général MacInnis, permettent une assez bonne évaluation des besoins sur laquelle on peut fonder un plan d'action. Les programmes plus récents, pour leur part, sont moins au point et l'inexactitude de leurs évaluations inquiètent souvent les donateurs.

Il faut maintenant procéder à une évaluation exhaustive du problème des mines, insiste-t-il. Cette évaluation, fondée sur les besoins, les capacités locales existantes et sur des considérations humanitaires, économiques et de développement, permettra de dresser une liste d'interventions possibles pour l'action contre les mines, celles-ci pouvant aller de la réduction des risques au déminage en passant par l'assistance aux victimes.

Le fonds pour les victimes de guerre Patrick J. Leahy (USAID) : Un modèle public à imiter par les intérêts privés

M. Lloyd Feinberg
*Gestionnaire, Fonds pour les victimes de guerre,
Agence des États-Unis pour le développement
international*

Depuis 1989, USAID a contribué 45 millions de dollars à la conception de prothèses construites dans les pays affectés et à la mise sur pied d'installations pour leur fabrication dans 14 pays touchés par la guerre. L'objectif premier est de s'assurer de la

viabilité du programme. On ne peut ignorer le fait qu'il existe une pléthore d'autres personnes handicapées dans les pays en développement en période d'après-conflit qui ont autant de besoins que les victimes des mines terrestres et de la guerre. Toutes les victimes ayant des incapacités ont le droit à des soins chirurgicaux et à une réadaptation émotionnelle et professionnelle. Il importe de profiter de la compassion qu'a engendrée la question des mines pour mettre en relief l'ensemble de la situation.

M. Feinberg cite trois leçons que l'on peut retenir. La première est qu'il faut prêter une oreille attentive aux victimes de la guerre. Ce sont elles qui connaissent le mieux leurs besoins locaux et personnels et qui peuvent suggérer des solutions novatrices à leurs problèmes. Les problèmes de manque de financement pour les victimes civiles de la guerre doivent être réglés. Il faut enfin faire appel aux efforts de toutes les disciplines professionnelles pour provoquer le changement.

Il est également manifeste que les ONG doivent être habilités à travailler de concert avec les gouvernements locaux pour fournir les services nécessaires aux victimes. Il est aussi important de disposer de données fiables et d'indicateurs d'impact, de recherches et de développement en prothèses-orthèses, de normes nationales et d'un échange et de la diffusion d'information, de sorte que chaque nouvelle initiative ne consiste pas simplement à «réinventer la roue».

M. Feinberg indique qu'il aimerait que le secteur privé mette sur pied un fonds pour les victimes de guerre qui permettrait de résoudre la question essentielle de tout service de prothèses. Dirigé par un énoncé de mission précis et formé comme une institution compétente au plan technique et gérée de manière professionnelle, le fonds constituerait une source de financement fiable. L'institution aurait une petite unité de gestion et un conseil d'administration de calibre international et qui représenterait une force politique.

Fondation de la princesse Élisabeth

M. Anthony Staros,
World Rehabilitation Fund (au nom de Madame Elizabeth Karageorgevic, Fondation de la princesse Élisabeth, Yougoslavie)

M. Staros présente les excuses de Mme Karageorgevic pour son absence et lit l'allocation qu'elle a préparée. La Fondation de la princesse Élisabeth est une organisation sans but lucratif et apolitique qui a été inaugurée par compassion à la suite de la dévastation de l'ancienne Yougoslavie et pour ses victimes. Ce sont les morts et les blessures causées par les mines terrestres qui sont le produit le plus insidieux de la guerre, et de loin. La terreur se perpétue chaque jour, car il y a plus de trois millions de mines et de munitions non explosées qui jonchent encore tout le pays. L'engagement de la Fondation de la princesse Élisabeth est de prendre soin à long terme de ceux qui ont été blessés au cours des hostilités, ainsi que des victimes qui viennent d'être traumatisées.

La Fondation œuvre en collaboration avec l'Institut des prothèses orthopédiques à Belgrade pour fournir les pièces nécessaires à la construction de membres artificiels pour les réfugiés les plus gravement handicapés, que ce soient des enfants ou des adultes. La Fondation a cherché une infrastructure dotée d'installations, d'équipement et d'employés très qualifiés dans toutes les disciplines : médecine et thérapie de réadaptation, spécialistes d'orthèses-prothèses, soins psychiatriques pour les personnes souffrant de stress post-traumatique et réadaptation professionnelle.

Devant cette tâche immense, la Fondation s'est jointe au World Rehabilitation Fund (Fonds mondial pour la réadaptation) qui a à son actif une immense expérience pertinente, pour se lancer modestement dans l'ancienne Yougoslavie. Avec l'aide de la Fondation, le World Rehabilitation Fund a étudié la situation de toutes les régions de l'ancienne Yougoslavie où des centres polyvalents de services seront installés.

La Fondation est fière d'annoncer l'acquisition, le mois dernier, d'un four à infrarouge qui a été livré à l'Institut de Belgrade. Cet appareil moderne est essentiel pour ramollir le thermoplastique qui sert à mouler les membres en prothèse. Aux dernières nouvelles, l'Institut dispose de suffisamment de plastique pour construire 200 membres.

Discussion

Voici les quelques éléments de la discussion qui a suivi les exposés des panélistes :

- Un participant se dit d'accord avec Mme Taylor et ajoute qu'il aimerait que soit ajoutée une clause contractuelle établissant une norme de déminage qui serve d'assurance aux travailleurs participant aux opérations de déminage. Cela permettrait d'empêcher les gens d'essayer de «se faire de l'argent rapidement» en faisant du déminage. On ne peut ignorer l'ensemble des besoins des systèmes de santé. Si on le fait, les résultats seront inévitables, puisque certaines victimes de mines seront mieux traitées que d'autres.
- Un participant parle de la difficulté que rencontrent les ONG qui mettent en œuvre des initiatives sur le terrain pour trouver des fonds. Il faut établir un processus de discussion pour savoir comment les fonds seront dépensés. La création de nouveaux fonds ne sera pas forcément bénéfique, car les donateurs continueront de verser des fonds aux mêmes ONG. Mme Taylor signale que davantage de fonds versés à des systèmes moins lourds assurent une plus grande souplesse et permettent aux initiatives créatrices et novatrices d'obtenir de l'argent.
- Un participant met en relief le défi que représentent les priorités en matière de déminage et demande à Mme Sephar qui décide des priorités lorsque les militaires font des opérations de déminage. Elle répond que, même lorsque les militaires se chargent du déminage, toutes les décisions concernant la façon de procéder sont prises par les gouvernements civils nationaux. Ces décisions sont fondées sur des évaluations solides.
- En réponse à une question à propos des priorités de déminage et des fonds disponibles, M. MacInnis déclare que le DOMP remplira certaines fonctions d'établissement de l'ordre des priorités. Il ajoute que la pléthore de fonds dont on dispose à l'heure actuelle n'est certainement pas un problème, mais il manque un pivot qui permettrait de faire circuler correctement les fonds; pour l'instant, les fonds vont séparément à certains projets très cloisonnés.
- Plusieurs participants conviennent qu'il est de



renforcer les capacités nationales à répondre aux besoins de toutes les victimes des conflits intérieurs et des accidents qui entraînent des incapacités du même genre. Il faut adopter une approche mondiale en matière d'aide aux victimes.

- De nombreux participants évoquent la nécessité d'établir des normes en matière de contrôle de la qualité ainsi que des priorités et de prévoir un processus permettant de débattre de ces questions (en particulier par le biais du DOMP de l'ONU).
- M. MacInnis conclut en disant que l'enjeu du financement n'est pas le total des fonds mais bien le système de reddition des comptes de ces fonds. Des normes communes permettraient de rétablir la confiance du public.
- M. Feinberg conclut en disant que les sources de fonds devraient être nombreuses. Il ajoute que l'inclusion des victimes des mines dans les politiques doit transparaître dans le financement de manière à renforcer l'autonomie d'organisations représentant les personnes handicapées et d'offrir à ces organisations la formation en gestion nécessaire afin qu'elles puissent employer des personnes handicapées.

Coordination des ressources pour l'Action contre les mines

*Président : L'honorable Lloyd Axworthy
Ministre des Affaires étrangères, Canada*

Commentaires du président

L'honorable Lloyd Axworthy signale que l'information qui circulera aujourd'hui et, en fait, divers aspects de la Conférence, porteront sur le «Quo Vadis», c'est-à-dire les «prochaines étapes» de l'action contre les mines. Comme l'a dit le Premier ministre Chrétien plus tôt cette semaine, le Canada consacrera une somme de 100 millions de dollars à la mise en oeuvre de la Convention au cours des cinq années à venir. La Convention établit le plan de mise en oeuvre et l'échéancier, et fixe les objectifs. Elle nous indique ce qu'il faut faire pour passer des déclarations d'intention aux gestes concrets.

Nous ne pouvons pas limiter notre coopération à la coalition qui a donné lieu à la signature de la Convention. Notre prochaine étape consiste à promouvoir l'universalisation de la Convention en incitant les États signataires et les États non signataires à consacrer des ressources au déminage. Il faut mobiliser le plus grand nombre possible d'intervenants et les encourager à aider les pays en développement à remplir leurs obligations. Les éléments essentiels des stratégies internationales cohérentes sont : la sensibilisation aux mines terrestres, la diffusion de l'information et l'aide aux victimes.

Les ressources consacrées à la mise en oeuvre de la Convention ne serviront pas uniquement à mettre fin à une crise humanitaire, mais aussi à atteindre des objectifs de développement dans les pays affectés par les mines. Il faut en faire une priorité. Si on enlevait les mines terrestres en Afghanistan, la production agricole pourrait doubler. En Angola, une personne sur 344 est amputée. Mais une seule prothèse coûte en moyenne 125 \$ US — la plupart des gens n'ont pas de tels moyens.

L'ONU ne doit pas être seule à coordonner la coopération, mais son rôle sera crucial. D'autres institutions multilatérales doivent participer à l'établissement de l'agenda d'action en adoptant une stratégie horizontale.

Les mines terrestres et l'OEA

S.E. Monsieur César Gaviria,
Secrétaire général, Organisation des États américains

Depuis 1991, l'Organisation des États américains (OEA) fournit un soutien logistique aux efforts de déminage en Amérique centrale en réunissant les ressources de la communauté internationale et en œuvrant avec les gouvernements nationaux en vue de signer des accords couvrant le déminage, y compris les droits des travailleurs, leur sécurité et leur assurance. En collaboration avec le Conseil international de la défense, l'OEA s'est attachée à apporter à la région de l'Amérique centrale la compétence nécessaire pour mener à bien les opérations de déminage.

Tant les pays donateurs que les pays bénéficiaires sont des parties prenantes clés dans les activités de déminage. Les pays donateurs (incluant les États européens, le Japon, les États-Unis etc.) ont versé 10 millions de dollars au chapitre du déminage, dont 6 millions ont déjà été dépensés. Les dépenses effectuées par l'OEA et les modules de formation en déminage d'une durée de six mois parrainés par l'Organisation ont engendré des résultats intéressants. L'OEA est donc optimiste et pense que d'ici l'an 2000, toute l'Amérique centrale sera déminée.

Les pays bénéficiaires, quant à eux, doivent conserver la responsabilité de l'ensemble du processus de déminage. Cette responsabilité englobe la fourniture de démineurs et la détermination des zones à déminer en priorité et la supervision active des opérations de déminage.

Les opérations de déminage durent depuis 1995 en Amérique centrale : 1 800 mines terrestres ont été enlevées le long de la frontière entre le Honduras et le Nicaragua, et 23 000 mines terrestres ont été enlevées au Nicaragua. Les rapports indiquent qu'il y a encore un très grand nombre de mines au Nicaragua. L'OEA maintient son ferme engagement envers le déminage complet de l'hémisphère nord-américain.

L'OEA ne s'est pas encore penchée sur la question de la réadaptation. Les gouvernements ont concentré leurs efforts sur la satisfaction des besoins de tous leurs citoyens souffrant d'affections liées à la guerre. Il est difficile de distinguer les victimes des mines terrestres des autres victimes de la guerre.

Union européenne

S. E. Monsieur l'Ambassadeur John R. Beck,
*Chef de la Délégation de la Commission européenne
au Canada*

L'Union européenne et ses États membres sont les plus nombreux à appuyer l'Action contre les mines et ils se sentent tous encouragés par l'intérêt international que celle-ci a éveillé. Au cours des cinq dernières années, la Commission européenne a intégré les activités de déminage dans ses programmes et a remporté un grand succès à ce chapitre. Malgré cette réussite, le nombre de pays directement touchés par les mines terrestres est restreint et pourtant la prolifération sur leur territoire est terrible. Les efforts internationaux sont cruciaux, car les compétences dans ce domaine sont limitées.

La cohésion des efforts de tous fait manifestement défaut. L'ONU a fait des progrès indubitables dans ce domaine d'initiatives, mais elle ne peut pas agir seule. Il faut prêter attention à la coordination internationale aux plans mondial, régional et local de tous les pays concernés. Il est impératif que la communauté internationale prenne la tête du processus au lieu de se laisser mener par lui.

Le manque de coordination s'exprime autour de quatre domaines : les données et particulièrement leur accessibilité pour toutes les organisations et sur le terrain; les normes, plus précisément l'élaboration de normes reconnues mondialement au chapitre de la compétence en déminage; les technologies disponibles et les domaines de la recherche-développement et les ressources à cibler; et enfin les ressources, surtout en ce qui concerne les meilleurs spécialistes et les domaines ciblés.

S. E. l'Ambassadeur Monsieur Beck mentionne qu'une coordination adéquate demande l'établissement d'un organisme chargé de la politique du déminage qui

soit habilité à définir les activités de déminage, à en déterminer l'ordre de priorité et à les exécuter. Cet organisme politique serait appuyé par un Centre d'Action contre les mines. La coordination qui se ferait au plan national et international supprimerait le dédoublement des efforts et, par conséquent, le gaspillage des ressources. L'ONU servira de levier pour faire avancer le processus, mais sa structure ne permet pas d'assurer une coordination exhaustive et souple.

Déminage 2010

Son Excellence L'Ambassadeur Karl F. Inderfurth
*Représentant spécial du Président, et Secrétaire d'État
pour le déminage humanitaire, Département d'État,
États-Unis d'Amérique.*

Les États-Unis ne seront pas signataires de la Convention aujourd'hui, mais accroîtront leurs efforts humanitaires et espèrent signer dans l'avenir. L'Ambassadeur Inderfurth annonce que les États-Unis doubleront leur budget en 1998, pour le porter à 80 millions, afin d'aider à faire face à l'ampleur et à l'urgence du problème des mines terrestres. Selon L'Ambassadeur, il faut augmenter massivement les ressources consacrées à la localisation et au déminage des mines terrestres.

Il espère qu'à travers le monde, on multipliera par cinq les sommes consacrées au déminage pour atteindre un milliard par année. «Nous croyons qu'il s'agit là d'un défi réaliste pour la communauté des



nations...Cependant, aucun pays, ou aucun groupe de pays, ne peut espérer atteindre seul cet objectif». Présentement, une trentaine de pays dont les États-Unis participent aux efforts de déminage avec les ONG.

L'Ambassadeur Inderfurth a identifié les principaux champs d'action où on devrait, selon lui, verser des fonds: la recherche pour de meilleures méthodes de déminage, l'accroissement des efforts de sensibilisation aux mines parmi les populations vulnérables et la coordination de l'assistance aux victimes des mines. La coordination est une tâche majeure à laquelle doit faire face la communauté internationale. Les États-Unis ont suggéré d'organiser une conférence à Washington les 21 et 22 mai 1998 sur le déminage humanitaire mondial. Ils réclament un accroissement très important des partenariats entre les secteurs public et privé à l'échelle de la planète dans le domaine du déminage afin de favoriser la coopération. Ils ajoutent qu'il y a à travers le monde des sources encore inexploitées de financement disponible citant en exemple le philanthrope Ted Turner qui vient de remettre un milliard de dollars à l'O.N.U., dont une partie importante sera consacrée au déminage.

Progrès depuis la conférence de Tokyo

M. Tsuneo Nishida,
Directeur général adjoint, Bureau de la coopération économique, Ministère des Affaires étrangères, Japon

En s'appuyant sur les lignes directrices établies lors de la conférence de Tokyo, le gouvernement du Japon soutiendra, au cours des cinq prochaines années, les efforts internationaux visant à résoudre les problèmes associés aux mines antipersonnel en utilisant une subvention de 80 millions de dollars US. La subvention passera par la voie de l'aide officielle au développement dans le domaine du déminage et de l'aide aux victimes.

M. Nishida dit que le soutien élargi du Japon et d'autres pays nécessitera une coordination internationale renouvelée ainsi que «la nécessité de bien comprendre les besoins des pays infestés par les mines et d'assurer une coordination efficace pour éviter les chevauchements». Il souligne la

détermination et la volonté du Japon d'assurer une coopération technique et de fournir un soutien technologique.

Le Japon a tenu la conférence sur les mines antipersonnel à Tokyo en mars 1997, ouvrant ainsi la voie à l'élaboration des lignes directrices sur la façon d'aborder les problèmes associés aux activités de déminage, sur la mise au point de technologies de détection et d'enlèvement des mines ainsi que sur l'aide aux victimes. L'élimination complète des accidents causés par les mines a été identifié comme un objectif commun que doit viser la communauté internationale. Les principaux éléments des lignes directrices sont les suivants : les pays touchés doivent eux-mêmes jouer un rôle clé dans les activités de déminage; les pays donateurs, les organisations internationales et les ONG doivent soutenir les pays touchés dans un esprit de partenariat; on doit redoubler d'efforts pour mettre au point des technologies moins coûteuses, plus sûres et plus efficaces pour la détection et l'enlèvement des mines; et la communauté internationale doit offrir son aide aux pays touchés afin de gérer et de mener à bien les programmes globaux sur les traitements médicaux, la fabrication de prothèses, la réadaptation et la formation professionnelle à l'intention des victimes des mines.

Depuis la conférence de Tokyo de mars 1997, l'ONU a entrepris l'élaboration d'une base de données sur la technologie de détection et d'enlèvement des mines; le CICR est en train de créer un système d'information sur les mines visant une meilleure coordination entre le déminage et les traitements médicaux et le Centre cambodgien d'action contre les mines ainsi que des réseaux d'ONG ont été créés. M. Nishida dit qu'une deuxième conférence des ONG est prévue à Tokyo pour la fin de janvier 1998 afin de contribuer à l'établissement de ces réseaux.

Le Japon fournira de l'équipement de déminage et de l'assistance technique pour la réhabilitation des victimes, participera au renforcement du rôle de coordination de l'ONU, et contribuera au fonds d'action contre les mines de l'ONU. De plus, le Japon collaborera avec les ONG et les appuiera financièrement.

Plan d'action de Kempton Park

Son Excellence monsieur l'Ambassadeur Abderrahmane Bensid, Secrétaire exécutif de l'Organisation de l'unité africaine

L'Organisation de l'unité africaine ne connaît pas encore l'ampleur du problème dans les pays touchés. L'un des principaux objectifs de l'Organisation est de sensibiliser la communauté internationale à cette souffrance, d'accroître les ressources destinées aux victimes et d'œuvrer pour la coopération internationale ainsi que pour améliorer la capacité des nations africaines à participer à ces initiatives. L'ambassadeur Bensid fait remarquer qu'un grand nombre de pays d'Afrique se sont joints aux signataires de la Convention depuis le début du Processus d'Ottawa.

Le Plan d'action de Kempton Park s'adresse à tous les secteurs qui participent à l'action contre les mines. M. Bensid en appelle à la responsabilité de ceux qui ont déployé les mines. Actuellement, les fonds publics affectés au déminage sont de beaucoup inférieurs à ceux consacrés à la recherche militaire et au marketing.

Le Plan, qui met l'accent sur la coopération interafricaine, inclut le déminage, l'augmentation de la sensibilisation au sein des collectivités locales, l'aide aux victimes, la création d'un fonds national, la coopération internationale et le financement.

Les populations locales ne sont pas assez sensibilisées aux moyens de réduire les risques créés par les mines terrestres. D'après M. Bensid, la sensibilisation exigera une coopération entre les pays d'Afrique, à tous les niveaux.

Il faut créer une infrastructure et former les gens pour qu'ils puissent fournir une aide par l'entremise des autorités locales. L'aide des ONG est essentielle au niveau local. Une coordination sous les auspices d'organisations régionales telles que l'OUA et la SADC est aussi très importante. Il faut échanger des renseignements à l'échelle locale, régionale et nationale.

L'établissement d'un fonds national — avec les contributions et la coopération internationales — jouera un rôle crucial pour ces initiatives. Enfin, le développement et le renforcement des capacités en Afrique sont essentiels.

Le rôle des Nations Unies

M. Bernard Miyet
Sous-secrétaire général, Département des opérations de maintien de la paix, ONU

M. Miyet décrit l'approche suivie au sein des Nations Unies en ce qui concerne la question des mines antipersonnel. Il insiste sur le fait que l'action contre les mines doit être exhaustive et comporter des volets humanitaire, économique et de développement ainsi que des activités «de base» telles que le relevé des mines, l'établissement de cartes, le déminage et la destruction des stocks. Bien qu'il ait été choisi comme chef de file dans ce domaine, le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU ne souhaite pas adopter une approche bureaucratique et préfère travailler en collaboration avec les organismes concernés de l'ONU, les États membres et les partenaires externes. Il fait remarquer qu'il est essentiel de faire le lien entre les besoins identifiés et les ressources disponibles. Il souligne en outre qu'il est important de mettre l'information en commun, de veiller à la transparence, en particulier lorsque l'on choisit des technologies et des outils de déminage et que des intérêts privés entrent en jeu, et de coordonner les activités à l'échelon international.



Intégration des activités de sensibilisation aux mines

*Président : Son Excellence Monsieur l'ambassadeur José Viegas Filho
Ambassadeur du Brésil au Danemark*

Intégrer la sensibilisation aux mines à d'autres mesures

Mme Isabel Gomes
*Agente de sensibilisation aux mines, Vision mondiale
Angola*

Les programmes de sensibilisation aux mines sont essentiels dans un pays comme l'Angola, où l'élimination d'un nombre très élevé de mines terrestres coûte très cher et exige beaucoup de temps, et où les citoyens seront à risque pour plusieurs décennies, voire des siècles à venir, explique Mme Isabel Gomes, de Vision mondiale. La plupart des accidents se produisent dans le cadre d'activités économiques. S'il est impossible de détruire toutes les mines terrestres, il est quand même possible d'améliorer la sécurité et de réduire le nombre d'accidents grâce à des programmes de sensibilisation aux mines.

Un tel programme, par exemple, s'est avéré un franc succès. Dans un petit village angolais, où les femmes devaient parcourir une longue distance pour aller chercher de l'eau à la rivière, les travailleurs de Vision mondiale ont discuté de moyens pour déminer la voie avec des organismes non gouvernementaux locaux. Ensemble, ils ont déminé l'endroit, ont réduit le risque d'accidents et ont amélioré la qualité de vie des villageois.

Les programmes de sensibilisation aux mines comportent nombre de techniques, fait savoir Mme Gomes. Le théâtre s'avère très efficace dans un pays où plus de la moitié de la population est analphabète. Le conte, les marionnettes, la chant et les pièces de théâtre sont les moyens les plus utilisés. En outre, un programme de sensibilisation aux mines prévu pour les écoles contribuera à faire mieux connaître les dangers des mines terrestres aux enfants en Angola, tout comme les écoliers occidentaux apprennent les dangers de traverser une rue passante.



Perspective du terrain

Mme Laurence Desvignes
*Agente de sensibilisation aux mines, Comité
international de la Croix-Rouge
Bosnie-Herzégovine*

Un manque de sensibilisation aux mines, certaines attitudes et des comportements à risques élevés sont des facteurs clés à l'origine des blessures de civils en Bosnie-Herzégovine, explique Mme Laurence Desvignes, du Comité international de la Croix-Rouge. Bon nombre de personnes sont blessées parce qu'elles ne savent pas où se trouvent les mines, mais d'autres, soit près de 30 % d'entre elles, sont atteintes dans des endroits où elles doivent se rendre par nécessité économique, même si elles savent que ces lieux sont minés. Qui plus est, un sentiment d'"invincibilité", voulant que rien ne puisse leur arriver, est passablement répandu parmi les survivants de la guerre et d'autres personnes qui ont à manipuler des munitions et des mines.

Mme Desvignes a énuméré trois façons d'aborder la sensibilisation aux mines : une méthode interne, une méthode technique externe et une méthode humanitaire externe. Au cours de 1996, les blessures dues aux

mines terrestres ont augmenté pendant les périodes de pointe pour les activités agricoles et le ramassage du bois de chauffage et de cuisson. Une façon de diminuer les risques dans cette activité économique vitale serait de persuader la communauté de former de petits groupes qui partageraient les coûts de carburant pour le transport vers des zones de coupe de bois qui ne sont pas dangereuses. De tels groupes pourraient également rencontrer des techniciens en déminage pour voir si l'endroit en cause peut être déminé ou obtenir une aide humanitaire pour l'achat de bois pour la collectivité.

Les enfants sont davantage épargnés depuis 1996, parce qu'ils ont réintégré l'école et s'amuse maintenant dans un environnement plus structuré.

Vers l'intégration des programmes de sensibilisation aux mines

Madame Tehnaz J. Dastoor
Centre de liaison sur les mines (UNICEF)

Les programmes de sensibilisation aux mines de l'UNICEF, déclare Madame Tehnaz Dastoor, sont intégrés à trois niveaux : la collaboration inter-organismes, l'intégration aux programmes réguliers d'hygiène et de santé communautaires et l'éducation.

En 1997, les Nations Unies ont transféré toutes les activités de déminage sous la direction de son Département des opérations du maintien de la paix (DOMP). L'UNICEF a intégré ses programmes dans ce cadre général afin de collaborer avec un vaste éventail d'agences et de programmes tels que le nettoyage des champs de mines, la sensibilisation aux mines, l'aide aux victimes, la formation professionnelle et la gestion de la qualité et de la technicité. La collaboration au chapitre de l'action contre les mines couvre maintenant tous les éléments de la phase initiale d'urgence au développement à long terme et de la prévention aux soins.

Les programmes de sensibilisation aux mines dans les collectivités, qui font partie des activités communautaires régulières de l'UNICEF, enseignent aux adultes et aux enfants les problèmes liés aux mines et la façon d'éviter les accidents. Dans le cadre de cette initiative, on signale aux parents que L'UNICEF fournit les moyens de transport nécessaires jusqu'aux

centres de santé régionaux où les enfants peuvent recevoir des prothèses. Madame Dastoor fait également ressortir l'importance d'adapter les affiches de sensibilisation aux différents milieux culturels et niveaux d'instruction. Les compagnies théâtrales peuvent être mises largement à contribution dans le programme.

Le Canada était le premier pays industrialisé à participer au programme d'activités de sensibilisation aux mines de l'UNICEF. Chacune des 12 500 écoles primaires du pays enseigne un programme détaillé sur les problèmes que posent les mines terrestres. Ce programme a pour objet d'éveiller l'empathie des enfants des pays industrialisés à l'égard des enfants d'autres régions du monde, et de les inciter à devenir plus tard des promoteurs de l'interdiction des mines.

Mme Eunice Mucache
*Directrice de programmes
Croix-Rouge du Mozambique*

Mme Mucache, de la Croix-Rouge du Mozambique (CRM), attire l'attention sur les défis que représente l'exécution du programme sur le terrain. Le Mozambique est encore en train de se remettre d'une guerre civile qui a duré seize ans. Depuis la conclusion de l'accord des Nations Unies sur le maintien de la paix, en 1992, le nombre de personnes déplacées qui reviennent dans leur pays, le Mozambique, augmente. La plupart des mines terrestres ont été posées au Mozambique pendant les dernières années de la guerre. On ne sait pas exactement où sont situées la plupart de ces mines. C'est pourquoi beaucoup de personnes qui reviennent au Mozambique sont frappées par les mines. La proportion des victimes qui meurent avant d'arriver à l'hôpital (beaucoup d'enfants) peut atteindre 60 %.

La CRM reconnaît que la sensibilisation du public est cruciale. En travaillant avec la collectivité, la Croix-Rouge tente de sensibiliser les populations des zones rurales, qui sont les plus susceptibles d'être frappées par les mines. Comme le taux d'analphabétisme est élevé dans ce pays, la CRM organise des activités, notamment des représentations sur scène, des séances de sensibilisation (polestras), des sessions de traçage de cartes pour les mines terrestres qui viennent d'être localisées, la distribution

d'affiches, de bandes dessinées, de collants et d'autres supports visuels pour communiquer le message au plus grand nombre de personnes possible au sein des populations rurales. Mme Mucache signale que la CRM mène une campagne pour recueillir des signatures (dans quel but?), estimant qu'une telle opération est importante pour la sensibilisation du public.

Les efforts se poursuivent et, d'après Mme Mucache, le succès de l'intégration des activités de sensibilisation repose sur la volonté des ONG et des organismes gouvernementaux et intergouvernementaux à tous les niveaux. Les programmes de sensibilisation du public, l'aide pour le transport vers les centres de soins médicaux, les programmes d'action sociale et les projets de prothèses sont tous des activités qui soutiennent la lutte contre les mines terrestres.

Hanoch Bar-Levi
Unicef, Israël

M. Bar-Levi note que les mines terrestres continuent d'avoir des effets dévastateurs sur la vie quotidienne des Angolais. Dans ses efforts pour combattre cette catastrophe, l'UNICEF accorde la priorité aux programmes de sensibilisation aux mines. Les principaux secteurs d'activités comprennent la prévention par l'éducation, l'action communautaire et la lutte contre l'utilisation des mines terrestres. Avec l'aide des ONG, des organismes gouvernementaux et intergouvernementaux et des autorités locales, on a mis en place des programmes visant à sensibiliser le public. De plus, le ministère de l'Éducation a incorporé l'éducation sur les mines terrestres et les activités connexes au programme scolaire national.

M. Bar-Levi dit que les productions théâtrales sont particulièrement efficaces pour sensibiliser le public à la question des mines. Ces productions peuvent souvent passer outre les sensibilités culturelles susceptibles d'entraver la réussite des programmes de sensibilisation de la population. Il insiste également sur la nécessité de tenir compte des attitudes et du comportement réels des gens dans le cadre des programmes de sensibilisation.

L'Angola continue de recevoir un soutien vital d'Israël. Du personnel de soutien israélien arrivera bientôt en Angola pour contribuer au Programme de prévention des accidents dus aux mines, qui cible des régions particulièrement touchées par les mines terrestres. M. Bar-Levi insiste sur la nécessité d'une plus grande précision dans la définition des régions à haut risque. On doit accorder la priorité au marquage des champs minés si l'on veut sauver des vies.

Discussion

Les participants soulèvent les points suivants :

- On note que la proportion des hommes et des femmes victimes des mines terrestres diffère d'une région à l'autre. Au Mozambique, par exemple, les hommes doivent souvent quitter leur maison et leur collectivité pour aller travailler. Ils ne connaissent donc pas aussi bien que les femmes les endroits où ils vivent et ne savent pas où se trouvent les mines. En Angola, où ce sont les femmes qui sont le plus souvent blessées et tuées par les mines, celles-ci sont plus vulnérables car ce sont elles qui doivent aller chercher l'eau et le bois et qui doivent s'occuper des enfants. En Angola, ce sont les femmes qui constituent la population active.
- On reconnaît que la collecte de données est un élément essentiel, mais elle est insuffisante au Mozambique. Handicap international, une organisation qui offre une aide technique pour les activités de sensibilisation au Mozambique, s'efforce de créer un centre de coordination au niveau des ONG.



Consolidation de la paix grâce à l'action contre les mines

Présidente : Mme Lois Wilson

Centre international pour les droits de la personne et le développement démocratique

Le rôle des intervenants autres que les États

M. Soliman Santos Jr.,
Coordonnateur, Campagne des Philippines pour interdire les mines terrestres.

Les intervenants autres que les États ont un rôle essentiel à jouer dans l'action mondiale contre les mines, déclare M. Santos. Il définit les intervenants autres que les États comme n'importe quel groupe non gouvernemental : mouvements de rebelles, groupes de guérilla, oppositions non parlementaires et forces anti-gouvernementales.

Selon M. Santos, il y a plusieurs raisons d'inclure ces intervenants dans l'action contre les mines :

- La plupart des mines sont posées dans le cadre de guerres entre gouvernements et forces non gouvernementales.
- Étant donné que seuls les gouvernements y participent, les groupes de rebelles peuvent ne pas se sentir liés par la Convention d'Ottawa.
- La participation des intervenants autres que les États permet à l'interdiction d'être «vraiment universelle».
- Si les gouvernements savent que les groupes rebelles de leur pays vont respecter l'interdiction, ils sont plus susceptibles d'adhérer à la Convention.
- Certains groupes rebelles finissent par prendre le pouvoir.
- Les groupes rebelles peuvent apporter une connaissance essentielle sur la production des mines, le déminage et la reconstruction.

M. Santos définit plusieurs méthodes permettant aux intervenants autres que les États de faire leur part dans l'action contre les mines : l'éducation, les consultations, les déclarations unilatérales sur l'adhésion à l'interdiction complète et la contribution à la création de zones de paix et de zones sans mines.

Pour souligner l'importance des intervenants autres que les États, M. Santos révèle que des groupes rebelles sont actifs dans plus de 20 pays et que, dans 18 autres, des groupes rebelles ou des guérillas sont actuellement au pouvoir. Son argument est clair : il faut tenir compte de ces intervenants.

M. Santos insiste également sur le rôle important de la participation de la population à la résolution des conflits. La population peut exercer des pressions, établir son propre ordre du jour, faciliter le dialogue et les négociations, contribuer à la médiation dans les pourparlers directs et être témoin des accords ou les surveiller.



Réadaptation communautaire et consolidation de la paix

M. Will Boyce,
université Queen's, Kingston, Canada

En offrant des services de réadaptation au niveau local et communautaire, on élimine de nombreux obstacles institutionnels à la prestation de soins aux membres handicapés de la population locale. Ce processus, connu sous le nom de réadaptation communautaire, a pour caractéristique essentielle, d'après M. Boyce, l'accent placé sur le partenariat et la participation communautaire.

Un des principaux obstacles à la réadaptation communautaire est l'isolement de la personne par rapport à son milieu. «Les membres de la famille et les bénévoles font partie du processus de réadaptation», dit M. Boyce, «ce qui contribue à intégrer la personne handicapée dans la collectivité».

M. Boyce insiste sur le fait que la réadaptation communautaire est caractérisée par son adaptabilité aux besoins spécifiques de la collectivité : les structures administratives, les conditions économiques et culturelles, les populations et leur répartition ainsi que les ressources financières et humaines. Il s'agit donc d'une réadaptation réellement communautaire.

L'efficacité de cette approche est encore renforcée si elle vient «compléter d'autres initiatives communautaires», dit M. Boyce.

Intégrer la réadaptation communautaire et les questions relatives aux handicapés au processus de consolidation de la paix présente des avantages importants:

- la réadaptation communautaire vient immédiatement en aide au groupe vulnérable dont «la sécurité humaine immédiate est compromise».
- elle contribue à condamner les politiques et les conflits qui tirent leur légitimité de l'exclusion des personnes handicapées.
- elle renforce la tendance des gestionnaires communautaires à considérer l'action locale, coopérative et non hiérarchique comme valant la peine d'être soutenue.

Les avantages de la réadaptation communautaire, conclut M. Boyce, comprennent non seulement le fait de répondre aux besoins d'un groupe très vulnérable mais également de contribuer à faciliter la coopération entre les groupes, de faire la preuve d'une approche multisectorielle à l'égard de problèmes qui nécessitent une interaction et des négociations ainsi que de donner la possibilité de préparer le terrain pour des réformes sociales et de santé lorsque le conflit prend fin.

M. Bethuel Kiplagat

Operation Save Innocent Lives, Nairobi, Kenya

Ayant débuté en 1983, la guerre au Soudan a été précédée d'une autre guerre, de 1956 à 1972. Le conflit touche une superficie de 800 kilomètres carrés; un million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays, et un demi-million de réfugiés ont abouti dans des camps de l'autre côté des frontières.

M. Kiplagat, qui a contribué à organiser la rencontre entre les belligérants, a été étonné lorsque, à la dernière session, ils ont accepté d'interdire les mines antipersonnel. Les ALPS et ensuite, les autorités se sont engagées à procéder au déminage; on a fait venir des ONG vouées à l'instauration de la paix et demandé à l'ONU d'établir les besoins du Soudan en matière de déminage.

Il s'agit maintenant de sensibiliser la population aux mines, surtout les réfugiés qui rentrent chez eux et les soldats eux-mêmes, qui ne devraient pas appuyer l'utilisation des mines, ou du moins devraient garder des renseignements sur les endroits où des mines ont été posées. On peut dès maintenant former des démineurs (10 personnes de l'ALPS ont déjà reçu la formation) et procéder aux opérations de déminage pendant que la guerre fait encore rage, puisque les deux parties se sont engagées à interdire les mines. Les deux parties devraient s'entendre sur les modalités d'une convention d'application de l'interdiction prévue. Si possible, les deux parties devraient dès maintenant échanger entre elles l'information sur les endroits où elles ont posé des mines; cependant, si cet échange de renseignements risque de nuire au succès militaire, l'information devrait être communiquée à un organisme neutre.

M. Kiplagat fait remarquer que 16 guerres au moins font rage actuellement en Afrique; les méthodes qui ont porté fruit au Soudan pourraient contribuer à rétablir la paix sur le continent tout entier.



Discussion :

Les participants soulèvent les points suivants :

- Quelqu'un fait remarquer qu'il faut passer de la gestion des conflits à la prévention des conflits. Un participant demande à quel point l'envoi par les ONG de fax et de messages électroniques pour influencer les gouvernements est efficace. On souligne également que l'ONU doit jouer un rôle international important à l'égard des mines même en temps de conflit.
- Quelqu'un fait remarquer qu'en ce moment il n'existe pas de mécanisme interne à l'ONU pour intervenir en pareilles circonstances. En période de conflit, les ONG, elles, sont susceptibles de disposer de tels mécanismes internes puisque, contrairement aux gouvernements, elles peuvent vraisemblablement transiger plus facilement avec les groupes rebelles. Les ONG doivent œuvrer pour la paix, dispenser des soins médicaux, défendre les droits de la personne et ainsi de suite et doivent être crédibles auprès des deux parties.
- On s'entend pour dire que la communauté internationale est paralysée en temps de conflit; une des raisons à cela est qu'il est difficile de déterminer s'il y a des activités militaires ou du banditisme. Ce n'est souvent que lorsque les réfugiés apparaissent que le besoin d'intervenir est reconnu. Il serait important en Afrique de s'arrêter aux conflits à petite échelle ou latents et d'essayer de les désamorcer. Il suffirait qu'une petite équipe se penche sur les causes du conflit.
- Les mines antipersonnel sont effectivement utilisées comme armes de terreur.
- Un Canadien, qui a été blessé en Afrique par une mine achetée au prix de 2 dollars sur le marché libre, suggère que des fonds soient consacrés à l'achat de ces armes bon marché à un prix plus élevé, pour ainsi empêcher les blessures, plutôt que de s'occuper constamment des blessures qui en résultent.
- Un délégué du Soudan se plaint du sort des deux parties au conflit et il recommande que soit créé un «corridor de tranquillité» où la paix pourrait exister.
- Une autre déléguée africaine fait observer que ce sont les soudanaises qui sont à l'origine de l'action contre les mines au Soudan. Elle exprime la crainte que rien ne peut maintenant être fait avant le mois d'avril, la prochaine fois où les deux parties au conflit soudanais se rencontreront, et elle doute qu'il puisse exister des dossiers sur le placement des mines, vu que bon nombre de celles-ci ont été posées par des enfants incapables de dresser des cartes.
- Répondant à une question soulevée par un participant, un panéliste a fait remarquer qu'il est important d'interdire d'abord les mines, plutôt que de d'acheter les stocks actuels pour les retirés du marché. Si un prix est offert, on en fabriquera davantage pour satisfaire à la demande accrue. Les fabricants d'armes vont prospérer, et le nombre d'accidents ne diminuera pas.
- Les deux parties au conflit soudanais ont interrompu les négociations de paix durant des mois et parfois des années, lorsque des difficultés sont survenues, mais 2000 mines ont déjà été détruites malgré cela. En ce qui concerne la participation des enfants, la pose de mines au Soudan était très perfectionnée, et des cartes pouvaient être conservées.
- Santos exprime des préoccupations sur la question des enfants guerriers et déclare que cette dernière devrait faire l'objet de Règles de guerre.

Centres d'action contre les mines : Établissement d'organisations durables

*Président : M. Darach Mac Fhionnbhairr,
Ministère des Affaires étrangères, Irlande*

Opérations locales de déminage : Leçons apprises

M. Bob Eaton,
*Chef d'équipe, Étude multipays sur le déminage local,
Département des affaires humanitaires des Nations
Unies*

Après avoir loué les progrès réalisés par la Convention, M. Eaton rend compte des résultats de son étude multipays sur le déminage local. Avec l'aide des gouvernements du Canada, de l'Allemagne, du Danemark, de la Suède et du Royaume-Uni, M. Eaton et deux de ses collègues ont consulté des centaines de personnes dans des pays où sévissent les mines ainsi que des professionnels à New York afin de compiler cette étude approfondie pour l'O.N.U.. L'expérience de M. Eaton l'a conduit à souligner l'importance de la durabilité et des défis qui y sont associés.

M. Eaton explique que la durabilité est nécessaire à trois niveaux, l'autorité, la gestion et les praticiens locaux étant les principaux promoteurs de l'action positive. M. Eaton insiste sur l'importance de séparer l'autorité — le gouvernement du pays affligé — de la gestion et de la coordination des Centres d'action contre les mines. M. Eaton explique que l'autorité gouvernementale est beaucoup trop politique pour rendre gérer and coordonner le programme. Il souligne la nécessité absolue de créer des Centres d'action contre les mines non-partisans et donne l'exemple du Cambodge. «Bien que la situation politique du Cambodge ne soit pas encore réglée», dit M. Eaton, «ce pays s'est doté d'un Centre d'Action non-partisan.»

M. Eaton rappelle les positions passées sur la question des mines terrestres et fait remarquer l'évolution de la réflexion qui caractérise la Conférence d'aujourd'hui. Au départ, dit-il, les pays pensaient connaître le nombre de mines et s'étaient engagés à les trouver et à les détruire sur une période

de cent ans. «Maintenant, nous devons contrôler la terreur et sauver des vies. L'important, c'est le contrôle et non l'élimination». M. Eaton estime que la Conférence d'Ottawa contribuera largement à réduire les effets de cette «arme obscène». Même si on a tendance à oublier les victimes parmi les structures et les bureaucraties, nous leur devons de faire tout notre possible», note-t-il.

Diriger une opération de déminage locale

M. Sam Sotha,
directeur exécutif, Centre cambodgien de déminage

Depuis qu'il est responsable de l'extraction et de l'élimination des mines, le Centre cambodgien de déminage a supervisé le déminage manuel de plus de 50 millions de mètres carrés de terres qui peuvent maintenant être utilisés de façon productive. De plus, le nombre de victimes est passé de 600 par mois en 1992 à entre 150 et 200 cette année. Le but ultime est de réduire ce nombre à zéro.

Le Centre cambodgien de déminage a été créé par décret royal et «sans la volonté du gouvernement, il serait impossible de continuer» de dire M. Sotha. La volonté nationale de solutionner ce problème est le facteur le plus important, suivi de très près par un engagement d'interdire complètement l'usage des mines. Un groupe d'intervenants joue un important rôle dans la coordination des efforts, ce qui permet de réunir deux fois l'an les différents ministères du gouvernement, les ONG, les groupes internationaux et les pays donateurs afin de faire l'évaluation et la planification des opérations.

Les ressources humaines et la formation sont des parties intégrantes d'une opération de déminage locale. Pour une mise à jour continue au sujet des nouvelles technologies, on fait appel à des experts internationaux et à des programmes nationaux de formation. Il faut aussi développer une capacité de surveillance. Les

connaissances acquises au cours des quatre dernières années par le Centre cambodgien de déminage lui ont permis de partager son expérience avec les représentants d'autres pays affectés par les mines.

Organisations non gouvernementales et déminage local

M. Svein Henriksen,
directeur du programme Déminage Aide du peuple norvégien

L'expérience acquise par l'ONG Déminage Aide du peuple norvégien démontre qu'il n'y a pas de formule magique qui peut être appliquée partout et pour tout le monde. «Chaque pays, chaque région, est unique et doit être traité en conséquence» de déclarer M. Henriksen. Il est très important de comprendre l'histoire et la culture d'un pays, de même que sa collectivité et sa structure politique, le nombre et le type de mines, les ONG en place, la capacité de déminage et la position du gouvernement. Une fois que l'on a étudié ces facteurs, il est possible de faire des recommandations sur la marche à suivre.

Au début des activités de déminage, il y avait une tendance à trop insister sur les aspects techniques. On reconnaît aujourd'hui que si l'on a l'intention de déminer et de développer la capacité de déminage d'un pays, il y a trois aspects importants dans la planification et la mise en œuvre: développement des capacités techniques, développement organisationnel et l'intégration, c'est-à-dire le transfert des responsabilités. Ces trois aspects dépendent d'un financement adéquat et il est important de garder en tête qu'il ne s'agit pas là d'étapes linéaires, mais bien d'éléments connexes. Ainsi, le transfert des responsabilités doit commencer au début même du projet.

Les organisations existantes sur le terrain ont une meilleure chance de survie que les agences provenant de l'étranger; pour cette raison, il est préférable de renforcer les organisations locales. Les militaires sont peut-être les seuls à posséder l'infrastructure et l'expertise technologique nécessaires au déminage; cependant, pour des raisons psychologiques et politiques, le recours aux militaires n'est généralement pas la meilleure solution.

Centre d'action contre les mines - évaluation des modèles

M. David Gowdey
Mine Action Associates, États-Unis

M. Gowdey dit qu'il n'y a pas d'accord universel sur l'objectif d'un centre d'action contre les mines. Le mandat des centres d'action a été élargi, et aujourd'hui il comprend beaucoup plus que le déminage. Le Centre d'action contre les mines a pour objectif de limiter les répercussions des mines terrestres sur la société et de permettre à un pays de contrôler son problèmes de mines. Cet objectif inclut la sensibilisation aux mines, la réadaptation des victimes, les levés cartographiques et le marquage.

D'après le droit international, chaque État est responsable de la sécurité de ses citoyens. Peu de pays ont les moyens de garantir cette sécurité. Les pays ont besoin d'une formation et d'une aide financière pour se donner les moyens de limiter les répercussions des mines terrestres. Divers modèles de centres d'action ont été élaborés et il n'existe pas de modèle unique de capacité locale. On pourra peut-être solutionner plus rapidement le problème en faisant participer les entreprises locales ou les ONG au processus, mais cela pourrait ne pas favoriser l'acquisition d'une capacité durable locale.

Pour garantir la durabilité, le gouvernement local doit exercer un contrôle sur les centres d'action contre les mines. Cela comprend des responsabilités comme l'aide financière aux centres. Le but: faire en sorte qu'à un moment donné, il n'y ait plus de participation étrangère et de financement externe. Le gouvernement devrait considérer la mise sur pied d'un centre d'action comme un projet de développement et s'adresser à la Banque mondiale pour le financement. Comme les ONG et les entreprises privées ne peuvent pas recevoir d'argent de la Banque mondiale, il serait souhaitable que le gouvernement exerce un contrôle.

On ne doit pas évaluer le degré de succès d'après le nombre de mines enlevées, mais plutôt selon des critères socio-économiques et de développement communautaire. Ces critères sont encore au stade du développement,

M. François Godet
Ministère fédéral des Affaires militaires, Suisse

M. Godet présente un bref sommaire des principaux points soulevés par les conférenciers. Les centres d'action contre les mines ne devraient pas être considérés simplement comme des centres de déminage. Leur mandat porte aussi sur les relevés topographiques, la sensibilisation des populations locales aux risques, l'aide aux victimes et la réadaptation des victimes. «Lorsqu'on parle de durabilité, nous devons tenir compte de tous les aspects des mines terrestres, et pas seulement du déminage». La clé de la durabilité est la neutralité et la volonté politiques.

La durabilité est la clé de notre succès. Nous ne devons pas oublier qu'il ne s'agit pas uniquement d'argent. La détermination politique tout autant que l'objectivité politique de la part des autorités sont également des facteurs essentiels. Le but de la durabilité est de créer une capacité nationale de déminage. Il importe d'utiliser les organisations existantes dans le pays concerné. L'aptitude à transférer les compétences est une nécessité pour assurer la durabilité des programmes. Il faut que l'équipement soit solide, aisé à manier, fiable et facile à entretenir dans le pays même.

M. Godet annonce une initiative importante du gouvernement suisse visant l'établissement d'un Centre international de déminage humanitaire à Genève. Ce centre sera divisé en quatre parties :

- Un organe concepteur ou de réflexion chargé d'analyser les programmes du monde entier.
- Une conférence annuelle de toutes les organisations participant à des programmes de déminage afin de partager leurs expériences dans ce domaine.
- Un réseau informatique reliant tous les Centres d'action contre les mines et l'ONU, une base de données des opérations sur le terrain et des éléments techniques du domaine du déminage.
- Le développement de cours sur la gérance des actions contre les mines et des technologies de gestion de l'information.

Le Centre sera entièrement financé par le gouvernement suisse. D'autres pays sont invités à y participer. L'objectif du Centre n'est pas de faire concurrence aux autres initiatives en matière de déminage, mais bien de les compléter.

Discussion

Les participants soulèvent les points suivants :

- Il est important de séparer du gouvernement le Centre d'action contre les mines. Le Centre n'aurait pas besoin d'avoir son propre personnel de déminage mais il pourrait servir d'organe de coordination. Les panélistes ont des avis divers sur cette question.
- Le Cambodge et l'Afghanistan sont de bons modèles de réussite des Centres d'action contre les mines. En Afghanistan, le Centre est un petit organisme qui donne en sous-traitance la plus grande partie des travaux à des ONG et à des entreprises privées indépendantes du gouvernement. Au Cambodge, le Centre d'action contre les mines fournit le personnel de coordination, de gestion, d'application et de dotation. On dit que la sous-traitance est la meilleure solution. Autrement, à la fin du programme de déminage, on ne sait plus quoi faire d'une grosse infrastructure et du personnel.
- On remarque que le Centre d'action contre les mines, au Cambodge, n'est pas un organisme contrôlé par le gouvernement mais qu'il dispose de la pleine coopération de celui-ci. C'est ce qu'il faut faire pour obtenir le soutien des donateurs. La fonction de coordination du Centre cambodgien d'action contre les mines maximise les ressources limitées.
- L'existence d'un organisme de coordination musclé au Cambodge aide à isoler le programme de la situation politique du pays. Il est également à même de rassembler de nombreuses organisations qui ne travaillent pas normalement ensemble. En revanche, au Mozambique, l'absence d'un organisme de coordination musclé a eu des répercussions désastreuses. Il y avait en effet de bons démineurs sur le terrain, mais aucune coordination.

Intégrer l'action contre les mines et le développement

Présidente : L'honorable Flora MacDonald, c.p., Canada

Les lignes directrices de Bad Honnef pour les programmes d'action contre les mines du point de vue du développement

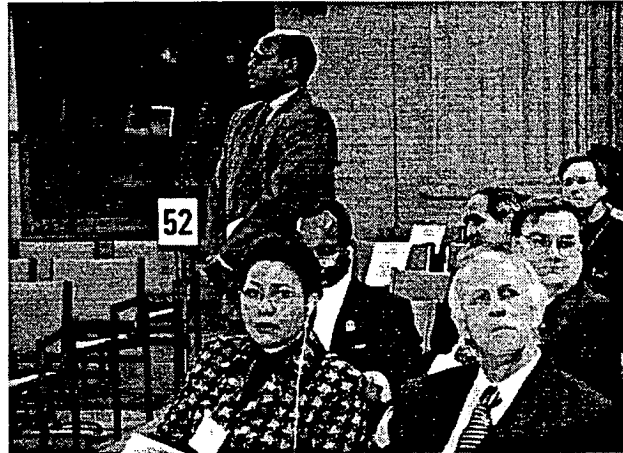
M. Thomas Gebauer
Medico International, Allemagne

Le maintien et l'édification de la paix seront impossibles sans un changement social et un cadre global qui tiennent compte de la nécessité d'une structure sociale et politique stable et légitime dans laquelle les gens peuvent se réintégrer. Il est important de tenir compte de la définition de «victime» : toute personne mutilée ou blessée par une mine terrestre, les membres de la famille mutilés ou blessés et tous ceux qui ont été touchés (par. ex., la collectivité).

Il n'est pas suffisant d'interdire l'arme. Il est également essentiel d'aider les victimes et d'adopter des programmes de développement local afin de réduire les souffrances non seulement des individus mais aussi des collectivités, dit M. Gebauer. Du point de vue de la prévention en matière de santé, les conditions sociales qui ont mené — et qui continuent de mener — à l'utilisation des mines doivent être également prises en compte, ainsi que le traumatisme psychologique, la peur et le manque de confiance dont les victimes des mines terrestres font l'expérience.

Le déminage n'est qu'un élément du programme. Un programme global doit prendre en compte également la réadaptation psychologique de la société, la réintégration des individus, la reconstruction et le redémarrage de la collectivité — en gardant toujours à l'esprit ses caractéristiques culturelles et sociales et économiques.

Medico International a élaboré des lignes directrices pour des programmes d'action contre les mines au Symposium international des ONG.



Le PNUD et l'action contre les mines

M. Leon Terblanche
Spécialiste de l'action contre les mines,
Division des interventions d'urgence, Programme des Nations Unies pour le développement.

M. Terblanche présente les grandes lignes de la mission et la structure du PNUD. Depuis 1993, celui-ci aide les pays à mettre leur potentiel en valeur. Il a en outre assuré le leadership d'un certain nombre de programmes de restauration et de reconstruction. Pour le déminage, il dispose actuellement d'un budget de 50 millions de dollars en 1997 et 70 millions de dollars ont été mis de côté pour les programmes actuels et les nouveaux en 1998. Le rôle du PNUD est de veiller à la mise en valeur à long terme et durable du potentiel des pays dont il s'occupe tout en appuyant les activités de soutien humanitaire et de maintien de la paix, en fonction des besoins des pays affectés.

Le PNUD apporte son soutien au DOMP et assure la coordination avec d'autres organismes tels que l'UNICEF et la Banque mondiale. Les programmes financés par ces organismes contribuent au développement économique et à la création d'emplois et aide à promouvoir la réhabilitation sociale.

Pour que la paix puisse être maintenue, il est essentiel que tous les partis politiques dans tous les pays s'engagent à adhérer à la Convention.

Selon M. Terblanche, le PNUD cherche à adopter une approche holistique des programmes de déminage, afin d'appuyer les moyens des collectivités. Le PNUD appuie la gestion, la formation sur la diminution des risques, le déminage, ainsi que l'aide aux victimes et leur réadaptation. Il appuie les programmes de déminage dans les régions où l'on ne pose plus de mines.

Mme Rieky Stuart

Gestionnaire de programmes, Conseil canadien pour la coopération internationale, Ottawa, Canada

Bien que les femmes, les hommes, les garçons et les filles soient tous victimes de l'explosion de mines terrestres, les conséquences sont différentes pour chaque groupe. Pour que les programmes soient efficaces, les ONG doivent connaître ces différences ainsi que les injustices qui en résultent. Par exemple, dans certains pays où elles sont mésestimées, les femmes invalides peuvent être victimes d'ostracisme. Les programmes doivent se pencher sur l'image que les femmes ont d'elles-mêmes et de leur rôle social, aussi bien qu'au sein des collectivités dans lesquelles elles évoluent.

Les ONG devraient être au courant de la façon dont les priorités des programmes de déminage sont établies. Accorde-t-on autant d'importance au déminage des ressources productives exploitées par les femmes qu'à celles utilisées par les hommes? Le rôle des ONG consiste à faire en sorte que soient entendues les voix habituellement réduites au silence.

Le traitement des démineurs est une autre source de préoccupation. Les démineurs étrangers sont-ils assurés, alors que les démineurs locaux ne le sont pas? Investit-on suffisamment de ressources dans la mise au point de technologies sans danger, qui peuvent ensuite être gérées et utilisées par les populations locales ayant reçu la formation nécessaire? Il faut répondre à ces questions, sinon les gens instruits et puissants profiteront démesurément des programmes de déminage.

Selon Mme Stuart, la collaboration des ONG et des gouvernements ne devrait pas prendre fin à la signature de la Convention. Les décisions à propos des opérations de déminage et de la réadaptation au cours des années à venir devraient être influencées par les connaissances qui existent au sein des organisations de développement.

Mme Stuart affirme que les ONG veulent que les fonds pour le déminage et la réadaptation proviennent de sources nouvelles, comme des dividendes de la paix, plutôt que des budgets décroissants d'APD.

Steve Holtzman,

spécialiste en sciences sociales Unité après les conflits, Banque mondiale

La Banque mondiale, qui participe actuellement aux programmes de déminage en Bosnie et en Croatie, envisage une participation similaire en Angola et en Afghanistan. En participant à ces programmes, elle cherche à jeter des bases économiques durables dans ces régions.

Un des éléments essentiels de la revitalisation d'un pays est l'élimination des effets de la pollution par les mines. Au premier rang des ravages causés par cette pollution figurent les victimes des mines, qui pourraient jouer un rôle productif dans la société. Les mines ont aussi une incidence moins visible, mais très importante, sur la santé psychologique des collectivités; les mines terrestres sont un rappel constant de la guerre et de la violence. La présence de mines influe sur toutes les décisions concernant la planification du développement — de l'agriculture, des industries et des transports.

M. Holtzman met en garde les militants contre la surutilisation des statistiques, affirmant qu'elles ont réussi à galvaniser la population, mais que maintenant elles font naître un sentiment de désespoir.

M. Holtzman a suggéré les actions suivantes:

- les gouvernements qui ont été impliqués dans des conflits doivent reconnaître leur culpabilité face au problème des mines et assumer leur responsabilité de déminage. On peut les y encourager en fournissant de l'aide internationale sous forme de

prêts assortis de conditions libérales associés à des subventions humanitaires dans le but d'aider les programmes de déminage.

- Les économistes, agronomes et autres intervenants du développement devraient participer, avec les experts en déminage, à la planification et la mise en œuvre de toutes les étapes des programmes de déminage.

Président:

Michèle Lévesque

*Directeur, direction de l'aide humanitaire internationale,
Agence canadienne de développement international*

Mme Lévesque a relevé plusieurs points soulevés par les conférenciers précédents:

- L'interdiction des mines antipersonnel n'est pas une fin en soi. C'est de plusieurs façons le point de départ d'action du développement.
- Le déminage est une composante d'un problème plus vaste. On doit résoudre les conditions sous-jacentes au conflit. Le développement doit être perçu comme porteur de paix.
- Le problème des mines nous rappelle l'importance de tenir compte des aspects politiques.
- Les individus sont la cible de l'aide accordée aux victimes. Les États assument cette responsabilité au niveau national.
- Bien qu'il n'y ait pas de modèle unique d'actions contre les mines et qu'il est nécessaire de faire preuve d'adaptabilité face aux situations locales, il y a certains principes, comme l'égalité des sexes, qui s'appliquent dans toutes les situations.
- Le développement dans le contexte de l'action contre les mines ne consiste pas à reconstruire ce qui existait auparavant, mais plutôt à établir les fondations de paix dans un endroit où ces fondations n'existaient pas.
- Le problème des mines terrestres ne doit plus être plus perçu comme une activité d'urgence ponctuelle, mais bien comme faisant partie des activités plus larges de développement. Cette nouvelle réalité s'est concrétisée par de récents changements à l'ACDI.
- Les nouvelles relations et partenariats qui se sont développés autour de la question des mines doivent être étendus à d'autres secteurs.

Discussion :

Les participants soulèvent les points suivants :

- Maintenant que l'on reconnaît que les actions contre les mines sont des actions de développement, il est essentiel d'appliquer à la lutte contre les mines les leçons apprises pendant les décennies de travail en développement: l'importance de la participation locale, la participation des femmes et l'adaptation des technologies aux conditions locales.
- Il faudra surveiller toute tendance à la militarisation du déminage humanitaire parce que le transfert des ressources des institutions civiles aux institutions militaires peut saper le processus de démocratisation et de démilitarisation de certaines sociétés. À cet égard, on a soutenu que le récent transfert de responsabilités à l'égard des mines à l'intérieur de l'O.N.U. — passant de la structure humanitaire à la structure du maintien de la paix — ne doit pas être perçu comme une militarisation du processus d'action contre les mines, mais plutôt comme une modification de la nature et du mandat du département du maintien de la paix.
- En transférant l'expérience acquise dans des pays comme l'Angola et le Cambodge à des régions où le problème des mines est beaucoup moins grave, il faut éviter de créer un sentiment d'urgence paralysante quand ce n'est pas vraiment nécessaire.
- Il existe un danger à l'effet que le flot accru de ressources internationales pour le déminage viennent supplanter les efforts locaux de développement socio-économique par une multiplication des ONG et l'imposition de programmes imposés de l'extérieur.
- Il existe un besoin de décisions conjointes pour aller de l'avant.
- Il est essentiel de tenir compte de l'expérience acquise sur le terrain — les obstacles qui empêchent les victimes de se rendre aux centres de réadaptation, par exemple, — tout en pensant aux besoins des familles de ceux et celles tués ou blessés par des mines.

Rôle des médias dans la campagne pour l'interdiction des mines

Président: M. Richard Gwyn
Chroniqueur, Toronto Star

Garder le dossier des mines antipersonnel actif après la Conférence d'Ottawa

M. Donovan Webster
Auteur de *Aftermath : Remnants of War*

M. Webster relate qu'il est devenu activiste pendant qu'il faisait la recherche pour son livre. Pour quiconque ayant une conscience, la position à adopter au sujet des mines antipersonnel va de soi, dit-il.

La Campagne, par le biais des médias, a fait passer le message de façon très efficace. À ce jour, très peu de personnes n'ont pas entendu parler des effets dévastateurs des mines terrestres. Environ 26, 000 personnes sont tuées ou blessées chaque année par ces engins. Avec la signature de la Convention, on devrait pouvoir réduire ce flot incessant de victimes. On doit maintenant se consacrer aux besoins des victimes.

La majorité des victimes vit dans les pays pauvres. Les champs dont ils ont besoin pour l'agriculture sont minés et ils ne peuvent pas subvenir à leurs besoins. On évalue à 100 millions de dollars la somme nécessaire à ces victimes.

Selon M. Webster, on pourrait faire subir aux fabricants de mines le même sort que le gouvernement américain réserve aux pollueurs. En vertu des lois existantes sur la pollution de l'air et de l'eau, la faute revient aux pollueurs. Jusqu'à présent cependant, les pays qui font le commerce des mines terrestres le font avec impunité. Si on faisait payer les fabricants et les usagers des mines pour les torts que ces engins causent, cela pourrait les inciter à cesser leurs activités.



Perspectives des médias

M. Roland Joffé
The Cambodia Trust Operation, É.-U.

Bien connu pour son film *The Killing Fields*, le réalisateur M. Joffé admet qu'il se sent «modeste» devant ce qu'il a observé à la Conférence au cours des derniers jours. Ce rassemblement unique de gouvernements, d'ONG et des Nations Unies, dans le cadre de cette campagne, ainsi que la signature de la Convention comme telle, lui rappellent le phénomène du Pouvoir du peuple, aux Philippines. M. Joffé insiste pour que tous ceux qui sont présents à la Conférence, notamment les médias, fassent connaître la passion qu'éprouvent les participants pour cette cause.

M. Joffé explique que la Conférence inspire à la fois un sentiment d'exaltation à l'égard de ce qui a été réalisé et une crainte de ne pas voir la lumière au bout du tunnel. L'aide aux survivants représente une épreuve de taille, qui risque d'être sous-évaluée par les médias. Par exemple, ces derniers demandent régulièrement au Cambodia Trust de préparer des interviews avec les victimes des mines terrestres, mais leur priorité consiste à recueillir des faits qui «passent bien à la télévision». Généralement, à cette fin, on fait appel aux enfants pour qu'ils retirent leur membre artificiel

devant la caméra et on leur demande de se rendre dans la capitale, ce qui facilite les reportages.

Même si l'on ne mésestime pas les contraintes que subissent les médias dans le marché mondial, M. Joffé demande aux gens qui œuvrent sur le terrain d'exiger que les vrais enjeux soient couverts derrière l'image. Il invite les médias à faire preuve d'imagination en luttant contre l'«apathie du public» à l'endroit des mines terrestres de façon que cette question continue à intéresser le public après la Conférence.

Couverture médiatique des aspects militaires des mines antipersonnel

M. Phillip Winslow

Journaliste et auteur de l'ouvrage «Sowing the Dragon's Teeth: Landmines and the Global Legacy of War»

M. Phillip Winslow ne s'exclut pas lorsqu'il admet que les médias qui couvrent la question des mines terrestres «versent dans la facilité». On emprunte le plus souvent la voie du moindre effort, explique-t-il. Habituellement, les médias retiennent le côté humain de l'affaire et y vont à grands coups d'images dramatiques d'enfants qui se sont fait estropier en jouant innocemment ou en gambadant à travers champs. Cette tendance est certes compréhensible, mais les responsables des nouvelles se rendent rapidement compte que la même histoire a été ressassée mille et une fois. Entre-temps, on passe à côté des vrais enjeux.

Une question remarquable qui a été laissée pour compte est l'utilité militaire des mines terrestres. Aux États-Unis, le Pentagone soutient que ces engins sont un élément important, voire critique, de son arsenal. Par contre, un certain nombre de généraux à la retraite affirment le contraire. Cette question a rarement fait l'objet de débats dans la presse, plus rarement encore a-t-elle reçu des solutions.

En outre, le président Clinton a ordonné à l'armée de trouver des solutions de rechange aux mines terrestres. Les autorités militaires ont annoncé qu'elles ne recherchent plus de nouvelles options et ont essayé de contourner la question en redéfinissant certaines

mines antipersonnel comme étant des «dispositifs antimanipulation». Puisqu'il s'agit d'un geste de défi de la part des forces armées à l'endroit de leur chef civil, ce fait devrait susciter beaucoup d'intérêt auprès de la presse, ce qui n'a pas encore été le cas.

Enfin, les médias acceptent trop souvent sans discussion les prises de position des ONG et d'autres organismes. Il est évident qu'il faudrait à cet égard effectuer des recherches plus approfondies.

Engager les médias africains dans la campagne pour l'interdiction des mines

M. Kwasi Gyan-Apenteng
African Topics Magazine

La coopération entre les gouvernements et la société civile est un élément nouveau et important de l'interdiction complète des mines terrestres. Mais dans certains pays africains, le manque d'organisations non gouvernementales actives a donné d'autant plus d'importance au rôle des médias.

La télévision, la radio et de nombreux journaux d'Afrique appartiennent à l'État et sont contrôlés par lui. En règle générale, les journalistes choisissent leurs sujets en fonction de l'agenda du gouvernement, à l'exclusion de la plupart des autres sujets d'actualité. La question des mines antipersonnel a commencé à être traitée largement depuis peu de temps, précisément après l'atelier en novembre 1997 qui s'est déroulé à Dakar, au Sénégal. Après les trois journées du colloque, les journalistes, notamment ceux de l'Afrique de l'Ouest, se sont mis à réclamer l'établissement d'un réseau et à traiter le sujet des mines terrestres.

Au Sénégal, une série d'articles a paru à propos d'un problème précis causé par les mines terrestres dont on n'avait jamais parlé auparavant. Tant le gouvernement que les parties combattant pour l'indépendance dans la région de la Casamance, au Sénégal, avaient jusqu'alors employé des mines terrestres. Des articles pertinents ont paru dans les médias par la suite dans toute l'Afrique de l'Ouest.

M. Gyan-Apenteng mentionne que le travail d'un journaliste est de bien présenter l'information fournie par le ONG pour qu'elle attire l'attention des rédacteurs. Selon lui, Africa Topics publiera à l'issue

de la Conférence d'Ottawa, un numéro spécial qui servira de référence aux journalistes. On espère qu'ainsi les journalistes se familiariseront avec cette question et qu'ils seront incités à couvrir largement le processus de ratification et de vérification.

Discussion

Les participants soulèvent les points suivants :

- Même si la télévision peut pousser à l'action, elle peut par ailleurs servir d'anesthésie qui empêche la poursuite de l'effort. Les participants remarquent que la vaste couverture de CNN s'est révélée un atout puissant pour provoquer une action rapide afin d'interdire les mines. Il existe par ailleurs un danger de lassitude de la compassion. Un autre problème est celui de maintenir l'intérêt tout au long du processus de ratification, alors que l'action se déplace dans les bureaucraties gouvernementales et que les reportages qui s'ensuivent ont bien moins d'impact.
- Pour maintenir l'intérêt du public, les journalistes soulignent la nécessité d'approches innovatrices. Les ONG doivent faire preuve d'imagination et de pragmatisme en aidant les journalistes à trouver de nouveaux sujets, tels les coûts humains des mines terrestres et l'établissement d'une nouvelle coalition mondiale des personnes handicapées. Les journalistes devraient faire des recherches pour déterminer si cette nouvelle coalition mondiale d'ONG représente un danger pour les structures actuelles de l'ONU, et pour jeter un nouvel éclairage sur les désaccords continus et chroniques quant à l'utilité des mines terrestres à des fins militaires.



Discussion

Les participants soulèvent les points suivants :

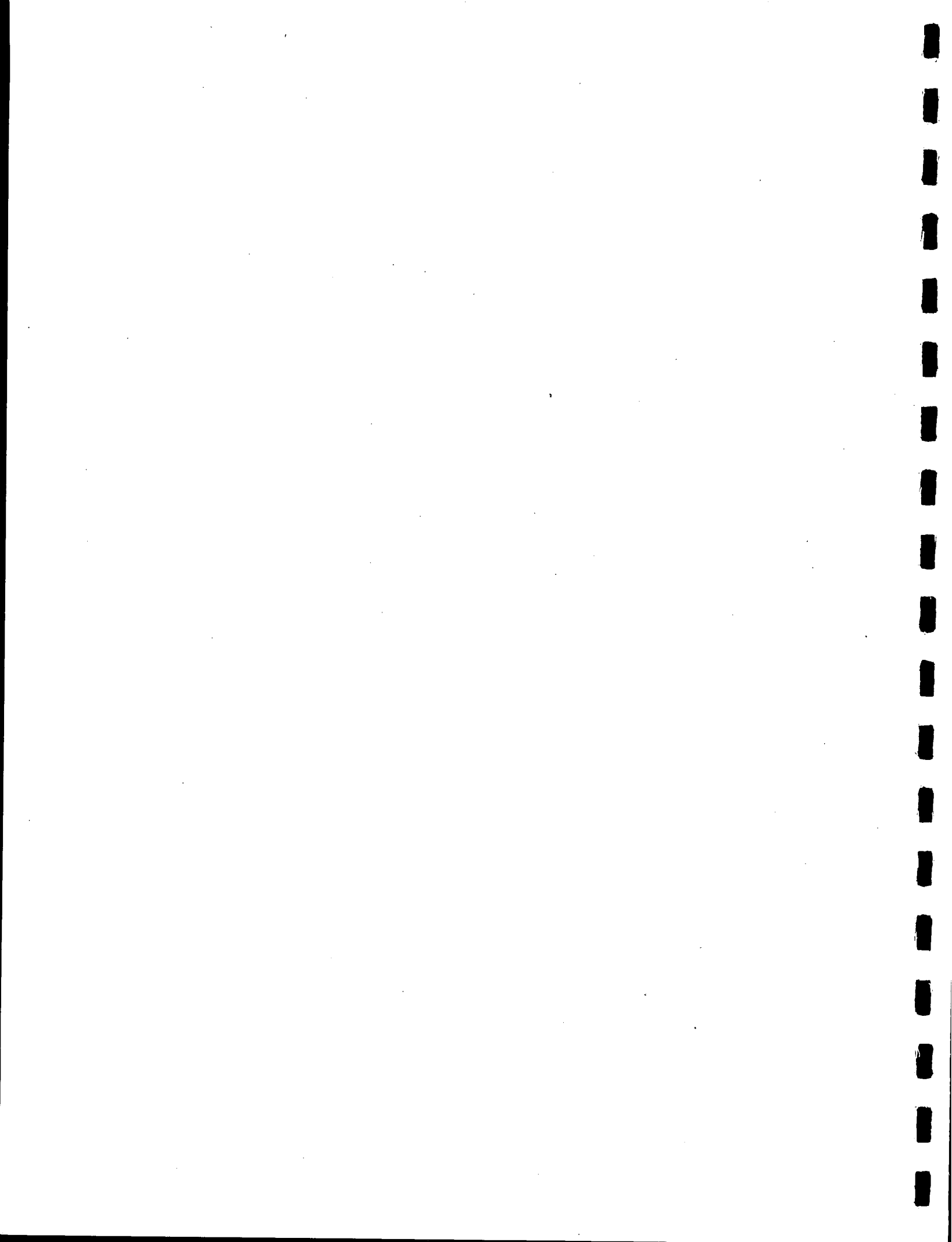
- La même intensité et la même compassion qui ont marqué la campagne sur les mines terrestres doivent maintenant servir la campagne sur l'élimination des armes nucléaires. Notre défi consistera à trouver des manières de surmonter l'acceptation culturelle que les armes nucléaires sont «acceptables», et de contrer l'argument que les moyens de dissuasion ont fonctionné.
- En réponse à une question sur les médias africains, M. Gyan-Apenteng déclare que la pratique de la presse doit être réorientée complètement. Il recommande que la Convention soit traduite dans les diverses langues africaines et que soient enregistrées des cassettes qui combinent les points saillants de la Convention et de la musique.
- Les participants soulignent le besoin de maintenir l'intérêt envers les mines terrestres dans la presse et de recueillir des fonds. On suggère de «trouver une autre princesse Diana» pour des fins de collecte de fonds, de dédier une journée annuelle pour commémorer la campagne, de lier la question des mines terrestres à celle des incapacités en général, et d'amener les ONG à travailler ensemble de façon créative dans le cadre d'une campagne mondiale pour recueillir des fonds et retenir l'attention des médias. On fait remarquer l'importance spéciale de maintenir une étroite association entre la presse et les ONG. Un participant recommande que les journalistes mettent en évidence de nouveaux angles, comme l'ancienne usine de mines terrestres en Angola qui produit maintenant des piles. Les Jeux para-olympiques peuvent aussi fournir une occasion de s'assurer que la question des mines terrestres reste d'actualité.



**Réseaux d'action
contre les mines :
Liste des délégués**



PHOTOS: J. RODSTED



Chair / Président

Lloyd Axworthy

Minister of Foreign Affairs / Ministre des Affaires étrangères

Deputy Chair / Vice-Président

John English

Ministerial Opening Plenary Session / Séance plénière d'ouverture ministérielle

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada / Premier ministre du Canada

Kofi Annan, UN Secretary General / Secrétaire général de l'ONU

Cornelio Sommaruga, President, ICRC / Président CICR

Jody Williams, Coordinator ICBL / Coordinatrice ICBL

Plenary Session Chairs / Présidents des Séances plénières

Diane Marleau

*Minister for International Cooperation and Minister Responsible for la Francophonie
Ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie*

Raymond Chan

Secretary of State, Asia Pacific / Secrétaire d'État, Asie-Pacifique

David Kilgour

Secretary of State, Latin America-Africa / Secrétaire d'État, Amérique latine-Afrique

Conference Secretariat / Secrétariat de la Conférence

Secretary General / Secrétaire général Ralph Lysyshyn

Deputy Secretary General - Policy / Secrétaire général adjoint: Jill Sinclair

Assistant Secretaries General / Secrétaires généraux adjoints:

Ruth Archibald , Daniel Bon, Nancy Wildgoose

Program Co-ordinator / Coordonnateur du programme: Don Sinclair

Signing Ceremony Co-ordinator / Coordonnateur de la Cérémonie de signature: Michael Walma

Ministerial Plenary Co-ordinator / Coordonnateur de la plénière ministérielle: Harold Hickman

Mine Action Forum Co-ordinator / Coordonnateur du Forum d'action contre les mines: Bob Lawson

Director of Operations / Directeur des opérations: Bob Corley

National Delegations / Délégations nationales

Algeria / Algérie

Lahcène Moussaoui
Minister of Cooperation and Maghreb Affairs
Ministre délégué chargé de la Coopération et des Affaires maghrébines

Bedrane Abdessalem
Ambassador of Algeria
Ambassadeur d'Algérie

LCol Ahcène Mameri

Naceur Boucherit
Counsellor, Embassy of Algeria
Conseiller, Ambassade d'Algérie

Ahcène Kerma
Counsellor, Permanent Mission in New York
Conseiller, Mission permanente à New York

Andorra / Andorre

Albert Pintat-Santolària
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Juli Minoves-Triquell
Ambassador to Canada, Permanent Mission to the UN
Ambassadeur du Canada, Mission permanente auprès des Nations unies

Jelena Pià-Comella
Minister Counsellor, Permanent Mission to the UN
Ministre-conseiller, Ambassade d'Andorre auprès de l'ONU

Roser Suné Pascuet
Director of Higher Education
Directrice, Écoles supérieures de formation professionnelle

Angola / Angola

George Rebelo Binto Chikoti
Deputy Minister for Foreign Affairs
Vice-ministre des Affaires étrangères

Loy de Figuéiredo
Ambassador of Angola to Austria
Ambassadeur d'Angola en Autriche

Andre Panzo
Chargé d'affaires
Chargé d'affaires

National Delegations / Délégations nationales

General Helder Cruz

*Director for the Demining Institute (INAROE)
Directeur de l'Institut de déminage (INAROE)*

Paulino Lutumba

*Minister Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Ministre-conseiller, ministère des Affaires étrangères*

Antigua And Barbuda / Antigua-et-Barbuda

Lionel A. Hurst

*Ambassador to the USA
Ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda aux États-Unis*

Argentina / Argentine

Guido Di Tella

*Minister of Foreign Affairs, International Trade and Worship
Ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et du Culte*

Susana Ruiz Cerutti

*Ambassador of Argentina
Ambassadeur d'Argentine*

Pablo Tettamanti

*Deputy Director, International Security Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, Sécurité internationale, ministère des Affaires étrangères, du Commerce international et du Culte*

Carlos Alberto Passalacqua

*Deputy Head of Mission, Embassy of Argentina
Chef de mission adjoint, Ambassade d'Argentine*

Col Guillermo Sevilla

*Defense Attaché, Embassy of Argentina
Attaché de défense, Ambassade d'Argentine*

Carlos Alberto Ortiz

*Counsellor, Embassy of Argentina
Conseiller, Ambassade d'Argentine*

Daniel Pierini

*First Secretary, Minister's Office, Ministry of Foreign Affairs, International Trade and Worship
Premier secrétaire, Cabinet du ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et du Culte*

César Campoy

*Second Secretary, Embassy of Argentina
Deuxième secrétaire, Ambassade d'Argentine*

LCol Jose Eduardo Di Maria

Armenia / Arménie

National Delegations / Délégations nationales

Levon Barkhudaryan
Ambassador of Armenia
Ambassadeur

Eduard Khojayan
Counsellor, Embassy of Armenia
Conseiller

Armen Yedigarian
Second Secretary, Embassy of Armenia
Deuxième secrétaire

Australia / Australie

Alexander Downer
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Bill Tweddell
Chief of Staff to the Minister of Foreign Affairs
Chef de Cabinet du ministre des Affaires étrangères

Innes Willox
Media Adviser to Minister of Foreign Affairs
Conseiller médias du ministre des Affaires étrangères

John Campbell
Ambassador for Disarmament, Geneva
Ambassadeur pour le désarmement, Genève

Gregory Wood
High Commissioner for Australia
Haut-commissaire d'Australie

Patrick Hardy
Deputy High Commissioner for Australia
Haut-commissaire adjoint d'Australie

Allan March
Counsellor, Australian Mission to the UN
Conseiller, Mission d'Australie auprès des Nations unies

Sister Patricia Pak Poy
National Director, International Campaign to Ban Landmines
Directeur national, Campagne internationale contre les mines terrestres

Genevieve Hamilton
First Secretary, Australian Mission to the UN
Premier secrétaire, Mission de l'Australie aux Nations unies

Andrew Engel
Counsellor, Australian High Commission
Conseiller, Haut-commissariat d'Australie

National Delegations / Délégations nationales

Brett Hackett

*First Secretary, Australian High Commission
Premier secrétaire, Haut-commissariat d'Australie*

Bill Jackson

*First Secretary, Australian High Commission
Premier secrétaire, Haut-commissariat d'Australie*

Frances Lisson

*First Secretary, Australian High Commission
Premier secrétaire, Haut-commissariat d'Australie*

Charlene Watego

*Third Secretary, Australia High Commission
Troisième secrétaire, Haut-commissariat d'Australie*

Jacqueline Holmes

*Third Secretary, Australian High Commission
Troisième secrétaire, Haut-commissariat d'Australie*

Katie Kerr

*Research Officer, Australian High Commission
Agent de recherche, Haut-commissariat d'Australie*

Austria / Autriche

Wolfgang Schüssel

*Vice-Chancellor and Minister of Foreign Affairs
Vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères*

Walther G. Lichem

*Ambassador of Austria
Ambassadeur d'Autriche*

Gregory Woschnagg

*Assistant Deputy Minister, Ministry of Foreign Affairs
Sous-ministre adjoint, ministère des Affaires étrangères*

Thomas Hajnoczi

*Director General, Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général, Contrôle des armements et désarmement, ministère des Affaires étrangères*

Michael Linhart

*Minister Counsellor, Cabinet of the Minister of Foreign Affairs
Ministre-conseiller, Cabinet du ministre des Affaires étrangères*

Thomas Desch

*Senior Advisor, Legal Division, Ministry of Defence
Conseiller principal, Contentieux, ministère de la Défense*

Col Hans Hamberger

*Ministry of Defence
Ministère de la Défense*

National Delegations / Délégations nationales

Wolfgang Spadinger
Minister Counsellor, Austrian Embassy
Ministre-conseiller, Ambassade d'Autriche

Bahamas / Bahamas

Janet G. Bostwick
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

A. Missouri Sherman-Peter
High Commissioner for the Bahamas
Haut-commissaire des Bahamas

Julie A. Campbell
Senior Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs
Secrétaire adjointe principale, ministère des Affaires étrangères

Freddie C. Tucker
Second Secretary/Vice Consul, High Commission of the Bahamas
Deuxième secrétaire et vice-consul, Haut-commissariat des Bahamas

Bangladesh / Bangladesh

Anwar-ul Alam
Acting High Commissioner for Bangladesh
Haut-commissaire adjoint du Bangladesh

Barbados / Barbade

Louis Tull
Special Envoy
Envoyé spécial

June Clarke
High Commissioner for Barbados
Haut-commissaire de la Barbade

Maj Vernon Connell
Advisor
Conseiller

Juliette Babb-Riley
Advisor
Conseillère

Belarus / Bélarus

Mikhail Khvostov
Ambassador of Belarus
Ambassadeur du Bélarus

Vladimir Kabanov
First Secretary, Embassy of Belarus
Premier secrétaire, Ambassade du Bélarus

National Delegations / Délégations nationales

Belgium / Belgique**Erik Derycke***Minister of Foreign Affairs**Ministre des Affaires étrangères***Luc Carbonez***Ambassador of Belgium**Ambassadeur de Belgique***J. De Ruyt***Director General, Ministry of Foreign Affairs**Directeur général, ministère des Affaires étrangères***André Mernier***Permanent Representative, Conference on Disarmament, Geneva**Représentant auprès de la Conférence sur le désarmement, Genève***A. Rubbens***Cabinet Minister, Ministry of Foreign Affairs**Membre du Cabinet, ministère des Affaires étrangères***Patrick De Beyter***Cabinet Minister, Ministry of Foreign Affairs**Cabinet du Ministre, ministère des Affaires étrangères***Machteld Fostier***Head of the Disarmament Division**Directeur de la Division du désarmement***Christiaan Tanghe***Minister Counsellor, Embassy of Belgium**Ministre-conseiller, Ambassade de Belgique***LCol Boudhuin Briot***Ministry of Defence**Ministère de la Défense***Maj Serge Ferooz***Ministry of Defence**Ministère de la Défense***Anne Capelle***Handicap International**Handicap International***Geneviève Verbeek-Pearson***First Secretary, Embassy of Belgium**Premier secrétaire***Alexis Ajavon***Attaché, Embassy of Belgium**Attaché, Ambassade de Belgique*

National Delegations / Délégations nationales

Martine Dardenne
Senate of Belgium
Sénat de Belgique

Benin / Bénin

Pierre Osho
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Léopold David-Gnahoui
Ambassador of Benin
Ambassadeur du Bénin

Omer de Souza
Ministry of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Benoît Adekambi
Counsellor, Embassy of Benin
Conseiller, Ambassade du Bénin

Lucien D. Kiki
Counsellor, Embassy of Benin
Conseiller, Ambassade du Bénin

Abdou Afodjo
Attaché
Attaché

Bolivia / Bolivie

Javier Murillo de la Rocha
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Fernando Kieffer Guzmán
Minister of Defence
Ministre de la Défense

Jorge Caballero
Chargé d'affaires, Embassy of Bolivia
Chargé d'affaires, Ambassade de Bolivie

Barbara Canedo Patiño
Chargé d'affaires, Embassy of Bolivia in Sweden
Chargé d'affaires, Ambassade de Bolivie en Suède

Alvaro del Pozo
Advisor to Minister of Defence
Conseiller auprès du ministre de la Défense

Walter Martinez
Second Secretary, Embassy of Bolivia
Ambassade de Bolivie

National Delegations / Délégations nationales

Kelly Benoit
Embassy of Bolivia
Ambassade de Bolivie

Bosnia Herzegovina / Bosnie-Herzégovine

Jadranko Pric
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Sven Alkalaj
Ambassador of Bosnia Herzegovina in Washington
Ambassadeur de Bosnie-Herzégovine à Washington

Botswana / Botswana

Legwaila J. Legwaila
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Tebelelo A. Boang
First Secretary
Premier secrétaire

Brazil / Brésil

Sebastião do Rego Barros Neto
Secretary General of the Ministry of External Relations of Brazil
Secrétaire général, ministère des Relations extérieures

Carlos Augusto Rego Santos Neves
Ambassador of Brazil
Ambassadeur du Brésil

José Viegas Filho
Ambassador of Brazil and Head of the Brazilian Delegation to the Oslo Conference
Ambassadeur du Brésil et chef de la délégation du Brésil à la Conférence d'Oslo

Appio Claudio Acquarone
Counsellor, Embassy of Brazil
Conseiller, Ambassade du Brésil

Brunei Darussalam / Brunei Darussalam

Pengiran Maidin Pengiran Hashim
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Msgr Maudalgne Teo
Acting High Commissioner of Brunei
Haut-commissaire intérimaire du Brunéi

Bulgaria / Bulgarie

National Delegations / Délégations nationales

Slav Danev
Ambassador of Bulgaria
Ambassadeur de Bulgarie

Maya Dobрева
Minister, Embassy of Bulgaria
Ministre, Ambassade de Bulgarie

Maria Pavlova
First Secretary, Permanent Mission of the Republic of Bulgaria to the UN, New York
Premier secrétaire, Mission permanente de la République de Bulgarie

Burkina Faso / Burkina Faso

Ablassé Ouedraogo
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Mouhonssine Nacro
Ambassador of Burkina Faso
Ambassadeur du Burkina Faso

Louis Armand Mihyemba Ouali
Director General of Political, Legal and Consular Affairs
Directeur général, Affaires politiques, juridiques et consulaires

Mahama Sawadogo
Head of Europe-America-Oceania Services, Political Affairs Branch
Chef, Service Europe-Amérique-Océanie. Direction des affaires politiques

Cmdt Harouna Ouedraogo
Chief of Staff, Ministry Defence
Chef de cabinet du ministre de la Défense

Eric Y. Tiare
Second Counsellor, Embassy of Burkina Faso
Deuxième conseiller, Ambassade du Burkina Faso

Burundi / Burundi

Leonidas Havyarimana
Secretary of State for Cooperation
Secrétaire d'État à la Coopération

Jacques Hakizimana
Ambassador, Adviser to the State Secretary for Cooperation
Ambassadeur, conseiller du Secrétaire d'État à la Coopération

Cambodia / Cambodge

Ung Huot
First Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and International Cooperation
Premier ministre principal et ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

National Delegations / Délégations nationales

Ieng Mouly

*Minister of Information and Chairman of the Governing Council of CMAC
Ministre de l'Information et président du Conseil d'administration du CCD*

Suy Mong Leang

*Under Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
Sous-secrétaire d'État, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale*

Var Huoth

*Ambassador, Kingdom of Cambodia to the United States
Ambassadeur du Royaume du Cambodge aux États-Unis*

Ros Simara

*Division Chief, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
Chef de division, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale*

Meas Kim Heng

*Political Counsellor, Royal Embassy of Cambodia, United States
Conseiller politique, Ambassade du Royaume de Cambodge aux États-Unis*

Sam Sotha

*National Director of CMAC
Directeur national, CCD*

Sony Sam Sotha

*Advisor of CMAC
Conseillère, CCD*

Richard Warren

*Program Coordinator
Coordonnateur de programmes*

LCol Chip Bowness

*Chief Technical Advisor of CMAC
Conseiller technique en chef, CCD*

Cameroon / Cameroun

Francis W. Nkwain

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Philémon Yang

*High Commissioner for Cameroon
Haut-commissaire du Cameroun*

Col George Fomundam Bah

*Director, Ministry of Defence
Directeur, ministère de la Défense*

Jacques-Alfred Ndoumbe Eboule

*Assistant Director, Organization on Non-Alignment Movements
Directeur adjoint, Organisation des mouvements non alignés*

Canada / Canada

National Delegations / Délégations nationales

Don Campbell

*Deputy Minister for Foreign Affairs
Sous-ministre des Affaires étrangères*

Louise Fréchette

*Deputy Minister, National Defence
Sous-ministre, Défense nationale*

Hugette Labelle

*Deputy Minister, CIDA
Sous-ministre, ACDI*

Jacques Saada

*Member of Parliament
Député*

Keith Martin

*Member of Parliament
Député*

Patricia Torsney

*Member of Parliament
Député*

Col Ed Fitch

*Director, Military Engineering, DND
Directeur, Génie militaire, MDN*

Nadia Kostiuk

*Director, Strategic Planning, Policy Branch, CIDA
Directrice, Planification stratégique, Direction des politiques, ACDI*

Valerie Warmington

*Chair, Mines Action Canada
Présidente de Mines Action Canada*

Mark Gwozdecky

*Deputy Director, IDA, Department of Foreign Affairs
Directeur adjoint, IDA, ministère des Affaires étrangères*

Beverly Chomyn

*Justice Legal Service, Department of Foreign Affairs
Service juridique (Justice), ministère des Affaires étrangères*

Cape Verde / Cap-Vert

Amilcar Spencer Lopes

*Minister of Foreign Affairs and Communities
Ministre des Affaires étrangères et des Communautés*

Manuel C. de Matos

*Minister, Embassy of Cape Verde in Washington
Ministre, Ambassade du Cap-Vert à Washington*

Chile / Chili

National Delegations / Délégations nationales

Edmundo Yoma Pérez
Minister of Defence
Ministre de la Défense

José Tomás Letelier
Ambassador of Chile
Ambassadeur du Chili

Raimundo González
Ambassador, Special Policy Advisor, Ministry of Foreign Affairs
Directeur des affaires politiques, ministère des Affaires étrangères

Alfredo Labbé
Counsellor, Special Policy Deputy Director, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères

Mariano Peppi
Military Attaché, Embassy of Chile
Attaché militaire, Ambassade du Chili

LCol Cristián Pabst
Defence Ministry
Ministère de la Défense

Jorge Norambuena
Second Secretary, Embassy of Chile
Deuxième secrétaire, Ambassade du Chili

China / Chine

Zha Peixin
Ambassador of the People's Republic of China to Canada
Ambassadeur de la République populaire de Chine au Canada

Col Guan Youfei
Landmine Expert, Ministry of National Defence
Expert en mines antipersonnel, ministère de la Défense nationale

Maj Zhang Senlin
Landmine Expert, Ministry of National Defence
Expert en mines terrestres, ministère de la Défense nationale

Zhan Yongxin
Second Secretary, Embassy of the People's Republic of China
Deuxième secrétaire, Ambassade de la République populaire de Chine

Li Song
Third Secretary, Department of Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Troisième secrétaire, Département du contrôle des armements et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

You Jia
Official, Department of Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Représentante, Département du contrôle des armements et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Qin Xin

Official, Embassy of the People's Republic of China
Représentant, Ambassade de la République populaire de Chine

Colombia / Colombie

Camilo Reyes Rodriguez

Vice Minister of Foreign Affairs
Sous-ministre des Affaires étrangères

Alfonso Lopez Caballero

Ambassador of Canada
Ambassadeur du Canada

Camilo Ruiz

Counsellor, Permanent Mission to the UN, Geneva
Conseiller de la Mission colombienne à Genève

Graciela Uribe Lozana

Counsellor, Embassy of Colombia
Conseillère, Ambassade de Colombie

Paul de Bedout

Minister, Embassy of Colombia
Ministre, Ambassade de Colombie

Helena Durán

First Secretary, Embassy of Colombia
Premier secrétaire, Ambassade de Colombie

Cook Islands / Îles Cook

Sir Geoffrey Henry

Prime Minister
Premier ministre

James Gosselin

International Affairs and Legal Advisor to the Prime Minister
Conseiller du Premier ministre pour les affaires internationales et juridiques

Costa Rica / Costa Rica

Jorge Vargas Espinosa

Deputy Minister of the Interior
Sous-ministre de l'Intérieur

Carlos Miranda

Ambassador of Costa Rica
Ambassadeur du Costa Rica

José Fabio Pizarro

Director, Plans and Operations, Ministry of Public Security
Directeur, Plans et Opérations, ministère de la Sécurité publique

Côte d'Ivoire / Côte d'Ivoire

National Delegations / Délégations nationales

Amara Essy

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Jean Obeo-Coulibaly

*Ambassador of Côte d'Ivoire
Ambassadeur de Côte d'Ivoire*

Maj Bendjini Joseph Moke

*Ministry of Defence
Ministère de la Défense*

Konan Kouame

*First Counsellor, Embassy of Côte d'Ivoire
Premier conseiller, Ambassade de Côte d'Ivoire*

Mina Marie Balde

*Ministry of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères*

Eric N'Dri

*Counsellor, Côte d'Ivoire
Conseiller, Côte d'Ivoire*

VA

Kouakou Kaudio

*Counsellor, Economic Affairs, Embassy of Côte d'Ivoire
Conseiller économique, Ambassade de Côte d'Ivoire au Canada*

Gnagne Albert

*First Secretary, Embassy of Côte d'Ivoire
Premier secrétaire, Ambassade de Côte d'Ivoire*

Yao Attamah

*First Secretary, Consular Affairs, Embassy of Côte d'Ivoire
Premier secrétaire, Affaires consulaires, Ambassade de Côte d'Ivoire*

Fernand Ahibo

*Third Secretary, Embassy of Côte d'Ivoire
Troisième secrétaire, Ambassade de Côte d'Ivoire*

Abdoulaye Ouattara

*First Secretary, Financial Affairs, Embassy of Côte d'Ivoire
Premier secrétaire, Affaires financières, Ambassade de Côte d'Ivoire*

Croatia / Croatie

Ivo Sanader

*Deputy Minister of Foreign Affairs
Sous-ministre des Affaires étrangères*

Zeljko Urban

*Ambassador of Croatia
Ambassadeur de Croatie*

National Delegations / Délégations nationales

Zdravka Busic*Pres., Parl. Cttee for Interparliamentary Cooperation and VP for Foreign Relations**Présidente, Comité parlementaire pour la coopération interparlementaire et vice-présidente des Relations étrangères***Ranko Vilovic***Head of Department, Ministry of Foreign Affairs**Chef de département, ministère des Affaires étrangères***Slavko Haluzan***Head of Department, Ministry of Defence**Chef de département, ministère de la Défense***Kolinda Grabar***Counsellor, Embassy of Croatia**Conseiller, Ambassade de Croatie***Miroslav Kovacic***Head of Deputy Minister's Office**Chef de cabinet du Vice-ministre***Vlasta Brkljadic***Desk Officer, Ministry of Foreign Affairs**Responsable de secteur, ministère des Affaires étrangères***Cuba / Cuba****Maria de los Angeles Florez Prida***Deputy Minister of Foreign Affairs**Vice-ministre des Affaires étrangères***Bienvenido García Negrín***Ambassador, Embassy of Cuba**Ambassadeur, Ambassade de Cuba***Rodolfo Eliseo Benitez Verson***Secretary, Permanent Mission to the UN**Secrétaire, Mission cubaine aux Nations unies***Luis Cuervo Tuero***Military Expert**Expert militaire***Cyprus / Chypre****Alecos Shambos***Ambassador and Permanent Secretary, Ministry of Foreign Affairs**Ambassadeur et secrétaire permanent, ministère des Affaires étrangères***George Chacalli***First Secretary, Cyprus High Commission, Washington**Premier secrétaire, Haut-commissariat de Chypre à Washington***Czech Republic / République tchèque**

National Delegations / Délégations nationales

Karel Kovanda
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Stanislav Chýlek
Ambassador of the Czech Republic
Ambassadeur de la République tchèque

Miroslav Tuma
Deputy Director, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, ministre des Affaires étrangères

Ladislav Zák
Director, Ministry of Defence
Directeur, ministère de la Défense

Martin Kosatka
Deputy Head of Mission, Embassy of Czech Republic
Chef de mission adjoint, Ambassade de la République tchèque

Democratic Republic of the Congo / République Démocratique du Congo

Sampassa Kaweta Milombe
Ambassador of the Democratic Republic of the Congo
Ambassadeur de la République démocratique du Congo

Wawa Barnialy
Director of International Organizations, Ministry of Foreign Affairs
Directeur des organisations internationales, ministère des Affaires étrangères

Dowe Mpongo
Minister Counsellor, Embassy of the Democratic Republic of the Congo
Ministre-conseiller, Ambassade de la République démocratique du Congo

Denmark / Danemark

Poul Nielson
Minister for Development Cooperation
Ministre de la Coopération au développement

Hans Klingenberg
Head of Department, Ministry of Foreign Affairs
Directeur de département, ministère des Affaires étrangères

Niels Severin Munk
Deputy Head of Department, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint de département, ministère des Affaires étrangères

Henrik Kiil
Principal Private Secretary to the Minister of Foreign Affairs
Secrétaire privé du ministre des Affaires étrangères

Jorgen M Behnke
Ambassador of Denmark
Ambassade du Danemark

National Delegations / Délégations nationales

Susanne Shine
First Secretary, Embassy of Denmark
Premier secrétaire, Ambassade du Danemark

Gunvor Harbo Poulsen
Embassy of Denmark
Ambassade du Danemark

Soren Nielsen
Embassy of Denmark
Ambassade du Danemark

Djibouti / Djibouti

Roble Olhaye
Ambassador, Embassy of the Republic of Djibouti to the US
Ambassadeur de la République de Djibouti aux États-Unis

Dominica / Dominique

Jean-François Michel
Minister Counsellor, High Commission of Dominica
Ministre-conseiller, Haut-commissariat de la Dominique

C. Omelda Dasent
First Secretary, High Commission of Dominica
Premier secrétaire, Haut-commissariat de la Dominique

Dominican Republic / République Dominicaine

Bernardo Vega
Ambassador of the Dominican Republic in the United States
Ambassadeur de la République dominicaine aux États-Unis

Col Felipe Reyes Espejo
Director, Plans and Operations, State Secretary of the Armed Forces
Directeur des plans et opérations, secrétaire d'État des Forces armées

P.N. Jose Isaias Santana Morillo

Julio Cesar Valentin

Ecuador / Équateur

Diego Ribadeneira
Vice Minister of Foreign Affairs
Sous-ministre des Affaires étrangères

Manuel A. Pesantes
Ambassador of Ecuador
Ambassadeur de l'Équateur

National Delegations / Délégations nationales

Galo Larenas
Minister, Embassy of Ecuador
Ministre, Ambassade de l'Équateur

Col Carlos Moncayo
Member of Ministry of Defence
Membre du ministère de la Défense

Javier Vargas
Officer, Embassy of Ecuador
Agent, Ambassade de l'Équateur

El Salvador / El Salvador

Mauricio Rosales-Rivera
Ambassador of El Salvador
Ambassadeur du Salvador

Carolina Calderón
Minister Counsellor, Embassy of El Salvador
Ministre-conseiller, Ambassade du Salvador

Ricardo A. Cisneros
First Secretary, Embassy of El Salvador
Premier secrétaire, Ambassade du Salvador

Eritrea / Érythrée

Nura M. Omer
First Secretary and Consul, Embassy of Eritrea
Consul/Premier secrétaire, Ambassade d'Érythrée

Ahmed M. Iman
Head of Consular Affairs, Embassy of Eritrea
Chef des Affaires consulaires, Ambassade d'Érythrée

Estonia / Estonie

Kalev G. Stoicescu
Ambassador of Estonia
Ambassadeur d'Estonie

Ethiopia / Éthiopie

Fecadu Gadamu
Ambassador of Ethiopia
Ambassadeur d'Éthiopie

Wahide Belay
Counsellor, Embassy of Ethiopia
Conseiller, Ambassade d'Éthiopie

Fiji / Fidji

National Delegations / Délégations nationales

Poseci W. Bune
Ambassador, Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Dorothy Elaine Pressman
Honorary Consul of Fiji
Consul honoraire de Fidji

Finland / Finlande

Pasi Patokallio
Deputy Director General, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général adjoint, ministère des Affaires étrangères

Timo Kantola
First Secretary
Premier secrétaire

Ilkka-Pekka Similä
First Secretary
Premier secrétaire

Tarja Kantola
Special Advisor
Conseiller spécial

Laura Lodenius
NGO Representative from Finnish Campaign to Ban Landmines
Représentant des ONG, Campagne finlandaise pour l'interdiction des mines

France / France

Charles Josselin
Secretary of State for Cooperation
Secrétaire d'État à la Coopération

Joëlle Bourgois
Ambassador, Permanent Representative to the Conference on Disarmament in Geneva
Ambassadeur et Représentant permanent à la Conférence sur le désarmement à Genève

Christine Taubira-Delannon
Deputy to Guyana
Député de la Guyane

Phillippe Chabasse
Co-president of "Handicap International"
Coprésident de Handicap International

Jean-Didier Roisin
Directeur des Affaires africaines et malgaches

Gen Michel Rigot
Military Director
Directeur militaire

National Delegations / Délégations nationales

Charley Causeret

*Deputy Director, Department of Human Rights, Social and Humanitarian Affairs
Sous-directeur, Droits de l'homme et Affaires humanitaires, ministère des Droits de l'homme*

Col Jean-François Bacherot

*Defence Attaché, Embassy of France
Attaché à la défense, Ambassade de France*

Christian Lechervy

*Counsellor to the Minister of Defence
Conseiller auprès du ministre de la Défense*

Col René Faure

*Defence Attaché, Embassy of France
Attaché de défense, Ambassade de France*

Pierre Jacquemot

Jean-Michel Thornary

*Counsellor to Secretary of State
Conseiller du secrétaire d'État*

Henri-Luc Thibault

*Advisor to the Secretary of State for Cooperation
Conseiller du secrétaire d'État à la Coopération*

Michelle LeForestier

Clara Wagner

*Counsellor to Secretary of State
Conseillère du secrétaire d'État*

Michel Pipelier

*Deputy Director, Institutional Development, State Secretariat for Cooperation
Sous-directeur du Développement institutionnel, Secrétariat d'État à la Coopération*

Bernard Millet

Mission d'étude, d'évaluation et de prospective, Secrétariat d'État à la Coopération

Bernard Lafont

*Ministry of Defence
Médecin chef des armées, ministère de la Défense*

Baudoin Bollaert

*Journalist
Journaliste au Figaro*

Bruno Juet

Capitaine de frégate, EMA

National Delegations / Délégations nationales

Eric Dal
Surgeon General, Department of Defence
Médecin chef des armées, ministère de la Défense

Gilles Marhic

Maurice Bleicher

Patrick L'Homme

Ingénieur, ministère de la Défense

Alexandre Ziegler
Deputy Director on Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, Désarmement, ministère des Affaires étrangères

Hélène D'Antoine
Human Rights and Humanitarian Affairs Unit
Sous-direction des Droits de l'homme et des Affaires humanitaires

François Thomas

Jean-Dominique Merchet
Journalist
Journaliste à Libération

Gabon / Gabon

Casimir Oyé-Mba
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Alphonse Oyabi-Gnala
Ambassador of Gabon
Ambassadeur du Gabon

Cmdt Guy Joseph Biwaou-Mabicka
Technical Counsellor, Minister of State, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller technique, ministre d'État responsable de la défense et de la sécurité, ministère des Affaires étrangères

Pierre Athomo Ndong
Head of Treaties, Ministry of Foreign Affairs
Directeur des traités, ministère des Affaires étrangères

Ludovic Nah
Aide de Camp to Minister of State
Aide de camp du ministre d'État

National Delegations / Délégations nationales

Lucien Moubouyi

First Counsellor, Economics, Finance & Consular Affairs, Embassy of Gabon

Premier conseiller pour les affaires économiques, financières et consulaires, Ambassade du Gabon

Gambia / Gambie

Crispin Grey-Johnson

High Commissioner for Gambia

Haut-commissaire de Gambie

Georgia / Géorgie

Tedo Japaridze

Ambassador of Georgia

Ambassadeur de Géorgie

Germany / Allemagne

Klaus Kinkel

Federal Minister for Foreign Affairs

Ministre fédéral des Affaires étrangères

Rüdiger Hartmann

Ambassador, Commissioner of the Federal Government for Disarmament and Arms Control

Ambassadeur, Commissaire du gouvernement fédéral au désarmement et au contrôle des armements

Hans-Günter Sulimma

Ambassador of Germany

Ambassadeur d'Allemagne

Walter-Jürgen Schmid

Minister Counsellor, Federal Foreign Office

Ministre-conseiller, ministère des Affaires étrangères

Gunther Mulack

Minister Counsellor, Federal Foreign Office

Ministre-conseiller, ministère des Affaires étrangères

Friedrich Ruth

Special Adviser to Federal Foreign Minister

Conseiller spécial auprès du ministre des Affaires étrangères

Klaus Scharioth

Minister Counsellor, Federal Foreign Office

Directeur, ministère des Affaires étrangères

Rüdiger Lemp

Minister-Counsellor, Federal Foreign Office

Ministre-conseiller, Ambassade d'Allemagne

LCol Peter Kallert

Ministry of Defence

Ministère de la Défense

National Delegations / Délégations nationales

Frank Neumann

*Secretary Secretary, Federal Foreign Office
Premier secrétaire, ministère des Affaires étrangères*

Jörn Kalinski

OXFAM-Deutschland

Petra Sigmund

*Media, Foreign Office
Médias, ministère des Affaires étrangères*

Renate Heiderich

*Protocol, Foreign Office
Protocole, ministère des Affaires étrangères*

Sieglinde Weiermann

*Secretary, Foreign Office
Secrétaire, ministère des Affaires étrangères*

Michael Kammann

*Security
Sécurité*

Gero Friedrich

*Security
Sécurité*

Ulrich Köhn

*First Secretary (Press) Embassy of Germany
Premier secrétaire (Presse), Ambassade d'Allemagne*

Christine Albrecht

*Protocol, Embassy of Germany
Protocole, Ambassade d'Allemagne*

Regina Mittner-Robinson

*German Embassy
Ambassade d'Allemagne*

Cordula Stoecker-Alario

*Attaché, German Embassy
Attaché, Ambassade d'Allemagne*

Perry Notbohm-Ruh

*Interpreter, Foreign Office
Interprète, ministère des Affaires étrangères*

Christine Rieger

*German Embassy
Ambassade d'Allemagne*

Frank Rockenfeld

*German Embassy
Ambassade d'Allemagne*

National Delegations / Délégations nationales

Ghana / Ghana

Oliver Lawluvi
High Commissioner for Ghana
Haut-commissaire du Ghana

Col A.B. Donkor
Judge Advocate General, Ghana Armed Forces
Juge-avocat général des Forces armées du Ghana

Greece / Grèce

John-Alexander Thomoglou
Ambassador of Greece
Ambassadeur de Grèce

Constantine O. Giovas
First Counsellor, Embassy of Greece
Premier conseiller, Ambassade de Grèce

Ilias Krispis
Professor of International Law, University of Athens
Professeur de droit international, Université d'Athènes

Cdr Ioannis Kidoniefs
Defense Attaché, Embassy of Greece
Attaché militaire, Ambassade de Grèce

Yorgos Dardavillas
Counsellor Press Office, Embassy of Greece
Conseiller au Bureau de presse, Ambassade de Grèce

Dimitrios Ioannou
First Secretary, Consulate General of Greece
Premier secrétaire, Consulat général de Grèce

George Alamanos
First Secretary, Embassy of Greece
Premier secrétaire, Ambassade de Grèce

Stelios Korkidis
Attache, Press Office, Embassy of Greece
Attaché, Service de presse, Ambassade de Grèce

Theodore Anastasakos
Embassy of Greece
Membre du personnel, Ambassade de Grèce

Grenada / Grenade

George R.E. Bullen
High Commissioner for Grenada
Haut-commissaire de la Grenade

Guatemala / Guatemala

National Delegations / Délégations nationales

Eduardo Stein Barillas
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Francisco Villagran de Leon
Ambassador of Guatemala
Ambassadeur du Guatemala

Jose Luis Chea Urruela
Ambassador of Guatemala to the OAS
Ambassadeur du Guatemala à l'OEA

Raul Lopez Orellana
Official, Ministry of Foreign Affairs
Représentant, ministère des Affaires étrangères

Carmen Aguilera
Counsellor, Embassy of Guatemala
Conseiller, Ambassade du Guatemala

Guinea / Guinée

Thierno Habib Diallo
Ambassador of Guinea
Ambassadeur de Guinée

François Louseny Fall
National Director for Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Directeur national des affaires juridiques, ministère des Affaires étrangères

Hadiatou Sow
Counsellor, Embassy of Guinea
Conseillère, Ambassade de Guinée

Guinea-Bissau / Guinée-Bissau

Rufino Jose Mendes
Ambassador of Guinea-Bissau
Ambassadeur de Guinée-Bissau

LCol Marcos Thomas Lopes
Battalion Commander, Ministry of Defence
Commandant de bataillon, ministère de la Défense

Regina Gomes
Ambassador, Judicial Matters, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur aux affaires judiciaires, ministère des Affaires étrangères

Guyana / Guyana

Brindley H. Benn
High Commissioner for Guyana
Haut-commissaire du Guyana

National Delegations / Délégations nationales

Jennifer L. Wills
First Secretary, Embassy of Guyana
Premier secrétaire, Ambassade du Guyana

Haiti / Haïti

Pierre Lelong
Ambassador of Haiti to the UN
Ambassadeur d'Haïti auprès des Nations unies

Lhande Henriquez
Minister Counsellor, Embassy of Haiti
Ministre-conseiller, Ambassade de l'Haïti

Carole Prével
Minister Counsellor, Embassy of Haiti
Ministre-conseiller, Ambassade de l'Haïti

Holy See / Saint-Siège

Msgr Jean-Louis Tauran
Secretary for Relations with States
Secrétaire pour les relations du Saint-Siège avec les États

Mgr. Carlo Curis
Assistant Head of Delegation
Chef adjoint de la délégation

Msgr Alain Lebeauvin
Counsellor
Conseiller

Msgr Vito Rallo
Counsellor
Conseiller

Sister Hélène Paradis
Delegate
Déléguée

Joseph Gunn
Delegate
Délégué

Honduras / Honduras

J. Delmer Urbizo
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Marlene Villela de Talbott
Permanent Representative of Honduras to the OAS
Représentant permanent du Honduras à l'OEA

National Delegations / Délégations nationales

Maria Eugenia Reyes De Naranjo
Chargé d'affaires, Embassy of Honduras
Chargé d'affaires, Ambassade du Honduras

Guadalupe Carias
Counsellor for Honduras to the OAS
Conseillère du Honduras à l'OEA

Carlos Mauricio Ortega Santos
Press Delegate
Délégué de presse

Jose Efrain Rivera Cruz
Press Delegate
Délégué auprès des médias

Juan Carlos Vasquez
Press Delegate
Délégué auprès des médias

Samuel Garcia
Photographer
Photographe

Loida Lastra
Photographer
Photographe

Maria del Carmen De Urbizo
Spouse of Minister of Foreign Affairs
Épouse du ministre des Affaires étrangères

Hungary / Hongrie

László Kovacs
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Imre Mécs
President, Parliamentary Committee of Defence
Président, Comité parlementaire de la défense

István Gyarmati
Deputy State Secretary, Ministry of Defence
Secrétaire d'État adjoint, ministère de la Défense

László Pap
Chief of Cabinet, Ministry of Foreign Affairs
Chef de cabinet, ministère des Affaires étrangères

Gábor Horvath
Spokesman, Ministry of Foreign Affairs
Porte-parole, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

László Várkonyi
Head of Department, Ministry of Foreign Affairs
Chef de département, ministère des Affaires étrangères

Istvan Torzsa
Chargé d'affaires
Chargé d'affaires

Nobert Konkoly
Consul, Press and Cultural Affairs
Consul, presse et affaires consulaires

László Molnár
Ministerial Commissioner for Non-Proliferation
Commissaire ministériel à la non-prolifération

László Szatmari
Advisor, Ministry of Defence
Conseiller, ministère de la Défense

Iceland / Islande

Helgi Ágústsson
Permanent Under-Secretary for Ministry of Foreign Affairs
Sous-secrétaire permanent, ministère des Affaires étrangères

Amor Sigurjónsson
Counsellor of Defence, Embassy of Iceland, Washington, D.C.
Conseiller à la défense, Ambassade d'Islande à Washington

Indonesia / Indonésie

Edi Sudradjat
Minister of Defence and Security
Ministre de la Défense et de la Sécurité

Benjamin Parwoto
Ambassador of Indonesia
Ambassadeur d'Indonésie

R.M. Sunardi
Senior Adviser to the Minister of Defence and Security
Conseiller principal du ministre de la Défense et de la Sécurité

S.A. Supardi
Secretary of the Minister of Defence and Security
Secrétaire du ministre de la Défense et de la Sécurité

Sulastri S. Martosoendjojo
Minister Counsellor, Embassy of Indonesia
Ministre-conseiller, Ambassade d'Indonésie

Hasan Kleib
Official of the Directorate of International Organizations
Officiel de la Direction des organisations internationales

National Delegations / Délégations nationales

Iran (Islamic Republic of) / Iran

S.M.H. Adeli
Ambassador of Iran
Ambassadeur d'Iran

Reza Shaker
Counsellor, Embassy of Iran
Conseiller, Ambassade d'Iran

Ahmad Sadeghi
Second Secretary, Embassy of Iran
Deuxième secrétaire, Ambassade d'Iran

Ireland / Irlande

David Andrews
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Paul Dempsey
Ambassador of Ireland
Ambassadeur d'Irlande

Richard Townsend
Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs
Secrétaire adjoint, ministère des Affaires étrangères

Adrian O'Neill

Darach MacFhionnbhairr
Ministry of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Helen Browne
Ministry of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Maeve Collins
Embassy of Ireland
Ambassade d'Irlande

Conor O'Riordan
Private Secretary to the Minister of Foreign Affairs
Secrétaire particulier du ministre des Affaires étrangères

Christopher McCambley

D. Andrews
Spouse of Foreign Minister
Épouse du ministre des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Israel / Israël

David Sultan
Ambassador of Israel
Ambassadeur d'Israël

Shimon Stein

Chen Ivri
Counsellor, Embassy of Israel
Conseiller, Ambassade d'Israël

Aharon Shahar

Chanoch Bar-Levy

Italy / Italie

Lamberto Dini
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Giovanni Forcieri
Member, Defence Committee of the Senate
Membre, Comité de la défense du Sénat

Achille Occhetto
President of Foreign Affairs Committee of Chamber of Deputies
Président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des députés

Jas Gawronski
Member, Foreign Affairs Committee of the Senate
Membre de la Commission des affaires étrangères du Sénat

Fabio Calzavara
Member, Foreign Affairs Committee of the Chamber of Deputies
Membre de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des députés

Andrea Negrotto Cambiaso
Ambassador of Italy
Ambassadeur d'Italie

Luigi Lauriola
Coordinator, Security and Disarmament Issues, Ministry of Foreign Affairs
Coordonnateur, Affaires de la sécurité et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

Silvio Fagiolo
Senior Political Advisor, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller politique principal, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Giampiero Massolo

Director, Press and Information Services, Ministry of Foreign Affairs

Directeur, Services de presse et d'information, ministère des Affaires étrangères

Roberto Liotto

Director of Political Affairs, Disarmament Office, Ministry of Foreign Affairs

Directeur des affaires politiques, Bureau du désarmement, ministère des Affaires étrangères

Antonella Deledda

Research and Studies, Chamber of Deputies

Chambre des députés - Recherche et Service d'études

Nicola Benedizione

Senate, Protocol Office

Sénat - Bureau du protocole

Enrico Oliverio

Press and Information Service, Ministry of Foreign Affairs

Service de presse et d'information, ministère des Affaires étrangères

Sandro De Bernardin

Minister Counsellor, Embassy of Italy

Ministre-conseiller, Ambassade d'Italie

Michele Baiano

First Secretary, Embassy of Italy

Premier secrétaire, Ambassade d'Italie

Alessandro Gaudiano

Counsellor, Commercial Division, Embassy of Italy

Conseiller (commercial), Ambassade d'Italie

Patricia Bucciero

Press Attaché, Embassy of Italy

Attaché de presse, Ambassade d'Italie

Arturo Palombo

Embassy of Italy

Ambassade d'Italie

Bgen Giuseppe Fasciani

Defence and Military Attaché, Embassy of Italy

Attaché de défense et attaché militaire, Ambassade d'Italie

Col Giuseppe Cornacchia

Ministry of Defence

Ministère de la Défense

Rita Cacciotti

Embassy of Italy

Ambassade d'Italie

Claudio Olmeda

Studies Bureau, the Senate

Bureau d'études, Sénat

National Delegations / Délégations nationales

Jamaica / Jamaïque

A.J. Nicholson
Minister of Legal Affairs and Attorney General of Jamaica
Ministre des Affaires juridiques et Procureur général de la Jamaïque

Maxine Roberts
High Commissioner for Jamaica
Haut-commissaire de la Jamaïque

Ann Scott
Counsellor, High Commission of Jamaica
Conseiller, Haut-commissariat de la Jamaïque

Japan / Japon

Keizo Obuchi
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Nobuyasu Abe
Director General, Arms Control and Scientific Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général, Contrôle des armes et affaires scientifiques, ministère des Affaires étrangères

Haruhisa Somaya
Assistant Director, Arms Control and Disarmament Division, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, Division du contrôle des armements et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

Taku Kobayashi
Media
Médias

Yoshiko Kijima
Assistant Director, Multilateral Cooperation Department, UN Administrative Division, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, Département de la coopération multilatérale, Division administrative de l'ONU, ministère des Affaires étrangères

Tsuyoshi Sunohara
Media
Médias

Kenichi Takaishi
Media
Médias

Kazuyuki Fujii
Assistant Director, Oceania Division, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, Division de l'Océanie, ministère des Affaires étrangères

Kouichi Ai
Interpreter, Second North American Division, Ministry of Foreign Affairs
Interprète, Deuxième division de l'Amérique de Nord, ministère des Affaires étrangères

Osamu Umeno
Media
Médias

National Delegations / Délégations nationales

Tadamichi Yamamoto

Director, First North American Division, Ministry of Foreign Affairs

Directeur, Première division de l'Amérique de Nord, ministère des Affaires étrangères

Yutaka Arima

Media, Ministry of Foreign Affairs

Médias, ministère des Affaires étrangères

Kiminori Iwama

Deputy Director, Press Division, Ministry of Foreign Affairs

Directeur adjoint, Division de la presse, ministère des Affaires étrangères

Nobuaki Taga

Official Photographer, Press Division, Ministry of Foreign Affairs

Photographe officiel, Division de la presse, ministère des Affaires étrangères

Tomio Shimoji

Press Division, Ministry of Foreign Affairs

Division de la presse, ministère des Affaires étrangères

Akiyoshi Hanzawa

Press Division, Ministry of Foreign Affairs

Division de la presse, ministère des Affaires étrangères

Takahisa Tsugawa

Deputy Director, International Press Division, Ministry of Foreign Affairs

Directeur adjoint, Division de la presse internationale, ministère des Affaires étrangères

Hideo Matsushita

Media

Médias

Moriyoshi Kabe

Private Secretary to Minister of Foreign Affairs

Secrétaire particulier du ministre des Affaires étrangères

Akitaka Saiki

Private Secretary to Minister of Foreign Affairs

Secrétaire particulier du ministre des Affaires étrangères

Tsutomu Yamaki

Security Officer, Minister of Foreign Affairs

Agent de sécurité, ministère des Affaires étrangères

Yoshio Shinomiya

Security Officer, Minister of Foreign Affairs

Agent de sécurité, ministère des Affaires étrangères

Yoshio Ikeda

Interpreter

Interprète

Keiko Iizuka

Media

Médias

National Delegations / Délégations nationales

Norie Kakegawa
Embassy of Japan
Ambassade du Japon

Yuriko Narui
Embassy of Japan
Ambassade du Japon

Rumi Ariyoshi
Embassy of Japan
Ambassade de Japon

Yukiko Harimoto
Embassy of Japan
Ambassade de Japon

Lynn Richie
Embassy of Japan
Ambassade du Japon

Jordan / Jordanie

Samir Khalifeh
Ambassador of Jordan
Ambassadeur de Jordanie

Prince HRH Zeid Bin Ra'ad
Deputy Chief of Jordan Mission at the UN
Chef adjoint, Mission de la Jordanie auprès des Nations unies

Col Mohamad Farghal
Military Counsellor, Permanent Mission at the UN
Conseiller militaire, Mission permanente de la Jordanie auprès Nations unies

Sami Lash
Minister, Embassy of Jordan
Ministre plénipotentiaire, Ambassade de Jordanie

Mohammad Homoud
Counsellor, Embassy of Jordan
Conseiller, Ambassade de Jordanie

Maha Khalifeh
Spouse of H.E. Samir Khalifeh
Épouse de S.E. M. Samir Khalifeh

Kenya / Kenya

H.M.S. Bagha
High Commissioner for Kenya
Haut-commissaire du Kenya

S.N. Mathenge
Counsellor, High Commission of Kenya
Conseiller, Haut-commissariat du Kenya

National Delegations / Délégations nationales

J.O. Kiserema
Second Secretary, High Commission of Kenya
Deuxième secrétaire, Haut-commissariat du Kenya

Kuwait / Koweït

Ahmed Al-Farscy
Assistant Undersecretary, Ministry of Defense
Sous-secrétaire adjoint, ministère de la Défense

Mohammed F. Khalaf
Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller, ministère des Affaires étrangères

Abdullatif Al-Mowash
Counsellor, Embassy of Kuwait
Conseiller, Ambassade du Koweït

Kyrgyzstan / Kirghizistan

Erkin Mamkulov
Deputy Chief of Mission, Embassy of the Kyrgyz Republic in the U.S.
Chef de mission adjoint, Ambassade du Kirghizistan aux États-Unis

Oulan Djoussoupov
Attaché, Embassy of Kyrgyz
Attaché, Ambassade du Kirghizistan

Lao People's Democratic Republic / République démocratique populaire Lao

Aloukèo Kittikhoun
Ambassador and Permanent Representative of the Lao People's
Ambassadeur et Représentant permanent de la République démocratique populaire Lao

Kanika Phommachan
Director, Department of International Organizations
Directrice, Département des organisations internationales

MGen Boudeuang Phansotsai
Department of External Relations, MOD
Département des relations extérieures, ministère de la Défense

Chacky Boudtavong
Chief of Division, Department of International Organizations, MFA
Chef de division, Département des organisations internationales, ministère des Affaires étrangères

Latvia / Lettonie

Georgs Andrejevs
Ambassador of Latvia
Ambassadeur de Lettonie

Lebanon / Liban

National Delegations / Délégations nationales

Assem Jaber
Ambassador of Lebanon
Ambassadeur du Liban

Mansour Abdallah
First Secretary, Embassy of Lebanon
Premier secrétaire, Ambassade du Liban

Lesotho / Lesotho

K.A. Maope
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

N.A. Ncholu
Principal Secretary (Defence)
Secrétaire principal (Défense)

O.C. Chakache
Deputy Director, General National Security Service
Directeur adjoint, Service général de sécurité nationale

Col S Malikelle
LDF

B. Nteso
Deputy Chief of Mission
Chef de mission adjoint

M. Tsiboho
First Secretary, Protocol
Premier secrétaire, Protocole

Libyan Arab Jamahiriya / Jamahiriya arabe libyenne

Mohamed H. Matri
Counsellor at the Libyan Mission to the UN
Conseiller auprès de la Mission de Libye aux Nations unies

Liechtenstein / Liechtenstein

Claudia Fritsche
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Lithuania / Lituanie

Alfonsas Eidintas
Ambassador of Lithuania
Ambassadeur de Lituanie

Ausrine Simanaitiene
First Secretary, Embassy of Lithuania
Premier secrétaire, Ambassade de Lituanie

National Delegations / Délégations nationales

Luxembourg / Luxembourg

Alex Bodry
Minister of the Public Force
Ministre de la Force publique

Alphonse Berns
Ambassador of Luxembourg
Ambassadeur du Luxembourg

Marco Mille
Chargé d'affaires, Ministry of Foreign Affairs
Chargé d'affaires, ministère des Affaires étrangères

Madagascar / Madagascar

Gen Marcel Ranjeva
Minister of Defence
Ministre de la Défense

René Fidèle Rajaonah
Ambassador of Madagascar
Ambassadeur de Madagascar

Bgen Alexis Célin Zafindravaka
Director, Ministry of Defence
Directeur, ministère de la Défense

Bgen Jules Mamizara
Secretary General, Ministry of Defence
Secrétaire général, ministère de la Défense

Malawi / Malawi

Mapopa Chipeta
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Joseph Kubwalo
Minister of Defence
Ministre de la Défense

B.M. Msaka
High Commissioner for Malawi
Haut-commissaire du Malawi

Vera Chirwa
Representative of NGOs
Représentant des ONG

M.D. Chibwana
Assistant Director, Political Affairs
Directeur adjoint, Affaires politiques

National Delegations / Délégations nationales

Maxwell Mkumba

*Special Assistant to Minister of Defence
Adjoint spécial du ministre de la Défense*

Malaysia / Malaisie

Dato' Abdullah Zawawi bin Haji Mohamed

*High Commissioner for Malaysia
Haut-commissaire de la Malaisie*

Datin Jamilah A. Zawawi

*Spouse of the High Commissioner
Epouse du Haut-commissaire*

Jaafar Manaf

*Counsellor, Political Affairs, High Commission of Malaysia
Conseiller, Affaires politiques, Haut-commissariat de Malaisie*

Jojie Samuel

*Second Secretary, High Commission of Malaysia
Deuxième secrétaire, Haut-commissariat de Malaisie*

Mali / Mali

Modibo Sidibé

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Diakité Manassa Danioko

*Ambassador of Mali
Ambassadeur du Mali*

Cheickna Keita

*Counsellor, Embassy of Mali
Conseiller, Ambassade du Mali*

Malta / Malte

Mark Anthony Micallef

*High Commissioner for Malta
Haut-commissaire de Malte*

Marshall Islands / Îles Marshall

Laurence N. Edwards

*Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies*

Lance Blank

*Advisor
Conseiller*

Mauritania / Mauritanie

National Delegations / Délégations nationales

Mohamed Ould Maawiya
Secretary General, Ministry of Foreign Affairs
Secrétaire général, ministère des Affaires étrangères

Abdel-Majid Kamil
Ambassador of Mauritania
Ambassadeur de Mauritanie

Abdoul Ba
Deputy Director, for European and American Affairs
Directeur adjoint, Affaires européennes et américaines

Col Mohamed Ould Salikou
Defence Attaché, Embassy of Mauritania in Paris
Attaché de la défense, Ambassade de Mauritanie à Paris

Sidi Ould Mohamed Lagdhaf
Counsellor, Embassy of Mauritania
Conseiller, Ambassade de Mauritanie

Mauritius / Maurice

Rajkeswur Purryag
Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and International Trade
Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et du Commerce international

Taye Wah Wan Chat Kwong
Permanent Representative at the UN
Représentant permanent auprès des Nations unies

Mexico / Mexique

Angel Gurría
Secretary of Foreign Affairs
Secrétaire aux Affaires étrangères

Sergio González-Gálvez
Undersecretary of Multilateral Affairs Ministry of Foreign Affairs
Sous-secrétaire aux affaires multilatérales, ministère des Affaires étrangères

Sandra Fuentes
Ambassador of Mexico
Ambassadeur du Mexique

Héctor Romero
Deputy Head of Mission, Embassy of Mexico
Chef de mission adjoint

Enrique Escorza
First Secretary, Embassy of Mexico
Premier secrétaire, Ambassade du Mexique

Eduardo Baca
Second Secretary, Embassy of Mexico
Deuxième secrétaire, Ambassade du Mexique

National Delegations / Délégations nationales

Esmeralda Reyna
Press Attaché, Embassy of Mexico
Attaché de presse, Ambassade du Mexique

Monaco / Monaco

Jean Gréther
Ambassador of Monaco to Belgium
Ambassadeur de Monaco en Belgique

Michel Pasquin
Consul General of Monaco
Consul général de Monaco

Marie Gréther

Mongolia / Mongolie

Jargalsaikhany Enkhsaikhan
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Morocco / Maroc

Mohammed Amar
Counsellor, Permanent Mission to the UN
Conseiller, Mission permanente auprès des Nations unies

El Houcine Fardani
Chargé d'affaires, Embassy of Morocco
Chargé d'affaires, Ambassade du Maroc

Moulay Larbi El Alaoui
Economic Counsellor, Embassy of Morocco
Conseiller, Affaires économiques, Ambassade du Maroc

Riad Ramzi
First Secretary, Commercial, Embassy of Morocco
Premier secrétaire, Affaires commerciales, Ambassade du Maroc

Mozambique / Mozambique

Leonardo Santos Simao
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Mascos, G. Namashulua
Ambassador of Mozambique
Ambassadeur du Mozambique

Osorio Mateus Severiano
Executive Director, National Demining Commission
Directeur exécutif, Commission nationale de déminage

National Delegations / Délégations nationales

Eugénio do Cormo Artur Come
Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
Troisième secrétaire, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

Namibia / Namibie

Theo Ben Gurirab
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Veicco K. Nghiwete
High Commissioner for Namibia in Washington
Haut-commissaire de Namibie auprès du Canada à Washington

Ruben Philander
Lawyer, High Commission for Namibia in Washington
Avocat, Haut-commissariat de Namibie auprès du Canada à Washington

Albertus Naruseb
Personal Assistant to Minister of Foreign Affairs
Adjoint personnel du ministre des Affaires étrangères

Nepal / Népal

Lava Devacota
Chargé d'affaires
Chargé d'affaires

Netherlands / Pays-Bas

Hans A.F.M.O. van Mierlo
Minister of Foreign Affairs and Vice Prime Minister
Ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre

Dirk Jan van Houten
Ambassador Kingdom of the Netherlands
Ambassadeur des Pays-Bas

Henk Revis
Counsellor, Embassy of the Kingdom of the Netherlands
Conseiller, Ambassade des Pays-Bas

Pim W. Waldeck
Spokesman for the Minister of Foreign Affairs
Porte-parole du ministre des Affaires étrangères

S.T. Blankhart
Head of the Conflict Management, Prevention and Humanitarian Aid Department
Chef, Gestion des conflits, ministère de la Prévention et de l'Aide humanitaire

M.E.C. Gevers
Head of Nuclear and Non-Proliferation Division, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, Division des affaires nucléaires et de la non-prolifération, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

R. Swartbol

*Private Secretary to the Minister of Foreign Affairs
Secrétaire particulier du ministre des Affaires étrangères*

Paul van den Ijssel

*Nuclear and Non-Proliferation Division, Ministry of Foreign Affairs
Chef, Division des affaires nucléaires et de la non-prolifération, ministère des Affaires étrangères*

Wim Bargerbos

*General Policy Department, Ministry of Defence
Service de la politique générale, ministère de la Défense*

Meike Bos

*Head, Press and Cultural Section
Chef, Section de la presse et des affaires culturelles*

Pieter van Rossem

*Pax Christi (NGO)
Pax Christi (ONG)*

New Zealand / Nouvelle-Zélande

Deborah Morris

*Minister of Youth Affairs
Ministre de la Jeunesse*

Richard James Gerard

*High Commissioner for New Zealand
Haut-commissaire de Nouvelle-Zélande au Canada*

Stephen Jacobi

*Deputy High Commissioner, New Zealand High Commission
Haut-commissaire adjoint, Haut-commissariat de Nouvelle-Zélande*

Col Brendan Fraher

*Military Adviser, New Zealand Permanent Mission to the UN
Conseiller militaire, Mission permanente de Nouvelle-Zélande auprès des Nations unies*

Gp Capt Peter Stockwell

*Defence Adviser, New Zealand High Commission
Conseiller en matière de défense, Haut-commissariat de la Nouvelle-Zélande*

Emma Reid

*Executive Assistant to the Minister
Adjoint exécutif du ministre*

Barry Glover

*First Secretary, New Zealand High Commission
Premier secrétaire, Haut-commissariat de Nouvelle-Zélande*

John Head

*Governor, New Zealand Campaign Against Landmines
Président, Campagne de Nouvelle-Zélande contre les mines antipersonnel*

National Delegations / Délégations nationales

Iain Wood

*Research Assistant, New Zealand High Commission
Adjoint de recherche, Haut-commissariat de Nouvelle-Zélande*

Nicaragua / Nicaragua

Edmundo Castillo Salazar

*Vice Minister of Foreign Affairs
Sous-ministre des Affaires étrangères*

Lisbeth Samaorriba Galo

*Legal Advisor, International Judicial General Direction Ministry of Foreign Affairs
Conseiller juridique, Direction générale judiciaire internationale, ministère des Affaires étrangères*

Niger / Niger

Ousmane Issoufou Oubandawaki

*Minister of Defence
Ministre de la Défense*

Aboubacar Abdou

*Ambassador of Niger
Ambassadeur du Niger*

Boubacar Boureïma

*Director of Judicial and Consular Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, Affaires judiciaires et consulaires, ministère des Affaires étrangères*

Boubakar Adamou

*Counsellor, Embassy of Niger
Conseiller, Ambassade du Niger*

Norway / Norvège

Knut Volleback

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Bjorn Skogmo

*Ambassador, Permanent Representative for the Mission of Norway in Geneva
Ambassadeur et Représentant permanent, Mission de la Norvège à Genève*

Johan L. Løvald

*Ambassador of Norway
Ambassadeur de Norvège*

Jørg Willy Bronebakk

*Director General, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général, ministère des Affaires étrangères*

Ragne Birthe Lund

*Ambassador for Humanitarian and Refugee Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur pour les affaires humanitaires et des réfugiés, ministère des Affaires étrangères*

National Delegations / Délégations nationales

Ingyard Havnen

*Press Spokesman, Ministry of Foreign Affairs
Porte-parole, ministère des Affaires étrangères*

Steffen Kongstad

*Minister Counsellor, Permanent Mission of Norway to the UN in Geneva
Ministre-conseiller, Mission permanente de Norvège auprès de l'ONU à Genève*

Gro Nystuen

*Head of Division, Ministry of Foreign Affairs
Chef de division, ministère des Affaires étrangères*

Jørn Gjelstad

*Adviser, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller, ministère des Affaires étrangères*

Kari M. Bjørnsgaard

*Senior Executive Officer, Ministry of Foreign Affairs
Agent de la haute direction, ministère des Affaires étrangères*

Klaus Vaenø

*Senior Executive Officer, Ministry of Defence
Agent de la haute direction, ministère de la Défense*

Svein Henriksen

*Norwegian Campaign to Ban Landmines
Campagne norvégienne pour l'interdiction des mines antipersonnel*

Alex Winther

*Second Secretary, Embassy of Norway
Deuxième secrétaire, Ambassade de Norvège*

Karl Verheyleweghen

*Attaché, Administrative and Consular, Embassy of Norway
Attaché, Affaires administratives et consulaires, Ambassade de Norvège*

Oman / Oman

Taleb Meranzaman Al-Raesi

*Ambassador, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères*

Yaqoob Saleh Hamed Al-Abri

*First Secretary, Embassy of Oman
Premier secrétaire, Ambassade d'Oman*

Col Salim Mohammed Al-Jahdani

*Oman Army
Armée d'Oman*

Palau / Palaos

Hersey Kyota

*Ambassador to the United States
Ambassadeur aux États-Unis*

National Delegations / Délégations nationales

Theodore Aitaro
Special Assistant to the President
Adjoint spécial au Président

Danny Higa
Foreign Affairs Officer
Agent des Affaires étrangères

Panama / Panama

Carlos Ozores Typaldos
Ambassador of Panama
Ambassadeur de Panama

José Rodrigo de la Rosa
Minister Counsellor, Embassy of Panama
Ministre-conseiller, Ambassade de Panama

Paraguay / Paraguay

Manuel M. Cáceres
Ambassador of Paraguay to the European Community
Ambassadeur du Paraguay auprès de la Communauté européenne

José Antonio Dos Santos
Minister, Embassy of Paraguay
Ministre, Ambassade du Paraguay

Genaro Pappalardo
Counsellor, Paraguayan Permanent Mission to the United Nations
Conseiller, Mission permanente du Paraguay auprès des Nations unies

Raul Cano Ricciardi
First Secretary, Embassy of Paraguay
Premier secrétaire, Ambassade du Paraguay

Peru / Pérou

Eduardo Ferrero Costa
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Hernan Couturier
Ambassador of Peru
Ambassadeur du Pérou

Jorge Valdez Carrillo
Director General for International Economic Affairs
Directeur général des affaires économiques internationales

Gaston Ibanez Manchego
Director for United Nations Affairs
Directeur des affaires des Nations unies

National Delegations / Délégations nationales

Ramiro Silva
Embassy of Peru
Ambassade du Pérou

Carlos Pacheco
Embassy of Peru
Ambassade du Pérou

Philippines / Philippines

Domingo L. Siazon Jr.
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Raul Ilustre Goco
Ambassador of the Philippines
Ambassadeur des Philippines

Evan Garcia
Special assistant to Foreign Secretary
Adjoint spécial du secrétaire aux Affaires étrangères

Pedro O. Chan
Minister Counsellor, Embassy of the Philippines
Ministre-conseiller, Ambassade des Philippines

Poland / Pologne

Robert Mroziewicz
Undersecretary of State, Ministry of Foreign Affairs
Sous-secrétaire d'État, ministère des Affaires étrangères

Bogdan Grzelonski
Ambassador of Poland
Ambassadeur de Pologne

Piotr Switalski
Senior Adviser to the Minister, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller principal auprès du ministre des Affaires étrangères

Col Stanislaw Grasper
Chief Expert, Directorate of Engineering Forces, Ministry of National Defence
Expert en chef, Direction du Génie, ministère de la Défense nationale

Portugal / Portugal

Luis Amado
Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs and Cooperation
Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération

José Manuel Duarte de Jesus
Ambassador of Portugal
Ambassadeur du Portugal

National Delegations / Délégations nationales

Octávio Neto Valério

*Ambassador and Senior Advisor for Disarmament
Ambassadeur et conseiller principal au désarmement*

Maria Barroso

*President of the Portuguese Red Cross
Président, Croix-Rouge du Portugal*

Vera Fernandes

*Minister Counsellor, Embassy of Portugal
Ministre-conseiller, Ambassade du Portugal*

Carlos Alberto da Silva

*Counsellor, Social and Cultural Affairs, Embassy of Portugal
Conseiller, Affaires socio-culturelles, Ambassade du Portugal*

Pedro Adão

*Officer from Security and Defence Division
Agent de la Division de la sécurité et de la défense*

Qatar / Qatar

Sheikh Mohammad Bin Khaled Al Thani

*Minister of State for Cabinet Affairs
Ministre d'État aux affaires du Cabinet*

Nasser Bin Hamad` Al Khalifa

*Ambassador, Permanent Representative to the United Nations
Ambassadeur et représentant permanent auprès des Nations unies*

Mohammad Jaham Al Kawari

*Director, European and American Affairs Department
Directeur, Département des affaires européennes et américaines*

Nasser Shahin Al Kawari

*Office Director of Minister of State
Directeur de cabinet du ministre d'État*

Col Mohammad Saeed Al Mina'i

*Ministry of Defence
Ministère de la Défense*

Saeed Bin Abdullah Saleh Al Amra

*Special Associate
Associé spécial*

Republic of Korea / République de Corée

Dong-Hwan Choi

*Counsellor, Korean Embassy
Conseiller, Ambassade de Corée*

Col Deuk-Hwan Kim

*Defence Attaché, Korean Embassy
Attaché militaire, Ambassade de Corée*

National Delegations / Délégations nationales

June Hyuck Cho
First Secretary, Embassy of Korea
Premier secrétaire, Ambassade de Corée

Republic of Moldova / République de Moldova

Nicolae Tabacaru
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Nicolae Tâu
Ambassador of the Republic of Moldova in Washington
Ambassadeur de la République de Moldova à Washington

Victor Palii
Attache, Europe & North American Department, Embassy of the Republic of Moldova in Washington
Attaché, Département de l'Europe et de l'Amérique du Nord, Ambassade de la République de Moldova à Washington

Vladimir Lupan
Second Secretary, International Organizations
Deuxième secrétaire, Organisations internationales

Corneliu Chisu
Honorary Consul of Moldova
Consul honoraire de Moldova

Romania / Roumanie

Adrian Severin
Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs
Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères

Gabriel Gafita
Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs
Secrétaire d'Etat, ministère des Affaires étrangères

George Ciamba
Director, North American Directorate
Directeur, Direction générale de l'Amérique du Nord

Ancan Visan
Deputy Director, NATO, EUO and Strategic Issues
Directeur adjoint, OTAN, EUO et dossiers stratégiques

Ioan Sebastian Anastasescu
Chargé d'affaires Embassy of Romania
Chargé d'affaires, Ambassade de Roumanie

Col Vasile Ilies
Military Attaché, Embassy of Romania
Attaché militaire, Ambassade de Roumanie

Dumitru Iamandi
Bodyguard to Minister of Foreign Affairs
Garde du corps du ministre des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Sorin Ducaru

Cristina Dumitrescu
Counsellor, Office of Foreign Relations - The Senate
Conseiller, Bureau des relations étrangères, Sénat

Dan Segă
Personal Assistant to the Minister
Adjoint personnel du ministre des Affaires étrangères

Valeriu Tabara
Deputy Chairman of the Romanian Interparliamentary Group
Président adjoint du Groupe interparlementaire de Roumanie

Russian Federation / Fédération de Russie

Igor Ivanov
First Deputy Foreign Minister
Premier sous-ministre des Affaires étrangères

Alexander Belonogov
Ambassador of the Russian Federation
Ambassadeur de la Fédération de Russie

S.I. Kislyak
Director, Department for Security and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, Département de la sécurité et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

B. Tshyborin
Ambassador, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères

V. Kurikov
Ministry of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

A. Gurvich
Ministry of Defence
Ministère de la Défense

V. Kudryavtsev
Ministry of Defence
Ministère de la Défense

M. Lyssenko
Minister Counsellor, Embassy of the Russian Federation
Ministre-conseiller, Ambassade de la Fédération de Russie

D. Vassiliev
Counsellor, Embassy of the Russian Federation
Conseiller, Ambassade de la Fédération de Russie

National Delegations / Délégations nationales

A. Issakov
Embassy of the Russian Federation
Ambassade de la Fédération de Russie

V. Princhtchepa
Assistant Military Attaché, Embassy of the Russian Federation
Attaché militaire adjoint, Ambassade de la Fédération de Russie

E. Andreevski
Third Secretary, Embassy of the Russian Federation
Troisième secrétaire, Ambassade de la Fédération de Russie

Rwanda / Rwanda

Valens Munyabagisha
Ambassador of Rwanda
Ambassadeur du Rwanda

Augustin Mukama
First Counsellor, Embassy of Rwanda
Premier conseiller, Ambassade du Rwanda

Saint Kitts and Nevis / Saint-Kitts-et-Nevis

Jean-Francois Michel
Minister Counsellor, High Commission of St. Kitts and Nevis
Ministre-conseiller, Haut-commissariat de Saint-Kitts-et-Nevis

C. Omelda Dasent
First Secretary, High Commission of Saint Kitts and Nevis
Premier secrétaire, Haut-commissariat de Saint-Kitts-et-Nevis

Saint Lucia / Sainte-Lucie

Sonia Johnny
Ambassador
Ambassadeur

Saint Vincent and the Grenadines / Saint-Vincent-et-les Grenadines

Joseph Burns Bonadie
Ambassador
Ambassadeur

Samoa / Samoa

Hans Joachim Keil
Minister of Transport
Ministre des Transports

Andrea Williams-Stewart
First Secretary, Permanent Mission of Samoa to the United Nations
Premier secrétaire, Mission permanente de Samoa auprès des Nations unies

San Marino / Saint-Marin

National Delegations / Délégations nationales

Maria Antonietta Bonelli
Director General, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général, ministère des Affaires étrangères

Dario Galassi
Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller, ministère des Affaires étrangères

Sao Tomé and Príncipe / Sao Tomé-et-Príncipe

João Quaresma Viegas Bexigas
Ministry of Defence
Ministère de la Défense

Alfredo Marçal Lima
Counsellor, International Affairs
Conseiller, Affaires internationales

Senegal / Sénégal

Moustapha Niasse
Minister of State and Minister of Foreign Affairs
Ministre d'État et ministre des Affaires étrangères

Pierre Diouf
Ambassador of Senegal
Ambassadeur du Sénégal

César Coly
Minister Counsellor, Embassy of Senegal
Ministre-conseiller, Ambassade du Sénégal

Ameth Matombo Danso
Counsellor of Minister
Conseiller du Ministre

Seychelles / Seychelles

Claude Morel
Ambassador of the Seychelles to Brussels
Ambassadeur des Seychelles à Bruxelles

Singapore / Singapour

LCol Lai Jit Meng
Singapore Combat Engineers, Ministry of Defence
Génie militaire, ministère de la Défense de Singapour

Maj Yong Yoke Chuang
Head Policy Research Branch, Ministry of Defense
Chef, Direction générale de la politique et de la recherche, ministère de la Défense

Slovak Republic / Slovaquie

National Delegations / Délégations nationales

Zdenka Kramplová
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Marcel Pesko
Office of the Ministry of Foreign Affairs
Cabinet du ministère des Affaires étrangères

Stanislav Opiela
Chargé d'affaires Embassy of the Slovak Republic
Chargé d'affaires, Ambassade de la République slovaque

G. Toth
Advisor, Ministry of Defence
Conseiller, ministère de la Défense

S. Polonsky
First Secretary, Embassy of the Slovak Republic
Premier secrétaire, Ambassade de la République slovaque

Slovenia / Slovénie

Boris Frlec
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Bozo Cerar
Ambassador of Slovenia
Ambassadeur de Slovénie

Andrej Logar
Under-Secretary of State, Head of Minister's Ministry of Foreign Affairs Office
Sous-secrétaire d'État, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères

Roman Kim
State Undersecretary Ministry of Foreign Affairs
Sous-secrétaire d'État, ministère des Affaires étrangères

Col Tomislav Drolc
Head of the Department of Engineers, Ministry of Defence
Directeur du département de Génie, ministère de la Défense

Ksenija Lenarcic
Attaché, Embassy of Slovenia
Attaché, Ambassade de Slovénie

Solomon Islands / Îles Salomon

Patteson Oti
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Rex Horoi
Ambassador and Permanent Representative to the United Nations
Ambassadeur et Représentant permanent des Îles Salomon auprès des Nations unies

National Delegations / Délégations nationales

Sam Tagana
Assistant Secretary/Bilateral Relations
Secrétaire adjoint, Relations bilatérales

Bernard Roau
Solomon Islands Bomb Disposal Unit Officer
Unité de destruction des bombes des Îles Salomon

South Africa / Afrique du Sud

Alfred B. Nzo
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

B.I.L. Modise
High Commissioner for South Africa
Haut-commissaire d'Afrique du Sud

R. Mostert
Director, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, ministère des Affaires étrangères

Thomas Markram
Director, Non-Proliferation and Disarmament Ministry of Foreign Affairs
Directeur, Non-prolifération et désarmement, ministère des Affaires étrangères

M.D.R. Boni
Director, Department of Foreign Affairs
Directeur, ministère des Affaires étrangères

D. Moyo
Counsellor, High Commission for South Africa
Conseiller, Haut-commissariat d'Afrique du Sud

Spain / Espagne

Ramon De Miguel
Secretary of State for Foreign Affairs and the European Union
Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à l'Union européenne

Fernando M. Valenzuela
Ambassador of Spain
Ambassadeur d'Espagne

Guillermo Cebrian
Deputy Director General for Europe and North American Bureau
Directeur général adjoint, Bureau de l'Europe et de l'Amérique du Nord

Luis Fernando de Segovia
Minister Counsellor, Embassy of Spain
Ministre-conseiller, Ambassade d'Espagne

Jose Luis Solano
Deputy Director General, Diplomatic Information Bureau
Directeur général adjoint, Bureau des renseignements diplomatiques

National Delegations / Délégations nationales

Col Antonio Diaz Rojas
Defence Attaché, Embassy of Spain
Attaché militaire, Ambassade d'Espagne

MGen Emilio Sanchez Rojaz
Bureau of Defence Policy, Ministry of Defence
Bureau de la politique de défense, ministère de la Défense

Felix Fernandez-Shaw
Technical Counsellor of Verification, Bureau of Security and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller technique à la Vérification, Bureau de la sécurité et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

Enrique Viguera
Counsellor, Embassy of Spain
Conseiller, Ambassade d'Espagne

Sri Lanka / Sri Lanka

Ananda Goonasekera
High Commissioner for Sri Lanka
Haut-commissaire de Sri Lanka

S.R. Weragama
Minister Counsellor, High Commission of Sri Lanka
Ministre-conseiller, Haut-commissariat de Sri Lanka

Sudan / Soudan

Ali Othman M. Taha
Minister of External Relations
Ministre des Relations extérieures

Hussein El Obeid
Commissioner for Humanitarian Aid
Commissaire à l'aide humanitaire

El Fatih Erwa
Permanent Representative of the Sudan to the United Nations
Représentant permanent du Soudan auprès des Nations unies

Brig Abd El Raheim Abd Alla Ali
Ministry of National Defence
Ministère de la Défense nationale

Awad Mohammed Hassan
Director, Department of Water Environment and Armament Issues
Directeur, ministère de l'Environnement aquatique et des Questions de désarmement

Abd El Ghani E. Awad El Karim
Chargé d'affaires, Embassy of Sudan in Ottawa
Chargé d'affaires, Ambassade du Soudan à Ottawa

Tark Ali Bakhit
First Secretary, Permanent Mission of Sudan to the United Nations
Premier secrétaire, Mission permanente du Soudan auprès des Nations unies

National Delegations / Délégations nationales

Betipiny Obur Ayang
Third Secretary, Embassy of Sudan
Troisième secrétaire, Ambassade du Soudan

Ibrahim Nassir Mohammed
Secretary to the Minister
Secrétaire du ministre

Suriname / Suriname

Subhas Ch. Mungra
Ambassador and Permanent Representative to the United Nations
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Swaziland / Swaziland

Bremer Nxumalo
High Commissioner for Swaziland
Haut-commissaire du Swaziland

Lucy M.T. Dlamini
Principal Secretary, Ministry of Defence
Secrétaire principal, ministère de la Défense

Col David Ndambi Dlamini
Deputy Army Commander, Umbutfo Swaziland Defence Force (USDF)
Commandant-adjoint, Force de défense Umbutfo du Swaziland (USDF)

Capt Moses Mashikilisana M. Fakudze
Legal Advisor Umbutfo, Swaziland Defence Force (USDF)
Conseiller juridique, Force de défense Umbutfo du Swaziland (USDF)

Zwelethu Mnisi
First Secretary, High Commission of Swaziland
Premier secrétaire, Haut-commissariat du Swaziland

Audrey Nhlabatsi
Counsellor, High Commission of Swaziland
Conseiller, Haut-commissariat du Swaziland

Sweden / Suède

Thage G. Peterson
Minister in the Prime Minister's Office
Ministre au Cabinet du Premier ministre

Jan Ståhl
Ambassador of Sweden
Ambassadeur de Suède

Carl Johan Persson
Ambassador, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Johan Nordenfelt
Ambassador, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères

Veronika Bard Bringéus
Deputy Director, International Affairs, Prime Minister's Office
Directeur adjoint, Affaires internationales, Cabinet du Premier ministre

Mikael Damberg
Political Advisor, Prime Minister's Office
Conseiller politique, Cabinet du Premier ministre

Ulf Lindell
Counsellor, Embassy of Sweden
Conseiller, Ambassade de Suède

Andrea Femrell
Trainee, Embassy of Sweden
Stagiaire, Ambassade de Suède

Switzerland / Suisse

S.F.M. Flavio Cotti
Minister of Foreign Affairs and Vice-President of the Swiss Government
Ministre des Affaires étrangères et Vice-président du gouvernement suisse

Daniel Dayer
Ambassador, Embassy of Switzerland
Ambassadeur, Ambassade de Suisse

Lucius Cafilisch
Ambassador, Minister of Foreign Affairs
Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères

François Godet
Delegate for Head of Federal Military Department
Délégué du Chef du Département militaire fédéral

Erwin Dahinden
Head of Section, Federal Military Department
Chef de Section, Département militaire fédéral

Jürg Lauber
Diplomatic Adviser, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller diplomatique, ministère des Affaires étrangères

Bertrand Louis
Minister, Embassy of Switzerland
Ministre, Ambassade de Suisse

Pietro Piffaretti
Attaché, Embassy of Switzerland
Attaché, Ambassade de Suisse

National Delegations / Délégations nationales

Daniel Roukema
Student of International Relations and Development
Étudiant, Relations internationales et développement

François Barras
Embassy of Switzerland
Ambassade de Suisse

Livio Zanolari
Embassy of Switzerland
Ambassade de Suisse

Syrian Arab Republic / République Arabe Syrienne

Mikhail Wehbe
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

TFYR Macedonia / Ex-République Yougoslave de Macédoine

Ramazan C'roj
Deputy Minister for Defence
Vice-ministre de la Défense

Sasko Todorovski
Assistant Minister of Foreign Affairs
Ministre adjoint des Affaires étrangères

Voislav Vasileski
Pro-Dean of the Military Academy
Doyen substitut de l'Académie militaire

Vlado Popovski
Deputy at the Ministry of Defence
Associé au ministère de la Défense

Nenad Kolev
Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs
Troisième secrétaire, ministère des Affaires étrangères

Elena Apostolova Sunjevaric
Liaison Officer
Agent de liaison

Thailand / Thaïlande

Sukhumbhand Paribatra
Deputy Minister of Foreign Affairs
Vice-ministre des Affaires étrangères

Virasakdi Futrakul
Ambassador of Thailand
Ambassadeur de Thaïlande

National Delegations / Délégations nationales

Tana Weskosith
First Secretary, Embassy of Thailand
Premier secrétaire, Ambassade de Thaïlande

Chlochineeapan Chiranond
Minister, Embassy of Thailand
Ministre, Ambassade de Thaïlande

Vasu Sangsingkeo
Second Secretary, Embassy of Thailand
Deuxième secrétaire, Ambassade de Thaïlande

Piravat Atsavapraneec
Third Secretary, Embassy of Thailand
Troisième secrétaire, Ambassade de Thaïlande

Togo / Togo

Folly-Glidjito Akakpo
Ambassador of Togo
Ambassadeur du Togo

Djibril Akanga
Director, Political Affairs
Directeur, Affaires politiques

Elom Komi Akpalou
Counsellor, Foreign Affairs
Conseiller, Affaires étrangères

Komi Nicolas Amouzou
Minister Counsellor, Embassy of Togo
Ministre-conseiller, Ambassade du Togo

Trinidad and Tobago / Trinité-et-Tobago

Robert Sabga
High Commissioner for Trinidad and Tobago
Haut-commissaire de Trinité-et-Tobago

Stephen Kangal
Deputy High Commissioner and Counsellor, High Commission of Trinidad and Tobago
Haut-commissaire adjoint et Conseiller, Haut-commissariat de Trinité-et-Tobago

Mark Regis
First Secretary, High Commission of Trinidad and Tobago
Premier secrétaire, Haut-commissariat de Trinité-et-Tobago

Tunisia / Tunisie

Sadok Fayala
Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs
Secrétaire d'Etat, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Habib Lazrak
Ambassador of Tunisia
Ambassadeur de Tunisie

Habib Kaabachi
Director, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, ministère des Affaires étrangères

Sihem Seltene
First Secretary, Embassy of Trinidad and Tobago
Première secrétaire, Ambassade de Tunisie

Tarek Ben Youssef
Second Secretary, Embassy of Tunisia
Deuxième secrétaire, Ambassade de Tunisie

Turkey / Turquie

Omer Ersun
Ambassador of Turkey
Ambassadeur de Turquie

Gokcen Kaya
First Secretary, Embassy of Turkey
Premier secrétaire, Ambassade de Turquie

Turkmenistan / Turkménistan

Aksoltan T. Ataeva
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Chary Annaberdiev
Minister Counsellor, Embassy of Turkmenistan
Ministre-conseiller, Ambassade du Turkménistan

Essen Aidogdyev
First Secretary, Permanent Mission of Turkmenistan to the United Nations
Premier secrétaire, Mission permanente du Turkménistan auprès des Nations unies

Uganda / Ouganda

Martin J.O. Alier
Minister of State for Foreign Affairs
Ministre d'État aux Affaires étrangères

Isaac Biruma-Sebulime
Acting Director, Department of International Organizations Ministry of Foreign Affairs
Directeur par intérim, Service des organisations internationales, ministère des Affaires étrangères

Wamimbi W.W.
High Commissioner for Uganda
Haut-commissaire de l'Ouganda

National Delegations / Délégations nationales

Sauda K. Mugerwa
First Secretary, Uganda High Commission
Premier secrétaire, Haut-commissariat de l'Ouganda

Ukraine / Ukraine

Volodymyr Furkalo
Ambassador of Ukraine
Ambassadeur d'Ukraine

Serhiy Borovyk
Counsellor, Political Affairs, Embassy of Ukraine
Conseiller, Affaires politiques, Ambassade d'Ukraine

Col Oleksandr Shemet
Senior Assistant Military Attaché, Embassy of Ukraine
Attaché militaire adjoint principal, Ambassade d'Ukraine

Andriy Hrehov
First Secretary, Science and Technologies, Embassy of Ukraine
Premier secrétaire, Sciences et technologies, Ambassade d'Ukraine

Taras Malyshevsky
Second Secretary, Press and Information, Embassy of Ukraine
Premier secrétaire, Presse et information, Ambassade d'Ukraine

Andriy Marchenko
Third Secretary, Assistant to the Ambassador of Ukraine
Troisième secrétaire, adjoint de l'Ambassadeur d'Ukraine

United Kingdom / Royaume-Uni

Clare Short
Secretary of State for International Development
Secrétaire d'État au Développement international

Anthony Goodenough, KCMG
High Commissioner for Britain
Haut-commissaire de Grande-Bretagne

Ian Soutar
Permanent Representative to the Conference on Disarmament, Geneva
Représentant permanent à la Conférence sur le désarmement, Genève

Andrew Bearpark
Head of Emergency Aid Department, Department for International Development
Chef, Service de l'aide d'urgence, ministère du Développement international

Daniel Harris
Special Advisor, Secretary of State for International Development Department
Conseiller spécial, secrétariat d'État au développement international

Syd Maddicott
Head of Political and Information Section, British High Commission
Chef, Section des affaires politiques et de l'information, Haut-commissariat de Grande-Bretagne

National Delegations / Délégations nationales

Michael Clark

*Security Policy Department, Foreign and Commonwealth Office
Politique de sécurité, ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth*

Helen Nellthorp

*United Nations Department, Foreign and Commonwealth Office
Département des Nations unies, ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth*

Peter Troy

*Emergency Aid Department, Department for International Development
Service de l'aide d'urgence, ministère du Développement international*

Katrina Johnson

*Assistant Private Secretary to Secretary of State
Secrétaire privé adjoint du Secrétaire d'État*

Mark Norton

*Political Section, British High Commission
Section politique, Haut-commissariat de Grande-Bretagne*

Susan Rudner

*Press and Public Affairs Office, British High Commission
Bureau des médias et des affaires publiques, Haut-commissariat de Grande-Bretagne*

John Gray

*Director of Marketing and Communications, British Red Cross
Directeur du marketing et des communications, Croix-Rouge britannique*

Michael Meyer

*Head of International Law Department, British Red Cross
Chef, Département du droit international, Croix-Rouge britannique*

United Republic of Tanzania / République Unie de Tanzanie

Jakaya M. Kikwete

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Geoffrey Nkurlu

*Private Secretary to Minister of Foreign Affairs
Secrétaire particulier du ministre des Affaires étrangères*

Col Francis Mudolwa

*Ministry of Defence
Ministère de la Défense*

Nipeneme Mdoe

*Deputy Director, Department for International Organizations, Ministry of Foreign Affairs
Directrice-adjointe, Département des organisations internationales, ministère des Affaires étrangères*

United States of America / États-Unis

Karl F. Inderfurth

*Special Representative of the President for Global Humanitarian Demining and Assistant Secretary of State, Department of State
Représentant spécial du Président pour le déminage humanitaire mondial et Secrétaire d'État adjoint, Département d'État*

National Delegations / Délégations nationales

David E. Appleton

*Deputy Director, Office of Strategic Policy and Negotiations, Bureau of Political-Military Affairs,
Directeur adjoint, Bureau de la politique stratégique et des négociations, Bureau des affaires politiques et militaires*

Col G.K. Cunningham, USMC

*Office of International Security and Peacekeeping Operations, Bureau of Political-Military Affairs,
Bureau de la sécurité internationale et des opérations de maintien de la paix, Bureau des affaires politiques et militaires*

Robert Cowles

*Director, Humanitarian Demining and APL Policy, Office of the Assistant Secretary of Defense
Directeur, Politique du déminage humanitaire et des MAP, Bureau du secrétaire adjoint à la Défense*

Col George Zahachewsky

*Assistant for Unexploded Ordnance and Humanitarian Demining Research Development
Adjoint pour les engins non éclatés et la recherche-développement sur le déminage humanitaire*

Karl Olson

*Demining Program Manager, Office of International Security and Peacekeeping Operations, Bureau of Poli
Directeur du programme de déminage, Bureau de la sécurité internationale et des opérations de maintien de la paix*

Stacy Davis

*Staff Director for Global Humanitarian Demining, Department of State
Directeur de l'État-major pour le déminage humanitaire mondial, Département d'État*

Tom O'Keefe

*Senior Policy Analyst, United States Agency for International Development
Analyste principal des politiques, Agence américaine pour le développement international*

Lloyd Feinberg

*Manager, The Leahy War Victims Fund, United States Agency for International Development
Directeur, The Leahy War Victims Fund, Agence américaine pour le développement international*

Robert Sherman

*Director, Advanced Projects, Arms Control and Disarmament Agency
Directeur, Projets avancés, Agence du contrôle des armements et du désarmement*

John King

*Executive Secretary, U.S. Delegation to the Conference on Disarmament, Arms Control and Disarmament Agency
Secrétaire exécutif, Délégation des États-Unis à la Conférence sur le désarmement, Agence du contrôle des armements et du désarmement*

Gordon Giffin

*Ambassador of the United States of America
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique*

Mary Ann Peters

*DCM, US Embassy
CMA, Ambassade des États-Unis*

MaryScott Greenwood

*Executive Assistant
Adjointe exécutive*

Christine Shelly

*POL, US Embassy
Attaché politique, Ambassade des États-Unis*

National Delegations / Délégations nationales

Gail Gulliksen

USIS, US Embassy

USIS, Ambassade des États-Unis

Masha Yovanovitch

POL, US Embassy

Attaché politique, Ambassade des États-Unis

Lynn Cassel

USIS, US Embassy

USIS, Ambassade des États-Unis

Buck Shinkman

USIS, US Embassy

USIS, Ambassade des États-Unis

Christian Marchant

POL, US Embassy

Agent politique, Ambassade des États-Unis

Victoria Terry

USIS, US Embassy

USIS, Ambassade des États-Unis

J. Christian Kessler

Director, Congressional and Public Affairs, Bureau of Political-Military Affairs, Department of State

Directeur, Affaires du Congrès et Relations publiques. Bureau des affaires politiques et militaires, Département d'État

Uruguay / Uruguay

Carlos Perez del Castillo

Vice-Minister of Foreign Affairs

Vice-ministre des Affaires étrangères

Elbio Rosselli

Ambassador of Uruguay

Ambassadeur d'Uruguay

Eduardo Anon

First Secretary, Embassy of Uruguay

Premier secrétaire, Ambassade d'Uruguay

Carlos Gitto

Second Secretary, Embassy of Uruguay

Deuxième secrétaire, Ambassade d'Uruguay

Vanuatu / Vanuatu

Vital Soksok

Minister of Foreign Affairs and Immigration

Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

Alfred Maliu

First Secretary, Ministry of Foreign Affairs and Immigration

Premier secrétaire, ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration

National Delegations / Délégations nationales

Selwyn Aru

*UN/America's Division, Ministry of Foreign Affairs
Division des Nations unies et de l'Amérique, ministère des Affaires étrangères*

Venezuela / Venezuela

Miguel Angel Burelli Rivas

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Simon A. Faraco

*Chargé d'Affairs, Embassy of Venezuela
Chargé d'affaires, Ambassade du Venezuela*

Angela Risquez

*Assistant to the Minister of Foreign Affairs
Adjoint auprès du ministre des Affaires étrangères*

Tatiana Sucre

*First Secretary, Embassy of Venezuela
Première secrétaire, Ambassade du Venezuela*

Henry Moyetones

*Third Secretary, Embassy of Venezuela
Troisième secrétaire, Ambassade du Venezuela*

Viet Nam / Viet-Nâm

Dinh Thi Minh Huyen

*Ambassador of Viet Nam
Ambassadeur du Viet-Nâm*

Pham Quang Nhue

*First Secretary, Embassy of Viet Nam
Premier secrétaire, Ambassade du Viet-Nâm*

Yemen / Yemen

Abdo Ali Abdulrahman

*Vice Minister of Foreign Affairs
Vice-ministre des Affaires étrangères*

Mahamed Sa'Ad Ali

*Ambassador, Director, Organizations and International Conferences Department, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur, Directeur, Service des organisations et des conférences internationales, ministère des Affaires étrangères*

Mohamed Hazza Mohamed

*Ambassador of Yemen
Ambassadeur du Yémen*

Col Kassem Abdul Salem Al Sheibany

*Director of Foreign Relations Department, Ministry of Defence.
Directeur du Service des affaires étrangères, ministère de la Défense*

National Delegations / Délégations nationales

Sultan Ali Azazi

*Director, Non Governmental Organizations Department, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, Département des opérations non gouvernementales, ministère des Affaires étrangères*

Ali Ali Al Susowah

*Minister, Ministry of Foreign Affairs
Ministre, ministère des Affaires étrangères*

Abdul Naser Saleh Owdhah

*Director of Military and Security Studies, Department Presidential Office
Directeur du Département des études militaires et de la sécurité, Cabinet du Président*

Ahmed Abdullah Malik

*Director of Social Affairs and Insurance, Department Presidential Office
Directeur, Département des affaires sociales et de l'assurance, Cabinet du Président*

Ahmed Abdullah Mohamed

*Director of Asia and Africa Department, Presidential Office
Directeur, Département de l'Asie et de l'Afrique, Cabinet du Président*

Zimbabwe / Zimbabwe

Lillie Chitauro

*High Commissioner for the Republic of Zimbabwe
Haut-commissaire de la République du Zimbabwe*

Col Tshinga Judge Dube

*General Manager/Chief Executive, Ministry of Defence
Directeur général, ministère de la Défense*

C. Pnungwe

*Undersecretary to the Minister of Foreign Affairs
Sous-secrétaire du ministre des Affaires étrangères*

N. Munodawafa

*Department of International Organizations
Département des organisations internationales*

NGOs / ONGs

Afghan CBL

Afghanistan / Afghanistan

House No 291, Street 56, Sector F-10/4 Islamabad, Pakistan Tel:+92 51 211451 Fax:+92 51 211471 mcpa@mcpa-afg.sdnpk.undp.org

Sayed Aqa

Mr Attiquilla

Fazel Karim Fazel

Mr Zamarai

Save the Children US

Afghanistan / Afghanistan

P.O.Box 1952 / 23, College Road, F-7/2 Islamabad, Pakistan Tel:+92 51 279212 Fax:+92 51 279210 pafos@sc_us@sdnpk.undp.org

Zebiullah Asmaie

Mette Sofie Eliseussen

Sarah Warren

Angolan CBL

Angola / Angola

7 Rua Dak Doy, Bairro Azul Luanda Tel:+244 2 352511 Fax:+244 2 352511

Jaime Caquinda

Firmino Valentim

Benjamin Makunzy Varela

Jesuit Refugee Service - Angola

Angola / Angola

Paroquia de S. Francisco Xavier, B MM de Quifangondo Travessa da Rua 2, 10, Luanda Tel:+871 761 331 661 Fax:+244 2 320 772 jrs-ang@ebonet.net

Dieter Elwert

UNICEF - Angola

Angola / Angola

48 Lanhill Road Maide Vale, London W92 YB, UK Tel:+44 171 2896031 Fax:+44 171 2896031

Giovanni Diffidenti

World Vision International - Angola

Angola / Angola

P.O.Box 5687 Luanda Tel:+244 2 392 144 Fax:+244 2 330957 Isabel_Gomes@wvi.org

Isabel Cristina de Sousa Gomes

YMCA - Angola

Benjamin Luzolo

Australia Network

Australia / Australie

P.O.Box 9830 Adelaide SA 5001 Tel:+61 8 8210 8172 Fax:+61 8 8223 3880 ppakpoy@nexus.edu.au

Sister Patricia Pak Poy

Jill McRae

John Rodsted

John Scott-Murphy

Australia Network

Australia / Australie

P.O.Box 9830 Adelaide SA 5001 Tel:+61 8 8210 8172 Fax:+61 8 8223 3880 ppakpoy@nexus.edu.au

NGOs / ONGs

Sister Patricia Pak Poy
 Jill McRae
 John Rodsted
 John Scott-Murphy

Pax Christi - Austria

Austria / Autriche
Borsegasse 3 1010 Wien Tel: +43 1 5357 516 Fax: +43 1 5357 516
 Judith Majlath

Bangladesh CBL/ YADC

Bangladesh / Bangladesh
GPO Box 3772, Purana Paltan Dhaka 1000 Tel: +88 02 9557160 Fax: +88 02 9555321 yadc@bangla.net
 M.W. Faruque

Belgian CBL

Belgium / Belgique
67 Rue de Spa 1000 Brussels Tel: +32 2 280 1601 Fax: +32 2 230 6030 hi.mines@skynet.be
 Anne Capelle

Handicap International - Belgium

Belgium / Belgique
67 Rue de Spa B-1000 Brussel Tel: +32 2 280 1601 Fax: +32 2 230 6030 hi.mines@skynet.be
 Georges Dallemagne

Jesuit Refugee Service - Europe

Belgium / Belgique
Maurice Lietaristraat 31/5 B-1150 Brussel Tel: +32 2 738 0865 Fax: +32 2 738 0864 jrseuro@agoranet.be
 Ward Kennes

Landmine Survivors Network - Bosnia

Bosnia Herzegovina / Bosnie-Herzégovine
c/o 700 13th Street, NW #950 Washington DC 20005 Tel: +387 75 280 132 Fax: +387 75 283 413 lsn@landminesurvivors.org
 Plamenko Priganica

Union Interfricaine des Droits de l'Homme

Burkina Faso / Burkina Faso
01 B.P. 1346 Anafadugu Ouagadougou 01 Tel: +226 31 61 45 Fax: +226 31 61 44 info@iuhr.uidh.bf
 Boly Abderamane
 Halidou Oedraogo

Cambodian CBL

Cambodia / Cambodge
P.O.Box 880 Phnom Penh Tel: +855 23 368 021 Fax: +855 23 368 165 jrs@pactok.peg.apc.org
 Tun Channareth
 Sister Denise Coghlan
 Sok Eng
 Song Kosal

CWARS - Cambodia

Cambodia / Cambodge
House 41, Street 111 Beung-Pralit Tel: Fax: +855 023 217338
 Sam Oeurn

NGOs / ONGs

Dhammayettra Center

Cambodia / Cambodge

Wat Samphong Meas/ P.O.Box 144 Phnom Penh Tel:+855 23 428713 Fax:+855 23 426400 cpr@pactok.peg.apc.org

Samdech Preah Maha Ghosananda

Handicap International - Cambodia

Cambodia / Cambodge

P.O. Box 838, Preah Sotheros Phnom Penh Tel:+855 23 270 300 Fax:

Dave Mc Cracken

The Cambodia Trust

Cambodia / Cambodge

Calmette Hospital, P.O. Box 122 Phnom Penh Tel:+855 23 368241 Fax:+855 23 427067 camtrust@bigpond.com.kh

Carson Harte

Dudley Turner

International Observers of Prisons

Cameroon / Cameroun

B.P. 5087 Yaounda, Cameroon Tel:237-300551 Fax:237-318531

Philippe Akoa

Afghanistan Relief International Network Service

Canada / Canada

527 2660 Norberry Crescent Ottawa, ON K1V 6N2 Tel:+ 1 613 736 9076 Fax:+ 1 613 736-9076

G.M. Zarmalwall

L.A.L. Zurmati

Nafisa Zurmati

Alternatives

Canada / Canada

3680 Jeaune Mance Montreal Tel: Fax:

Charles Mugiraneza

Cambodia Canada Development Program

Canada / Canada

Tel:418-667-2162 Fax: abc@agora.ulaval.ca

Francine Baril

Sochealy Sin

CAMEO

Canada / Canada

1009 Oak Crescent Cornwall, ON K6J 2N2 Tel:+1 613 936 6815 Fax:+1 613 936 6635 megill@cameo.org

Roger Gumbrell

Ron Mistafa

James D. Megill

Canadian Association for Community Living

Canada / Canada

Kinsmen Building, York University 4700 Keele Street, North York, Ontario M3J 1P3 Tel:416-661-9611 Fax:416-661-5701

Anne Kayal

Diane Richler

Canadian Auto Workers

Canada / Canada

205 Placer Court Willowdale, ON M2H 3H9 Tel: +1 416 497 4110 Fax: +1 416 495 6552 carolp@caw.ca

Basil 'Buzz' Hargrove

Carol Phillips

Canadian Council for International Cooperation**Canada / Canada**

1 Nicholas Street, Suite 300 Ottawa, ON K1N 7B7 Tel: + 613 241 7007 Fax:

Betty Plewes

Riecky Stuart

Canadian Federation of University Women**Canada / Canada**

447 Roger Road Ottawa, ON K1H 5B7 Tel: +1 613 733 0591 Fax: +1 613 733 7023 76501.1352@compuserve.com

Betty Bayless

Canadian Friends Service Committee**Canada / Canada**

708-145 Spruce Street Ottawa, Ontario K1R 6P1 Tel: 613-231-6894 Fax:

Peter Harkness

Carolyn Cockburn

Colin Stewart

Canadian International Demining Centre**Canada / Canada**

P.O. Box 86 Sydney, Nova Scotia B1P 6G9 Tel: 902-539-2802 Fax: 902-539-3224 CIDC@atcom.com

David Horton

Canadian Peace Building

Janet Durno

Peggy Teagle

Canadian Red Cross**Canada / Canada**

1800 Alta Vista Drive Ottawa, ON K1G 4J5 Tel: +1 613 739 2284 Fax: +1 613 731 1411 dpardoe@redcross.ca

Connie Berry

Nicole Boilard

Donna D'Amico

Rick Fleming

Sacha Gagnon

Sophie Graven

Georges Harrison

Yvonne Olszewski

Gail Popowicz

Libby Puddicombe

Kate Whidden

Massey Beveridge

Suzanne Charest

Karen Damtoft

Sue Featherstone

Eric Gagnon

Deborah Gibson

Linda Hendrie

NGOs / ONGs

Ted Itani
Erik Kugela
Paulette Laberge
Paul Norris
Christopher Paine
David Pardoe
Michael Rudiak
Tom Russell
Guy Tessier
Roberta Walker

CARE - Canada

Canada / Canada
P.O. Box 9000 Ottawa, Ontario K1G 4X6 Tel: 613-228-5600 Fax: 613-226-5777 info@care.ca

Heather Rourke
Barbara Shenstone

Center for International Health and Development

Canada / Canada
Tel: Fax: +1 613 737 8141 hillmane@compuserve.com

Donald Hillman
Elizabeth Hillman

CIET International

Canada / Canada
478 Rideau Street, #3 Ottawa, ON K1N 5Z5 Tel: 1 819 827 0015 Fax:

Aparna Swaminathan
Neil Andersson

Cooperation Canada Mozambique

Canada / Canada
323 Chapel Street Ottawa, ON K1N 7Z2 Tel: +1 613 233 4033 Fax: +1 613 233 7266 cocamo@magna.ca

Michael O'Connor

Council of Canadians with Disabilities

Canada / Canada
Tel: Fax: +1 204 942 4625

Frances Boux
Henry Enns
Steve Estey
Irene Feika
John Lane
Paul LeJeune

CWARS - Canada

Canada / Canada
3116-41 Street, S.E. Calgary, Alberta T2B 1E5 Tel: 403-248-5269 Fax: 403-248-5269 Chap@acs.ucalgary.ca

Cham Nan Chap

Franciscans International - Canada

Canada / Canada
5732 boul Pie-IX Montreal, QC H1X 2B9 Tel: +1 514 722 5700 Fax: +1 514 722 5700 fisiaf@total.net

Zoa Braunworth

NGOs / ONGs

Laurent Gallant

Indigenous Demining Centre

Canada / Canada

59 Front Lake Road Sydney, Nova Scotia, B1P 6G7 Tel:902-567-1799 Fax:902-539-4840

Terry Long

Institute for Rehabilitation, Research and Development

Canada / Canada

505 Smyth Road, #1401 Ottawa, Ontario K1H 8M2 Tel:613-737-7350 ext5586 Fax:613-737-7056 gmartel@rohcg.on.ca

Guy Martel

International Center for Human Rights

Lois Wilson

International Council of Jewish Women

Canada / Canada

844 Brock St. Winnipeg, MB, Canada R3N 0Z6 Tel:(204) 489-2131 Fax:(204) 334-3779

Bunny Gurvey

Lawyers for Social Responsibility

Canada / Canada

5120 Carney Road, NW Calgary, AB T2L 1G2 Tel:+1 403 282 8260 Fax:+1 403 289 4272 delong@nucleus.com

Bev Tollefson Delong

Médecins Sans Frontières

Canada / Canada

355 Adelaide Street W 5B Toronto, ON M5V 1S2 Tel:+1 416 586 9820 Fax:+1 416 586 9821 msfcan@passport.ca

Rachel Blanchette

Carol Devine

David Kuhns

Gary Miller

Julius Toth

Mennonite Central Committee - Canada

Canada / Canada

803-63 Sparks Street Ottawa, ON K1P 5A6 Tel:+1 613 238 7224 Fax:+1 613 238 7611 mccott@web.net

William Janzen

Monica Scheifele

Mines Action Canada

Canada / Canada

208-145 Spruce Street Ottawa, ON K1R 6P1 Tel:+1 613 233 1982 Fax:+1 613 233 9028 cppceli@web.apc.org

Diana Amour

Petra Anderson

Elaine Arges

Rita Armstrong

Mathew Armstrong

Karen Armstrong

Sally Arsove

Angela Beale

Liba Bender

Alain Boudoin

NGOs / ONGs

Barbara Brown
Janice Calnan
Michael Campbell-Balagus
Robin Collins
Sonya Cubrilo
Kay Currie
Carol Dixon
Joel Duff
Mary Foster
Matias Garcia
Paul Gibson
Nathan Gordon
Sybil Grace
Susan Graham
Bea Hampson
Gretel Harmston
Isabel Hobson
Dwayne Hodgson
Joan Jubb
Jenn Kelland
Mike Kelly
Tracy Kierhoven
Jean Lash
Andrea Levy
Peter Lewicki
Nora Lynn
Sonia Malley
Norma McCord
Alan McRae
Fernande Meilleur
Garth Middlestead
Ruth Anne Mitchell
Dan Montsion
Maria Moulton
Karina Mullally
Don Myrick
Ryoko Nishibori
Alma Norman
Terry Olson
Joyce Page
E-R Poirier
David Rhody
Dan Robinson
Manisha Thomas
Necla Tschirgi
Celina Tuttle
Karla Uliana
Julian van Mossel-Forrester
Ahmed Zakaria
Valerie Warmington

Mines Action Canada

Canada / Canada

208-145 Spruce Street Ottawa, ON K1R 6P1 Tel: +1 613 233 1982 Fax: +1 613 233 9028 cppceli@web.apc.org

Diana Amour
Petra Anderson
Elaine Arges
Rita Armstrong
Mathew Armstrong
Karen Armstrong
Sally Arsove
Angela Beale
Liba Bender
Alain Boudoin
Barbara Brown
Janice Calnan
Michael Campbell-Balagus
Robin Collins
Sonya Cubrilo
Kay Currie
Carol Dixon
Joel Duff
Mary Foster
Matias Garcia
Paul Gibson
Nathan Gordon
Sybil Grace
Susan Graham
Bea Hampson
Gretel Harmston
Isabel Hobson
Dwayne Hodgson
Joan Jubb
Jenn Kelland
Mike Kelly
Tracy Kierhoven
Jean Lash
Andrea Levy
Peter Lewicki
Nora Lynn
Sonia Malley
Norma McCord
Alan McRae
Fernande Meilleur
Garth Middlestead
Ruth Anne Mitchell
Dan Montsion
Maria Moulton
Karina Mullally
Don Myrick
Ryoko Nishibori
Alma Norman
Terry Olson
Joyce Page

NGOs / ONGs

E-R Poirier
David Rhody
Dan Robinson
Manisha Thomas
Necla Tschirgi
Celina Tuttle
Karla Uliana
Julian van Mossel-Forrester
Ahmed Zakaria
Valerie Warmington

National Council of Jewish Women

Canada / Canada
118-1538 Main Street Winnipeg, Manitoba R2B 1Y3 Tel:204-339-9700 Fax:204-334-3779
Bryna Cohen
Marion Ferstman

Operation Landmine/ Operation USA

Canada / Canada
96, 16th Avenue Two Mountains, PQ J7R3X8 Tel: +1 514 847 9334 Fax: +1 514 499 0905 abeckel@po-box.mcgill.ca
Andrea Kristin Becker

Other Canadian NGO's

Agnes Beckett
Irene Sage

Oxfam - Canada

Canada / Canada
294 Albert Street, Suite 300 Ottawa, ON K1P 6E6 Tel: +1 613 237 5236 Fax: +1 613 237 0524 paulhan@web.net
Paul Hannon
Jim MacKinnon
Robin Walsh

PATH Canada

Canada / Canada
1 Nicolas Street, Suite 1105 Ottawa, ON Tel: +1 613 241 3927 Fax: +1 613 241 7988 path@synapse.net
Sian FitzGerald
Katie Reed
Brigitte Reppon
Natalie Simeneaux

Peacefund Canada

Canada / Canada
206-145 Spruce Street Ottawa, ON K1R 6P1 Tel: 613-230-0860 Fax: 613-563-0047 PFCAN@WEB.NET
Murray Thomson

Physicians for Global Survival

Canada / Canada
145-208 Spruce Street Ottawa, ON K1R 6P1 Tel: +1 613 233 1982 Fax: +1 613 233 9028 pgs@web.net
Neil Arya
Joanna Santa Barbara
Alex Bryans
Elaine Bryans

NGOs / ONGs

Debbie Grisdale
 Helmut Kuhn
 Michelle Leslie
 Ross Wilcock

Ploughshares

Canada / Canada
Conrad Grebel College, University of Waterloo Waterloo, Ontario N2L 3G6 Tel: 519-888-6541 Fax: 519-885-0806 plough@web.net

Ken Epps
 Floyd Howlett
 Ernie Regehr

POVOADA CANAD'ANGOLA

Canada / Canada
P.O. Box 53263, 50 Rideau Street Ottawa, Ontario K1N 1C5 Tel: 613-569-9603 Fax: 613-569-1003 POVOADA@CYBERUS.CA

Leila MacKenzie
 Filo Malandu
 Sebastian N'Singy
 Perez Nyanwange
 Simao Tavares

Science for Peace

Margaret Back

Somali Canadian Aid

Canada / Canada
2020 Don Mills Road, Suite 709 North York, ON M3A 3R6 Tel: +1 416 385 3838 Fax: +1 416 445 2649 samater@ican.net

Mohamed I. Kahn
 Ahmed Samater

Somali Demine Action Group

Canada / Canada
901 Lawrence Ave, West Toronto, ON M6E 3C1 Tel: +1 416 789 7011 Fax: +1 416 789 3951

Omar Mohamad

Sudanese Human Rights Community

Canada / Canada
23 - 360 London Terrace Ottawa, ON K1K 2W3 Tel: 745-6038 Fax: 247-1738

Aizel din Mohammed

The Rehabilitation Centre

Canada / Canada
Prosthetic/Orthotic Service, 505 Smyth Ottawa, ON K1H 8M2 Tel: +1 613 737 7350 Fax: +1 613 737 7056 fsimonai@rohcg.on.ca

Francesco Simonaitis

UNICEF - Canada

Canada / Canada
443 Mount Pleasant Road Toronto, Ontario Tel: 416-482-4444 Fax: 416-482-8035

John MacFarlane
 Harry Black
 Cathie Guthrie

United Nations Association - Canada

Canada / Canada

1476 F Heatherington Road Ottawa, ON K1V 6S1 Tel: +1 613 763 8025 Fax: +1 613 763 9812 lothcol@magi.com

Diana Armour

Wooler FOB

Jerry Powell
Jeanne Powell
Kelsey Powell
Che Powell
Alias Powell

World Conference of Religions for Peace

Canada / Canada

424 Montreal Road, Unit 15 Ottawa, ON K1K 0V3 Tel: +1 613 746 4340 Fax: +1 613 746 2750

Sister Hélène Paradis

World Vision - Canada

Canada / Canada

320 Croydon Avenue Ottawa, ON Tel: 905-567-2726 Fax: 902-821-1356 Philip_Maher@WORLDVISION.CA

Philip Maher
Matthew Scott
Dave Toycen
Linda Tripp

Youth International, World Alliance of YMCA's

Canada / Canada

94 Douglas Shand Pointe Claire, Quebec H9R 2A8 Tel: 514-694-9622 Fax: impact@sympatico.ca

Yasmin Meherally

Colombian CBL

Colombia / Colombie

Tel: +57 1 2366 769 Fax: +57 1 2187 037 emarino@uniandes.edu.co

Eduardo Marino

Strata Research

Croatia / Croatie

Brace Cvijica 20 10000 Zagreb Tel: +385 1 38 34 936 Fax: +385 1 48 14 502 puls@puls.hr

Albert Kapovic
Ozren Zunec

DanChurchAid

Denmark / Danemark

Valdemarsgade 53 Copenhagen 1665 Tel: +45/33 25 18 40 Fax: +45/33 15 38 60 danchurchaid@dca.dk

Bjarne Ussing

Danish Red Cross

Denmark / Danemark

Blegdamsvej 27 2100 Kobenhavn OE Tel: +45 3525 9200 Fax: +45 3525 9210

Jorgen Poulsen

IPPNW - Denmark

Denmark / Danemark

Rigridervej 38 DK 6400 Sonderborg Tel: Fax: +45 7442 0966

Niels Dahm

NGOs / ONGs

Kirsten Dahm

Asociacion Teleton Pro-Rehabilitacion

El Salvador / El Salvador

Calle El Pedegal y Av. L-E, Jardines de la Hacienda Ciudad Merliot Tel:+503 289 0868 Fax:+503 289 0432

Sonia Mirabel Minero

Post-Conflict Development Advisor

Eritrea / Erythré

Tel:+291 1 182030 Fax:+291 1 182030 mcgrath@eol.com.er

Rae McGrath

Finnish CBL

Finland / Finlande

Peace Station Loktorget, 00520 Tel:358-9-142915 Fax:358-9-147292 laural@kaapeli.fi

Laura Lodenius

French CBL

France / France

104/106 rue Oberkampf 75011 Paris Tel:+33 1 4314 8700 Fax:+33 1 4314 8707 Handicap_Int_Paris@compuserve.com

Laurant Vilain

Handicap International

France / France

104/106 rue Oberkampf 75011 Paris Tel:+33 1 4314 8700 Fax:+33 1 4314 8707 101510.1440@compuserve.com

Robert Keeley

Phillippe Chabasse

Jean-Charles Bertrandcourt

Sylvie Brigot

Jean-Baptiste Richardier

Jean Richardier

Handicap International

France / France

104/106 rue Oberkampf 75011 Paris Tel:+33 1 4314 8700 Fax:+33 1 4314 8707 101510.1440@compuserve.com

Robert Keeley

Phillippe Chabasse

Jean-Charles Bertrandcourt

Sylvie Brigot

Jean-Baptiste Richardier

Jean Richardier

IICD - CIID Engineering

Benjamin T. Daku Lawson

Georgian Association of Atlantic Collaboration

Georgia / Géorgie

Bagebi, House 2, Apt 39 Tbilisi, 380062 Tel:+995 32 989358 Fax:+995 32 989358 mamuka@gmfanato.org.ge

Mamuka Kudava

Medico

Germany / Allemagne

Obermainanlage 7 D-60314 Frankfurt Tel:+49 69 944 3830 Fax:+49 69 436 002 Th.Gebauer@t-online.de

Hildegard Dansmann

NGOs / ONGs

Thomas Gebauer
Sebastian Kasack

Misereor

Germany / Allemagne
Postfach 1450 D-52064 Aachen Tel: +49 241 4420 Fax: +49 241 442188 winnubst@misereor.de
Hein Winnubst

Oxfam - Germany

Germany / Allemagne
Greifswalder Strasse 33a 10405 Berlin Tel: +49 30 42850621 Fax: +49 30 42850622 oxfam@ipn-b.de
Jörn Kalinski

Welt-Entminungs-Hilfe (WEH) e.V.

Germany / Allemagne
Hauptstrasse 44-46 D-50126 Bergheim Tel: +49 2271 42081 Fax: +49 2271 42023 tamar@t-online.de
Angelika Gromann

Médecins du Monde - Greece

Greece / Grèce
5 Rue Stadiou 105 52 Athenes Tel: +301 324 3344 Fax: +301 324 3346
Irene Dris
Louisa O'Brien
Panayiotis Papanastasiou

Hungarian CBL

Hungary / Hongrie
Tel: +36 30 543 300 Fax: +36 13 720 651 sziget@mail.malav.hu
Peter Muller Sziami

Indian CBL

India / Inde
537 Sakardara Road Nagpur 440 009 Tel: +91 712 745806 Fax: +91 712 722337
Balkrishna Kurvey

National Council of Churches in India

India / Inde
N 21 Greater Kailash-I New Dehli 110048 Tel: +91 11 621 8330 Fax: +91 11 621 8330
Moses Manohar

La PASIP

Indonesia / Indonésie
JI, SMA 14 No. 12 C Jakarta, 13630 Tel: +62 21 9124088 Fax: +62 21 7900093 lapasip@indonesia.net.id
Agus Edi Santoso

Irish CBL/ Pax Christi International

Ireland / Irlande
52 Lower Rathmines Road Dublin 6 Tel: +353 1 496 5293 Fax: +353 1 496 5492 paxtdc@indigo.ie
Tony D'Costa

Caritas Cremona

Italy / Italie
Palazzo Vescovile, Piazza Sant'Antonio Maria Zaccaria 26100 Cremona Tel: +39 363 60799 Fax: +39 363 60280
Giacomo Viola

NGOs / ONGs

Instituto per la Cooperazione di Alessandria

Italy / Italie
via Gagliaudo 2 Tel:+39 131 23 26 40 Fax:+39 131 23 54 97
Barbara Laveggio

Italian CBL/ Mani Tese

Italy / Italie
Via dei Banchi Vecchi, 58 Roma Tel:+39 6 68 68 959 Fax:+39 6 68 71 477 nicoden@flashnet.it OR manitese@flashnet.it
Nicoletta Dentico

Italian CBL/ Missione Oggi

Italy / Italie
via Piamarta, 9 25121 Brescia Tel:+39 30 377 2780 Fax:+39 30 377 2781
Santina Bianchini
Fr Marcello Storgato

Association to Aid Refugees

Japan / Japon
4-5-26-2-101, Kami-Osaki Shinagawa-ku, Tokyo 141 Tel:+81 3 3491 4200 Fax:+81 3 3491 4192 aarjapan@mx.b.meshnet.or.jp
Yukie Osa

Japan CBL

Japan / Japon
6-11-8 Matsubara Setagaya-ku, Tokyo 156 Tel:+81 3 3325 0534 Fax:+81 3 3325 0534 QYF04563@niftyserve.or.jp
Motoko Mekata
Toshihiro Shimizu
Rev Toshimasa Yamamoto

Landmine Survivors Network - Jordan

Jordan / Jordanie
c/o 700 Thirteenth St, N.W., #950 Washington, DC 20005 Tel:202-661-3537 Fax:202-661-3529 LSN@landminesurvivors.org
Kamel Saadi

Kenya Coalition of NGO's Against Landmines

Kenya / Kenya
P.O.Box 44412 Nairobi Tel:+254 2 223307 Fax:+254 2 225390 mywo@users.africaonline.co.ke
Mereso Agina
Walter Odhiambo
Paul Saoko

Operation Save Innocent Lives

Kenya / Kenya
P.O. Box 63078 Nairobi Tel:254 2 574092 Fax:254 2 561357 kilenem@user-africa online co.ke
Bethuel Kiplagat

Repr. of Malawian NGO's

Vera Chirwa

Cooperation Canada Mozambique

Julio Mapote
Chude Mondlane

Mozambique CBL

Mozambique / Mozambique

Avenida Eduardo Mondlane 1170 Maputo Tel:+258 1 430430/1 Fax:+258 1 422595 cmcm@cmcm.uem.mz

Liz Bernstein
Marta Joao de Deus
Alberto Manhique

Nepal CBL/ Women Development Society

Nepal / Népal

P.O. Box 5840 Katmandu Tel:+977 1 271 794 Fax:+977 1 270 396 wodes@shova.mos.com.np

Purna Shova Chitrakar

Pax Christi - Netherlands

Pieter van Rossem

New Zealand CBL

New Zealand / Nouvelle-Zélande

6 John Sims Drive, Broadmeadows Wellington 6004 Tel:+64 4 478 1828 Fax:+64 4 384 2112 john.head@xtra.co.nz

John Head
Neil Mander

New Zealand CBL

New Zealand / Nouvelle-Zélande

6 John Sims Drive, Broadmeadows Wellington 6004 Tel:+64 4 478 1828 Fax:+64 4 384 2112 john.head@xtra.co.nz

John Head
Neil Mander

YMCA - Nicaragua

Freddy Haftelmeyer

Norwegian CBL

Norway / Norvège

P.O.Box 8844, Youngstorget 0028 Oslo Tel:+47 2203 7700 Fax:+47 2220 0870 svein.henriksen@npaid.no

Svein Henriksen

Norwegian People's Aid

Norway / Norvège

P.O.Box 8844, Youngstorget 0028 Oslo Tel:+47 2203 7700 Fax:+47 2220 0870 banmi@sn.no / michael.hands@npaid.no

Michael Hands
Halle Jom Hanssen

Norwegian Red Cross

Norway / Norvège

Postboks 1, Gronland 0133 Oslo Tel:+47 2205 4000 Fax:+47 2205 4040 bernt.apeland@redcross.no

Bernt Apeland
Sven Mollekleiv

Working Groups Against Mines

Norway / Norvège

P.O.Box 41, Haugerud N-0616 Oslo Tel:+47 2267 4847 Fax:

Petter Quande

Pakistan CBL

Pakistan / Pakistan

Tel:+92 91 810803 Fax:+92 91 810194 mcpa@mcpa.pwr.sdnpc.undp.org

NGOs / ONGs

Faiz Mohd Fayyaz

Philippine CBL

Philippines / Philippines

18 Mariposa St., Cubao 1109 Quezon City Tel: +632 725 2153 Fax: +632 437 7596 adcaedo@mnl.sequel.net

Soliman M. Santos, jr

Korea CBL

Republic of Korea / République de Corée

Rm. 1110, Korean Ecumenical Bld 136-56, Yunchi-Dong, Chongno-Ku, Seoul, Korea Tel: +822 708-4181 Fax: +822 702-4186 CISTD@cholliam.dacom.co.kr

Meeri Cho

Chang-soo Kim

Laman Az - Chechenya

Roman Gachaev

Rencontre Africaine pour les Droit's de l'Homme

Senegal / Sénégal

Dakar Tel: +221 246 056 Fax: +221 246 052 atine@ucad.refer.sn

Alioune Tine

Somali CBL

Somalia / Somalie

P.O.Box 78945 Nairobi, Kenya Tel: +254 2 444534 Fax: +254 2 444201 infonet@users.africaonline.co.ke

Abdilahi Hussein Iman

Mahamoud Issa Ali

Abdulkadir Muhidin Hassan

Hibo Mohamed Ismail

Maimo Mohamad Mohamed

Ahmed Seid Mohammed

South African CBL

South Africa / Afrique du Sud

P.O.Box 32882 Braamfontein 2017 Tel: +27 11 403 4204 Fax: +27 11 403 1005 noel@case.wn.apc.org

Jeanette Lesisa

Noel Stott

Franciscans International - Spain

Maria J. Pares

Inter Religious Peace Foundation

Sri Lanka / Sri Lanka

Isipathanaramaya, 180/34 Grandpass Road Colombo 00140 Tel: +94 1 440387 Fax: +94 1 697879

Ven Madampagama Assaji Thero

National Christian Council of Sri Lanka

Sri Lanka / Sri Lanka

368/6 Baudhaloka Mawatha Colombo 00700 Tel: +94 1 693760 Fax: +94 1 697879 nccjp@slt.lk

Rev Bastianpillai Prince Devanandan

Forum Syd

Sweden / Suède

Hornsgatan JY 5-11851 Stockholm Tel: 46-8-7027700 Fax: 46-8-7029099 dalma_foeldes@forumsyd.se

Dalma Foeldes

NGOs / ONGs

Friends World Committee for Consultation

Switzerland / Suisse

Avenue du Mervelet 13 1209 Geneve Tel: +41 22 748 4800 Fax: +41 22 748 4819 atwood@pop.unicc.org

David C. Atwood

Handicap International - Switzerland

Switzerland / Suisse

11, Avenue de Joli-Mont 1209 Geneve Tel: +41 22 788 7033 Fax: +41 22 788 7035 100731.1225@compuserve.com

Paul Vermeulen

Lutheran World Federation

Switzerland / Suisse

P.O.Box 2100 1211 Geneve Tel: +41 22 791 6428 Fax: +41 22 791 0528 rl@wcc-coe.org

Rebecca Larson

Swiss CBL

Switzerland / Suisse

4 place de la Mairie 1256 Troinex/Geneve Tel: +41 22 328 0173 Fax: +41 22 328 0173 erezuse@worldcom.ch

Elisabeth Reusse-Decrey

World Alliance of YMCA's

Switzerland / Suisse

12 Clos Belmont 1208 Geneve, Switzerland Tel: +41 22 849 5100 Fax: +41 22 849 5110 peggy@ymca.int

Peggy Ngwenya

Berenice Acosta Samano

World Council of Churches

Switzerland / Suisse

CP 2100 1211 Geneve 2 Tel: +41 22 791 6046 Fax: +41 22 788 0067 mgm@wcc-coe.org

Mariette Grange

Anti-Landmine Network of Taiwan

Taiwan / Taiwan, Province de la Chine

5, Kuo-shing St. Taoyuan Tel: +886 3 3801064 Fax: +886 3 3895419 sue1208@ccit.edu.tw

Charles Liu

Don-lin Mon

Kuo-ching Pu

Eden Social Welfare Foundation

Taiwan / Taiwan, Province de la Chine

Basement, No. 19-6, Lane 60, Kwang Fu N. Rd Taipei Tel: +886 2 577 3868 Fax: +886 2 579 5814 b456@mail.my.net.tw

Chia-Ming Lee

Wen-Hsiung Wu

Yu-Lin Chiang

Chin-Chuan Lin

IPPNW - Uganda

Uganda / Ouganda

Tel: 256-41-232668/531875 Fax: 256-41-530024/534133 acook@uga.healthnet.org

Edison Mworozzi

African Topics Magazine

United Kingdom / Royaume-Uni

Suite 106, Skillion Commercial Centre Lomond Grove, London SE5 74N Tel: +44 171 708 4520 Fax: +44 171 708 4520 afrotopicsuk@gn.apc.org

Kwasi Gyan-Apenteng

Center for Humanitarian Programmes in Abkhazia

United Kingdom / Royaume-Uni

46 Collingwood Ave London N10 3ED Tel: +44 181 883 1777 Fax: +44 1248 355 663 apsuu@hotmail.com

Vladimir Kakalia

Human Rights Watch UK

United Kingdom / Royaume-Uni

33 Islington High Street London N19LM Tel: +44 171 713 1995 Fax: +44 171 713 1800 hrwatchuk@gn.apc.org

Alex Vines

Mines Advisory Group

United Kingdom / Royaume-Uni

54A Main Street, Cockermouth Cumbria CA13 9LU Tel: +44 1900 828 580 Fax: +44 1900 827 088 claire.harrison@dial.pipex.com

Tim Carstairs

Lou McGrath

Other UK NGOs

United Kingdom / Royaume-Uni

Tel: Fax: 0044 181 286 7381 cmoon.mtb@aol.com

Chris Moon

POWER The International Limb Project

United Kingdom / Royaume-Uni

14 Western Road Henley on Thames, Oxon RG9 1V1, UK Tel: 44-1491-579065 Fax: 44-1491-578088 power@patrol.i-way.co.uk

Michael Boddington

The Cambodia Trust

United Kingdom / Royaume-Uni

P.O. Box 14, Woodstock Oxon OX20 1SH Tel: +44 1993 811674 Fax: +44 1993 813244 camtrust@atlas.co.uk

Stan Windass

The UK Working Group on Landmines

United Kingdom / Royaume-Uni

601 Holloway Road London N19 4DJ Tel: +44 171 281 6073 Fax: +44 171 281 8005 UKWGLM@msn.com

Ian Doucet

Christian Council of Tanzania

United Republic of Tanzania / République Unie de Tanzanie

P.O. Box 1454 Dodoma Tel: +255 61 21204 Fax: +255 61 324352

Hubert Lubyama

Africa Policy Information Center

United States of America / États-Unis

110 Maryland Avenue, NE, Suite 509 Washington, DC 20002 Tel: +1 202 546 7961 Fax: +1 202 546 1545 vlf@africapolicy.org

Vicki Ferguson

Am. Academy of Ophthalmology/Int. Eye Foundation

United States of America / États-Unis

3333 Collins Ferry Road Morgantown, West Virginia, USA 26505 Tel: +1 304 598 3301 Fax: +1 304 599 7346 schwabv@earthlink.net

Larry Schwab

NGOs / ONGs

CARE - USA

United States of America / États-Unis

1625 K Street, NW #200 Washington DC 20006 Tel:+1 202 223 2277 Fax:+1 202 296 8695 leach@dc.care.org

Clarice Taylor

Marianne Leach

Center for Defense Information

United States of America / États-Unis

1500 Massachusetts Avenue, NW Washington DC, 20005 Tel:+1 202 862 0700 Fax:+1 202 862 0708 disenberg@cdi.org

David Isenberg

Demilitarization for Democracy (USA)

United States of America / États-Unis

Suite 630, 2001 S Street, NW Washington DC, 20009 Tel:+1 202 319 7191 Fax:+1 202 319 7194 pdd@clark.net

Caleb Rossiter

Evangelical Lutheran Church in America

United States of America / États-Unis

122 C Street, NW, Suite 125 Washington, DC 20001 Tel:+1 202 626 7932 Fax:+1 202 783 7502 mark.brown@ecunet.org

Mark B. Brown

Friends Committee on National Legislation

United States of America / États-Unis

245 Second Street, NE Washington, DC 20002 Tel:+1 202 547 6000 Fax:+1 202 547 6019 bridget@fncnl.org / joe@fncnl.org

Bridget Moix

Joe Volk

Handicap International - US

United States of America / États-Unis

4400 Upton Avenue, Apt 401 Minneapolis, MN 55410-1929 Tel:+1 612 925 9418 Fax:+1 612 928 1945 sbwhandicap@igc.apc.org

Susan B. Walker

Human Rights Watch

United States of America / États-Unis

1522 K Street, NW #910 Washington, DC 20005 Tel:+1 202 371 6592 Fax:+1 202 371 0124 coopera@hrw.org

Andrew Cooper

Humanitarian Demining Center

United States of America / États-Unis

University Blvd - MSC 4003 Harrisonburg, VA 22807 Tel:+1 540 568 2715 Fax:+1 540 568 8176 lokeyjf@jmu.edu

Joe Lokey

InterAction/Operation USA

Carolyn Reynolds

International Association of Peace Messenger Cities

United States of America / États-Unis

20 Mumford Road New Haven, CT 06515 Tel:+1 203 387 0370 Fax:+1 203 495 7111

Alfred I. Marder

International Committee for the Peace Council

United States of America / États-Unis

W9643 Rucks Road Cambridge, WI 53523 Tel:+1 608 423 4066 Fax:+1 608 423 4966 dgi@peacecouncil.org

NGOs / ONGs

Daniel Gomez-Ibanez

IPPNW - US

United States of America / États-Unis
126 Rogers Street Cambridge, MA 02142 Tel:+1 617 868 5050 Fax:+1 617 868 2560 ippnwbos@igc.apc.org

Michael Christ
Piji Protopsaltis

Jesuit Refugee Service - USA

United States of America / États-Unis
1616 P Street, NW #400 Washington, DC 20036-1405 Tel:+1 202 462 0400 Fax:+1 202 328 9212 obryonjrs@aol.com

Laurie O'Bryon

Landmine Survivors Network

United States of America / États-Unis
700 Thirteenth Street, NW #950 Washington, DC 20005 Tel:+1 202 661 3537 Fax:+1 202 661 3529 lsn@landminesurvivors.org

Susan Eitel
Usman Fitrat
Marianne Holtz
Ken Rutherford
Jerry White

Marshall Legacy Institute

United States of America / États-Unis
1000 N Paine Street, Suite 200 Alexandria, VA 22314 Tel:+1 703 836 4747 Fax:

Daniel Layton

Media Ties

United States of America / États-Unis
815 Carroll Street Brooklyn, New York, NY 11215 Tel:718-857-5924 Fax: mediaties@aol.com

Melanie Judd

Mennonite Central Committee US

United States of America / États-Unis
21 S 12th Street, Box 500 akron, PA 17501 Tel:+1 717 859 3889 Fax:+1 717 859 3875 tmp@mccus.org / tilin@lannews.infi.net

Titus Peachey

Mine Action Associates

United States of America / États-Unis
1130 Stockmens Road, Williams, AZ Tel:+1 520 635 9070 Fax:+1 520 635 9072

David Gowdey

Mine Victim Fund

Carolyn Taylor

Minnesota CBL

United States of America / États-Unis
1221 39th Avenue, NE No. 2 Columbia Heights, MN 55421 Tel:+1 612 788 8727 Fax:

John Harmon
Dee Logan

National Association of Korean Americans

United States of America / États-Unis
276 5th ave, #806 New York, NY 10001 Tel:+1 212 679 3482 Fax:+1 212 481 9569 nakausa@aol.com

NGOs / ONGs

John H. Kim

Open Society Institute Landmines Project

United States of America / États-Unis

900 17th Street, NW Suite 950 Washington, DC 20006 Tel: +1 202 496 2406 Fax: +1 202 955 5322 apeters@osi-dc.org OR landmines@osi-dc.org

Rob Kushen
Ann Peters
John Ryle

Operation USA

United States of America / États-Unis

8320 Melrose Avenue, #200 Los Angeles, CA 90069 Tel: +1 213 658 8876 Fax: +1 213 653 7846 walden@opusa.org / opusa@opusa.org

Kathy Schutzer
Richard Walden

Ophidian Films

David A. Feingold
Dean Slotar

Peace Action US

United States of America / États-Unis

866 United Nations Plaza, Room 4053 New York, NY 10017-1822 Tel: +1 212 750 5795 Fax: +1 212 750 5849 paintl@igc.apc.org

Pauline Cantwell

Physicians for Human Rights

United States of America / États-Unis

100 Boylston Street, Suite 702 Boston, MA 02116 Tel: +1 617 695 0041 Fax: +1 617 695 0307 bayotte@phrusa.org

Bobby Neil Adams
Barbara Ayotte
Charles Clements
Leonard S. Rubenstein
Susannah Sirkin
David H. Stein

Saferworld

United States of America / États-Unis

711 Ladd Road Bronx, NY 10471 Tel: Fax: pjdavies@aol.com

Peter J. Davis

Save the Children Federation US

United States of America / États-Unis

1620 I. Street - Suite 202 Washington DC 20008 Tel: +1 202 530 4362 Fax: +1 202 293 4167 gsnetro@dc.savechildren.org

Gail Snetro

Unitarian Church

United States of America / États-Unis

152 NE 62nd St. Seattle WA 98115 Tel: +1 206 524 2295 Fax: +1 206 543 3254 afp@u.washington.edu

Audrey Pearson

United Methodist Church

United States of America / États-Unis

207 Main Street Ridgefield, CT 06877 Tel: +1 203 438 8791 Fax: +1 203 438 6594 rdayumc@aol.com

R. Randy Day

NGOs / ONGs

United Nations Association - USA

United States of America / États-Unis
 801 Second Avenue New York, NY 10017 Tel: +1 212 907-1318 Fax: +1 212 682-9185

Ralph L. Cwerman

United States Catholic Conference

United States of America / États-Unis
 3211 4th Street, NE Washington, DC 20017 Tel: +1 202 541 3199 Fax: +1 202 541 3149

Janice E. Ryan

USA CBL

United States of America / États-Unis
 2001 S Street, Suite 747 Washington, DC 20009 Tel: +1 202 456 1111 Fax: +1 202 483 9312 jill@vi.org

Ariel Brugger

Vietnam Veterans of America Foundation

United States of America / États-Unis
 2001 S Street, NW, Suite 740 Washington, DC 20005 Tel: +1 202 483 9222 Fax: +1 202 483 9312 jill@vi.org

Justin Brady

Bob Eaton

Jill Greenberg

Solange McArthur

Robert Muller

Carl Nyberg

Mark Perry

Paul Piatti

Luong Ung

Mary Wareham

George C. Wilson

Women's International League for Peace and Freedom

United States of America / États-Unis
 777 U.N. Plaza, 6th Floor New York, NY 10017 Tel: +1 212 682 1265 Fax: +1 212 286 8211 wilpfun@igc.apc.org

Hazel Tamano

World Rehabilitation Fund

United States of America / États-Unis
 386 Park Avenue South, Suite 500 New York, NY 10016 Tel: +1 212 725 7875 Fax: +1 212 725 8402 wrfnewyork@msn.com

Anthony Staros

Vietnam NGO Landmines Working Group

Viet Nam / Viet-Nam

La Thanh Hotel 218 Doi ca St, Ba Hanoi Tel: +84 4 832 8076 Fax: +84 4 832 8134 oxfamhk@netnam.org.vn

Le Thi Binh

Mines Awareness Committee of Yemen/ Radda Barnen

Yemen / Yemen

P.O.Box 11391 Sana'a Tel: +967 1 218611 Fax: +967 1 206263 raddabarnen@y.net.ye

Christine Nelke

Yugoslavia CBL/YU Child Rights Centre

Yugoslavia / Yougoslavie

Macvanska 8 11000 Beograd Tel: +381 11 344 1737 Fax: +381 11 446 1332 cpd@eunet.yu

NGOs / ONGs

Aleksandar Resanovic

Disabled People's International - Pan African Fed.

Zimbabwe / Zimbabwe

P.O. Box 2247 Bulamayo Tel: +263 9 74133 Fax: +263 9 74398

Joshua Malinga

Zimbabwe CBL

Zimbabwe / Zimbabwe

P.O. Box 988/ 70 Robert Mugabe Road Harare Tel: +263 4 759054/719 Fax: +263 4 752521 lwfzim@baobab.cszim.co.zw

Lawyers Moyo

International Organizations / Organisations internationales

African Development Bank / Banque africaine de développement

Chanel Boucher
Vice President, Corporate Management
Vice-président, Gestion de l'entreprise

Asian Development Bank / Banque asiatique de développement

D.C. Amerasinghe
Director, North American Representative Office, Asian Development Bank
Directeur, Bureau de représentation nord-américain, Banque asiatique de développement

Caribbean Development Bank / Banque de développement des Caraïbes

Sir Neville Nicholls
President
Président

European Commission Delegation / Délégation de la Commission européenne

Emma Bonino
Commissioner Responsible for the European Community Humanitarian Office
Commissaire responsable pour le Bureau des affaires humanitaires de la Communauté européenne

John R. Beck
Ambassador-Head of the Delegation of the European Commission
Ambassadeur-Chef de la délégation de la Commission européenne

Leonardo Schiavo
Head
Chef-adjoint du Cabinet Bonino

Filippo di Robilant
Spokesperson
Porte-parole

Geoffrey van Orden
Counsellor, Security Policy
Conseiller, Politique de sécurité

John Dean
Counsellor, Advanced Techniques Unit, JCR
Conseiller, Unité des techniques avancées, JCR

François Massoulié
First Secretary
Premier secrétaire

Tom McGrath
Information Counsellor, ECHO
Conseiller en information, ECHO

International Organizations / Organisations internationales

Steven Dudley
Expert, ACM
Expert, ACM

Gary Horsley
Expert, ACM
Expert, ACM

International Committee of the Red Cross /

Cornelio Sommaruga
President
Président

Mary Anne Andersen
Press Officer
Attachée de presse

Laurence Desvignes
Mine Awareness Advisor
Conseillère en sensibilisation aux mines

Chris Giannou
Medical Advisor
Conseiller médical

Peter Herby
Member of the legal Division
Membre de la Division juridique

Stuart Maslen
Advisor
Conseiller

Catherine Mikton
Information Officer
Agente d'information

Ariane Sand Trigo
Advisor
Conseillère

Gilles Sandré

International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies / Fédération internationale de la Croix-Rouge

Astrid Nokleby Heiberg
President
Présidente

Pierre Duplessis
Secretary-General, Canadian Red Cross Society
Secrétaire général, Société canadienne de la Croix-Rouge

International Organizations / Organisations internationales

Wilfried Remans

*Head of International Development, Belgian Red Cross Society
Chef du développement international, Société belge de la Croix-Rouge*

Eunice Mucache

*Director of Programmes, Mozambique Red Cross Society
Directeur des programmes, Société mozambicaine de la Croix-Rouge*

Tore Svenning

Organization of African Unity / Organization de l'unité africaine

Abderrahmane Bensid

*Ambassador
Ambassadeur*

William Nhara

Organization of American States / Organizations des états américains

Peter Quilter

*Advisor
Conseiller*

César Gaviria

*Secretary General
Secrétaire général*

Ricardo Santamaria

Elizabeth M. Spehar

UN High Commissioner for Refugees / Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

Yilma Makonnen

*Representative in Canada
Représentante au Canada*

Soren Jessen Petersen

*Assistant High Commissioner
Director, New York Liaison Office*

Stephen Smith

Legal Officer

United Nations / Nations unies

International Organizations / Organisations internationales

Kofi Annan

*Secretary General of the United Nations
Secrétaire général des Nations Unies*

Nane Annan

*Spouse of Mr. Annan
Épouse de M. Annan*

Prvoslav Davinic

*Director, Centre for Disarmament Affairs
Directeur, Centre des affaires du désarmement*

Nigel Fisher

*Director, Emergency Programmes, UNICEF
Directeur, Programmes d'urgence, UNICEF*

Reinhart Helmke

*Executive Director, Office for Project Services
Directeur exécutif, Bureau des services d'appui aux projets*

Soren Jessen-Petersen

*Director, New York Liaison Office, UNHCR
Directeur, Bureau de liaison de New York, HCR*

Palitha Kohona

*Chief, Treaty Section, Office of Legal Affairs
Chef, Section des traités, Bureau des affaires juridiques*

Stephen Lewis

*Deputy Executive Director, UNICEF
Directeur exécutif adjoint, UNICEF*

John MacInnis

*Department of Peace Keeping Operations
Département des opérations de maintien de la paix*

Bernard Miyet

*Under Secretary General, Department of Peacekeeping Operations
Sous-secrétaire général, Département des opérations de maintien de la paix*

Steve Ransley

*Senior Programme Manager, UN Office for Project Services
Gestionnaire principal de programmes, Bureau de services d'appui aux projets Nations unies*

Tore Skedsmo

*Department of Peace Keeping Operations
Département des opérations de maintien de la paix*

Andreas Vaagt

*Legal Officer, Depository Functions Unit
Conseiller juridique, Service du dépositaire*

United Nations Development Program / Programme de développement des Nations unies

International Organizations / Organisations internationales

Rafeuddin Ahmed
Associate Administrator
Administrateur associé

Leon Terblanche

World Bank / Banque mondiale

Mark Malloch Brown
Vice President External Relations, World Bank
Vice-président aux relations extérieures, Banque mondiale

Steven Holtzman

World Health Organization / Organization mondiale de la santé

Claude Romer
Chief, Violence & Injury Prevention Unit, Division of Emergency & Humanitarian Action
Chef, Unité de la prévention de la violence et des blessures, Direction des mesures d'urgence

Enrico Pupulin

Others / Autres

Other Participants / Autre participants

Patrizia Alayan

Doren André
CIDA
ACDI

David Angell

Michel Archambault
CIDA
ACDI

Mark Assad
Member of Parliament
Député

Sarkis Assadourian
Member of Parliament
Député

Jean Augustine
Member of Parliament
Député

MGen Dipankar Banerjee
Director, Institute of Peace and Conflict Studies
Directeur, Institute of Peace and Conflict Studies

Sue Barnes
Member of Parliament
Député

James Bartleman
Assistant Secretary to Cabinet, Foreign & Defence Policy
Secrétaire adjoint au cabinet, Politique étrangère et de défense

Matthew Bassett
CIDA
ACDI

Laurence Baxter

Gerhard Beinhauer

Others / Autres

Louise Bellefeuille-Prégent
Director, Arms and Proliferation Control Policy
Directrice, Politique de contrôle des armements et de la prolifération

Alejandro Bendana
Centre for International Studies
Centre d'études internationales

Yves Bergevin
CIDA
ACDI

Albert W Biggs
University of Alabama
Université de l'Alabama

Jean-Pierre Bolduc
CIDA
ACDI

Peter Bosa
Senator
Sénateur

Catherine Brennan
Landmines Team, Human Security Division, DFAIT
Équipe des mines, Direction de la sécurité des personnes, MAECI

Dean Browne
Special Advisor (Landmines), Human Security Division DFAIT
Conseiller spécial (Mines terrestres), Direction de la sécurité des personnes, MAECI

Paul Brunet
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Jim Bryce
Mc Donald Dettweiler
McDonald Dettweiler

Jacques Buré
Program Manager, Cap Anamur
Directeur de programmes, Cap Anamur

Patricia Cadieux
Landmines Team, Human Security Division, DFAIT
Équipe des mines, Direction de la sécurité des personnes, MAECI

Elinor Caplan
Member of Parliament
Député

François Carle
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Others / Autres

LCol J.P. Chabot

Section Head, Directorate Arms and Proliferation Control Policy
Chef de section, Direction de la politique de contrôle des armements et de la prolifération

Raymond Chan

Secretary of State, Asia Pacific
Secrétaire d'État, Asie-Pacifique

Maya Chovkalova

Centre for Peacemaking and Community Development in Chechenya
Centre de rétablissement de la paix et du développement communautaire en Tchétchénie

David Collenette

Minister
Ministre

Gilbert Côté

Major (Ret'd)
Major (à la retraite)

Jocelyn Coulon

Le Devoir
Le Devoir

Norbert D'Souza

Corporate Director Technologies
Directeur des services de technologie

Bryan Dalphy

Special Assistant, National Capital Region Office of the Minister of Industry
Assistant spécial, Région de la capitale nationale, bureau du ministère de l'Industrie

Tehnaz Dastoor

Nancy Deangelis

CIDA
ACDI

David DeClerq

Department of National Defense
Ministère de la Défense nationale

Carol Della Penta

CIDA
ACDI

Count Carlo Marulla di Condojanni

Head of the Sovereign Military Order of Malta
Chef de l'Ordre souverain et militaire de Malte

Said Djinnit

Others / Autres

Peter Donolo

Communications Director, PMO
Directeur des communications, CPM

Stan Dromisky

Member of Parliament
Député

Paul Durand

Director General - Latin America / Caribbean DFAIT
Directeur général - Amérique Latine/Antilles MAECI

Shirley Dussah

CIDA
ACDI

Hilde English

Lane Evans

Congress of the United States
Congrès des États-Unis

Sheila Finestone

Member of Parliament
Député

Georges Focsaneanu

President, International Demining Consultants
Président, International Demining Consultants

Mary Fowler

Robert Fowler

Robert Fraser

CIDA
ACDI

Rick Froh

Head, Land Armaments Section, Defence Support Division, North Atlantic Treaty Organization
Chef, Section des armements terrestres, Division du soutien à la défense, OTAN

LGen Robert Gard

Monterey Institute of International Studies
Monterey Institute of International Studies

Emile Gauvreau

CIDA
ACDI

Others / Autres

Robert Paul Gibbard
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Hélène Giroux
CIDA
ACDI

François Giroux
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Jozef Goldblat
Rep, Geneva International Peace Research Institute
Représentant, Institut international de recherche sur la paix de Genève

Edward Goldenberg
Senior Policy Advisor, PMO
Conseiller politique principal, CPM

Bill Graham
Chairman, SCFAIT
Président, CPAECI

Gurmant Grewal
Member of Parliament
Député

Stephen Gwynne-Vaughan
Carleton University
Université Carleton

Dan Hays
Senator
Sénateur

Eleanor Heath
CIDA
ACDI

Bruno Hébert
CIDA
ACDI

Andrew Henwood

A.J. Henwood

Lance Henwood

Others / Autres

Bruce Henwood

Judy Henwood

Pierre Héroux
CIDA
ACDI

Momeo Herwi
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Eric Hoskins
Policy Advisor
Conseiller politique

Brian Isfeld

Carol Isfeld

David Kilgour
Secretary of State, Latin America, Africa
Secrétaire d'État, Amérique latine et Afrique

Micho Kondo
Interpreter
Interprète

François Laberge
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Catherine Lappe

Andrew Latham
Assistant Professor, York University
Professeur adjoint, Université York

Jean Lausberg
Institute for Security Studies
Institut des études sur la sécurité

Robert Lavoie
CIDA
ACDI

Others / Autres

Étienne Lavoie
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Marcelle Leahy
United States Senate
Sénat des États-Unis

Patrick Leahy
Senator, United States Senate
Sénateur, Sénat des États-Unis

Michèle Lévesque
Director, International Humanitarian Assistance, Policy Branch, CIDA
Directeur de l'aide humanitaire internationale, Direction générale

Flora Liebich
CIDA
ACDI

Joëlle Lipski
National Public Relations
Relations publiques nationales

Dan Livermore
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Andrea Lyon
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Abulnasser Saleh M. Audah

Corinne MacDonald
CIDA
ACDI

Barbara MacDonald
CIDA
ACDI

Flora MacDonald

Nancy Mackay-Dietrich
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Jim Magill

Others / Autres

Jean Marc Mangin
CIDA
ACDI

John Manley
Minister of Industry
Ministre de l'Industrie

Diane Marleau
Minister of International Development
Ministre du Développement international

Jessica Mathews
Carnegie Endowment for Peace
Dotation Carnegie pour la paix

François Mathys

Carolyn McAskie
Vice President, Multilateral Programs, CIDA

John McKay
Member of Parliament
Député

Catherine McKenna
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Rob McRae
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Maureen McTeer
Adjunct Professor, Faculty of Law, UBC
Professeur auxiliaire, Faculté de droit, Université de Colombie-Britannique

Jacques Ménard

Alex Michalos
University of Northern British Columbia
University of Northern British Columbia

Hardy Michel
CIDA
ACDI

Farah Mohamed
Assistant to Paddy Torsney, Member of Parliament
Adjoint de Paddy Torsney, député

Others / Autres

Alex Morrison

*Director, Pearson Peacekeeping Centre
Directeur, Centre Pearson pour le maintien de la paix*

Nathalie Mychajyszyn

*Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères*

Chris Neal

*CIDA
ACDI*

Deborah Neill

*Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères*

Jim L. Nelson

*Texas Technical University
Texas Technical University*

Patricia Neri

*Executive Assistant, Minister of Foreign Affairs
Adjoint exécutif, ministère des Affaires étrangères*

Rupert Neudeck

*Cap Anamur
Cap Anamur*

José Thomas Nonô

*President, Inter-Parliamentary Union
Président, Union interparlementaire*

Henri-Paul Normandin

*CIDA
ACDI*

Tom O'Donnell

*Legislative Director for Congressman Evans
Directeur législatif du Représentant Evans*

Deepak Obhrai

*Member of Parliament
Député*

Jean-Pierre Ouellet

*CIDA
ACDI*

André Ouellet

*Chair, Board of Directors
Président du Conseil d'administration*

Bernard Patry

*Member of Parliament
Député*

Others / Autres

Micheal Pearson

Jean Pelletier
Chief of Staff, PMO
Directeur de cabinet, CPM

Beth Phinney
Member of Parliament
Député

Suzanne Pierce
Landmines Team, Human Security Division, DFAIT
Équipe des mines terrestres, Direction de la sécurité des personnes, MAECI

David Pratt
Member of Parliament
Député

Kate Preston
CIDA
ACDI

Debbie Price
IDA, Department of Foreign Affairs
IDA, ministère des Affaires étrangères

Dick Price
University of Minnesota
Université de Missesota

Jack Quinn
Congress of the United States
Congrès des États-Unis

Karen Redman
Member of Parliament
Député

Melanie Regimbal
Landmines Team, Human Security Division, DFAIT
Équipe des mines terrestres, Direction de la sécurité des personnes, MAECI

Timothy Reiser
Policy Advisor to Senator Leahy
Conseiller politique du sénateur Leahy

Tim Rieser
United States Senate
Sénat des États-Unis

Diana Rivington
CIDA
ACDI

Others / Autres

J.M. Robinson
CIDA
ACDI

Roch Rollin
CIDA
ACDI

Hugues Rousseau
M.I.N.E.
M.I.N.E.

Bernardo Rutgers

Marta Samper
CIDA
ACDI

Delores Sandoval
University of Vermont
Université du Vermont

Art Saper
CIDA
ACDI

Dan Scopec
Legislative Assistant for Congressman Quinn
Adjoint législatif de M. Quinn, député au Congrès

Gary Scott
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Nicola Short
Centre for European Security and Disarmament
Centre pour le désarmement et la sécurité en Europe

Louis Simard
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Daniel Sinclair

Christine Skladany
CIDA
ACDI

Michael Small
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Others / Autres

Andrew Smith
Warwick University
Université Warwick

Brian Stevenson
Senior Policy Advisor
Conseiller politique principal

Ronald D. Stewart
Professor, Dalhousie University
Professeur, Université Dalhousie

Al Rai'isi Taleb Bin Miran

Necla Tchirgi
IDRC
CRDI

Andrew Telegdi
Member of Parliament
Député

Brian Tomlin
Director, Centre for Negotiation, Carleton University
Directeur, Centre des négociations, Université Carleton

Eli Turk
Senior Policy, Office of the Minister of Industry
Conseiller politique principal, Cabinet du ministre de l'Industrie

Daniel Turp
Member of Parliament
Député

Michelle Veilleux
CIDA
ACDI

John von Kaufman
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Stephen Wallace
CIDA
ACDI

Gina Watson
CIDA
ACDI

Donovan J. Webster

Others / Autres

Seddiq Weera
McMaster University
Université McMaster

Taylor Wentges
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Nancy Wildgoose
CIDA
ACDI

Lois Wilson
Dr., International Centre for Human Rights and Democratic Development
Directeur, Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

Philip Winslow
Baltimore Sun

Pan Yc
CIDA
ACDI

William Young
CIDA
ACDI

Secretariat /

James Appathurai
Guy Archambault
Ruth Archibald
Todd Arnold
Rebeca Assad
Phillip Baines
Elisabeth Baldwin-Jones
John Bell
Louie Bellefeuille-Prégent
Ian Benson
Nasreen Bhimani
Terry Blockridge
Frazer Bob
Daniel Bon
Alan Bones
Denis Boulet
Natalie Brisson
Janet Brons
Skip Brooks

Others / Autres

Lyse Brunet
Peter Button
Ian Cameron
James Carrick
Jeffrey Chapman
Deborah Chatsis
Ron Cleminson
Pat Cocker
Greg Cooney
Alan Crawford
Jacques Crête
Louise Crosby
Madeleine D'Auray
Kim Dalpe
David Delaney
Jaqueline Deslauriers
Catherine Dickson
Brian Dickson
Brigitte Duchesne
David Dunlop
Yves Duval
Jean-Marc Duval
John English
Bernard Etzinger
Murray Fairweather
LCdr J. Fisher
Jessica Fraser
Bob Frazer
LCol Fredenberg
Annick Nicole Gauthier
Gilles André Gauthier
Maire Gervais-Vidicaire
Scott Gilmore
Mark Glauser
Bill Gusen
La Boucan Guudungia
Karen Haines
Cynthia Hartman
G. Hawkins
Bill Heslop
Karen Hopton

Others / Autres

Susan Howell
Don Hubert
R. Jakubow
Henri Jarque
Kurt Jenson
Jean-Pierre Juneau
Betty Karsgaard
Margarita Kergin
RAdm J. King
David Klug
Bob Koop
Barbara Koop
Vicken Koundakjian
Claude Lacharite
Debbie Laframboise
Gilles Lahaie
Marina Laker
Marilynn Langstaff
Matthew Lavelin
Hélène Laverdière
Claude Laverdure
Bob Lawson
Martine Le François
Stephen Lee
Stephane Lemay
LCol N. Levert
Francine Levesque
Roger Lucy
Ralph Lysyshyn
Bernard Mailhot
M. Mallard
Ethel Manns
Michael Martin
Graeme McIntyre
Peter Mckeller
Chantal McMillan
Capt A. McQuiklen
Carol Miron
Aubrey Morantz
Brian Northgrave
Michael O'Shaughnessy

Others / Autres

Denis Obray
Dennis Orbay
LCol L. Ott
Gwen Palmer
Glenn Parent
Maj D. Perrin
Deborah Peterson
Allison Phillips
Claire Poulin
Jean Prevost
Leslie Reissner
Georges Rioux
Denis Rivest
Maj R. Roy
Ginette Saucier
Marie-Lynn Savoie
Paul Schutte
Heather Scown
Sandelle Scrimshaw
Glen Sheppy
Percy Sherwood
Jill Sinclair
Don Sinclair
Carmer Sorger
Carol St-Louis
Sean Sunderland
Keith Sutherland
Louis-Philippe Sylvestre
Ross Synder
Ross Synder
Vince Tarasco
Ron Terrow
Gilles Thibeault
Jordanka Tomkova
James Trotter
Yves Turcotte
Gord Vachon
Conrad Vachon
Louis Vaillancourt
Micheal Walma
Eric Walsh

Others / Autres

Georges Whalen

Edwin Willar

Paul Willox

Marv Wodinsky

Jeff Woods

Steve Zemlak

Joe Zinni

Ray Zwicker

Liaison Officers / Agents de liaison

Roohi Ahmed

Mark Allen

Kelly Anderson

Eric Bertram

Catherine Boucher

Martin Breault

Coralee Brin

Matthew Brook

Kathy Bunka

Anne Elizabeth Burgess

Diane Caldwell

Shawn Caza

Laurent Charette

Lewis Coughlin

Simon Cridland

Doug Danch

Luce Doré

Nicolas Drouin

John Drummond

Marie-Josée Dubé

Weldon Epp

Ann Flanagan

Elise Forget

Karen Garner

Patty (Ms.) Goodfellow-Daley

Chantal Goupil

James Groen

Bruno Hamel

David Hamilton

Marie-Louise Hannan

Michael Harvey

Others / Autres

Joshua Hodgson
Douglas Holland
Ursula Holland
Roman Hruby
Roman Hruby
Christopher Hull
Michael Kaduck
Murray King
David Korth
Pawel Kotowski
Jennifer Ledwidge
Roland Legault
Michel Lemay
David Lenarcic
Jean-Phillippe Linteau
Jason Loo
Anona (Ms.) Lukawiecki-Vydelingum
Nancy MacKinnon
Susan M. Magee
Jeffrey Marder
Isabelle Martin
Karen Matthias
N. Lynn McDonald
Bernard McPhail
Chris Moran
Jill Morrell
Dan Mrkich
Nigel Neale
Michael P. Otton
Marc Parisien
Keltie Patterson
Eric Pelletier
Catherine Phinney
Benoit Plamondon
Donica Pottie
Lianne Ray
Lesley-Ann Reed
Jean-Jules Renaud
Tracy Reynolds
Jean Riopel
Eric Robinson

Others / Autres

Nobina Robinson
Paul Roche
Perry Samoyloff
Jan Scazighino
David Steuerman
Derrick Stewart
Sylvie Tabet
Jean-Philippe Tachdjian
Peter Blyth Taylor
Jane Taylor
Steve Vallée
Mebs Velji
Gerry Willms
Todd M. Winterhalt
Amanda Wolch
Natalie Zend
John Zimmerman



**An Agenda
for Mine Action**

A Global Ban on Landmines

**Ottawa, Canada
December 2-4, 1997**

163248999 (E)
163249001 (F)

Dear Colleagues:

It has been a privilege for Canada to host representatives from countries and organizations around the world as we opened for signature the convention to ban landmines which so many have worked for so long to achieve. It has also been an honour to have the world's experts on the landmine crisis here with us to discuss the challenges we will face in the future on this important issue. Together we have begun to map out a way for the international community to move forward together in a coherent and coordinated way to promote and ensure the speedy and effective entry-into-force and ongoing implementation of the new Convention.

The Mine Action Forum and discussions which we have held in the roundtables have enabled us to develop an initial road map — an Agenda for Mine Action — which we hope will assist our future work together. This document contains a listing of initiatives that states, NGOs, international agencies and organizations have indicated they will undertake in the immediate future in support of the treaty and its goals. This document will help track our progress and provide a calendar of events to facilitate coordination and sharing of information and expertise.

The Agenda for Mine Action will also contain a summary of the discussions and ideas developed in the roundtable sessions held over the past days. A final document — "Mine Action: Networks" — contains a list of contact points to facilitate closer cooperation and coordination among those active in the landmine issue.



This document represents a snapshot of international thinking and planning in support of the ongoing landmine campaign at the moment of our concluding the Ottawa conference. However, we recognise that the process is a dynamic one and that this Agenda must be built upon and further enriched over the coming weeks and months.

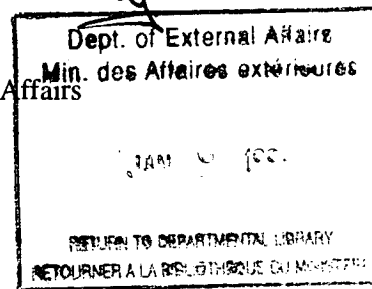
Canada commits itself to playing an active role in support of this agenda. The remarkable cooperation and political, financial and human commitment that brought us to this point must be maintained.

As we leave Ottawa and this remarkable phase of the process, I would like to thank you for your support and participation in the Ottawa Conference. I would also like us to remind ourselves that this was just the beginning. It is an ongoing commitment to partnership and cooperation that will enable us to succeed in meeting our goal of a world finally freed from the fear and suffering of AP mines.

Yours sincerely,

Lloyd Axworthy

Lloyd Axworthy
Minister of Foreign Affairs



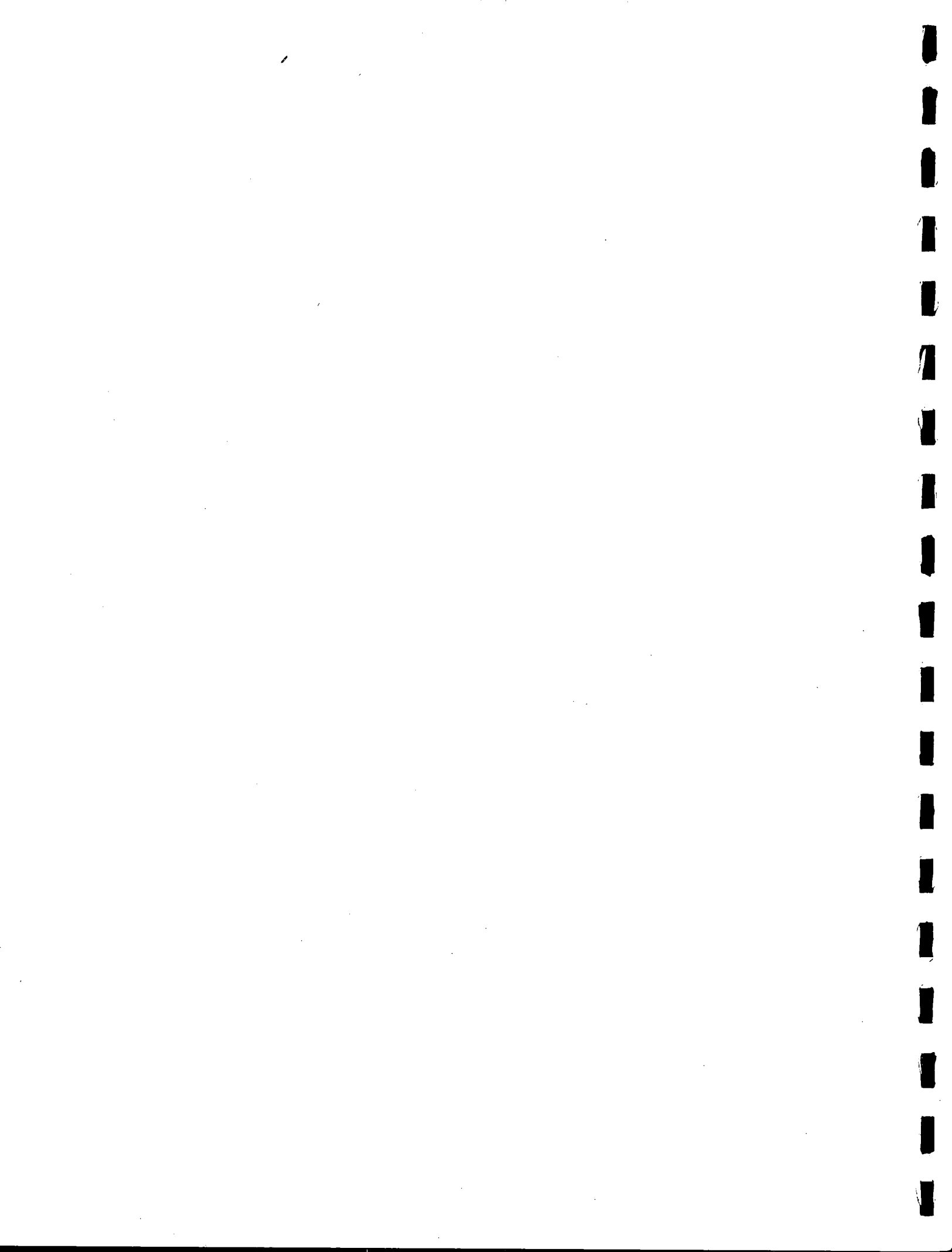
S 4551 44361
S 4551 441 (F)



**A Program
for Mine Action**



PHOTOS: J. RODSTED



A PROGRAM FOR MINE ACTION

At the Ottawa Conference, States Parties to the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction were joined by others in considering the elements of a global action plan to ensure progress on the issue of anti-personnel mines during the period leading up to entry into force of the Convention. In plenary sessions for the Ministerial Conference and Mine Action Forum, the following initiatives were circulated or announced.

GENERAL MINE ACTION INITIATIVES

In signing the Convention, States Parties expressed their determination to put an end to the suffering and casualties caused by anti-personnel mines.

- Canada** - Establishment of a \$100 million fund. This fund will support early ratification and entry into force of the Convention and universal acceptance and compliance with its provisions, and support mine-affected countries in the areas of capacity building for indigenous mine action programs, mine awareness education, and assistance to victims.
- Central America** - *Central America 2000* initiative to declare the region mine-free by the year 2000.
- EU** - Revised *Joint Action* on AP mines to provide a further EU contribution to demining and victim assistance as well as a moratorium on the transfer and production of anti-personnel mines.
- OSCE** - The Forum for Security Co-operation will circulate annually among participating States a questionnaire on anti-personnel landmines, with responses due by March 15, 1998 and subsequently by December 15 each year.
- UNDPKO** - As focal point for mine action within the UN, and through the activities of the newly-created Mine Action Service, to set up new

programs and support existing ones, manage information, promote new techniques and technologies, and play an advocacy role. These new functions are in addition to the demining responsibilities that have traditionally been part of peacekeeping missions.

- ICRC** - Organize regional seminars and national roundtables of military and political leaders on the military utility/humanitarian costs of AP mines (Central/Eastern Europe and Asia).

ENTRY INTO FORCE

Participants in the Ottawa Conference stressed the need for governments to take the necessary national steps to ratify the Convention as soon as possible in order to bring this instrument into force and make effective its provisions. Canada, Ireland and Mauritius presented to the UN Secretary General their instruments of ratification, becoming the first three states to ratify the Convention. Importance was attached to ensuring that states have the technical capacity to comply.

- Austria** - *Ratify in 1998 Initiative*, using bilateral and multilateral contacts to encourage signatories to ratify the Convention in 1998.
- African Topics** - African Topics Magazine will produce a special issue on the Ottawa Conference (March 1998), and a journalists' handbook on the Ottawa Conference, the Convention and ratification process.
- ICBL** - Public campaign *Entry into Force During 1998*. Lobby the UN to proclaim the year 2000 as International Year of the Eradication of Landmines.
- ICRC** - Global promotion and distribution of ratification kits, including a summary of the Convention for parliamentarians and the public and guidelines for state adherence and implementation.
- Publication of a layman's guide to the Ottawa treaty.
- IPU** - Circulation of a survey to member states of the Inter-Parliamentary

Union on what parliamentarians can do to ensure the implementation of the landmines ban.

- UNICEF** - Lobby non-signatories to sign the Convention; promote early ratification by signatories.

STOCKPILE DESTRUCTION

The Convention calls for the destruction of all stockpiled anti-personnel mines owned by signatories as soon as possible, but not later than four years after entry into force.

- Denmark** - Destruction of existing stocks to be completed by the year 2000.
- France** - Destruction of stockpiled anti-personnel mines to be completed before the year 2000.
- Hungary** - Under the "package of unilateral measures", all remaining stockpiles will be destroyed by December 31, 2000.
- Ukraine** - Ready to begin partial destruction of its APM stockpiles, with the first stocks to be destroyed by the end of 1997.
- ICBL** - Work with governments to establish a base line of mine-related information against which to measure the accuracy of data provided on entry into force.

MINE CLEARANCE

Participants in the Ottawa Conference recognized the importance of removing anti-personnel mines already in the ground. Signatories to the Convention agreed to destroy all anti-personnel mines in mined areas under their control not later than 10 years after entry into force and, where possible, to assist others in mine clearance and related activities.

- Australia** - Continuation of multi-year demining programs.
- The Australian Defence Science and Technology Organization will

spend AUS \$4 million over the next five years on research into improved mine detection and neutralisation.

- Austria**
- Creation of a new Mine Information Centre of the Austrian Armed Forces for the dissemination of know-how on demining.
 - Increase assistance to demining, mine awareness and victim-rehabilitation programs, and increase the number of Armed Forces instructors for international demining operations.
- Belgium**
- Increased contribution to the UN Voluntary Fund and to the ICRC; continuation of research into high technology demining solutions, including a continued contribution to the pilot project "Airborne Minefield Detection in Angola." Additional contributions will amount to more than BF 63 million, bringing the annual global contribution to more than BF 100 million.
- China**
- Second massive demining campaign in the border regions of Yunnan province. (November 97- December 99)
- EU**
- US \$40 million in 1998 for demining (European Commission); plus up to ECU 4.5 million in other contributions to international and regional organizations; plus ECU 15 million for development of appropriate technologies for humanitarian demining (European Commission).
 - Convening an *End User Forum* on demining in January 1998, probably at the Joint Research Centre (JRC) in Ispra, Italy.
 - Convening an International Symposium and Exhibition on demining technology at the JRC in Ispra on September 29, 1998.
- Finland**
- Initiating a two-year mine clearance program, in cooperation with the Cambodian Mine Action Centre. A Finnish mine-clearing group will be deployed; total cost, FM 9.2 million.
- France**
- To open the doors of the Ministry of Defence's Engineering Academy in Angers (Ecole Supérieure du Génie) to foreign trainees and members of NGOs.

- To promote the establishment of a world data bank on the world's mined areas.
- Germany**
 - To host an International Experts Conference on Demining, focused on mechanical mine clearance and detection technologies (early June 1998).
 - To increase its current level of bilateral funding for demining activity, including mine-related education and awareness building (to approximately DM 20 million per annum).
- Italy**
 - To provide US \$5.9 million for demining in 1998. An additional US \$1.25 million is expected for multilateral demining assistance.
- Japan**
 - Within the framework of the Tokyo Guidelines, to extend ¥10 billion in assistance over the next five years in the fields of demining, vocational assistance and victim assistance.
 - To make possible the provision of equipment or technologies necessary for humanitarian mine clearance.
- Netherlands**
 - Commitment to step up efforts at demining, including the launch of a training program for 80 mine clearance instructors for humanitarian mine clearance operations.
 - Research and development program looking at new, improved techniques for humanitarian mine clearance; first tangible results expected by the year 2000.
- Norway**
 - US \$100 million contribution over five years, for mine clearance and awareness and mine victim assistance.
- Romania**
 - Donation of demining equipment, a mine-related radiological laboratory and a mobile medical unit, to Angola.
- Slovenia**
 - To assist Bosnia and Herzegovina in demining; and, in the context of mine action in Bosnia and Herzegovina, to establish an International Trust Fund for Demining, Mine Clearance and Assistance to Mine Victims.

- Solomon Islands** - To undertake a study, with assistance from the UNDP, to determine the feasibility of removing unexploded ordnance left behind on the seabed from World War II.
- Sweden**
- Increase funding for demining to approximately Cdn \$28 million.
 - Increase funding for R&D (multi-sensor mines detector) by approximately Cdn \$3 million. Start-up R&D project on the use of mine dogs, in cooperation with the Cambodian Mine Action Centre.
 - Complete the establishment of a national mine clearance centre.
 - Work on a database to complement that of the UN.
- Switzerland**
- To establish the Geneva International Centre for Humanitarian Demining directed toward practical solutions to the operational problems posed by humanitarian demining, including creation of a data base and management training courses. (Official creation of the centre March 1998; pilot seminar of directors of humanitarian demining programs in April/May 1998; annual conferences of demining program directors.)
 - To host a two-day International Expert Conference on Demining Policy Planning and Implementation. This conference is designed to give impetus to cooperation among signatories to the Ottawa Convention by providing a forum for contacts, the clarification of obligations, and the exchange of field experience and relevant information (early September 1998).
- Thailand** - To help demine Thailand's entire common border with Cambodia within the next three years.
- UK** - To double its resources for demining to £10 million per year over the next three years. Resources will be committed to new technology that improves safety standards and speeds up clearance.
- USA** - Demining 2010 Initiative. A global demining campaign to remove landmines by 2010. This will involve a panel of distinguished Americans to advise and mobilize support, and will include the hosting of an international conference in Washington May 21-22, 1998 to

develop strategies for eliminating the landmine threat to civilians by the year 2010.

- USA Department of Defense-hosted conference to gain appreciation for operational and environmental conditions confronting Mine Action Centres and demining NGOs, and obtain a "wish list" of technology they would like to see US and other R&D establishments pursue (January 20-22, 1998 at Ft. Belvoir, Virginia).

- Demining Conference at James Madison University, Washington DC (December 15-16). Focus will be on NGOs involved in demining and their informational requirements.

- The USA will increase its financial contributions to global demining to approximately US \$82 million in 1998. The goal is to increase to \$1 billion per year worldwide resources devoted to landmine related issues, including mine awareness education, mine and unexploded ordnance clearance, and mine victim assistance.

- The USA will work to expand the number of countries supported by its humanitarian demining program to 21 in 1998, with more considered in 1999.

CAW

- Contribution of Cdn \$1.25 million by the Canadian Auto Workers for demining in Mozambique.

OAS

- Launching a mine clearing program in Guatemala.
- Expanding the number of trained deminers who could be made available to the international community after the year 2000.

OAU

- Implementation of the Plan of Action adopted at The First Continental Conference of African Experts on Landmines at Kempton Park.

Physicians for Human Rights

- Offer to convene a meeting to establish standardized methods to collect information and report on mine incidents, with NGO, International Agency and state involvement.

UNA-USA

- "Adopt-a-Minefield" program, by which minefields identified by the UN will be paired with adoptive communities in the USA and abroad that will raise funds for their demining.

- UNDP** - Proposed establishment of a Mine Action Centre, in a mine-infested developing country, to focus on training of trainers in survey, minefield information systems, mine awareness, assistive devices and networking. The Centre would promote the sustainability of global efforts through the development of national capacities. It would increase coordination among programs worldwide by providing a forum for sharing lessons learned.
- UNICEF** - Promote mine awareness through international distribution and promotion of the animated video *The Silent Shout: Helping Children Learn About Landmines* (with Canada's assistance).

MINE VICTIM ASSISTANCE

The Convention clearly recognizes the need to provide assistance for the care, rehabilitation and social and economic reintegration of mine victims.

- EU** - Contribution of up to ECU 8 million to the ICRC for assistance to mine victims.
- Holy See** - Contribution of US \$100,000 to the ICRC for victim assistance.
- Norway** - *Norwegian Mine Victim Support Strategy*. In support of the ICRC's comprehensive mine victim assistance program, Norway will contribute US \$20 million over a five-year period.
- ICBL** - National campaigns to promote the establishment of an international day for mine victims.
- ICRC**
- Continued support to health facilities treating patients injured by mines.
 - Continuation of a series of war surgery seminars to train surgeons in the surgical treatment of mine injuries.
 - Undertake a study of the psychological and socio-economic needs of disabled mine victims.

- Organize an international technical and cooperation meeting of key agencies providing field assistance to mine victims.
- Further develop programs of mine awareness in affected countries; convene an international conference on mine awareness (Sarajevo, February 1998).

LSN

- Establish in 1998 support services for landmine survivors by developing locally-run networks in 12 mined countries, providing an international training conference for Landmine Survivors Network (LSN) associates, and launching an easy-to-use database on victim assistance over the Internet. LSN will also work closely with donor governments, private industry and international NGOs to raise US \$3 billion for a range of effective survivor assistance over 10 years.

COORDINATION/ASSESSING PROGRESS

There is widespread agreement on the need for effective coordination of international efforts by states, international organizations and NGOs, and for transparency in tracking progress made.

Austria

- European seminar on the implementation of treaty obligations with regard to APM in the armed forces. (Summer 1998 in Vienna.)

Canada

- Host a senior working-level meeting in March 1998 to discuss how the international community might best manage the humanitarian demining and victim assistance agendas during the coming months and years, and to seek agreement on a coordinated global approach to utilizing the resources and energy committed, with maximum results and cost effectiveness.

EU

- To promote greater international coordination through a Steering Committee, and working groups for appropriate technology, information management, and afflicted country actions.

Hungary

- To consider co-sponsoring a regional conference to promote dialogue and encourage joint action.

- Ireland** - To host an international meeting in autumn 1998 in Dublin to assess the current state of the anti-personnel mine problem as well as international progress on mine action (in cooperation with Canada and the ICBL).
- CIET** - A Mine Action Tracking System will be established by Community Information, Empowerment and Transparency in every mine-affected country, once funding is secured. Mine action tracking obtains data in a way that precipitates effective local action; it provides reliable operational accounting of mine action impact, benchmarks the reduction in mine events and changes in food security, and identifies points where the gains in mine action have levelled out.
- ICBL**
- Meeting in Bosnia and Herzegovina (early 1998).
 - Second NGO Tokyo Conference (January 31-February 1, 1998).
 - Meeting in South Korea (Late January-early February).
 - Demining in Southern Africa Seminar, co-hosted by GEM, SACBL, MAG (South Africa, February 1998).
 - West African NGO strategy workshop (February 1998).
 - Regional government/NGO seminar in Budapest (March 1998).
 - Meeting in Moscow, ICBL/IPPNW (May 1998).
 - Meeting in Burkina Faso parallel to OAU Summit (June 1998).
 - Seminar on Non-state Actors and the Ban (June 1998).
 - 5th International ICBL Conference (tentative; Fall 1998).

CALENDAR OF MINE ACTION EVENTS

1997

December

- Demining Conference at James Madison University, Washington DC (December 15-16). Focus will be on NGOs involved in demining and their informational requirements.

1998

January

- USA Department of Defense-hosted conference to gain appreciation for operational and environmental conditions confronting Mine Action Centres and demining NGOs, and obtain a "wish list" of technology they would like to see US and other R&D establishments pursue (January 20-22, 1998 at Ft. Belvoir, Virginia).
- An informal NGO working group on landmines will meet in Geneva on January 27, 1998 to review the action plan from the Ottawa Conference. (Quaker United Nations Office, Geneva)
- ICBL: - Second NGO Tokyo Conference (January 31-February 1)
 - Meeting in South Korea (Late January/early February)
 - Meeting in Bosnia and Herzegovina (early 1998)
- EU to convene an *End User Forum* on demining, probably at the Joint Research Centre (JRC) in Ispra, Italy.

February

- ICBL: - West African NGO strategy workshop.

- Demining in Southern Africa Seminar, co-hosted by GEM, SACBL, MAG. (South Africa)

- ICRC: International conference on mine awareness, in Sarajevo.

March

- Canada to host a senior working-level meeting to discuss how the international community might best manage the humanitarian demining and victim assistance agendas during the coming months and years, and to seek agreement on a coordinated global approach to utilizing the resources and energy committed, with maximum results and cost effectiveness.
- ICBL: Regional government/NGO seminar, in Budapest.
- Switzerland officially opens the Geneva International Centre for Humanitarian Demining.

April

- ICRC: National roundtables in Central Asia. (April-June 1998)
- Switzerland to host a pilot seminar of directors of humanitarian demining programs at the Geneva International Centre for Humanitarian Demining. (April/May 1998)

May

- ICBL/IPPNW: Meeting in Moscow
- USA to host an international conference in Washington (May 21-22) for donors, recipient nations, international demining organizations and NGOs to make firm commitments for additional demining support, develop mechanisms to better coordinate demining operations and develop a global strategy for removing the landmine threat to civilians by the year 2010 (Demining 2010 Initiative).
- ICRC: Regional seminars in Central/Eastern Europe (May-June 1998)

June

- Germany to host an International Experts Conference on Demining focused on mechanical mine-clearing and detection technologies. (Early June)
- ICBL: - Meeting in Burkina Faso parallel to OAU Summit.
- Seminar on Non-state Actors and the Ban.

Summer

- European Seminar on the Implementation of Treaty Obligations With Regard to APM in the Armed Forces (Austria).

Fall

- Switzerland to host a two-day International Expert Conference on Demining Policy Planning and Implementation (early September).
- EU to convene an International Symposium and Exhibition on demining technology at the JRC in Ispra on September 29, 1998.
- Ireland to host an international meeting in the autumn in Dublin to assess the current state of the anti-personnel mine problem as well as international progress on mine action (in cooperation with Canada and the ICBL).
- ICRC: National roundtables in East Asia (September-October 1998).
- ICBL: 5th International ICBL Conference (tentative).

Dates in 1998 to be Determined

- ICRC:
 - Regional seminar in South Asia.
 - Continuation of a series of war surgery seminars to train surgeons in the surgical treatment of mine injuries.
 - International technical and cooperation meeting of key agencies providing field assistance to mine victims.

- Physicians for Human Rights offer to convene a meeting to establish standardized methods to collect information and report on mine incidents, with NGO, International Agency and state involvement.
- Hungary to consider co-sponsoring a regional conference to promote dialogue and encourage joint action.

1999

Dates in 1999 to be Determined

- Annual conference of demining program directors, at the Geneva International Centre for Humanitarian Demining.
- Switzerland to host possible follow-up to the 1998 International Expert Conference on Demining Policy Planning and Implementation.

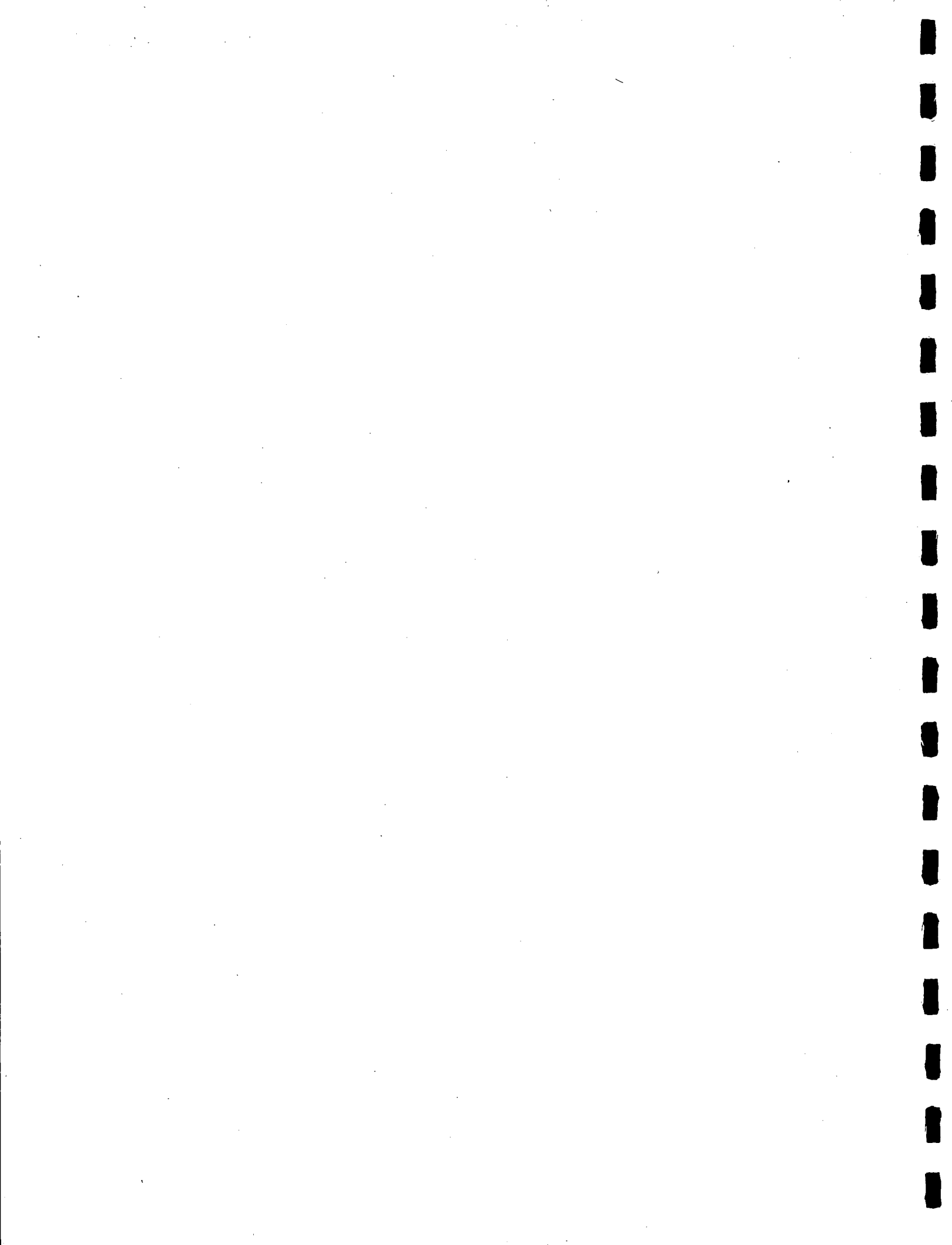


Mine Action: Perspectives and Challenges



The following roundtable summaries include selected material only and are not verbatim transcripts.

PHOTOS: J. RODSTED



Opening Plenary for Mine Action Forum

Chair: His Excellency Ambassador Bjorn Skogmo, Kingdom of Norway

Keynote Speaker

Hon. Lloyd Axworthy
Minister of Foreign Affairs, Canada

Canadian Foreign Minister Lloyd Axworthy welcomed participants to the Mine Action Forum, noting "the world's peoples and governments have been engaged in an extraordinary global effort to ban anti-personnel mines, and we've succeeded." When the Ottawa Process began, he said, "I confess to being unsure of the results, but it was a risk worth taking." He noted that more than 100 countries were expected to sign the Treaty in Ottawa — more opening signatories than almost any treaty ever negotiated.

While the Treaty is cause for celebration, the Minister underscored the grief and suffering that landmines still cause around the world. He also urged participants to "stop for a moment to reflect on the wider implications of our work together over the last 14 months," suggesting three lessons that could be drawn from the Ottawa Process:

- International public opinion places limits on human behaviour, even on the battlefield.
- Diplomacy can work in new ways to bring about unprecedented progress.
- A full partnership between states and non-governmental organizations (NGOs) can lead to results that neither group could achieve on its own.

The Ottawa Process would not have been possible five to 10 years ago, he said. But since then, international fora have opened up to a range of non-state actors, state sovereignty has become more diffuse, and a global commons has emerged in which "civil society has demanded and earned a place at the table... People power has moved onto the international stage." These new voices sent a clear message that "there is no public tolerance for weapons that cause massive civilian casualties."

Axworthy said a treaty drafted by a group of Canadian schoolchildren had put the land mines issue in the clearest and simplest terms: "Children should have the right to play and not get hurt." As the focus of foreign policy decisions shifts from primarily military security interests to human issues of poverty, human rights and environmental degradation, the Minister stressed, "it's no longer enough to ensure the security of the nation. Security is found in the conditions of daily life."

He announced that Canada would ratify the Treaty tomorrow, and challenged participants to ensure that it enters into force within a year, by getting the necessary 40 ratifications. "Does that sound familiar?" he asked.

Mr. Bernard Miyet
*Under-Secretary General, Department of
Peacekeeping Operations, United Nations*

Bernard Miyet, UN Under-Secretary General for Peacekeeping Operations, stressed the size and complexity of the task ahead, noting that mine action "is not simply about mines. It's also about people and their interactions with mine-contaminated environments."

Action on land mines must address a wide range of elements and options, including humanitarian and development components, alongside the "core competency" of mine eradication. Miyet said the mandate of the UN's newly-created unit, the Mine Action Service, includes coordination with other UN agencies, member states and outside partners, supporting mine clearance programs, setting up new programs, coordinating information, promoting new mine clearance techniques and technologies, and ongoing advocacy. The Service will work with field programs in countries like Cambodia and Afghanistan, and will also have the flexibility to set up new programs until the UN Development Program or host countries can take them over.

Miyet stressed the need for participating states to contribute generously to the Voluntary Trust Fund, noting that its budget request of \$12 million per year is “only a small fraction of the more than \$145 million required annually for mine action.” He suggested the international community pursue three key priorities in the period following the conference:

- Better definition of the scope and consequences of the problem of landmines, recognizing that the raw numbers — 110 million mines and innumerable victims — fail to fully capture the humanitarian, economic and developmental aspects of the issue.
- A list of specific activities to be carried out, from mine eradication to risk reduction.
- Ensuring coordination for the actions that are undertaken around the world.

Hon. Patrick Leahy
United States Senate, United States of America

United States Sen. Patrick Leahy recalled Minister Axworthy’s “leap of faith” that launched the Ottawa Process, noting that the governments and NGOs at the conference “will achieve something that no one expected that has the potential to prevent horrific suffering among whole generations of people around the world.” He added that the Americans who supported the Process “will renew our efforts to bring our own government inside the Treaty. I had hoped that would no longer be necessary. But it’s a challenge I welcome, because I’m absolutely convinced that such a day will come.”

Stressing that he spoke as an individual, Leahy challenged those who have not yet made a commitment to sign the Treaty to bring forward sound reasons for not doing so. “There are no legitimate reasons not to sign — just excuses,” he said.

All participants should leave Ottawa determined to build coalitions for the next phase of implementation, said Leahy. The Senator stressed the importance of the Treaty with or without the US signature. He suggested that the President’s decision not to sign was based upon pressure from the Pentagon and the view of advisers who wrongly defined the use of mines as a choice to protect soldiers’ lives. He added that the

Pentagon had proposed exceptions to the Treaty that would weaken it and delay implementation for 10 years, an outcome that would have been “totally and completely unacceptable”.

Such voices can only hold back the tide of history for so long, Senator Leahy said. He called land mines “a plague against mankind”: one which we have released and one which only we can end. Stressing the need for all countries to play a role, the Senator appealed to his own government to sign. He added that if the US government was unwilling to sign the Treaty today, it should make a clear commitment as to conditions under which it will sign the Treaty with meaningful timetables that will allay fears of indefinite delay.

Mr. Rafeuddin Ahmed
Associate Administrator, United Nations Development Programme

Mr. Rafeuddin Ahmed, speaking for the United Nations Development Programme (UNDP), paid tribute to Canada’s leadership in achieving the Treaty to Ban Landmines. However, he noted that even if universally adopted, it would not address those already in the ground. It is the goal of the UN to do everything necessary to promote demining, so that people of all countries may regain control of their own lands and have the freedom of movement they need for sustainable development.

The UNDP sees demining as a key component to sustainable development strategies and has already accomplished a great deal toward mine mapping, locating and disposal in such countries as Afghanistan, Mozambique, Angola and Cambodia. Thousands of square kilometres of farm land have been cleared, and travel is now safe over thousands of kilometres of road.

After seven years of experience, the UNDP has identified several key components of a successful program. These include a commitment of local expertise and resources, leadership at the national level, and tight coordination to ensure that work is not done piecemeal. In addition, “mine pollution” must be seen as a long-term development problem, not a short-term security issue.

Because common problems arise with every new demining effort, much time can be saved by the sharing of international experience. To this end, the UNDP has done a pre-feasibility study on the creation of a new International Mine Action Centre to be located in a developing country which could share experience, promote networking and provide a forum for governments and NGOs to advance the work of de-mining. Initiatives such as this could play a vital role in eliminating those mines already in the ground, Ahmed concluded.

Mr. Steve Goose
International Campaign to Ban Landmines

Steve Goose of the International Campaign to Ban Landmines said that the progress to date has been an excellent example of governments world wide listening to the concerns of "civil society". The partnership that has been built must be maintained, he stressed, to ensure that the "new mindset" is accepted: the view that the use of landmines is a crime.

The process of negotiation has fine-tuned the Treaty, and the result is a good one. However, stressed Goose, it must now be implemented. The mines now in the ground must be removed, and there must be help for the survivors of landmine accidents. Future improvements must include a ban on anti-handling devices for anti-vehicle mines and more severe restrictions on mines used for training. In addition, there must be a means to deal with "non-state" actors who play a role in setting landmines.

Goose noted that Canada is setting a good example by signing and ratifying the Treaty at the same time. He issued the challenge to other signing states to ratify the Treaty by the end of 1998. Meanwhile, much work remains to bring all nations into the Treaty.

The International Campaign will work with governments to achieve rapid, effective implementation, with the goal of achieving early entry into force. Many countries have said ratification will need two to three years, but Goose said the process must be achieved in months. Similarly, governments have undertaken to achieve destruction within four years and removal within ten, but Goose stressed the need to

"start the clock ticking" on these deadlines. Domestic legislation will be needed to implement the Treaty and all partners must work hard to universalize it.

Mr. Stephen Lewis
Deputy Executive Director, UNICEF

Stephen Lewis of UNICEF put a human face on the scourge of landmines with the story of Godfrey, a young boy of Northern Uganda. Godfrey lost both legs above the knees to a landmine while searching the forest for the grave of his father, killed in civil strife. There are 8,000 to 10,000 "Godfreys" every year, Lewis said.

Lewis called the Treaty "an historic step on the road to sanity", that would reverse a pattern of folly. He noted that it is an important step toward observance of UNICEF's Convention on the Rights of the Child. The use of landmines by which children can be maimed and killed offends virtually every aspect of the Convention, including the right to life.

The Treaty has been a triumph for the International Campaign, Lewis said. While governments ignore "civil society" all too often, the present process has worked so well that all want to be of help. For their part, UNICEF representatives will be instructed to attempt to persuade governments to sign, intervene at the political and bureaucratic levels to get governments to ratify, and work to increase landmine awareness and victim assistance. The priorities are to get mines out of the ground, reduce the casualties and reduce the anguish of those who have been affected.

Elimination of landmines has become a force of history, Lewis said. He predicted that all countries would sign, challenging them to do it before July 1st — Canada Day, 1998. He stressed UNICEF's continuing commitment to maintain pressure on governments that haven't signed the Treaty, work with political and civil society to encourage ratification, and promote mine awareness and victim assistance.

The Military vs. The Humanitarian Cost of Anti-Personnel Mines

Chair: Mr. Stephen Lewis, Deputy Executive Director, UNICEF

The Military Utility of Anti-Personnel Mines

Lt. General (retired) Robert Gard
President, Monterey Institute of International Studies, USA

General Gard sought to address the question of whether anti-personnel (AP) mines work from a military perspective. He concluded that they are not indispensable and their humanitarian considerations far outweigh their military utility. In short, anti-personnel mines should be banned.

The principles of "military necessity" and "proportionality" are well established in international law. Military necessity permits reasonable means to be used in order to accomplish military objectives. This is an essential component of the debate on banning anti-personnel mines.

In a recent statement, the US Army's Deputy Director for Strategic Plans and Policy noted that AP mines are a necessity for three reasons: to secure the battlefield, to enhance the effect of other weapons, and to protect friendly forces. Therefore, the US is reluctant to ban any weapon that might save the lives of US men and women in uniform.

But AP mines are an indiscriminate weapon, and we need to examine whether their use is militarily

justifiable. A 1994 study conducted by an independent research body concluded that AP mines have "quite modest" military utility in defence operations, and probably "a negative net military utility" in offensive operations. These conclusions were reinforced in a November 1996 paper that concluded that the current use of mines threatens to neutralize US technical military advantages, limit tactical maneuverability and slow the operational tempo of US forces. This was borne out during the Gulf War. As a result, General Norman Schwarzkopf, the former Commander of Allied Forces in the Gulf War, and other retired US generals urged President Clinton to support a ban on AP mines as both a humane and militarily responsible act.

The Human Costs of Anti-Personnel Mines

Mr. Soren Jessen-Petersen,
Director, New York Liaison Office, UN High Commissioner for Refugees

"Mines force people to flee, and they further endanger their return," said Jessen-Petersen. Anti-personnel mines are one of the deadliest problems facing refugees: their effects are costly and long lasting, continuing to kill and displace people long after the war that caused them has moved on.

Jessen-Petersen noted that AP mines are often spread for the purpose of displacement, to ensure that "the enemy" is driven out, and to prevent them from reaching safety. Mines can also prevent the delivery of humanitarian services to those most in need, and this forces humanitarian aid workers to take great risks. This is seen by those who lay the mines as one way of maintaining control of refugees.

Anti-personnel mines inhibit repatriation. Many refugees remain in refugee camps out of fear. Mines



also inhibit reintegration, for example when a farmer is afraid or unable to return to the land. Eighty percent of those displaced are women and children; they are being disproportionately harmed with far-reaching consequences.

The UNHCR does not itself have the capacity to deactivate landmines except on a very limited scale. Its main roles will continue to be those of advocacy, education and coordination among organizations.

In conclusion, Jessen-Petersen said that demining must now be given priority in order to allow for the return of refugees to their homeland. The warring parties should be responsible for clearing the land as they know where the mines are. This crime against human kind must not be allowed to continue.

The Socio-Economic Costs of Anti-Personnel Mines.

Dr. Neil Andersson,
Executive Director, Community Information & Epidemiological Technologies International (CIET).

Dr. Neil Andersson presented the concept of "mine smartness", noting that although "mine awareness" is certainly not a problem with most countries, it has not changed the behaviour of those living near landmines over the years. This newer approach has a mobilizing effect by allowing those most affected to become involved, and the real impact is felt at the local level. This is the beginning of the second era of landmines research.

Dr. Andersson asked delegates to imagine the sound and flash of a landmine explosion. Harder to imagine, he said, is what happens after the flash. One-third of those involved in landmine explosions die immediately. Those who survive are left to pick up the pieces of their lives, and most suffer psychological damage. Men report that they no longer feel like men, and women no longer feel like women. They suffer the loss of their productive power and their ability to provide, the loss of their livestock, and often the loss of their household goods as they sell possessions to help pay for their rehabilitation. The results include disabled households, disabled communities, and disabled countries. This also has serious negative consequences for national economies.

Based on recent "mine action tracking" studies conducted on substantial populations in Afghanistan, Cambodia, Bosnia and Mozambique, Dr. Andersson concluded that it is possible to quantify the human and some of the social consequences of AP mines, and people's response to their effects. In parallel to skill-building, there must be training to measure and benchmark social impacts.

The Use of Anti-personnel Mines in War

Major General (retired) Dipankar Banerjee
*Co-Director, Institute for Peace and Conflict Studies
New Delhi, India*

This is a historic moment, Major General Banerjee began, for a weapon of war is on the verge of being banished through people's actions. "Nations have been shamed into participating and expediting the process," he declared, "but we are just at the beginning of a process." As long as the military feels that landmines serve a useful purpose in conflict, they will pressure governments not to sign a treaty banning their use. However, he attacked the military's argument that landmines are necessary for legitimate security needs.

According to General Banerjee, the anti-personnel mine is outdated; its military usefulness long over. Landmines cause more harm than good. Historically, he said, landmines were used to blast walls and fortresses. They were not used extensively in warfare until the Second World War.

There are six kinds of anti-personnel mine fields: border, defence, tactical, dummy, nuisance and protective fields. Landmines have never really been very effective, said General Banerjee, for there are always ways around them. Military history strongly suggests that their success was limited and doubtful at best. In some cases, for example Korea and Vietnam, the mines were turned around by the enemy, resulting in casualties to the armies that initially laid them.

Landmines can be easily replaced by other technologically advanced systems that are not so indiscriminate and injurious to civilians. It is time to rid the world of this "horrible weapon of war."

Discussion

- One participant addressed the situation in Afghanistan, where people, for example children, may pick up mines because they are desperately looking for scrap metal. Some also consider it an act of bravado to enter mined areas. Dr. Andersson agreed that this was a problem and should be addressed, perhaps in part through an education program.
- A delegate asked if research exists on how mine victims, particularly women, reclaim their lives. If no such research has been conducted, she said, the Council of Canadians would be very interested in becoming involved. Dr. Andersson replied that there are some good and not-so-good rehabilitation programs. One successful example involved retraining victims to become deminers. He agreed on the need for research, indicating his interest in discussing this gap with the Council of Canadians.
- A delegate asked if the political will exists to clear landmines, which are mostly in the Third World. General Gard responded that it is economic will, rather than political will, that is needed.
- The question of “home-made” mines and their regulation, as well as the verification process, was raised. The panel agreed this process was weak, but stated that no verification regime could ever ensure that no new mines are produced. The only hope of ridding the world of all landmines is to develop a consensus that they are out of bounds.



Early Ratification Of The Ban Treaty: Building Political Will and Technical Capacities for Early Ratification

*Chair: His Excellency Lucius Caflish
Ambassador for Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Switzerland*

Diplomatic Challenges

Mr. Thomas Markram
*Director, Disarmament Division
Department of Foreign Affairs
South Africa*

What many people privately considered an impossible diplomatic challenge a year ago has already been accomplished in only one year, said Mr. Thomas Markram of the South African Department of Foreign Affairs. Now the top priorities are to ensure that the treaty is legally binding by ensuring ratification as soon as possible, and to push for its universalization.

The Convention will only be as good as its implementation by states parties, Markram said. One immediate challenge will be to ensure that the necessary political will and technical capacities exist. Stakeholders should ensure any future international conferences and symposiums focus on the technical and functional aspects of implementation. A second challenge will be gathering better data on the number of emplaced mines since it will be used as a basis for access to scarce resources.

Markram expressed the hope that states will, at the very least, provisionally apply Paragraph 1, Article 1 of the Convention (ban on use) pending its entry into force, as called for by the Vienna Convention on Treaties. In closing, he stressed the need to promote the early ratification and universalization of the Convention. "We cannot build political will and technical capacity on the premise of reiteration of gloom," he said. "We need to provide hope for those living in mined countries, and be able to show that the challenges we face are realizable in terms of time periods and funding."



Facilitating Ratification and National Implementation

Mr. Stuart Maslen
*Mine Advisor,
International Committee of the Red Cross*

Although a commitment by a state to sign a treaty is significant, it is not enough because it is not accompanied by a corresponding duty to ratify it, said Stuart Maslen of the International Committee of the Red Cross. It is simply a means for the state to submit it to parliament for formal debate and approval. If this Convention is to avoid the fate of some others which took up to 40 years to ratify, there is an urgent need for a "diplomatic push".

Maslen outlined the ratification process. The first step is to ensure there is support from the executive branch of governments, he said. State parliaments will not be entitled to make reservations as they did with respect to other Conventions, and there may also be a need for penal legislation.

Parliamentary ratification of the Convention is followed by the formal adherence process. This involves a deposit of the instrument of ratification, approval, acceptance or accession with the UN Secretary-General.

Six months after ratification, a state becomes party to the Convention. The Entry into Force takes effect six months after 40 states have ratified it. At that time, states parties will have the duty to support mine clearance and give assistance to landmine victims in accordance with the Convention's provisions. This is followed by a formal reporting obligation after 180 days in accordance with Article 7. Within four years, states must destroy all stockpiled anti-personnel mines. Within ten years, all emplaced anti-personnel mines must be destroyed or the state must submit a request for an extension to the United Nations.

The International Committee for the Red Cross has produced a layperson's guide to the Convention which is aimed at non-legal specialists. It is currently available in English only, but will be available next year in the other official UN languages.

Country Campaign Perspective

Ms. Nicoletta Dentico
Coordinator, Italian Campaign to Ban Landmines

Italy may ratify the Convention requiring a global ban on landmines as soon as April 1998. But Nicoletta Dentico of the Italian Campaign to Ban Landmines said she will press for even faster ratification.

Dentico urged participants to push their governments to ratify the Convention immediately. Italy is one of six countries which have passed legislation banning landmines, giving Italians an additional reason to push for immediate ratification. She said government representatives had told her today they would ratify the treaty as soon as possible — in three or four months, once budget discussions are completed. Dentico urged Italy's Prime Minister to make ratification happen even sooner.

Dentico noted the signing of the treaty is not the endgame. It is the beginning of the ratification process, which requires that 40 countries ratify the treaty before it becomes a binding reality. One example to be

avoided is the Inhumane Weapons Convention, which was signed in 1980 but ratified by only six countries by December 1994. Fortunately, pressure from national campaigns revived commitment and 57 countries had ratified the Convention by 1995.

Cooperation between governments and national campaigns has improved remarkably since then, Dentico said. She urged other national campaigns not to allow the complexity of the ratification process to slow things down. The Italian campaign will urge its government to press for early endorsement among other leading European nations.

Campaigning for Ratification

Mr. Nigel Fisher
Director, Emergency Programmes, UNICEF

Sustaining momentum and political will on a national and global level is essential to effective action on banning landmines, said Nigel Fisher of UNICEF.

Fisher says the near-universal ratification of the Convention on the Rights of the Child offers some suggestions for pursuing rapid ratification of the Ban Convention. Sustained momentum, mobilization of national political will, and acceleration of regional and global action are all essential for success.

Now that the Nobel peace prize has been awarded to the ICBL, Fisher recommended that the Campaign take advantage of this opportunity by making high-profile visits to both signatory and recalcitrant countries, and by urging everyone from parliamentarians to school children to keep public pressure on governments. UNICEF representatives have been urged to work with NGOs, religious leaders and government representatives in their countries to press for early ratification. Fisher stressed the need to build relations with key people in the appropriate government ministries, which will differ from one state to the next. UNICEF is also working with regional intergovernmental bodies such as the OAU, the Arab League and the OAS to introduce resolutions at their regional conferences that support a total ban. Religious leaders are another important group of supporters to mobilize to lobby national governments. UNICEF will work to renew its alliance with the interfaith World Conference

to promote ratification. Fisher noted that a special strategy is needed to engage the munitions industry.

Fisher also recommended that the alliance work with countries such as South Africa, which are opinion leaders and can influence a number of others to take action.



Discussion

The following points were raised in discussion:

- A majority of countries at Oslo rejected the inclusion of provisions for reservations, derogation and withdrawal. This is intended to be a total ban comparable to the treaty on chemical weapons, covering conditions of both peace and war.
- The Convention does not apply directly to non-state actors, but the ICBL is committed to working with guerilla groups to get them to abide by Treaty principles. For example, Operation Life Line Sudan negotiated with the Sudanese Liberation Army to adopt a code of conduct outlawing targeting of civilians. There may be cultural or national values, for instance to protect women and children, that can be used as an argument for a ban on landmines. The Treaty establishes an international norm that other countries of the world can call upon to put pressure on warring factions.
- It was suggested that countries which have already passed legislation on the landmines ban provide copies to others that are drafting it.
- Another international gathering in the near future was suggested to keep up momentum for ratification.
- One participant urged that NGOs continue to be present in the corridors and behind the doors where ratification is taking place.
- National Red Cross Societies can play a special role, working with government to promote implementation of the Convention.

Parliamentarians and the Agenda for Mine Action 1

*Chair: The Honourable Sheila Finestone, P.C., M.P., President,
Inter-Parliamentary Union Group, Canada*

Achille Occhetto
*Chair, Foreign Affairs Committee, Chamber of
Deputies, Italy*

Mr. Occhetto said that women and children, generally those from the poorer segments of society, are often the victims of landmines. Moral outrage and the potential for stigmatization by others first put pressure on governments to take action. Parliamentarians must continue to work with NGOs to ensure that the Convention is implemented.

He stressed that the Convention, which will be signed by so many countries, was an example of globalization, and that it replaced purely nationalistic interests. In this trend, parliamentarians will continue to involve themselves internationally, he added.

There must now be central coordination to make the most of the reserves of all countries. However, there is far to go to put an end to this humanitarian crisis. Many countries — often the highly developed countries — legally protect the manufacture and sale of landmines.

While all abstaining countries must be persuaded to add their endorsements to the Convention, it is also very important to persuade those countries still producing and selling landmines to endorse the Convention.

He added that the Italian Parliament has enacted a new law prohibiting landmines. All anti-personnel mines have been outlawed, together with any other mines that are designed for the purposes and that can be converted into anti-personnel mines.

Mr. Tony Cunningham
Member of the European Parliament

Mr. Cunningham said that the anti-landmine issue is primarily a moral one. He added that it is vital that the Convention be ratified and implemented and that non-signers be persuaded to sign as soon as possible. Parliamentarians often need help to get the real picture — a picture that is not always given by diplomats and official advisors — and herein lies the value of NGOs.

He noted that he himself came to the landmine issue through an active, anti-mine organization in his home constituency in Cumbria, and that, as a member of that organization, he wrote a landmine report for the European Parliament calling for a public inquiry into landmines. He said he makes a point of raising the subject of landmines to both non-supporting groups and supporters whenever possible. He added that it is the role of parliamentarians to act as liaisons between public expectations and the government.

A working group for the Parliament, which represents 370 million people, also called for a global ban. This group continues to move the process forward and will urge European states to ratify the Convention as soon as possible.

Many organizations will be involved in rehabilitating victims of mines and in demining lands. These organizations should sign a statement of principle detailing how the work should be done. Legislators will create the controls to ensure that public money, which is the main source of funding, is spent wisely, and that tasks are carried out efficiently. He added that mines should be removed first from areas where their presence prevents farming, even if there are few mines, rather than from less used areas, even those with a large number of mines. Certainly there is no quick fix, he added. There is a need for increased resources for mine clearance and victim assistance.

Senator Patrick Leahy
United States of America

Sen. Leahy said that "tremendous force" will be needed if the goals of the Convention are to be reached. To that end, no one can slow down in their efforts. Governments must be made to disclose the locations of their mines, those both in the field and stockpiled at home, along with how many mines have been destroyed, under whose auspices and at what cost. Elected officials must ensure the existence and adherence to controls.

The role of Parliamentarians is to give voice to the moral issue and to create and oversee the initiatives. After meeting a child landmine victim in Honduras, he established a fund to provide prostheses for the victims. The fund, though large, could never meet the needs of the increasing number of victims and, as a result, he moved to legislative action.

He lobbied for and obtained support from members of both parties to ban the exporting of landmines. Senators with personal military experience were very supportive of this initiative, he added. In spite of Pentagon opposition, the measure passed. He noted that other countries, such as Italy, have taken similar action. In the US, it was the legislative, not the executive branch, that initiated Research and Development to advance demining technology, and that again it was those with military experience — people who "know reality" — who needed the least convincing.

Although there is still strong resistance, he is convinced that the US will sign the Convention. In the meantime, Parliamentarians must push for the rapid ratification of the Convention.

Discussion

The following is the discussion that occurred after the panel presentations.

- A delegate from France questioned, given the relative inactivity of his government about landmines, whether priority should be given to ratifying the Convention or to addressing national issues through laws. Sen. Leahy urged ratification. Cunningham agreed, but noted that the European Parliament's working group could bring pressure to bear on France. Mr. Occhetto pointed out that the Convention is not enough; it is specific legislation that makes sanctions possible and that compels the destruction of stockpiles of landmines.
- A participant questioned whether, in light of the fact that the cost of demining is considerably higher than mine building or placement, what kind of assistance could be obtained from countries that build mines. The participant also questioned the fundraising implications for these countries. The UN will be a leader in funding for demining, but it cannot be counted on to act alone, a panelist responded. Other countries propelled by "armies of humanity" will contribute funds to demining efforts along with their commitment not to lay additional mines. One local funding strategy may be to collect money for demining efforts in a manner similar to that used in Canada to collect money for UNICEF; enlisting children to raise money on Halloween or on some other holiday.



- A participant questioned whether the US Senate deterred the US from signing of the Convention. Using the US Senate as a reason for the failure of the US to sign the Convention is not warranted, a panelist responded. The participant felt that the President is very persuasive; his political will, coupled with public pressure, would have been enough to sway the Senate into ratifying the Convention.
- A participant wondered to what extent the EU Parliament had input into nation-state action in relation to the present Convention and what impact it could have on future action. A panelist responded that the EU Parliament has played a role in bringing national governments on side, and it will continue to have a role to play. However, it is the 'power of the people' that has made the most difference. Even traditionally conservative civil society institutions have taken radical action around the landmines issue. Private companies have also taken initiative on their own accord, choosing not to export components to countries if they know that these components will be used for making landmines. Furthermore, international inter-parliamentary action to bring hesitant states on-side is currently underway by the Inter-Parliamentary Union.
- A participant asked delegates from second and third world countries if they were interested in making comments about the impact of landmines on the lives of people in their countries. As people in the first world, we can empathize but we are unable to speak from personal experience. A member of the panel responded that there is no question that landmines have had a detrimental impact on an entire generation of people in Africa. In addition, women are particularly affected, in that lost limbs

make it even more difficult for them to fulfill their roles (e.g., mobility during pregnancy, gathering firewood or water, etc.). It is true that landmines are not gender selective; however, some thought must be given to the special needs of female victims. It is imperative that discussions include issues related to landmine producers as well as to the banning of mines.

The following questions and comments were also made by participants.

- In Canada, the Inter-Parliamentary Union Group intends to create a working group to follow up on the implementation of the Convention.
- Presently, there are no legislative inroads being made to make it illegal for a citizen of a Convention signing country to transfer landmines from one non-Convention signing country to another non-Convention signing country. Can we devise laws governing the transfer of landmines similar to those in the EU and Canada governing paedophilia?
- What international role can parliamentarians who are already motivated in relation to the landmines issue have on their colleagues who are less motivated? Is it appropriate to host an international conference for parliamentarians around this issue?
- This Convention is often referred to as a victory of humanity over war. What role does the economy play? What criteria have parliamentarians established to prevent the export of components that may be used to build landmines in non-Convention signing countries?
- The debate is over now; on their own initiative, companies are halting production of parts used in the manufacture of landmines.

Universalization of the Ban Treaty 1: Complementary Work in Other Global and Regional Fora

Chair: Dr. Thomas Hajnoczi, Austria

The Conference on Disarmament

Her Excellency Ambassador Joëlle Bourgois
*Ambassador and Permanent Representative of France
to the Conference on Disarmament*

Delegates should not ignore those countries who have not agreed to sign the treaty banning anti-personnel mines, began Ambassador Joëlle Bourgois. A sizable number of states export and use anti-personnel mines. She noted that the Treaty must not become an obstacle to states wishing to use an easier route to finally accede to the Treaty. These "culprits" have been criticized sharply, Ambassador Bourgois said, but emphasized that those countries who will sign must convince those who "who cannot immediately follow us" to take a step in the right direction. Signing and ratifying Protocol II of the CCW or pursuing initiatives in the Conference on Disarmament would advance the cause.

However, even though some of those countries causing problems may never sign, others may take small steps toward the Treaty requirements; this must be seen as a success. Other non-participating countries have "ideological differences" concerning the Treaty that also block consensus.

Importantly, consensus seems to be forming around prohibition on transfers. Even though this may seem like a modest improvement, Ambassador Bourgois explained, many countries participating in the signing of the Ottawa Treaty first began with a moratorium on transfers, and then moved to a ban on production and use.

For these non-participating countries, one modest measure would be to reduce production capacity by internally regulating the supply, use, and market for mines. Signatory countries could support public opinion and NGOs in countries where this influence is somewhat limited.



The Convention on Certain Conventional Weapons

Mr. Hans Klingenberg
Ministry of Foreign Affairs, Denmark

The Convention on Certain Conventional Weapons can play a limited role to universalize the Ottawa Treaty by using its annual meetings as a forum to convince those states not ready to ratify the Treaty to do so in the future, said Minister Hans Klingenberg.

The Convention membership has grown from 30 parties in 1980 to 60 states currently. A call for a total ban was issued at the 1995 Review session, where it was debated substantially, but put aside when it "quickly became clear" that such a far-reaching proposal for a total ban was not possible. Instead, long discussions were held on restrictions and prohibitions on anti-personnel mines, and consequently, there were major improvements over the first Protocol Two. New provisions included bans on the use of non-detectable anti-personnel mines, application to internal conflicts, new regulations for the use of self-destructing and self-neutralizing mines, prohibition on the transfer of

prohibited and restricted anti-personnel mines, and new and important provisions for technical assistance to those states who need mine clearance, and for assistance to victims through the United Nations system.

One of the weaknesses of the Protocol was that under the provisions for dumb anti-personnel mines, there was a long deferral period whereby states could defer action on anti-personnel mines for up to nine years. Many states, including Denmark, Klingenberg said, were uncomfortable with the limited progress after such long and arduous negotiations. Consequently, the global community began to think of a prohibition on existing anti-personnel mines.

The Role of the United Nations in Promoting a Global Ban on Anti-personnel Mines

Mr. Prvoslav Davinic
Director, UN Centre for Disarmament Affairs

The UN Secretary General and the general membership can play a role in promoting a global ban on anti-personnel mines, said Prvoslav Davinic. The process leading up to the Ottawa Treaty began outside the UN for practical reasons, he pointed out, but the UN is now firmly involved and the Secretary General has supported the whole exercise "unequivocally". The UN will now take up the challenge and contribute as much as it can to the universal implementation of a global ban on mines.

The Secretary General, who is the depository of the Treaty, can use his "moral authority" to press the issue and to appeal to countries who did not sign the Ottawa Treaty to join as soon as possible. Additionally, the Secretary General can encourage UN member countries to assist those countries who cannot, for financial reasons, destroy anti-personnel mines. Members states to the UN can keep the issue "alive" and on the agenda in an attempt to get more countries to adopt the Treaty resolutions, he said.

However, said Davinic, delegates should understand that non-signers do have legitimate concerns for not signing the Treaty. These concerns need to be addressed and member states must have "tolerance" for

a step-by-step approach to get these countries to support the global ban on anti-personnel mines. UN member countries could provide technical and financial help to countries needing assistance to remove mines "provided they sign the Treaty," he suggested.

The Western Hemisphere as an Anti-personnel Mine-free Zone

Her Excellency Ambassador Marlene Villella de Talbott
Ambassador and Permanent Representative of Honduras to the Organization of American States

The Organization of American States (OAS) is close to its goal of making the western hemisphere an anti-personnel mine-free zone by the year 2000, according to Ambassador de Talbott. Support from the international community was essential to accomplishing this, she said.

Recent history has placed Central America at the epicenter of competing ideologies between superpowers, she explained. Vast areas of land were mined; the cost was very high in economic and human terms.

In 1991, Honduras looked to the OAS to deal with the legacy of war, including removing landmines, many of which were unregistered and had been placed in inaccessible scrub land. The OAS, in turn, looked to the international community for technical expertise and to support such initiatives as observer missions and the formation of a security commission.

With Resolution 1299, the General Assembly of the OAS demonstrated its commitment to the problem and, in 1996 in Panama, the body called for the elimination of anti-personnel mines in the Americas and a moratorium on the production, use and transfer of anti-personnel mines. The following year the organization called for a binding agreement to prohibit the use of anti-personnel mines.

Ambassador de Talbott made special mention of the International American Defense Board for its role in training technicians and ensuring that security standards and procedures were adequate. This training, combined with accessible medical facilities, ensured there were few deaths and accidents during the demining program.

She said the demining initiative shows that millions have the courage and solidarity to meet the primary objective — the complete banning of anti-personnel mines.

Toward a Mine-free Africa: Action Plan of the Organization of African Unity

His Excellency Ambassador Abderrahmane Bensid
Executive Secretary of the Organization of African Unity

The Organization of African Unity (OAU) has an action plan to achieve a mine-free Africa, said Ambassador Bensid. The plan has two distinct stages.

The first stage is ratification of the Treaty in support of a resolution adopted by the OAU in 1995 for a complete ban on anti-personnel mines on the African continent. Action to achieve ratification of the Treaty should be directed at governments of all OAU

member states — their national parliaments can introduce legislation to ratify the Treaty. NGOs have a critical role in lobbying governments, and the media in sensitizing the public to the importance of the Treaty at this stage. The OAU's goal is ratification of the Treaty by 40 African countries by next June or September.

The second stage of the action plan is implementation of the Treaty itself. At the national level, this would include adopting legislation against the use, transfer and stockpiling of anti-personnel mines; assessment of demining operations; and mobilization of financial resources for both the demining operation and the victim assistance.

At the local level, initiatives could include the organization of regional seminars by the OAU and ICRC, with participation by government and NGOs, and the creation of a coordinating committee that would evaluate regional anti-personnel mine elimination programs and exchange experiences with other regional coordinating committees.



Discussion

- A delegate asked what actions the OAU would take to put restrictions on multinational companies operating in Africa. He said that multinational corporations, who look to their own governments for protection, have created "African Syndrome" in the region.
- In response, Ambassador Bensid said that Africa is changing. While at one time multinationals could dictate, they cannot dictate anymore. The landmine issue, like everything else, will be decided by a civilian society that has adopted responsibility for its own decision.
- A representative from Antigua and Barbuda asked whether those states who fueled the discord in Africa are bearing any responsibility for the removal of landmines in the region.
- Ambassador Bensid responded that when the OAU met in Hampton Park, they stressed the historical responsibility of those states and discussed ways to pressure them to dedicate a percentage of their military budgets for landmine cleanup in Africa.
- A representative from Chile said it was essential to involve the UN organization in this process.
- A delegate asked whether the panel had any information on the difference in impact of anti-personnel mines on men, women and children.
- Ambassador Bensid said that in Angola, 70 percent of all landmine injuries are to women and children. In Mozambique, one in 324 people has been injured by landmines. These statistics show the enormous impact anti-personnel mines have had in the region, particularly since African women contribute in so many ways, including economically, to the welfare of their families.
- A representative from the Quaker UN office asked Ambassador Bourgois to lay out a scenario to show how the Conference on Disarmament could play a role in encouraging an anti-personnel mine ban.
- Ambassador Bourgois said the role of the Conference on Disarmament depends on agreement among its members. She suggested that some of the "difficult" countries might be willing to take a small step in the right direction by prohibiting the transfer of landmines. She urged dialogue with these countries and suggested it was important not to write them off. She added that NGOs have played, and must continue to play, a major role in the Conference on Disarmament. NGOs linked with media were very effective in the Nuclear Test ban.
- A representative from Madagascar asked for the panel's comments on the interaction of political, social and economic problems caused by landmines.
- Ambassador Bensid spoke about the impact of landmines in Angola and Mozambique, where peasants aren't able to work their land. If a peasant is disabled by an anti-personnel mine, families suffer on a social, economic and psychological level.
- Ambassador de Talbott said the enormous impact of landmines was the reason that the OAS decided to be a mine-free zone by the year 2000.

Preparation for Effective Entry-into-Force of the Ban Treaty

*Chair: His Excellency Ambassador Sergio Gonzalez-Galvez
Under Secretary for Multilateral Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Mexico*

Treaty Obligations

Dr. Thomas Desch
Ministry of Defence, Austria

Austria prepared a draft Treaty text which was circulated at the 1996 Ottawa Conference, noted Dr. Thomas Desch of the Austrian Ministry of Defence. Subsequently, the Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on Their Destruction was adopted by nearly 100 states on September 18, 1997 in Oslo.

Dr. Desch outlined the obligations that states incur when they become a party to the Convention. Besides technical obligations, these consist of core obligations and supplementary obligations.

Core obligations entail prohibition of the use, stockpiling, production and transfer of anti-personnel mines (APMs) and the obligation to destroy stockpiles and to clear mined areas. However, a limited number of APMs may be retained for the development of techniques for mine detection, clearance or mine destruction, and for training in these techniques. The transfer of APMs for the purpose of destruction is also permitted.



Supplementary obligations facilitate and support compliance with the core obligations. These include international cooperation and assistance, various reporting requirements, facilitation and clarification of compliance with the core obligations and the duty to adopt the necessary measures in order to ensure national implementation of the basic Treaty obligations.

Such clear and unambiguous treaty obligations are essential for an effective entry into force of the Treaty, Dr. Desch concluded.

Collecting Data in the Field

Mr. Lou McGrath
Director, Mines Advisory Group, United Kingdom

Mr. Lou McGrath of the UK's Mines Advisory Group noted that the Treaty obliges states parties to supply information on mined areas, with their location and contents, "to the extent possible" within 180 days of entry into force, and to report on warning measures taken.

While the timetable for reporting is short, this is no justification for the submission of inadequate data which give no clear picture of where the problems are, how they should be addressed and how they should be prioritized. McGrath recommended that data collection be based firmly on the principles of humanitarian mine action and planned as an integral part of a complete strategy. In this way, reporting becomes an essential preparatory step for full-scale clearance of the affected areas, rather than an end in itself.

Survey teams must be properly qualified, trained, paid, insured and supervised. Surveyors must have a broad understanding of what a mined area actually is, in the perception of those who use it. The survey must be community-based, taking account of local knowledge, culture and patterns of land use, including the impact of factors such as seasonal activities and land

tenure issues. Data collected centrally can be quite inadequate for identification of dangerous areas, especially considering the way minefields move.

In closing, McGrath noted that while the Treaty calls for reporting and clearance of anti-personnel mines only, exclusion of anti-tank mines and unexploded ordnance is not justified from the broad humanitarian perspective. All must be addressed as threats to human safety.

Mine-Affected State Perspective

Mr. Ranko Vilovic
Head, Department of Peace and Security, Ministry of Foreign Affairs, Republic of Croatia

Ranko Vilovic of the Croatian Department of Peace and Security stressed that Croatia is very sensitive to the landmines issue and welcomes the Treaty initiative. He especially thanked Canada for its leadership in this process, Austria for drafting the text, Belgium for organizing the Conference in Brussels last June and Norway for hosting the Conference in Oslo in September 1997.

The Convention is especially valuable in its emphasis on the special needs of some countries for technical and financial assistance with mine clearance and rehabilitation for victims, and the obligation of countries which can provide such assistance to do so. Croatia has some three million landmines on its territory, which have so far caused over 700 fatalities and 1500 injuries. With 0.63 mines per inhabitant and 53 mines per square kilometre, Croatia is one of the world's most threatened countries. Vilovic pointed out the clear need for technical and financial assistance beyond that provided by the UN Voluntary Trust Fund. All efforts at assistance are valuable and will be appreciated, he said. It is Croatia's hope that the implementation of this Convention will contribute to faster solutions of problems related to mine clearance.

Although it is clear that much remains to be done, Vilovic concluded, this Treaty stands as a momentous achievement. He stressed Croatia's belief that regional initiatives, designed to include nations who have not yet signed the Treaty, offer the opportunity to build on this achievement and may be the most effective way to proceed.

Depositary Functions

Dr. Palitha T.B. Kohona
Chief, Treaty Section, Office of Legal Affairs, United Nations

The depositary function for the Treaty is conferred upon the Secretary-General of the United Nations, said Dr. Palitha Kohona.

The UN role requires impartiality and strict adherence to legal requirements. Should a disagreement arise, the matter is brought to the attention of the signatory states and any international organization concerned. The final decision on the issue rests with these parties.

Details of the depositary function are listed in the 1969 Vienna Convention on the Law of Treaties. These include serving as custodian of the original text of the treaty, receiving signatures and keeping all parties, as well as states entitled to become parties, informed of all actions relating to the treaty.

The signature, ratification and approval of a treaty can be effected only by one of three recognized state authorities: the head of state, the head of government or the foreign minister, unless one of these parties has duly vested another person with "Full Powers".

The UN Secretary-General performs the depositary function for 491 multilateral treaties. He is not obliged to accept the role of depositary for treaties outside the UN ambit, but usually does so where the treaty's object is consistent with that of the United Nations.

Each year, the Secretariat publishes an updated version of the document *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary General*, containing details relating to the status of agreements on deposit. It includes information on signatures, ratifications, declarations, reservations and objections. This document is available on the Internet (<http://www.un.org/Depts/Treaty>).



Discussion

Participants raised the following points:

- The Treaty does not address the issue of reparations in general, or the problem of dealing with non-state actors involved in placing mines. It was noted that negotiations of reparations has bogged down many peace treaties in the past. The issue was excluded for the present in order to facilitate a timely ban on landmines. Inclusion of non-state actors would pose many other problems. While their role in international law-making is limited, they may also voluntarily accept and apply certain aspects of international law. NGOs play an important role in this process.
- While the Treaty allows some mines to be kept for research and testing by the signatory nations, no specific numbers are prescribed. The term “minimum number” was used deliberately in an effort to expedite negotiations. This issue can be revisited at the first annual meeting.
- Any country who signs the Treaty has an obligation to expose other signatory nations which are still using mines.
- Signatory countries have an obligation to assist those who require help with mine clearance, regardless of how long ago the mines were placed.

Mine Clearance: Perspectives and Challenges

Chair: Dr. Friedrich Ruth, Special Advisor to the Federal Foreign Minister on Anti-Personnel Mine Matters, Federal Foreign Office, Germany

Report on Bonn Conference

Dr. Gunter Mulack
Director, Federal Foreign Office, Germany

Dr. Mulack outlined the findings of the Bonn Conference on Mechanical Mine Clearance held in Germany last year following the meetings in Copenhagen and Tokyo. The conference had two primary aims: to convey a strong political signal in order to maintain public interest in landmine problems, and to bring together international experts to discuss solutions. He identified mine awareness, mine clearance and victim assistance as the central issues. He said that there was an "urgent necessity for coordinated efforts."

Mulack lamented the insufficiency of current mechanical means of mine clearance, noting that mine detecting and clearing techniques must be tailored to local conditions in the afflicted country using the "toolbox approach." Current mine clearing mechanisms are exceedingly heavy — some are 50 tons — and are only suitable in 30% of affected areas. Dr. Mulack voiced the need for safer, faster and cheaper clearance means in general, and for more lightweight mechanical options in particular. Dr. Mulack stressed, however, that it is necessary to "use available technology now" while developing solutions for the future.

In Bosnia, Germany is currently evaluating the performance of two new German-engineered mine clearing mechanisms — the Minebreaker 2000 and the Mineclearer 2000. Other German prototypes are being tested elsewhere. Dr. Mulack also revealed Germany's intent to test airborne detection technologies to the evaluation process next year in Angola.

Dr. Mulack stressed the need to work collaboratively and quickly to eradicate the landmine problem. He noted that his Minister will announce a follow-up conference in early June.



European Community Perspective

Mr. Geoffrey van Orden
Principal Administrator, External Relations, European Commission

In an appeal for globally united collaboration efforts, Mr. van Orden outlined the different European Commission (EC) services working on mine action. Over the last five years the cost of this effort has totaled over US\$138 million (C\$210 million). He stated that the EC expects beneficiary states to sign the Convention.

Mr. van Orden said that there is an enormous amount of data available; however, it is a matter of assimilating this data and making it available to those that need it, in a form that is of use to them. He related the EC's current development of a GIS (Geographical Information System) information management system for "both field and headquarters level use, which may ultimately enable data to be manipulated, analyzed and disseminated in a variety of forms, including directly onto maps." Mr. van Orden said he was aware of a number of systems under development, and added that there was a need to "bring some order into this."

Mr. van Orden's plea for international coordination of demining efforts was strengthened by his

comment that the synergy between military and civil capabilities was yet to be fully exploited. He related the EC's provision of demining equipment to local Bosnian military personnel — equipment that was employed successfully under SFOR supervision.

Despite the current failings in data dissemination and international collaboration of efforts, Mr. van Orden remains optimistic. The worst of the mine problem may be over reasonably soon, he said, "if we harness our capabilities, resources and enormous moral commitment in a more effective and coordinated manner." He added that "in light of this Conference, we will be opening an EC mine action website and establishing a register of professional demining capabilities."

China's View and Experience on Mine Clearance

Mr. Li Song
*Department of Arms Control and Disarmament,
Ministry of Foreign Affairs, China*

Chinese representative Mr. Li, although sympathetic to the difficulties facing landmine afflicted countries, expressed the need to retain anti-personnel mines in China. Although the military value of landmines has diminished in some regions of the world, anti-personnel mines are still important to China's territorial defence. Mr. Li stressed, however, that countries that support the ban and those that still need mines "take maximum humanitarian concerns as their point of departure."

The Chinese government supports the clearance of mines laid in past armed conflicts. In accordance with speakers before him, Mr. Li called for countries to ratify the CCW landmine protocol as soon as possible. Mr. Li suggested a greater international contribution to the world mine clearance endeavor, including the establishment of an international demining mechanism, international support to maintain stability in mine plagued countries and the enhancement of international cooperation.

Mr. Li attested to the success of mine clearance initiatives within China's own borders. Following years of conflict in the 1980s, a task force commissioned by

the Chinese government successfully removed close to one million mines between April 1993 and December 1994. The Chinese government recently launched a second massive demining campaign in the border regions of Yunan province, which will end in December 1999 — an effort that will clear more than 100 square kilometers and permanently seal off more than 50 square kilometers in an effort to protect civilians from danger.

Mr. Li concluded by reasserting China's commitment to eradicating landmines. The Chinese government will make contributions to the international fund on mine clearance and will assist mine-affected countries in clearance-related training, technologies and equipment.

Mine Action Centres: The Fundamental Prerequisite for Success

Col. G. K. Cunningham
Chief, Humanitarian Demining Office of International Society and Peacekeeping Operations, Bureau of Political-Military Affairs, Department of State, United States of America

Col. Cunningham stressed the importance the US government attaches to the building of effective national Mine Action Centres as an essential ingredient in the success of any humanitarian demining effort. He added, "the US cannot overstate the importance of the UN and OAS to its own efforts." The importance of national Mine Action Centres, staffed and managed by indigenous personnel, derives from the unique conditions confronting demining initiatives in any given country as well as the critical need for coordination of efforts among the many actors involved. While the UN has an important role to play, its involvement in the establishment and coordination of humanitarian demining efforts should be transitional.

The US has invested \$153 million in humanitarian demining operations in 17 countries — and will spend an additional \$80 million in 1998 — to promote national and regional security, political stability and economic development through the reduction of civilian landmine casualties.

The need for coordination of efforts by a Mine

Action Centre is most evident in the following areas:

- clarifying host nation policy, monitoring results and identifying needs;
- certifying and quality control of demining teams and the uniform application of standing operating procedures tailored to local conditions; and
- channeling limited resources from multiple donors to ensure national priorities are met, duplication and bottlenecks avoided, and transaction costs minimized.

The US has launched its Demining 2010 Initiative, intended to bring global funding for demining efforts to the level of \$1 billion of public and private funds per year.

Mine Action Centres

Mr. George Focsaneanu
President, International Demining Consultants, Canada

Mr. Focsaneanu suggested that, with adequate resources and technical training, the goal of eliminating the threat of mines to civilians by the year 2010 is achievable. Although humanitarian mine clearance is still in its infancy, the problem is not particularly complicated: it requires managerial capacity, international funds, the right tools and coordination.

The key elements in humanitarian demining operations are ensuring the safety of demining personnel, quality control and maintaining credibility among civilian users of demined areas. The mine clearance "tool kit" must include:

- a coordination and supervisory structure;
- a database to guide resource allocation and document achievements;
- a manual mine clearing capacity;
- a site survey capacity with mine dogs; and
- mechanized clearance equipment to support manual efforts.

Manual capacity is the foundation of mine clearance efforts. In addition, mine dogs are indispensable in identifying priority clearance sites, allowing efforts to be focused where the concentration of mines is greatest. Comprehensive minefield information systems are important both in targeting actions and in

mobilizing funds. Mechanized clearance, even to clear vegetation and prepare the ground, can reduce costs and increase the effectiveness of manual efforts by a factor of 10 or more.

Focsaneanu noted several problems that need to be overcome.

- Development of equipment is often over emphasized at the expense of management training, mine dog survey capacity and documentation/dissemination of lessons learned.
- Donor enthusiasm, in the absence of effective coordination, can contribute to the skewing of priorities.
- Immediate results may take priority over building indigenous capacity.
- New technologies are often ineffective because they are developed with little understanding of the process of mine clearance in the field.

He called for an international centre to train senior program managers and supervisors and teach mine survey skills.





Discussion

The following summarizes the discussion that followed the panel presentations.

- In the course of the question period, the importance of centrally coordinated adherence to clearly stated uniform safety standards was highlighted as a way of ensuring that the increasing pace of mine clearance activities does not endanger the safety of demining personnel; that the profit motive does not lead to unsafe practices among commercial demining firms; and that concerns about liability are effectively addressed.
- With respect to the demining research and development priorities of the EU, it was explained that the focus is on minefield survey and mine detection technologies. The short-term priority is improved detection, with medium-term emphasis on multi-sensor data processing systems. While the effectiveness of infrared and ground-penetrating radar detection systems has now been proven, the fusion of multi-sensor and data processing technologies is still being tested.
- The appropriateness of the involvement in current demining efforts of companies that in the past had manufactured landmines, was discussed from several angles. Some felt that it was inappropriate for those who had profited from producing mines to now make money from removing them, while others felt that companies that had created the problem had a special obligation to help eliminate it. Still others maintained that the key issue was the mobilization of all available resources in the demining effort, and that any company that now adhered to and promoted the Treaty deserved to be included, regardless of past practices.
- With regard to the trade-off between maximizing the short-term impact of imported technology versus training indigenous personnel in its use, it was suggested that the priority should be on the development of technologies that are easily transferred.

Appropriate Technology for Mine Clearance: Needs and New Solutions

Chair: Ms. Emma Bonino

Commissioner of the European Community Responsible for Humanitarian Affairs, Consumer Affairs and Fisheries

The Chair opened the session with the announcement that the European Commission would be providing \$17 million for joint research efforts on land mines at the Italian research centre. She also indicated that the EU will host a demining technology conference in January 1998, and on September 29, 1998 an international symposium on research and development in support of humanitarian demining.

equipment destined for developing countries must be rugged, cheap and reliable. It should also be suitable for manufacture near the area of use.

“Any improvement we make must be sustainable, which means it must be cheap enough to be purchased within the regional economy and simple enough to be made and maintained in a small workshop,” Smith stressed.

A Research Perspective

Mr. Andy Smith
*Researcher, Demining Technology Centre,
Warwick University, United Kingdom*

Mr. Smith opened with the provocative statement: “There are no deminers at this conference,” because they are all working in the field. Based on field experience in Afghanistan, Cambodia, Angola and Mozambique, he underscored the importance of developing practical demining technologies.

“When I started on this road in 1994, I spoke to some famous names in demining based in the UK, and they all told me what was wanted,” he said. “But their needs were contradictory, and it turned out that they were all wrong.” Practices on the front line are different from the reports that filter through to field controllers, or to the larger organizations that direct and fund demining activities.

“Rule breaches are frequent in such things as probing angles and depths, working distances, the deminer’s stance, detector checking routines, and the wearing of safety equipment,” he stated. “Only by spending time with deminers can you get the full picture.”

Most deminers are ex-soldiers with little formal schooling or familiarity with high-tech equipment, Smith said. Beyond being usable by actual deminers,



UN Perspective from the Field

Lt. Col. Chip Bowness
*Chief Advisor, Operations,
Cambodian Mine Action Centre*

Lt. Col. Bowness traced the evolution of international efforts on demining technology since 1989.

Initial efforts to clear landmines relied on military technology, which was designed for an environment which “has a certain amount of risk acceptance in it.” The UN purchased the equipment without a full understanding of its limitations for humanitarian demining, where a higher level of assurance is required. “You must clear to the depth of a rice plough [20 cm],” he explained.

At the same time, Lt. Col. Bowness stressed that military detection technology could be immensely useful in the development of appropriate detection equipment for humanitarian demining. While there have been "no breakthroughs yet," he said, "there have been some improvements. That's about the state of the art at the moment."

Communication and technology coordination have been key challenges for humanitarian demining. In particular, he warned of a potential gap between support for local manufacturing and the interests of foreign industry that hopes to make money on the manufacture of humanitarian demining equipment. He expressed a preference for "giving the employment to the people who are in the countries themselves."

Noting that several recent demining technology conferences had generated only limited follow-up, Lt. Col. Bowness briefly proposed a three-step action plan, including international technology coordination, a technology information exchange network, and broader participation by Mine Action Centres and other demining organizations in determining technology requirements. The plan would involve across-the-board integration, from researchers to mine victims, and should build on an embryonic E-mail network at Warwick University and the University of Western Australia.

NGO Perspective from the Field

Mr. Sayed Aqa
Chair, Mine Clearance Planning Agency, Afghanistan

There must be a practical link between the technology being developed and what is needed and what works in the field, according to NGO mine clearance worker Sayed Aqa. In spite of repeated discussions in the past, there is still a large gap between words and actions.

In Afghanistan, many mines are found in collapsed buildings or in areas of extremely rough terrain. In these situations a large machine cannot function effectively. And many countries cannot afford large high-tech vehicles. For instance, in Afghanistan there are two large expensive anti-mine vehicles sitting idle because they are too complicated and too expensive for

illiterate deminers to use or maintain. What is really needed in Afghanistan and other impoverished countries is simple, easy to use and maintain, low-tech equipment.

Aqa said his agency is working with Australian universities to develop appropriate technology for mine clearing in Afghanistan. The most practical solutions for mine removal may not be found by commercial or military researchers, who tend to focus on expensive and high tech solutions, but by university students in their labs. A competition was recently launched among Australian universities to develop appropriate technological solutions for mine clearance.

About 4,000 people using simple technology have cleared 25 to 30 percent of the high priority mine areas in Afghanistan. Aqa suggested the most effective way to increase the rate of mine clearance in Afghanistan may be to increase funding to hire more deminers working with simple tools and machines, and dogs. This would also provide employment, contributing to the national economy.

Humanitarian Demining: Challenges to Technical Development

Col. George Zahaczewsky
*Assistant for Unexploded Ordnances and
Humanitarian Demining Research and Development,
US Department of Defense*

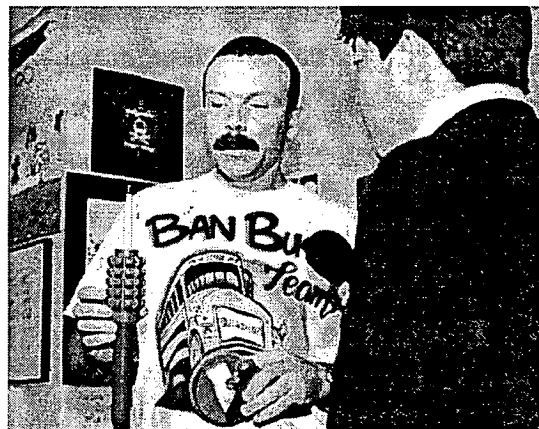
The US recently launched an initiative to find funding sources for countries that need to purchase high-cost demining equipment. Col. Zahaczewsky said the high cost of most high-technology equipment may be the most significant factor keeping countries from using promising technology. He suggested leasing may be an option for some countries that cannot afford to buy equipment.

Zahaczewsky said there is no single solution or silver bullet for all demining situations. A tool-box approach using both high-tech and low-tech solutions may be the best solution for humanitarian demining. Deminers in all countries need equipment that is simple, robust and easy to maintain. Military demining equipment is often developed with the assumption that there will be extensive logistical support nearby. But in

most humanitarian demining situations work sites are hours or days from logistical support.

Research in the US Department of Defense focuses on applying existing technology rather than developing new technologies. It is evaluating and testing commercial off-the-shelf equipment that makes mine clearing faster, cheaper and safer.

The Department is hosting a Mine Action Centre Workshop in January 1998 to get information about technology needs directly from users. It also plans to deploy several pieces of equipment developed by its R&D program in Afghanistan, Jordan, Laos and Namibia. It will also investigate high-technology candidates that may attract the interest of investors and demining NGOs.



Mr Steve Ransley
*Senior Program Manager,
 UN Office for Project Services (UNOPS)*

Both high- and low-technology systems have a place in global demining, according to Steve Ransley. High-tech equipment may be best suited to short-term emergency operations where international assistance is offered. National rehabilitation programs need simple low-cost equipment for longer-term work.

This roundtable has emphasized national demining needs, which are

generally for simple, sustainable, low technology. However, if all research focused only on national systems, it would eliminate a number of high-tech systems that could be useful in some situations.

Ransley suggested two types of demining systems for different needs. In times of emergency or to meet requirements of a peace process, high-technology equipment should be used. But it needs extensive back-up and integration, probably through a military system. This approach could last one to two years and would use commercial, high-tech equipment. Over the longer-term for four to seven years of national rehabilitation, medium- and low-technology must be integrated into the national system.

In the shorter scenario, the expensive machinery can be maintained by the donor and ownership may not have to be transferred to the country, which cannot afford it and may have difficulty even getting fuel to run the equipment.

Discussion

Participants raised the following points:

- To help industry in focusing their research, it was suggested a list of practical needs in the field be developed by consulting with fieldworkers at this conference and through e-mail. The January 1998 Conference on Mine Action was also suggested as a forum to share this information on requirements. It was noted that while Afghanistan workers had provided detailed descriptions of requirements for research companies, no results have been seen. It was also suggested that technology developers go into the field to see requirements for themselves.
- This conference is so focused on land mines it is ignoring the problem of unexploded ordnance. In many countries deminers are finding four to 10 times as many unexploded ordnance as landmines. Equipment for landmines doesn't deal with other ordnance.
- Technology must not be presented to developing countries with a three or four million dollar price tag. Technology should be offered to meet a specific requirement and integrated into an existing system. Countries should not be asked to buy stand-alone equipment.
- Funding for research, like the EU initiative, would be a major incentive to mobilize industry to develop new technologies that link the reality of field situations with imagination in the laboratory.

Mine Victim Assistance I: Medical Treatment and Community-Based Rehabilitation

Chair: Colonel (retired) T.J. Dube, Zimbabwe

Local Rehabilitation from the Non-Governmental Organization Perspective

Dr. Sonia Mirabel Minero
*Directora, Fundacion Teleton Pro-Rehabilitacion,
El Salvador*

“The need for support does not come to an end with the placement of an artificial limb, especially with very young victims,” Dr. Minero stated. There is a need for a continuum of programs that are as individualized as possible in order to reintegrate victims back into their families and communities; these programs must include economic opportunities that help victims to become self-supporting.

Twelve years of civil war have left large numbers physically disabled people in El Salvador. In response, a variety of programs have been established — funded locally, nationally and internationally — to assist the victims of booby-traps, mines and war. Using multi-disciplinary teams, their mission is the total rehabilitation and full reintegration of the disabled into the community. Although the need for artificial limbs is great, programs must go beyond that. Seventy-seven percent of the victims in one centre were between the ages of 22 and 44, a figure that has a huge impact because of the effect their disabilities have on their ability to be productive and generate income. In El Salvador, the large number of ex-combatants that were left disabled is a further problem because of the prejudice that exists against them. One program, begun in 1995 and partially financed internationally, was able to place 210 disabled ex-combatants in paid employment.

Dr. Minero stressed the importance of incorporating mental health care into any treatment. In addition, education and awareness programs must be ongoing, and it is important to develop local capability to provide continued service. It is also necessary to bring

services closer to those in need, with the realization that we must pay full attention to those with disabilities so that they may have the same opportunities as able-bodied persons.

Medical Practices in the Field

Dr. Chris Giannou
*Surgeon and Medical Co-ordinator, Division of Health
Operations, International Committee of the Red Cross*

“We have an epidemic of AP mine injuries and, as with all epidemics, we must focus on the prevention of the epidemic and on the assistance and rehabilitation of those affected by it,” Dr. Giannou said. However, unlike many medical epidemics there are obstacles preventing the improved management of mine problems, the most notable being a lack of money and a lack of data. An important element in rehabilitation is attitudinal change. “We must not stigmatize victims; but rather, we should stigmatize the landmines and their users.”

In most war-torn countries, the Ministry of Health ceases to function, and this makes the estimation of the problem very difficult. The “actors in the field” — who include local residents, NGOs, UN agencies and the ICRC — are in the best position to collect and analyze the data and then set priorities.

There are many factors that determine the severity of mine infestations, including the types of mines used, the number of people killed or wounded and the capacity of the health care system to deal with the problem. “It doesn’t really matter whether there are 10 or 10,000 mines in one square kilometre; one square kilometre mined is one square kilometre that is uninhabitable. The absolute numbers are not important.”

It also matters whether or not the transportation infrastructure is affected, as this affects the aid process. For example, in Angola, providing food became

25% more expensive because of the need to fly it in. The security problem is often another key determinant. It is impossible to work in areas where there is banditry and random violence that endangers the lives of the rehabilitation workers.

Once the data are collected and it is known how much money is available, decisions must be made as to its allocation in one of the following three areas: demining, mine awareness and health care. Any implementation must be community based.

Establishing Community-Based Rehabilitation Programs

Dr. Malcolm Peat
Executive Director, International Centre for the Advancement of Community Based Rehabilitation, Queen's University, Kingston, Canada

“Rehabilitation should not be left to post-war time,” said Dr. Peat. Community-Based Rehabilitation (CBR) is a continuum, and it needs to be developed as early as possible. In 1991, an initiative was started with NGOs and universities to focus on the development of rehabilitation at the community level. The CBR model is accessible, interdisciplinary and interprofessional, and it is based in and about the community. As such, it reflects common core values while addressing the unique needs of individual communities.

The partnership amongst health care professionals, those most affected and their community is a vital element of the success of CBR.

One implication of CBR in Sarajevo has been to improve rehabilitation programs for all people with disabilities. A positive aspect of this, however, has been the focus given to people with disabilities in general. CBR ensures that others victimized by war are also looked after. “Conflict is not just a military event; it also affects the general population.”

In Bosnia, 40 CBR centres are operating successfully because they are owned by the community, for the community, and because they serve as models for the World Health Organization’s CBR program.



Dr. Ronald Stewart
Dalhousie University, Halifax, Canada

Dr. Stewart hopes that the lessons learned here at the Conference will “foster an exchange of information” between medical professionals and academics around the world, using conference calls, innovative technology, distance education and the Internet to this end. We need a broader vision. Demining could be used as a focal point to launch into a more holistic approach of socio-economic development. We must build on lessons learned — that an alliance between citizens, government, NGOs and diplomats can accomplish so much more than any one of them working alone. There are also lessons to be learned from the process itself — a “people’s process.”

When we consider landmines, it is important not to medicalize health. “Health” can mean prevention programs, such as demining and mine awareness. It needs to include the social, economic and psychological aspects of care, and may also include the management of acute care by providing first aid training for citizens.

“But the job is just beginning,” said Dr. Stewart. “We must now take the next step — the ‘Ottawa 2’ process — and challenge those in health care fields to take an active role.” The increased public awareness can be used as a tool toward better health care and to empower health care professionals to press governments both individually and collectively to examine policies related to health care.

It is very appropriate to focus the attention of the world on the plight of the disabled — especially today on the International Day of the Disabled.

Discussion

Participants raised the following points during the discussion that followed the panel presentations.

- Survivors need to participate at the decision-making level in their own rehabilitation programs.
- The rehabilitation process should allow people with disabilities to become full, participating members of the community, with access to all community services.
- A change in societal attitudes toward people with disabilities is also critical. The creation of Associations of People with Disabilities in many countries in Africa and Asia is a positive step. We should use the Treaty as an opportunity to raise awareness of the plight of people with disabilities around the world.
- Strategies must be developed to remove barriers to coordination amongst the various service providers in the field as well as between survivors and service providers so that competition and chaos can be avoided.
- Skills should be transferred to local people in the field in order to save time and cost, and to enable sustainability. Outside experts, however, do have a role to play by transferring knowledge and experience to local people. Because the Red Cross only works in war zones, training of local people is sometimes difficult in the field.
- Psycho-social rehabilitation is as critical as physical rehabilitation.
- Coming out of a war, it is important to ensure that assistance is given on the basis of need rather than political affiliation.
- The pledge of \$100 million will not go far if spread between 60 countries and over a number of years. There is a need to prioritize where and when assistance is needed.
- We should work to persuade all countries to pass legislation similar to the Americans with Disabilities Act; however, legislation is not enough. A panelist attended a disabled athletes banquet recently where the athletes could not access the stage to receive their awards.



Cooperative Compliance: Building Capacities to Monitor the Ban Treaty

*Chair: Mr. Paul van de Ijssel
Head, Nuclear Affairs and Non-Proliferation Division,
Ministry of Foreign Affairs, Netherlands*

A Cooperative Compliance Regime

Mr. Bob Lawson
*Department of Foreign Affairs and International Trade,
Canada*

Although states will ultimately be responsible for monitoring Treaty violations, there will not be any global view of progress toward reducing the problem if analysis of compliance is left with the member states. It is therefore imperative that civil society raise awareness about the production and deployment of weapons, and that they be involved in monitoring progress, Lawson said.

Because of the unique nature of anti-personnel mines, other compliance regimes and measures of success, such as those used by the Conventional Forces in Europe Treaty, are not that relevant or helpful. Before going further, it is important to decide what exactly we want to achieve — do we want to diminish the human costs of land mines or to identify each individual breach of treaty?

The human rights field has a long and distinguished history of NGO involvement and has found a systematic way of training NGOs to monitor and report human rights abuses based on the field experiences of NGOs.

Canada has been working with NGOs such as the ICBL to discuss how they and the government can work together to build the capacities of NGOs to monitor the Treaty. Canada is willing to work with other countries in the area of capacity building. An ideal goal would be for NGOs to be able to produce annual progress reports for the international community regarding the implementation of the Treaty in all of its dimensions.

Lawson announced that Ireland has offered to host a meeting in the fall of 1998 that will bring together international experts to report on the status of anti-personnel mines in the world. Canada is willing to support this important initiative.



Research Challenges and Reporting Mechanisms

Mr. Alex Vines
Human Rights Watch, United Kingdom

Pressure brought to bear on states by NGOs has had a very positive effect — many are now signing the Treaty, claimed Mr. Vines.

Although Article 1 of the Treaty has general provisions regarding obligations, the responsibility for analysis rests with the States Parties themselves. This provides a clear entry point for NGOs and an opportunity for them to fill the gap.

Initially, information on the landmine situation was erratic or simply not available. Reports were crude and focused on horror stories. Since then, reporting has improved. For example, there has been a global survey on the transfer of anti-personnel mines, an exposé of 47 different countries, and an examination of anti-personnel mines and their effects in a regional context.

There is a need to identify and monitor those who are involved in the production and deployment of land mines. Non-signatory countries also need to be monitored in terms of gathering information about why they did not attend the Treaty signing, whether or not the information they provided is factual, whether or not they are using any new types of anti-personnel mines, and whether or not there are any new trends.

In future, Mr. Vines recommended that monitoring and analysis be done in the form of an annual report by NGOs. What is needed now is a survey of victim assistance, country reports and a list of new types of mines, along with a press release that documents these results. He underlined the importance of addressing the shortage of qualified trained researchers in the anti-landmine field through proper training and orientation. Otherwise the states may take this as an opportunity to undermine the results by questioning the credibility and legitimacy of the reports.

Collecting Data on Mine Incidents

Ms. Susannah Sirkin
*Deputy Director, Physicians for Human Rights,
United States of America*

Although humanitarian groups such as the International Committee of the Red Cross (ICRC), governments and NGOs have worked for years to collect data about the landmine situation, there is no organized way to collect that information. Methods have included incident forms, hospital records, group interviews, health worker interviews and household surveys.

Ms. Sirkin outlined a number of reasons why the collection of data is important. It can help to build a case for victim assistance; determine where landmines are located and where new landmines are being placed; determine what areas need to be cleared during demining; and reinforce mine awareness programs. Finally, it will help assess progress made by signatory states and assist in the follow-up of the implementation of the Treaty.

One of the primary challenges will be to bring together groups of people who are able to collect and disseminate information about landmine incidents. This should include local and national authorities, interna-

tional and local NGOs, UN agencies, the WHO and the ICRC. It is important that these groups view data collection as important, that researchers are trained and that people buy into the process.

Additional challenges include the ability of the ICRC to provide data on countries where there is an armed conflict, on post-conflict countries in which they no longer have a presence, and on the priority placed by state Ministries of Health with respect to the reporting of landmine incidents.

Physicians for Human Rights is willing to help convene a meeting next year to establish and collect information on landmine incidents and to help develop priorities for data collection.

The Civil Society-Government Interface

Ms. Ragne Birthe Lund
*Ambassador for Humanitarian and Refugee Affairs,
Ministry of Foreign Affairs, Norway*

Seeing Ottawa as a turning point, Ms. Lund pointed out that we are about to move on from the first step of drafting and adopting the Convention to the second phase of ratification and implementation. She noted that her Government strongly supports the continued active and complementary role of NGOs and civil society in promoting the objectives of the Convention.

The primary responsibility for implementation lies with government; however, the government of Norway welcomes the active participation of NGOs. Ms. Lund said NGOs should play a role in monitoring compliance, transparency of information and information sharing.

With their networks and their ability to move quickly, NGOs have offered the Norwegian government a valuable way to take action quickly. The establishment and development of a civil society-government interface at the national and international levels entails challenges for both sides when it comes to monitoring. Different opinions and emphasis will be part of the picture. In addition, transparency will be crucial to further accountability and follow-up on areas where progress is lacking and parties do not comply. Norway is willing to share its experience with others.

Discussion

The following points were raised after the panel presentations.

- In response to the issue of possible loopholes in the Convention, it was noted that achieving an effective definition of anti-personnel mines is a difficult task. While the definition in the Convention is good, civil society organizations must hold their governments accountable regarding definitions.
- There was concern raised in regard to the transparency of information, a concern that might be limited to government. It was suggested that the same process that occurs in arms (e.g., the conventional arms register) be followed for mines. In the event that the government is seen by civil society to be less than open, it is the role of the NGOs to point it out and to pressure the government.
- In the event of disagreements between NGOs and governments, most thought that continuing dialogue between governments and NGOs is key to advancing the cause. There may be failures, but by and large the dialogue has been very successful, as evidenced by the signing of the Convention itself. All NGOs who played a role in that process must keep faith in its value and continue.
- It was agreed by all that the issue of reliable data on mine incidents is a key problem. This is especially true in underdeveloped rural areas where there is little or no medical infrastructure. It can be difficult to convince local authorities that data collection is a priority, but the case must be made that a mine casualty represents not only the suffering of one individual, but a broader health care issue that affects the casualty's family, the family's farm and the community. The useful role of Mine Action Centres in developing useful mine incident data was highlighted.
- The ability of NGOs to comment on government performance in the human rights field through the use of Expert Committees was held as a model for how NGOs might have a mechanism to point out where they see non-compliance. It was suggested that action to initiate an Expert Committee be undertaken at the meeting scheduled for the fall.
- Concern was expressed in regard to non-compliance by state actors. Also some expressed skepticism about one state's willingness to criticize another. It was pointed out that there are various measures in the Convention, up to and including "compulsory fact-finding" missions.
- The use of the Internet was seen by many as a means ensuring transparency by allowing people on the ground to report the unauthorized use of mines, and by allowing the quick dissemination of government reports on non-compliance.



Mine Victim Assistance II: Community Re-integration

*Chair: Mr. John Lane
University of British Columbia, Canada*

The Experience of a Cambodian Anti-Personnel Mine Survivor

Mr. Tun Channereth
Cambodia

On December 18, 1982, an anti-personnel landmine exploded under the misstep of Mr. Tun Channereth near the Thai border. His suicidal thoughts were diverted by his accompanying companion, who was so depressed by this mishap that he lost the will to live, and was rescued only by a companion who took him immediately to an international hospital. During his struggle as he struggled for survival, Channereth resolved to make a mission of alerting the world to the problems facing victims as they try to re-establish their lives.

In a refugee camp, Channereth studied engine, typewriter and radio repair. Upon his return home, he saw streets lined with beggars, importuning visitors for money. "I worried I'd be like them too", Channereth said. Determined to build a future for his six children, he designed and constructed wheelchairs — including, he said, "the one I'm sitting in". Now Channereth devotes his time to working with landmine and other victims, a population which, he notes, is growing every day.

Channereth vividly described the dire conditions that confront disabled people in Cambodia. The wheelchairs he makes cost \$80—inexpensive by western standards—yet many disabled Cambodians have limited chances to earn income cannot afford them. "They cannot build houses or plant rice", Channereth explained. For this reason, so he and his enterprise donate wheelchairs free of charge to those in need.

Channereth concluded with an emotional impassioned appeal to conference participants and the global community at large: "I don't want to see more disabled in Cambodia. I want a free place

for my children to run and play. I want real peace, real justice and real human rights. Please help landmine victims become landmine survivors".

War and Children

Dr. Seddiq Weera
Co-Chair, Canadian Landmine Research Network
Centre for International Health, McMaster University
Canada

Although up to 15% of child war victims receive some sort of physical rehabilitation, "the lack of psychological re-habilitation is a huge problem", said Dr. Seddiq Weera of the Canadian Landmine Research Network. Violence, poverty and child labour are key contributors to psychological trauma, as is the practice of using child soldiers — which Weera described as "child military prostitution" is "child military prostitution", according to Weera.

The physical challenges victims endure when they re-integrate into society should not be minimized, said Weera. Newly-disabled child victim and psychological challenges facing victims in re-integrating into society should not be minimized. Newly-disabled child victims face irrevocable change in their daily lives. They enter an unfamiliar, harsh world in which their diminished ability to dress, feed, wash and move themselves means irrevocable change in their daily lives. Often deprived of family is diminished. Family care and care, love and education, disabled educational opportunities are often lost. Above all, the disabled child is often deprived of the most important ingredient of life — love. These children learn to think and feel differently. "Their life is different", Weera noted. "But a child still needs to be like other children, to play and to go to school".

According to a recent study, said Weera, recent study has shown that chronically depressed parents affect a child's mental health more than war does.

Mental afflictions such as PTSD (post-traumatic stress disorder) have not been well explored, while but it is known that at least "10 million affected children live in fear and anxiety".

Weera stressed the complexity of these issues, which will necessitate multi-faceted, multi-level solutions. He expressed hope that the problem would be further explored at a future meeting of "research do-ers and users".

International NGO Perspective

Ms. Anne Capelle
*Mine Department, Handicap International
 Belgium*

Touched by the personal testimony of landmine survivor Tun Channereth, Ms. Anne Capelle of Belgium's Handicap International spoke of her interview with a landmine victim from Mozambique. "The woman I spoke with lost both her hands", she said. "Her child cried and ran away from her when she returned home, and her husband took another wife. She is now the second wife; the first wife works".

Capelle stressed the need of careful preparation for the victim's return home. Before the victim returns home, he or she needs to be prepared. For example, said Capelle, "an amputee won't use the prosthesis if he won't leave the house". Counseling for the victim, the family and the village can be of value, especially in helping victims find things they can do to be useful and productive and help preferably earn income at the same time. "NGOs are trying to find the most adequate response possible", Capelle said. However, the prevailing attitude that psychological support is not a priority can lead to wasted effort.

Although health workers in Angola fit 200 amputees per month with prosthetic limbs, she pointed out that "an amputee won't use the prosthesis if he won't leave the house".

Psychological ramifications are compounded by socioeconomic challenges as the victim reintegrates into the community and family. "If you were a farmer or a cab driver before", Capelle explains, "you will need to find a new job". Limited access to training results in a lack of training can result in serious difficulties for victims in poorer countries.

While Capelle recognized the fiscal limitations facing donors to victim-assistance projects, she warned against that shifting resources from other needy projects to supplement the mine fund. What is needed, she said, is a more "coordinated approach" would not solve the problem. What is needed is a more coordinated approach to victim assistance to avoid costly duplication of effort.

Indigenous NGO Perspective: Job Creation and Advocacy

Mr. Joshua Malinga
*Executive Council, Disabled People's International
 Zimbabwe*

Landmine survivors must participate in the building of broad grassroots democratic movements of the disabled at the local, national and international level, said Mr. Joshua Malinga of Zimbabwe's Disabled People's International.

Mr. Malinga traced the history of such movements in Africa from the early 1980s. Initially, even professionals working with the disabled tended to treat them as sick and helpless. Disability issues were totally absent from national political and social agendas. Now disabled people in many countries are organized and politically active, drawing inspiration from and finding common issues with other movements of the oppressed. Landmine survivors need to participate in broader movements because unless the disabled speak with one voice they will not be heard.

The current focus on leadership training and policy advocacy has achieved many breakthroughs. The movement is also working to prevent disability through the prevention of war. Nevertheless, said Malinga, it is clear that teaching politics to hungry peasants is not the place to start. Income generation and employment creation are critical not only to the personal welfare and dignity of the disabled, but to their capacity to participate in empowerment in the political process. Victim assistance must concentrate on empowerment, with the full participation of participants to help raise funds for a planned seminar for African landmine survivors.

Mr. Jerry White
*Landmine Survivors Network
 United States of America*

Mr. Jerry White of the Landmine Survivors Network in the US urged participants to move beyond the prejudice and pity that are so often the first reaction to the reality of disability.

White briefly summarized the key points made by the previous speakers, taking particular note of Mr. Channereth's account of his own spiritual progression through treatment and training from despair to activism and the provision of practical support to other survivors. He stressed the importance of not "playing favourites" among the disabled, and suggested that the current momentum of the anti-landmine movement can and should be used to build awareness and support in relation to broader disability issues provide support not only to landmine victims, but to all disabled people in the community.

Discussion

The following points were raised:

- The January 1997 Winnipeg conference on Humanitarian Demining and Landmine Victim Assistance produced a draft set of principles (to be appended to the Roundtable report) to guide for international assistance to landmine survivors. Areas addressed Key areas include the responsibilities of governments, the need for assistance to be provided within a broad human rights framework, the principle of empowerment and self-help, and the importance of full participation of survivors.
- There is a need to move beyond individual assistance to rehabilitation of communities traumatized by landmines. The common problems facing all landmine survivors can serve to bridge ethnic and other divisions, creating opportunities for community-building initiatives.
- Cultural prejudices are more acute in some regions than in others, and must be considered in conducting needs assessments. In Africa, for example, the survivors' movement is addressing the stigma

commonly attached to all forms of disability., and stressing the importance of attitudinal changes on the part of the entire society.

- The specific rehabilitation needs of those blinded by landmines — such as braille literacy training — must not be forgotten. Available information indicates that mine-infested countries have exceptionally high rates of blindness due to trauma.
- There is a need for greater attention to the collection and dissemination of gender-specific data on the impact of landmines and on the nature of rehabilitation activities.
- Assistance to survivors is not just an issue for medical personnel. The disabled have a vital role to play and their involvement must be supported crucial in the process of identifying their needs. Therefore, it is most effective to support structures that are run by the victims themselves.
- The assessment and treatment of psychological trauma requires special training of indigenous personnel. Available great deal of information on the nature of the problem has been gathered through interviews with groups of survivors.
- While the victim assistance provisions of Paragraph 3 of the Convention could be stronger, the inclusion of a broad definition of rehabilitation should be seen as a victory. Efforts are now being made to promote funding targets for victim assistance, so that an appropriate balance is maintained in relation to resources committed to demining activities.
- An important contribution to community reconciliation and more effective community-based rehabilitation could be made by identification of anti-personnel landmines as a common enemy and the trauma they cause as a common problem to be worked on together.



Mobilizing Resources for Mine Action 1

Chair: M. Charley Causeret

*Deputy Director, Department of Human Rights, Social and Humanitarian Affairs
Ministry of Foreign Affairs, France*

Mobilizing Civil Society

Ralph Cwerman

*Vice-President for Corporate and Congressional
Affairs, United Nations Association, United States*

A two-phase Adopt-a-Minefield program, created by the United Nations Association of the US, has received an overwhelming response because it gives sponsors a "visceral sense of involvement and participation," said Ralph Cwerman. Modeled on the popular Adopt-a-Highway program, a database has been created containing UN information on minefields around the world in urgent need of demining.

The concept involves finding a sponsor to "adopt" a minefield from that database. In the first phase, this sponsor will raise public awareness in the sponsor's community concerning landmine issues and will raise money to demine the area. Once demining is complete, work will then begin on phase two which will return the land to the indigenous people and to productive use.

Already, Cwerman said, major California vintners Beringer and Wente have become sponsors for a minefield and are committed to mobilizing the rest of the vintner industry. The Napa Valley Vintners Association has also pledged the proceeds of its annual spring auction to the program. The Association is seeking a minefield that can be turned into a vineyard, employ people and become a vehicle for economic recovery of a devastated area.

Interest has also been shown in the Adopt-a-Minefield program by the Atlanta-based American International High School, civic groups and other organizations.



The Open Society Institute Landmines Project

Ms. Anne Peters

*Director, Open Society Institute Landmines Project,
United States*

The successful results of demining initiatives and public awareness programs developed by organizations, universities, coalitions and religious organizations around the world, and sponsored financially by the Open Society Institute Landmines Project, can be seen in the tremendous participation in this landmine conference, Anne Peters began. However, she stressed, the Ottawa Treaty is not the end, but a "work in progress", and it is critical to continue to stay actively engaged in the demining project.

The Landmines Project of the Open Society Institute, a private grantmaking foundation, provided more than \$1 million to organizations around the world in its first nine months of operation. This money helped to produce research, organize workshops and run public awareness campaigns; in short, "to get the job done." Peters said efforts are concentrated on innovative projects and the role of non-state actors in ending the use of landmines.

Mobilizing resources for mine action is not just about money, but about facilitating dialogue, linking potential partners, looking for new audiences and expanding the campaign base she said, urging the audience to "think creatively" to achieve these goals. Several demining initiatives have been announced by Denmark, Switzerland and the United States, she noted, but emphasized Canada is again setting an example by pledging \$100 million to ensure implementation of and compliance with a worldwide ban, and to support those NGOs that drove this process forward.

Organized Labour Support for Mine Action

Mr. Basil "Buzz" Hargrove
National President, Canadian Auto Workers

Mr. Hargrove told delegates the national Union has made a large financial contribution to the demining process in Mozambique. In addition, the Union will ask its 325 locals to make an additional contribution on behalf of their 215,000 members. Citing the union's 60 year commitment to social unionism and social justice and equity in society at large, Hargrove said the CAW has been actively involved, among other things, in support for the black trade union movement in South Africa throughout the apartheid years.

Hargrove emphasized the CAW realizes demining will be long, difficult, hazardous, labour-intensive and expensive. To make its contribution more effective, the union decided to concentrate efforts in the single locale of Mozambique, rather than spread the money around too thinly. Such efforts also allow greater accountability to union membership, since it is easier to judge results in a concentrated area.

Hargrove cited two reasons for choosing Mozambique: 1) it has worked with the Metalworkers' Union SINTIME and with NGOs in South Africa, and 2) attempts by South African apartheid forces to destabilize the legitimate government of Mozambique led to the indiscriminate use of landmines during two decades of war. These continue to "brutally victimize" innocent civilians. He added that mine manufacturers should not profit from demining.

He noted the CAW had challenged the Canadian

government to establish a demining fund to match grants to groups contributing to the international demining effort, and applauded the Prime Minister's recent announcement of a \$100 million commitment.

"Are we mobilizing resources which bypass humanitarian needs?"

Mr. Hein Winnubst
Misereor, Aachen, Germany

Effective anti-mine campaigns have a comprehensive approach and consider the needs of the affected individuals and countries first and foremost, said Mr. Winnubst. While acknowledging the importance of new demining technologies, he cautioned governments against pouring all resources into their development.

Demining and demining awareness is very important, he said. But those affected by landmines have additional needs. These include emergency medical aid and physical rehabilitation for the injured, socioeconomic and psychological rehabilitation of individuals and families, development and reconstruction of affected communities and the empowerment and training of local workers to carry out a demining program.

He spoke about the German anti-mine campaign, which was waged by a group of 16 organizations. The campaign raised awareness, influenced parliamentary debate and raised funds. Winnubst said, however, that the strength of the NGOs lies in their direct contact with mine-affected areas, which enables them to guide donors in allocation of public funds, not in fund raising itself.

The campaign had a mixed effect on the German government, he said. While the amount of money the German government spent on landmines was reduced dramatically, the amount spent on developing replacements for anti-personnel mines increased. As well, money allocated to the development of military mine clearance was six times as high as the funds available for world-wide humanitarian mine clearance.

Winnubst suggested the UN databases could help use resources more effectively. He called for more

international coordination to address inefficiencies and inequities in wages and in quality assurance. He shared the view that no landmine producing firm should be able to make profits from landmine clearance activities.

Mr. Tore Skedsmo
Chief, Mine Action Services, UN Department of Peacekeeping Operations

If you want to clean a minefield fast, look to an NGO, said Mr. Skedsmo. While the UN has a role in anti-mine efforts, it is limited by its bureaucratic structure and by being a club of nations whose role is to make policies.

It is the NGOs' role to pressure governments in their own countries. When individual governments change their policy, changes can be made at the UN as well.

Skedsmo outlined changes in the UN and stated that the Department of Peacekeeping Operations (DPKO) is now the focal point for mine action.

One of the changes is the introduction of a more holistic approach. One way of achieving this is by including personnel from UN agencies in the DPKO office. This should increase the effectiveness of programs and will be particularly beneficial in the area of mine awareness, mine victim rehabilitation and long-term capacity building.

Second is the transformation of indigenous capacity-building into a free-standing development program, rather than as the second or third phase of a demining operation.

Skedsmo said the UN's strengths in anti-mine efforts are those befitting a bureaucracy — standards, quality control and assessment. Implementation should be left in the hands of NGOs and agencies.

Coordination is badly needed and hard to achieve. It takes work and it takes will. Skedsmo called on NGOs to support coordination efforts.

Discussion

Participants raised the following points:

- A participant noted that there is sometimes a misunderstanding as to the real needs for demining, with too much emphasis on developing new mine clearing technology. Mine clearance operations often require such things as additional vehicles, or more effective vegetation clearance. This misunderstanding of needs could lead to inefficient spending of funds. Productivity and cost-effectiveness are at stake. Participants in some demining projects have been successfully clearing mines for years without high-tech equipment. "The seductive cry of new technology isn't always what we want," he said.
- Hargrove discussed the possibility that the CAW fund an award to a university or an individual who designs an effective way of clearing vegetation from minefields. The CAW has 325 locals across the country who might consider twinning with a landmine affected community.
- A participant expressed interest in the project discussed by Ms. Peters, which encouraged groups to focus on those areas that have been neglected. In his view, Georgia was one such country. It was noted that the situation in Georgia was not "mature" enough to implement an effective demining effort.
- Governments, not NGOs, should be responsible for funds for mine clearing.
- Specialized UN agencies will play a greater role in the DPKO's new holistic approach.
- The DPKO's indigenous capacity building initiative is impressive and is a very good starting point in solving this long-term problem.



Parliamentarians and the Agenda for Mine Action II

Chair: The Honourable Sheila Finestone, MP, President, Canadian Inter-Parliamentary Union Group

Senator Martine Dardenne
Belgium

Belgium is the first country in the world to have adopted legislation banning the manufacture, use and transfer of anti-personnel mines (APMs) — an example of how countries must “take the lead so that others can follow,” said Senator Dardenne.

This legislation was achieved by working on two existing laws:

- A general law on arms and weapons. Belgium added APMs to this list, and extended its concept to include the Air Force.
- A law governing the import, export and transfer of military technology and components. APMs were added to this legislation.

In effect, Belgium used two existing laws to create a third, said Senator Dardenne.

Equally important, she stressed, Belgium has destroyed its entire stockpile of 340,000 APMs. This was critical in eliminating arms merchants’ incentive to lobby against the legislation.

A vital force of lobbying, which the Senator said is normally undertaken only by corporate and military interests, was civil society in Belgium. “I can’t exaggerate the importance of lobbying by civil society.” This helped prompt the Belgian Parliament to reject the Defence Department’s proposed amendments to the bill — changes that would have weakened the legislation.

The definition of APMs in this legislation, she stressed, is very broad — it effectively includes anti-tank mines.

Belgium sees its groundbreaking law as facilitating an imminent chain reaction among other countries, and Senator Dardenne urged the international community to follow suit. “It is our responsibility as former producers of mines to take the lead, especially financially, to help the victims,” she concluded.



Mr. Jose Thomas Nonô
President, Inter-Parliamentary Union Committee to Promote Respect for International Humanitarian Law, Brazil

Parliaments of the world have a key role in the next, most crucial phase of the process to demine the planet, said Mr. Nonô. That phase is to go beyond “mere words” — to redouble efforts so that the Treaty’s objectives can be achieved.

In 1996, recounted Nonô, there was some initial cause for discouragement about whether this global parliamentary momentum would develop sufficiently. The Inter-Parliamentary Union (IPU) had launched an inquiry into world parliamentary action on landmines, and received either no response or weak responses from many countries.

At the same time, however, the IPU has become increasingly encouraged by the growing interest in the mine issue among parliaments in many countries, including those that are infested with landmines and those that produce them. In particular, the IPU is encouraged by replies from parliaments confessing that while nothing had been done so far, action was now being initiated or at least considered.

In Brazil, for instance, the National Congress is preparing legislation that will impose prison terms of four to six years on anyone guilty of engaging in the use, production or trade of mines. No enterprises in Brazil currently engage in these activities.

From this point on, stressed Nonô, the world's parliaments must focus upon national ratification of the Treaty as soon as possible, and on adopting enabling legislation and regulations to realize its goals.

"I feel it is important for the world to know that we, as the elected representatives of the people, care for the people, for peace, and for the signing and early implementation of the Convention on anti-personnel mines."

Mr. Valeriu Tabara, MP
President, Romanian Inter-Parliamentary Group,
Romania

Romania announced it will sign and ratify the Treaty, despite severe domestic obstacles, announced Mr. Tabara.

Romania had to this point maintained its observer status in the international campaign on landmines because of economic and national security issues, he said. The country is concerned that banning any use of landmines will jeopardize an already precarious national security situation: Romania does not belong to any protective system such as NATO, and exists in an "unstable geopolitical environment." Further, the destruction of existing stockpiles would be an added financial burden on a country in a period of "radical economic reforms and budgetary austerity."

These concerns notwithstanding, Romania will now "join hands with global goodwill" by signing the Treaty, declared Tabara. This decision is motivated by the country's deep concern with the effects of landmines, and its wish to be an integral part of the European economic and political structure.

Upon his return to Bucharest, emphasized Tabara, he and his fellow Parliamentarians will sensitize the Romanian public and media to the landmine issue. As well, priority will be placed on ensuring prompt ratification and adoption of enabling legislation. Special attention will be paid to presidents of Romanian political groups to ensure the ensuing ratification

discussion is not affected by political gains.

Tabara concluded by stressing the importance of now pressing other non-signatories to sign and ratify the Treaty. "We must exercise all efforts of international diplomacy to ensure the universal nature of the Convention."



Senator Giovanni Forcieri
Member of the Foreign Affairs Committee, Italy

Parliamentarians have been key partners in the cooperative effort to ban landmines unilaterally, and credit should be given to enlightened governments who have overcome their vested interests to renounce these "instruments of mass murder." The atmosphere of satisfaction that surrounds the signing of the treaty — "a breakthrough for civilization and mankind" — must be used to fuel future action. This law-making phase must now move into a new, even more difficult phase requiring continued partnership with NGOs.

Senator Forcieri stressed that individual parliamentarians bear the task of raising public awareness in their countries so that "some day all countries should sign." A number of important countries are missing, he said. Italy recently passed landmines legislation that has three facets. These deal with banning and clearing landmines and providing assistance to victims.

Calling for international cooperation to be intensified, he said that all countries have a duty to shorten the time that suffering will continue until existing landmines are cleared. He placed the financial burden for landmine clearance and victim rehabilitation on

“richer countries” based on how much each country spends on arms. Mine producer-trader countries should pay damages to the countries they have affected. He also recommended that the Inter-Parliamentary Union set up a new ad hoc committee to work with NGOs and volunteer workers as a means to monitor countries’ actions.

Paddy Torsney, MP
Oslo Conference Participant, Canada

Parliamentarians can use their positions and contacts to ensure that all aspects of the Convention are achieved. “We play a leadership role in our countries and can use our positions to help advance the debate. We can also use our international contacts with other elected officials, our membership in various parliamentary organizations to ensure the next goals — ratification, universalization, increased demining efforts, victim rehabilitation and social reintegration, and a focus on implementation and verification.”

The success of the Ottawa Process can also be used by parliamentarians. “We can merge idealism and pragmatism” and show society, especially youth, that government and world leaders “are taking action and that we can deliver.” It also serves as a model to enhance efforts on other domestic and foreign policies.

The partnerships that have worked to advance this issue have been remarkable, especially NGOs, which have helped to democratize foreign policy. NGOs should be fostered because they will help to build civil society in countries where it is not yet well-developed. “Healthy democracy, healthy accountability is critical to good government,” said Torsney.

Torsney said the signing of the Convention is something that the world’s youth can look at as a role model: “Especially in the jaded western world, they can afford to dream and to commit themselves to make change — big change.”

Discussion

Participants raised the following points:

- The legislation that has been drafted by individual countries should be used as a model or template by other parliamentarians to raise as private member’s bills. Belgium, Italy and Canada’s legislation could be used in this manner. Other resources on the ratification process are available from the International Committee of the Red Cross and Handicap International.
- In Belgium, new landmines legislation was translated into a directive for military use. This was a difficult process “but not as compared to the countries polluted by the landmines.” All the mines have been destroyed since 1995. The destruction of mine stockpiles was recently completed.
- Rehabilitation and reintegration of victims are important goals. Countries must successfully develop these capacities. The Canadian International Development Agency has just released a document which gives guidelines to NGOs for a successful program.
- The effect of the health care delivery system on the landmine victim was discussed. Speed and quality of care was emphasized. Canada has developed the technology to dictate medical procedures from remote positions. This and other progressive means of using technology for treatment may be utilized to treat landmine victims.
- The psycho-social needs of the victim and other family members are the next step after medical intervention. There is a domino effect to the whole family that occurs when one person is injured or killed.
- Parliamentarians must be especially active where civil society is less active or focused on other issues.
- Policy makers need better statistics on which age and gender groups are landmine victims/survivors in order to target assistance programs more usefully.
- Concern was expressed that the funds designated for demining could lead to a “feeding frenzy” and that the technology for removal of mines must be tested in the fields and forests so that it is “appropriate, affordable, and non-destructive to the environment.”

Universalization of the Ban Convention II: Building Political Will

*Chair: His Excellency Ambassador André Mernier
Ambassador and Permanent Representative of
Belgium to the Conference on Disarmament*

The International Campaign to Ban Landmines Action Plan

Mr. Steve Goose
Programme Director, Human Rights Watch

The current priority of the International Campaign to Ban Landmines Action Plan is to continue efforts to make the ban universal, said Mr. Steve Goose of Human Rights Watch.

While the international norm that has been established will make this work easier in many areas, some nations remain "impervious" to everything that has been done. Tremendous pressure must be put upon those that are not serious about banning landmines, and the effort must be sustained on a national, regional and international level.

To this end, an important aspect of the plan is its focus on the maintenance of momentum as well as on education and reporting. On a regional level, mine-free zones can serve as a confidence-building measure at country borders. Rather than attempting to change the military equation, non-state actors must be encouraged to come into line with the international norm. A focus on regional efforts can also help accelerate change by limiting the number of non-state actors who must be dealt with at any one time.

applied to governments to synchronize policy with popular will. The challenge now is to sustain the growth in public support for addressing this humanitarian crisis.

In countries which have not signed the Convention, there is often no strong public movement or the popular voice is being ignored. Frequently, there is no tradition of NGO advocacy, giving few avenues through which to translate public opinion into political action.

Dissemination of information to capture the interest of culturally and politically diverse publics must continue, Warmington stressed. It is essential to elicit a public response to demonstrate to politicians the opinion and will of the people. This can be most effectively demonstrated with national campaigns that combine to create a strong and coherent international voice.

Passive popular acceptance of the need to ban landmines is not enough, said Warmington. If change is to be achieved in countries that remain outside the Convention, people must indicate active support for such change. Public comment must be elicited in increasingly creative ways, and organizers must maintain two-way communication with supporters in order to encourage future action.

From the Grassroots Up: Perspectives on Building a Public Movement

Ms. Valerie Warmington
Coordinator, Mines Action Canada

Ms. Valerie Warmington stressed the potential contribution of ongoing grassroots action to universalization of the Convention. The success achieved to date has, in part, been the result of a great deal of pressure



In conclusion, Warmington stressed the need to keep highlighting common objectives through culturally specific means, building global solidarity through global diversity.

Development of International Humanitarian Law

Mr. Peter Herby
*Advisor, Legal Division
International Committee of the Red Cross*

“There are limits on war,” said Mr. Peter Herby of the International Committee of the Red Cross. Because of gains in international humanitarian law in the past century, inhumane means or methods of warfare have been increasingly contained by various conventions. However, these arrangements did not necessarily result from the time-honoured process of widespread consultation leading to consensus. Herby argued that the Ottawa Process, in its goal to further limit the use of weaponry such as land mines, represents a return to the traditional way of making law.

Limits to methods or means of warfare follow certain key rules. For example, there must be limits to unnecessary suffering, and weaponry must discriminate between civilians and combatants. These limits must reflect the dictates of public conscience.

Mr. Herby gave an overview of the various controlled and prohibited weapons and pointed out areas of unfinished business. The problem posed by sea mines, small-calibre bullets, cluster weapons and fuel air explosives must be addressed, along with innovations such as directed-energy weapons and non-lethal weapons. One great challenge is to attempt to quantify the damage to health caused by conventional weapons, and to establish a baseline for definition of “unnecessary suffering”.

In conclusion, Mr. Herby stated that heightened public perception and stigmatization of unacceptable behaviour are important prerequisites for the further development of international humanitarian law.

Complementarity of Efforts with International Fora

Mr. David Atwood
*Quaker United Nations Office
Geneva*

Mr. Atwood of the Quaker United Nations Office recommended the use of a variety of international fora to increase universal acceptance of the ban Convention. “What needs to be done is more of the same,” he said. He stressed the need to utilize every opportunity possible to keep this issue on the international agenda, in order to move non-signatory nations “to the point where they can join what is now clearly the wish of the largest part of the international community.”

The Ottawa II effort to universalize the Convention and to increase commitment to and coordinate programs for demining and victim assistance will require continued close partnerships between signatory states and international agencies, Atwood said. The Conference on Disarmament (CD) and the Convention on Certain Conventional Weapons (CCW) are two international fora which might be used to recruit new adherents. While the meetings themselves may not be the appropriate place to push forward this issue, it is possible to work very creatively in informal ways with individual delegations. Overall, universalization will take “creativity, imagination and hard work”.

Atwood also recommended regional fora, which can be used to strengthen the weak parts of the Convention and to address particular regional concerns which may be blocking states from joining.

In conclusion, Atwood stressed that international and regional fora can be an effective way of getting others to join “this powerful statement of humanity.”

Dr. Jozef Goldblat
*Senior Lecturer and Research Fellow
Programme for Strategic and International Studies
Geneva Graduate Institute of International Studies
Switzerland*

In his summary of key points made by previous speakers, Dr. Josef Goldblat of the Geneva Graduate Institute of International Studies emphasized that a ban on the use of certain weapons, such as landmines, is

useful only as a prelude to their total elimination. A ban on the possession of these weapons must be impressed on the public mind and consciousness, culminating in universal law.

Goldblat acknowledged that the present Convention is not a perfect document. Nevertheless, it has fewer shortcomings and gaps than many had expected. He expressed the opinion that the Conference on Disarmament has become a moribund process "which cannot be cured by an injection of debate". If the Conference starts "re-opening" the Convention, he warned, it will delay ratification and do more harm than good.

It is absolutely necessary that the Convention enter into force as quickly as possible, Goldblat stressed. It is also important that legislation should be introduced to penalize violators. He particularly noted the need for "weapon-free zones", which would help to strengthen the Convention.

The major argument raised against the Convention is the need to use landmines for security purposes, Goldblat said. This argument must be countered with solid research, proving that national and international security will not be threatened by the ban.

Discussion

The following points were raised in discussion:

- Responding to a question, Mr. Goose noted that the Convention focuses on anti-personnel mines, which are responsible for most casualties. The problem of anti-tank mines, while important, has not been addressed at present in the interest of accelerating the process.
- Some participants criticized the "weak" provisions in the Convention for verification and monitoring. However, it was noted that this need not preclude its success. Political isolation will be the first response to any contravention of the Convention.

- The International Conference of the Red Cross and the Red Crescent would be excellent fora for pursuing the landmines issue.
- It was suggested that popularized versions of the International Humanitarian Law would be useful for educational purposes.
- Asked about implications of the Convention for civil war, Mr. Goose noted that it cannot bind non-state actors. Nevertheless, it should give added force and momentum to anti-mine sentiment, and ultimately discourage the use of landmines.



Mobilizing Resources for Mine Action II

Chair: Mr. Andrew Bearpark

Head of Emergency Aid Department, Department for International Development, United Kingdom

Mine Victims Fund

Ms. Carolyn Taylor
Mine Victims Fund, United States of America

Taylor noted that \$33 billion would be needed in the next five to ten years for demining, and a further \$3 billion will be needed for mine victim assistance. She stressed that funds alone will not guarantee efficiency and accountability unless donors, recipients and host countries behave responsibly.

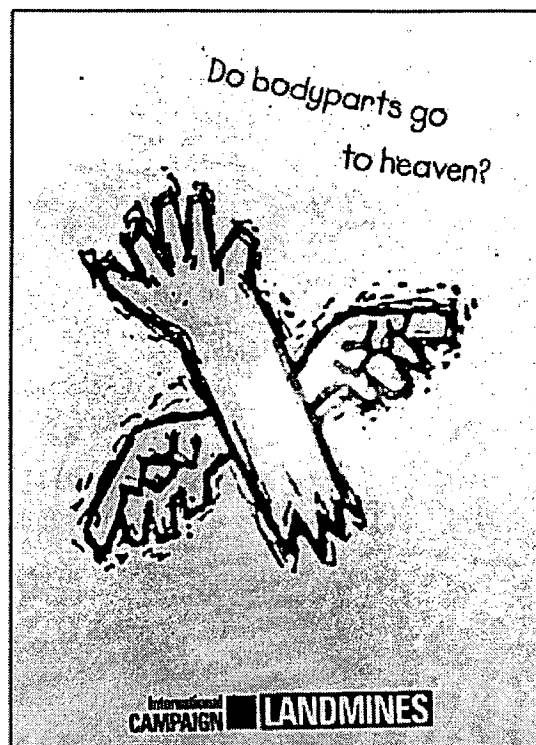
Donors should make clear what the funds are to accomplish, and demand professionalism from recipient groups — both in the field and at headquarters. Programs should be independently monitored and assessed from the outset so that any problems can be dealt with promptly. The highest possible standards of performance should be applied.

Recipients should do their homework and get the necessary data before starting their programs, and avoid potential problems by making thorough assessments as they proceed.

Two new funding sources — the Princess of Wales' Memorial Fund and the Ted Turner-UN Foundation — will soon be available. They will be carefully administered; duplication and redundancy will not be tolerated, and recipients will have to demonstrate coordination and efficiency.

Host countries must be included from the beginning in the mine action planning process, insist on knowing what they can expect from the process, insist on training and be ready to make the necessary difficult decisions regarding the setting of priorities. On the other hand, the host country should be creative on raising funds (e.g., by instituting a small dedicated airport tax).

The bottom line is that we must better define needs, programs and dollar impacts for the years ahead.



The Organization of American States and Demining

Ms. Elizabeth Spehar
Executive Coordinator, Unit for Promotion of Democracy, Organization of American States

Ms. Spehar said that, since 1991, the OAS has taken a leadership role in demining and in the methodology associated with cost and safety activities in Central America. Currently, there are 400 deminers; another 100 will be added next year. Costs have been contained partly because the program uses specialized national military demining platoons. Some OAS member states provide expertise and experts without cost. The Inter-American Defense Board (IADB) provides demining experts — 27 at present — and assesses and verifies activities.

The affected countries — Nicaragua, Honduras, Costa Rica and now Guatemala — not only provide their own sappers, but also as many material and financial resources as possible as well as expert knowledge of the terrain.

Six years' experience has provided many lessons in efficiency and economy. Mobilization for the future includes continuous review and assessment. Projects are broken into six-month modules and are fully prepared in advance. The OAS and IADB continuously consult, and methods of being accountable to donors are constantly updated. Definitions are clearly defined. Involving the military in the host countries has led to confidence — building between the militaries in the region and between the military and civilians in some cases.

Spehar pointed out that the OAS program will generate a body of 800 skilled deminers who could be available to the world community.

Role of the United Nations

General John MacInnis
*Advisor, Department of Peacekeeping Operations,
United Nations*

Gen. MacInnis emphasized the need for coordination, prioritization and global needs assessment. He noted that the establishment of Mine Action Centres should mean that different programs are coordinated, thereby avoiding overlap, duplication and competition for resources as well as problems in determining requirements or expenditures. This is rarely the case and, as a result, assessing total program requirements becomes difficult. We need to discourage both a narrow technical focus by Mine Action Centres as well as donors' penchant for independent action.

If this is to be dealt with, a common set of priorities must be established and followed. MacInnis emphasized that humanitarian needs must come first. It is not always feasible for local political authorities to establish priorities, and it is incumbent upon the United Nations, donors, NGOs and everyone involved to assist in establishing the mine action agenda. The lack of priorities results in a fragmented approach to mine action or, at worst, the misuse of scarce mine action resources.

Gen. MacInnis stated that mature programs permit reasonably accurate needs assessments on which workable plans can be based. However, newer programs present more difficulties and often result in inaccurate assessments that often make donors wary.

He stressed that a global assessment of the mine problem should now be pursued. This assessment — based upon need, existing indigenous capacity, and humanitarian, developmental and economic considerations — will result in a list of opportunities for mine action across the spectrum of risk reduction, mine clearance and victim assistance.

USAID's Patrick J. Leahy War Victims Fund: A Public Model in Need of Private Replication

Mr. Lloyd Feinberg
*Manager, The War Victims Fund, United States Agency
for International Development*

Since 1989, USAID has provided \$45 million for developing indigenous prosthetics, providing capability in 14 war-affected countries. The primary goal is to ensure program sustainability. We cannot ignore the fact that there are countless other people with disabilities in post-conflict developing countries who have needs similar to those of landmine and war victims. All victims with disabilities require affordable access to surgical care and emotional and occupational rehabilitation. It is important to capitalize on the compassion that has been stirred by the landmines issue to publicize this broader perspective.

Feinberg cited three key lessons learned. First is the need to listen to the victims of war. The victims are most aware of their local and personal needs, and are able to provide ideas for innovative solutions to their issues. The issues of inadequate funding for civilian victims of war need to be addressed. Finally, the efforts of all professional disciplines need to be enlisted to affect change.

There is a clear need to develop and empower local NGOs to work in partnership with national governments in providing services to victims. Equally important is the need for reliable data and impact indicators, research and development into durable low

cost orthotics, the development of international standards, and the widest possible information exchange and dissemination, so that each new initiative is not faced with "recreating the wheel."

Feinberg said that he would like to see the private sector develop a War Victims Fund, which would address the most important element of any prosthetic service; that is, the establishment of a reliable, high quality, accessible and sustainable service delivery system in every country where there is a significant number of war victims. The Fund, guided by a precise mission statement and established as an institution that is technically competent and professionally managed, would establish a reliable source of funding. The institution itself would maintain a small management unit and a Board of Trustees that would offer international stature and political clout.

Princess Elizabeth Foundation

Mr. Anthony Staros,
World Rehabilitation Fund (for Ms. Elizabeth Karageorgevic, Princess Elizabeth Foundation, Yugoslavia)

Staros extended Ms. Karageorgevic's apologies for her absence and proceeded to read a prepared statement on her behalf. The Princess Elizabeth Foundation is a not-for-profit, non-political organization that was inaugurated out of compassion for the devastation and victims of the former Yugoslavia. By far the most

insidious product of the war has been the deaths and injuries caused by landmines. The terror continues every day because there are over three million mines and unexploded munitions still littering the country. The commitment of the Princess Elizabeth Foundation is to see to the long-term care of those who were injured during the actual hostilities as well as newly traumatized victims.

The Foundation has been actively working with the Institute for Orthopedic Prosthetics in Belgrade to provide the necessary parts to construct limbs for the most severely disabled refugees — both children and adults. What the Foundation is seeking is an infrastructure with facilities, equipment and staff who are all in all relevant disciplines: rehabilitation medicine and therapy, prosthetics and orthotics, psychiatric care for post-traumatic stress disorders and vocational rehabilitation.

Faced with this great task, the Foundation joined forces with the World Rehabilitation Fund — which has extensive relevant experience — to make a modest beginning in the former Yugoslavia. With the help of the Foundation, the World Rehabilitation Fund has surveyed the situations in regions of the former Yugoslavia where comprehensive service centres will be established.

The Foundation is proud to report that last month an infra-red oven was purchased and delivered to the Institute in Belgrade. This modern piece of equipment is crucial in softening the thermo-plastic that is used to mould prosthetic limbs. At last count, enough plastic had been accumulated to construct 200 limbs.



Discussion

The following is the discussion that occurred after the panel presentations.

- A participant indicated his agreement with the standards detailed by Ms. Taylor and added that he would like to see a contractual provision requiring companies to comply and provide insurance, etc. to deminers. This will help prevent people trying to “get rich quick” through demining. Doctors cannot give preference to mine victims, and health systems as a whole need to be supported.
- A participant raised the difficulty faced by NGOs implementing initiatives in the field when looking for funds. There must be a process for discussion about how funds are spent. Creating new funds may not be beneficial because donors will continue to give to the NGOs they have traditionally financed. Ms. Taylor said that more funds with smaller systems provide more flexibility than larger funds; they allow innovative and creative initiatives access to funds.
- One participant highlighted the challenge of choosing priorities for demining and asked Ms. Spehar who set priorities when demining is performed by the military. Ms. Spehar responded that even when the military is demining, all decisions about where demining is done are made by civilian national governments. These decisions are based on assessments and evaluations.
- In response to an issue raised around demining priorities and available funds, Mr. MacInnis said the DPKO is planning to perform some of the functions around demining priority setting. He added that the plethora of funds that exist currently is certainly not a problem, what is missing is a mechanism through which available resources can flow; currently it tends to be stovepiped to specific projects.
- Several participants agreed that it is necessary to reinforce national capacities to attend to the needs of all victims of internal conflicts and accidents resulting in similar disabilities. There needs to be a global approach to victims assistance.

- Numerous participants commented on the need for quality control standards and priority setting, and for a process where these issues can be discussed (in particular through UN DPKO).
- Mr. MacInnis closed by saying that what is at issue in the area of funding is not the number of funds but the system of accountability for funds. Common standards will go a long way to ensuring public confidence.
- Mr. Feinberg closed by saying that funding sources should be many. He added that the inclusion of mine victims must extend to funding for empowering organizations representing the disabled, providing management training to these organizations and ensuring that people with disabilities are employed in them.



Coordination of Resources for Mine Action

*Chair: The Honourable Lloyd Axworthy
Minister of Foreign Affairs, Canada*

Comments from the Chair

The Honourable Lloyd Axworthy indicated that the comments to be shared today and, in fact various dimensions of the Conference as a whole, are about "Quo Vadis" — "next steps" in mine action activities. As stated by Prime Minister Chrétien earlier this week, Canada is committing \$100 million to implement the Treaty over five years. The Convention is a road map for implementation, it sets out targets and timelines, and it tells us what we need to make its words a reality.

We cannot limit our cooperation to the coalition that has signed the Convention. Our "next steps" must promote the universalization of the Convention by engaging both signing and non-signing countries in the resourcing of demining efforts. As many actors as possible must be encouraged to become involved and to provide assistance to developing countries so that they will be able to meet their obligations. Central to coherent international strategies is landmine awareness education, information dissemination and aid to victims.

Resources to implement the Treaty will not only be used in stemming a humanitarian crisis, but also in fulfilling basic development goals in mine-affected countries. It must be regarded as a priority. If landmines were removed in Afghanistan, agricultural production could be doubled. In Angola, one in 344 persons is an amputee; however, a single prosthesis costs an average of \$US125 — well out of reach for most.

The UN cannot be the only actor involved in coordinating cooperation, but it will play a key role. Other multilateral institutions need to be involved in shaping an integrated agenda for action using a horizontal strategy.

Landmines and the OAS

H.E. César Gaviria,
Secretary-General, Organization of American States

Since 1991 the Organization of American States (OAS) has been providing logistical support for demining efforts in Central America by aggregating resources from the international community, and working with national governments to sign agreements covering the process of demining, including worker rights, safety and insurance. In cooperation with the International Defense Board, the OAS has been working to bring to the Central American region the international expertise essential to demining efforts.

Both donor and recipient countries are key players in international demining efforts. Donor countries (including European states, Japan, US, etc.) have contributed \$10 million to the demining effort, of which \$6 million has been spent to date. Resource expenditures and six month demining training modules sponsored by the OAS, have accomplished interesting results, leaving the OAS optimistic that — by the year 2000 — all of Central America can be demined.

The role of recipient countries in the demining process is to maintain overall responsibility for the demining process. Responsibility includes providing deminers, prioritizing areas to be demined and playing an active role in the supervision of the demining process.

Mining operations have been underway in Central America since 1995. Examples of the results of these operations include 1,800 landmines removed between the Honduran-Nicaraguan border and 23,000 landmines removed in Nicaragua. There are reportedly an extremely high number of landmines remaining in Nicaragua. The OAS commitment to a mine-free American hemisphere is strong.

Where work is currently not being done by the OAS is in the area of rehabilitation. Governments have focused their efforts on meeting the needs of all citizens facing war-related ailments. It is difficult to separate landmine victims from other victims of war.

European Union

H.E. Ambassador John R. Beck,
Head of the Delegation of the European Commission in Canada

The EU and its member states have been the largest supporters of mine action and they are heartened by the international interest in the issue. Over the past five years the European Commission has integrated demining activities into its larger-based programs and has realized great success. Despite that success, the number of countries directly affected by landmines is small and the infestation within the borders of these countries is widespread. In the face of limited expertise in these areas, international efforts are essential.

What is lacking in the initiative is a coherent effort for international initiatives. The UN has made significant inroads in this area but cannot be expected to act alone. Attention must be paid to international coordination in global, regional and local terms for all countries involved. It is imperative that the international community drive the process rather than let the process drive them.

Coordination is required in four areas: data, particularly information accessibility across organizations and in the field; standards, particularly in terms of developing internationally recognized standards of demining competence; technology, particularly in terms of establishing what technology is available and where research and development resources should be focused; and resources, particularly who can best do what, and where their efforts should be concentrated.

H.E. Ambassador Beck said that proper coordination requires the establishment of a demining policy body able to define, prioritize and execute demining activities. This policy body would be supported by a Mine Action Centre. Coordination at the international and national levels would ensure that efforts are not duplicated, thereby resulting in a waste of resources. The UN will play a role in moving the process forward; however, it is not a structure that can ensure that the coordination effort is comprehensive and flexible.

Demining 2010

H.E. Ambassador Karl F. Inderfurth
Special Representative of the President and Secretary of State for Global Humanitarian Demining, Department of State, United States of America

The US is not signing the Convention at this time but has come to Ottawa to play a constructive role. Ambassador Inderfurth announced that the US will double its budget to about \$80 million in 1998 to help deal with the scale and urgency of the landmine problem, which he said requires a "massive increase in global resources devoted to identifying and clearing landmines."

He said this is based on a goal of a five-fold increase in current worldwide spending on demining — to about \$1 billion per year. "We believe this is a realistic challenge to the community of nations.... However no one country, or group of countries, can hope to achieve this objective alone." Contributing to the worldwide demining effort today in cooperation with NGOs are some 30 countries and the EU.

Ambassador Inderfurth identified key areas where funding should be channeled immediately: research into better methods of demining, expanding efforts to heighten mine awareness among vulnerable populations, and the coordination and delivery of assistance to mine victims. Coordination is a critical task facing the international community. The US has proposed a Washington Conference on Global Humanitarian Demining for May 21-22, 1998.



He called for "an enormous increase" in the partnering of private and public resources worldwide to deal with demining and encouraged participants to foster this cooperation. Citing benefactors such as Ted Turner — who recently announced a gift of \$1 billion over the next 10 years to the UN, with a significant portion for demining — he said there are vast untapped resources around the world to be added to this effort.

Progress Since the Tokyo Conference

Mr. Tsueneo Nishida
*Deputy Director General, Economic Cooperation
Bureau, Ministry of Foreign Affairs, Japan*

Basing their efforts on the Tokyo Guidelines, the government of Japan will promote international efforts to work to solve the problems of anti-personnel mines with an \$US80 million grant over the next five years. The grant will be channeled through official development assistance in the field of demining and assistance to victims.

Mr. Nishida said that the expanded support of Japan and other countries will necessitate strengthened international coordination as well as "a need to correctly grasp the needs of mine-infested countries and to coordinate so there will be no overlap of measures." He reinforced Japan's determination and readiness to provide technical cooperation and technological support.

Japan held the Tokyo conference on anti-personnel mines in March 1997, paving the way for the Tokyo Guidelines on how to cope with problems related to mine-clearance activities, development of technologies for mine detection and removal, and assistance to victims. The ultimate goal of zero mine victims was identified as a common objective for the international community. The main points of the guidelines are: affected countries themselves should play a key role in mine-clearance activities; donor countries, international organizations and NGOs should support the affected countries in the spirit of partnership; efforts should be strengthened to develop cheaper, safer and more efficient technologies for mine detection and removal; and assistance should be provided by the international community to affected

countries to manage and carry out comprehensive programs for medical treatment, manufacture of artificial limbs, rehabilitation and vocational training for their mine victims.

Since the March 1997 Tokyo conference, the UN has begun building a technology registration database for mine detection and removal; the ICRC is building a mine information system aimed at better coordination between demining and medical treatment activities; and the Cambodian Mine Action Centre and networks amongst NGOs have been established. Nishida said a second NGO Tokyo Conference is scheduled for the end of January 1998 to help construct these networks.

Japan intends to provide equipment for mine clearance, help strengthen the UN's coordinating role and contribute to the UN Trust Fund, and provide technical cooperation in its efforts for rehabilitation of mine victims. Japan will collaborate with and support NGOs.

Kempton Park Action Plan

H.E. Ambassador Abderrahmane Bensid
*Executive Secretary of the Organization of African
Unity*

The Organization for African Unity does not yet know the scope of the problem in its affected countries. One of the Organization's chief goals is to make the world community aware of this suffering, to increase resources to help victims and to work for international cooperation, as well as to work to improve the capacity of African nations to participate in these initiatives. He noted the great number of African countries that had come on board since the start of the Ottawa Process.

The Kempton Park Action Plan calls on all sectors for demining assistance. He cited the "moral responsibility" of those who, in the past, had laid the mines. Demining currently receives far lower in some countries' budgets than military research, funding and marketing.

Stressing the need for inter-African cooperation, the Plan includes demining, increased awareness in local communities, assistance to victims, establishment of a national fund, and international cooperation and funding.

There is not sufficient awareness building among local people regarding how to decrease the risk from landmines. This will require inter-African cooperation at all levels, Bensid said.

Infrastructure needs to be developed and human resources have to be trained to provide help through local authorities. The assistance of NGOs is essential at the local level. Information exchange needs to be established at the local, regional and national levels. Regional coordination through such organizations as the OAU or SADC is important.

Establishment of a national fund — with international contributions and cooperation — will play a crucial role in these initiatives. Building and reinforcing African capacity is key.

The Role of the United Nations

Mr. Bernard Miyet
*Under-Secretary General, Department of
Peacekeeping Operations, United Nations*

Mr. Miyet spoke of the approach to coordination on the landmines issue within the UN system. He stressed that action on landmines must be comprehensive: involving humanitarian, economic and development components as well as the “core” activities of mine surveying, mapping, clearance and stockpile destruction. While the UN Department of Peacekeeping Operations has been designated as the lead agency, it would not take a bureaucratic approach but would work in partnership with relevant UN agencies, member states and outside partners.

He noted the critical task of matching available resources to the defined needs. Further, he stressed the importance of sharing information, ensuring transparency, especially in the selection of demining technologies and products where private interests were engaged, and coordinating international activities.



Integrating Mine Awareness Activities

*Chair: His Excellency Ambassador José Viegas Filho
Ambassador of Brazil to Denmark*

Integrating Mine Awareness with Other Mine Actions

Ms. Isabel Gomes
*Mine Awareness Officer, World Vision
Angola*

Mine awareness programs are essential in a country like Angola, where the cost and time involved to remove the huge number of landmines is prohibitive and where citizens will be at risk for several decades or centuries to come, said Ms. Isabel Gomes of World Vision. Most accidents occur while people are engaged in economic activities. While it is impossible to remove all the landmines, it is possible to improve safety and reduce the number of accidents with mine awareness programs.

Such a program, for example, had considerable success in one small Angolan village, where women were walking a long way to the river to get water since someone had been killed on the regular path by a landmine. World Vision workers discussed ways to clear the path with local non-governmental agencies. Together, they cleared the site for the village, reduced the risk of mine accidents and improved the quality of life for this village.

Mine awareness programs use a number of techniques, but Ms. Gomes noted the effectiveness of theatre in a country where more than half of the population is illiterate. Storytelling, puppetry, singing and drama are the most common techniques used. Additionally, a planned mine awareness curriculum in schools will help sensitize children in Angola about the dangers of landmines, just as western school children are taught the dangers of crossing a busy road.



Perspective from the Field

Ms. Laurence Desvignes
*Mine Awareness Officer, International Committee of the
Red Cross
Bosnia-Herzegovina*

A lack of mine awareness, attitudes and high-risk behaviours are key causes of injury of civilians in Bosnia-Herzegovina, said Ms. Laurence Desvignes of the International Committee of the Red Cross. Many people are injured because they do not know where the mines are, but others — some 30% — are injured in areas known to be mined, which they enter because of economic necessity. Further, a feeling of “invincibility” — that nothing will happen to them — is not uncommon among war survivors, and among others who deal with ammunition and mines.

Desvignes identified three approaches to mine awareness: internal, technical external, and humanitarian external. During 1996, injuries due to landmines increased in months when farming activities are at their peak, and when wood is being collected for heating and cooking. One solution to decreasing the risk during economic activity could be to convince the community to form small groups, which would share

the cost of fuel for transportation to a safe woodcutting area. Such groups could also meet with demining technicians to see if the area can be cleared, or seek external humanitarian aid for community purchases of wood.

Injuries to children, who account for up to 30% of all victims, have decreased since 1996, because they are now back in school and playing in a more structured environment.

Towards the Integration of Mine Awareness Programmes

Ms. Tehnaz J. Dastoor
*UNICEF Focal Point
 Landmines*

The UNICEF Mine Awareness Programmes are integrated on three levels: interagency collaboration, integration into regular community health and sanitation programs, and education in industrialized countries, said Ms. Tehnaz Dastoor.

The United Nations transferred its focus on demining activities to its Department of Peace Keeping Operations (DPKO) in July 1997. UNICEF has integrated its programs within that overall framework to collaborate with a wide range of agencies and programs such as mine clearance, mine awareness, victim assistance, vocational training, and technical and quality management. Mine action collaboration now covers the spectrum from the initial phase of emergency to long-term development, and includes both preventive and curative aspects.

Mine awareness at the community level, done through regular UNICEF community programs, teaches adults and children the problems associated with mines and how to avoid accidents. As part of this initiative, parents are made aware that UNICEF will provide transportation to regional health centres where children can get prostheses. Dastoor also noted the importance of adapting mine awareness posters for different cultural settings and different literacy levels. Theatre companies are also an important part of the program.

Canada was the first country to be involved in UNICEF's mine awareness program in industrialized

countries. Each of the country's 12,500 elementary schools provide programs that detail the problems of landmines. The intent of this program is to build up empathy among children of industrialized nations for children in other parts of the world, encouraging them to become advocates in the future.

Ms. Eunice Mucache
*Director of Programs
 Mozambique Red Cross*

Ms. Mucache of the Mozambique Red Cross (MRC) emphasized the challenges of program delivery in the field. Mozambique is still recovering from sixteen years of civil war. Since the 1992 peace agreement, refugees and internally displaced Mozambicans have returned to their homes. Most of the landmines in Mozambique were laid during the recent civil war. The specific location of most mines is unknown. For this reason, many fall victim to them. Up to 60% of victims die before reaching a hospital, many of them children.

The MRC recognizes public awareness as crucial. By working with the community, the Red Cross aims to raise public awareness in rural areas most vulnerable to landmine accidents. Because of the country's high illiteracy rate, the MRC organizes activities like drama performances, awareness sessions, map-drawing sessions for newly located landmines, and distribution of posters, cartoons, stickers and other visual literature to get the message to as many within the rural population as possible.

Mucache stressed that success in integrating mine awareness activities rests in the willingness of NGOs, governmental and intergovernmental agencies to cooperate on all levels. Public awareness programs, transportation assistance to health care facilities, outreach programs, and prosthesis projects are all helping in the fight against landmines.

Chanoch Bar-Levy
UNICEF (Israeli Technical Assistance)

Mr. Bar-Levy noted that landmines continue to have a devastating impact on everyday life in Angola. In its effort to combat the devastation, UNICEF is giving priority to mine awareness programs. The main areas of concentration include prevention through education, community action and advocacy against the use of landmines. With the support of NGOs, governmental and intergovernmental agencies, and local authorities, programs have been put in place to raise public awareness. In addition, the Ministry of Education has included landmine awareness and related activities into the national school curriculum.

Bar-Levy said that theatre productions are an especially effective way to educate the public about landmines. Dramatic productions can often bypass cultural sensitivities which may hamper public awareness programs. He also emphasized the need to address the actual behaviour and attitudes of citizens in awareness programs.

The mine awareness program in Angola continues to receive support from Israel. Additional Israeli support personnel will be arriving in Angola to assist in the Mine Accident Prevention Program, which targets areas especially hard-hit by landmines. Bar-Levy stressed the need for more precision in the identification of high-risk areas. Clear marking of minefields must be given high priority if lives are to be saved.

Discussion

Participants raised the following points in discussion:

- It was noted that the gender balance of landmine victims differs from one area to another. In Mozambique, for instance, men must often leave their homes and communities to work. This means they may be less familiar than women with the areas where they live, and less aware of landmine locations. In Angola, where more women are injured and killed by landmines, the women are more vulnerable because they are the ones who fetch the wood and water and who look after the children. In Angola, women are the workforce.
- It was acknowledged that data collection is critical. All agencies working in an area must recognize the importance of contributing information to a central coordinating point.



Building Peace Through Mine Action

Chair: Ms. Lois Wilson

International Centre for Human Rights and Democratic Development Canada

The Role of Non-State Actors

Mr. Soliman Santos Jr.
Coordinator, Colombian, Philippine and South African Campaigns to Ban Landmines

Non-state actors (NSAs) have a pivotal role to play in global mine action, said Mr. Santos. An NSA is any non-governmental group, which Santos defined to include rebel movements, guerrilla groups, extra-parliamentary opposition and anti-government forces.

According to Santos, several rationales exist to include NSAs in mine action, including:

- Most of the landmines being planted result from war between governments and non-government forces.
- Since the Ottawa Convention only involves governments, rebel groups may not feel bound by it.
- NSA involvement enables the ban to be “truly universal.”
- If governments know their country’s rebel groups will adhere to the ban, governments are more likely to accede to the Convention.
- Some rebel groups eventually become governments.
- Rebel groups can provide essential knowledge and access relating to mine production, demining and reconstruction.

Santos identified several methods by which NSAs can play a part in mine action: education, consultations, unilateral declarations to adhere to a total ban, and helping to facilitate establishment of peace zones and mine-free zones.

To emphasize the importance of NSAs, Santos revealed that more than 20 countries now have rebel groups, and another 18 states have ex-rebels or guerrillas currently in power. His point was clear: NSAs cannot be ignored.

Santos also emphasized the important role of people’s participation in conflict resolution. The people can apply public pressure, establish a people’s agenda, facilitate dialogue and negotiations, help in mediation of direct talks, and witness or monitor agreements.



Community-Based Rehabilitation and Peacebuilding

Mr. Will Boyce
Queen’s University, Kingston, Canada

By introducing rehabilitation services at the local or community level, many institutional obstacles are removed to the provision of care for disabled members of local populations. This process is known as community-based rehabilitation (CBR), and its essential feature, said Mr. Boyce, is its focus on partnership and community participation.

A primary institutional obstacle removed by CBR is that the individual is no longer isolated from the community. “Family members and community volunteers are part of the rehabilitative process,” said Boyce, “which helps integrate the disabled person into the community.”

Importantly, stressed Boyce, CBR is characterized by its adaptability to the specific characteristics of a community: its administrative structures, economic and cultural conditions, populations and distribution, and financial and workforce resources. CBR is thus indeed community-based.

The effectiveness of CBR is further enhanced if it works in "a complementary manner with other community-based initiatives," he said.

The resulting benefits from integrating CBR and disability issues into the peacebuilding process are significant:

- CBR intervention immediately helps the vulnerable group, whose "immediate human security is in jeopardy."
- CBR contributes to de-legitimizing politics and conflicts that draw their legitimacy from the exclusion of disabled persons.
- CBR can increase the propensity of community managers to view local, cooperative, non-hierarchical action as worthwhile of being supported.

The benefits to the CBR approach, Boyce concluded, include not only addressing the needs of a critically vulnerable group, but important contributions in facilitating groups working together; demonstrating a multisectoral approach to problems that require interaction and negotiations; and the opportunity to prepare the way for health and social-sector reforms when the conflict subsides.

Mr. Bethuel Kiplagat
Operation Save Innocent Lives, Nairobi, Kenya

Mr. Kiplagat said that the war in the Sudan started in 1983 and was preceded by an earlier war between 1956-1972. The conflict area is 800 square kilometres, and a million people have been displaced internally with another half million in refugee camps outside the borders.

Kiplagat was instrumental in arranging a meeting between the conflicting parties and was amazed when, in the last session, both parties agreed to ban anti-personnel mines. The SPLA and then the government committed themselves to demining efforts; NGOs engaged in peace work were brought in, and the UN was asked to survey demining needs in the Sudan.

The task now includes increasing mine awareness, particularly among returning refugees, and among soldiers themselves, who should not support mine use, or at least should keep information about mine placement.

Rebel army deminers can be trained now (10 already have been) and demining can begin while the war is in progress, since both sides have made a commitment to ban mines. In the future both sides should agree on the terms of a Convention to accomplish the planned ban on mines. If possible, the two sides should now share information about their own mine placements, but if such a step seems detrimental to military success, then the information should be given to a neutral body.

Kiplagat noted that there are at least 16 wars in progress in Africa; methods that prove successful in Sudan could be helpful in working towards peace on the whole continent.



Discussion:

Participants raised the following points:

- It was noted there is a need to shift from conflict management to conflict prevention. A participant asked about the effectiveness of faxes and e-mails by NGOs in influencing governments. The need for the UN to play a significant international role on mines even in times of conflict was also stressed.
- It was noted that at present, there is no internal mechanism for the UN to intervene at such times. In conflict, NGOs can have the internal mechanisms, since it is likely that they, rather than governments, can more easily deal with rebel groups. NGOs should be concerned with peace, medical care, human rights and so on, and should be credible to both sides.
- It was agreed that the international community is paralyzed during conflict; one reason for this is the difficulty of determining if there is military or bandit activity. Often it is not until refugees appear that the need to intervene is established. It would be important in Africa to look at small or latent conflicts and try to head them off. A small team looking at the causes of the conflict would be sufficient.
- Anti-personnel mines are indeed used as weapons of terror.
- A Canadian mine victim, wounded in Africa by a mine bought for \$2 on the open market, suggested that funds be applied to buying up these cheap weapons at a premium, thus preventing injuries, rather than constantly dealing with the injuries resulting from them.
- A Sudanese delegate lamented the plight of both sides in the conflict and urged a "Corridor of Tranquillity" where peace could exist.
- Another African delegate noted it was the women of Sudan that first began the Sudanese anti-mine action. She expressed concern that nothing could now be accomplished before April when the two sides in the Sudan conflict would next meet, and she doubted that records of mine placements could exist, given that many were laid by children who could not make maps.
- In response to an earlier question, a panelist pointed out that it is first important to ban mines, rather than to buy up existing ones. If a high price is offered for mines on the market, more will be made to meet the new demand. Armament manufacturers will flourish, and the number of casualties will not diminish.
- The two sides in the Sudanese conflict broke off peace negotiations for months and sometimes years whenever a difficulty arose, but 2,000 mines have already been destroyed in spite of this. In regard to the involvement of children, the process of laying mines in Sudan was quite sophisticated, and maps could be kept.
- Santos expressed concern about child warriors and said that they should be dealt with by Rules of War.

Mine Action Centres: Establishing Sustainable Organizations

*Chair: Dr. Darach Mac Fhionnbhair
Department of Foreign Affairs, Ireland*

Indigenous Demining Operations: Lessons Learned

Mr. Bob Eaton
Team Leader, Multi-Country Study on Indigenous Mine Clearance, UN Department of Humanitarian Affairs

Following initial praise for the progress marked by the Convention, Mr. Eaton reported the findings of his Multi-Country Study on Indigenous Mine Clearance. With contributions from the governing bodies of Canada, Germany, Denmark, Sweden and the United Kingdom, Eaton and two accompanying colleagues consulted hundreds of citizens of mine afflicted countries as well as professionals in New York to compile this extensive study to the UN. Eaton's experience led him to stress the importance of sustainability and its inherent challenges.

"Sustainability is required at three levels," Eaton explained, listing authority, management and local practitioners as the principal proponents of positive action. Eaton stressed the importance of divorcing authority — the afflicted country's own government — from the management and coordination of Mine Action Centres. The government authority, Eaton explained, is too political to manage and coordinate the program. He emphasized the absolute necessity of instituting non-partisan Mine Action Centres, naming Cambodia as a model. "Although Cambodia's political issues remain unresolved," Eaton said, "they maintain a non-partisan Mine Action Centre."

Eaton evoked past ideas concerning the landmine issue, noting the evolution of thought that now characterizes this Conference. Initially, he said, countries thought they knew the numbers of landmines and endeavoured to find and destroy them all over a hundred years. "Now we need to control the terror and save lives; control is the issue, not elimination." Eaton was hopeful that the Ottawa Conference would contribute significantly to reduce the effects of this

"obscene weapon." Although it is sometimes easy to forget the victims amid structures and bureaucracies, he noted, "we owe them our best efforts."

Running an Indigenous Mine Clearance Operation

Mr. Sam Sotha
Executive Director, Cambodian Mine Action Centre

Since taking over the responsibility for mine clearance and disposal in November 1993, the Cambodian Mine Action Centre has overseen the manual clearance of over 50 million square metres of land, enabling its return to productive use. In addition, mine casualty figures have fallen from over 600 deaths or injuries per month in 1992, to between 150 to 200 per month this year. The ultimate goal is to reduce this figure to zero.

The Cambodian Mine Action Centre was established by Royal Decree. "Without government will, it is not possible to continue," said Mr. Sotha. The national will to work on the problem is the most important factor, followed closely by a commitment to a total ban on landmines. A coalition of the various players continues to play a key coordinating role, bringing together the various government ministries, NGOs, international players and donor countries twice yearly to review and plan for the next stage.

Human resources and training are an integral part of an indigenous mine clearance operation. The necessity to keep up with new technologies has led to a growing need for international technical expertise, as well as national training. A capacity to monitor quality control has been identified as a need.

The experiences gained by the Cambodian Mine Action Centre over the past four years is enabling it to share these experiences with mine-affected countries.

Non-Governmental Organizations and Indigenous Mine Clearance

Mr. Svein Henriksen
Program Director, Demining, Norwegian People's Aid

Experiences gained by the NGO, Norwegian People's Aid, have shown that there is no magic formula that can be applied to everyone, everywhere. "Each country or area is unique and must be treated as such," said Mr. Henriksen. It is very important to understand the history and culture of the country, as well as its community and political structure, the number and type of landmines, the NGOs present, its current demining capability and the present government position. Once these factors have been assessed, recommendations for appropriate action can be determined.

In the beginning of mine clearance projects there was a tendency to focus too much on the technical side. Now it is recognized that if the action decided upon is to demine and build a national capacity for demining, there are three aspects relevant in the planning and implementation: technical capacity building, organizational development, and integration or hand-over. All three are contingent upon adequate funding, and it is important to remember that they are not phases in a project, but interconnected. For example, the handover should start with the first day of the project.

Organizations already existing in a country stand a much better chance of survival than do outside agencies, and for that reason, it is preferable to strengthen existing organizations. The military may be the only ones with the infrastructure and technical expertise necessary to clear mines; however, for psychological and political reasons, this is not usually the best solution.

Organizations already existing in a country stand a much better chance of survival than do outside agencies, and for that reason, it is preferable to strengthen existing organizations. The military may be the only ones with the infrastructure and technical expertise necessary to clear mines; however, for psychological and political reasons this is usually not the best solution.



Assessing Models for Mine Action Centres

Mr. David Gowdey
Mine Action Associates, United States

There is no universal agreement on the objective of a Mine Action Centre, said Mr. Gowdey. Today that mandate has broadened beyond clearing landmines. "The objective of the Mine Action Centre is to mitigate the impact of landmines on the society," he stated, "and empower a country to deal with its landmine problem." This goal includes mine awareness training, victim rehabilitation and survey and marking.

In international law each state is responsible for its citizens' safety. Few countries have the capacity to guarantee this. They require training and financial assistance to develop the capacity for mitigating the impact of landmines. There are different models for a Mine Action Centre, and no one definition of "indigenous capacity." While it may be more expedient in the short term to bring local companies or NGOs into the process, this will not necessarily create a long-term sustainable capacity.

In order to ensure sustainability, the local government must have control over the Mine Action Centres. This also involves responsibility such as providing financial support to the centres. The goal is that eventually no expatriates will be involved and there will be no external funding. The government should treat the Mine Action Centre as a development project and approach the World Bank for funding. As NGOs and private companies do not qualify for World Bank funds, it is best if there is government control.

Success should not be measured by the number of mines cleared, but rather by the socioeconomic success and the development of the community. The means to measure this are still being developed.

Mr. François Godet
Federal Military Department, Switzerland

Mr. Godet briefly summarized the main points raised by the speakers. Mine Action Centres should not be seen as just demining centres. Other aspects of their mandate include topographic mapping, raising risk awareness among the local population, and victim assistance and rehabilitation. "When discussing sustainability we need to keep in mind all facets of landmines, not just demining." The key to sustainability is political will and political neutrality.

Sustainability is the key to our success. We must remember that we are not just dealing with funding. Political determination as well as political objectivity on the part of the authorities is also key. The goal of sustainability is to create a national demining capability. It is important to utilize existing organizations in the country concerned. The ability to transfer expertise is a must in order for programs to be sustainable. Equipment needs to be sturdy, easy to operate, reliable and able to be maintained in the country concerned.

Godet announced an important initiative of the Swiss Government to establish an International Humanitarian Demining Centre in Geneva. This centre will have four parts:

- A think tank or permanent body of reflection to analyze programs from around the world.
- An annual conference for all organizations involved in demining programs in order to exchange experience in the field.
- A computer network linking all of the Mine Action Centres and the UN, a database of operations in the field, and technical aspects of demining.
- Organization of courses for future mine action managers and information management technicians.

The Centre will be a foundation completely funded by the Swiss Government. Other countries are invited to participate. The objective is not to compete but to complement other demining initiatives.

Discussion

Participants raised the following points:

- It is important to keep the Mine Action Centre separate from the government. The Centre must be able to train itself out of a job. The Centre would not need to have its own people doing mine clearance, but could act as a coordinating body. Panelists had different opinions on this issue.
- Cambodia and Afghanistan are good models of successful Mine Action Centres. In Afghanistan, the Centre is a small organization and most of the work is contracted out to NGOs and private companies that are independent of the government. In Cambodia the Mine Action Centre provides coordination, management, implementation and staffing. Some participants said studies have shown that contracting is the best route. Otherwise, at the end of the demining program, you are left with a large infrastructure and staff.
- It was noted that the Cambodian Mine Action Centre is not a government controlled organization, but it does ensure the full cooperation of the government. This is needed if you are to get donor support for the program. The coordinating function of the Cambodian Mine Action Centre maximizes limited resources.
- The existence of a strong coordinating body in Cambodia helps to insulate the program from the political situation in the country. It is also able to bring together many organizations who don't normally work together. In contrast, in Mozambique the lack of a strong coordinating body had disastrous results. There were good deminers working in the field, but no coordination.

Integrating Mine Action and Development

*Chair: The Honourable Flora MacDonald, P.C.
Canada*

Speakers

The Bad Honnef Guidelines for Mine Action Programmes from a Development-Oriented Point of View

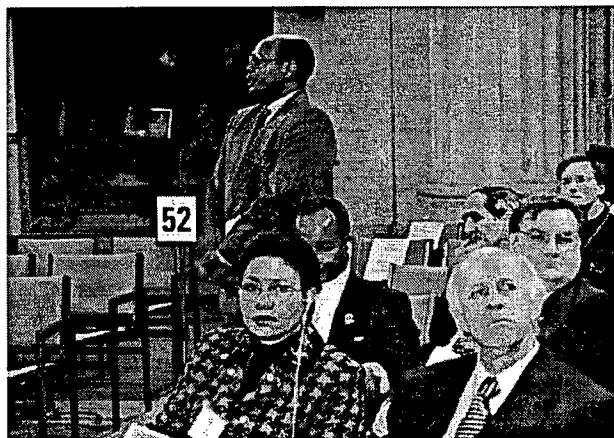
Mr. Thomas Gebauer
Medico International, Germany

Peacekeeping and peacebuilding will be impossible without social change and a comprehensive framework that takes into account the requirement for a stable and legitimate social and political structure into which people can be reintegrated. It is important to take into account the definition of victim: those who were maimed or injured by land mines, the family members of those who were injured or maimed, and all other people who were affected (e.g., the community).

It is not enough to simply ban the weapon. Victim assistance and local development programs to reduce the suffering of not only the individuals but also the communities are critical, said Gebauer. From a health prevention standpoint, the social/ economic circumstances that led to — and continue to lead to — the use of mines must also be considered, along with the psychological trauma, fear and lack of trust experienced by landmine victims.

Demining is only one program element. A comprehensive program also needs to take into account the psychological rehabilitation of society, the reintegration of the individual, and the reconstruction and redevelopment of the community — always bearing in mind the cultural and social characteristics of the community concerned.

Medico International has developed guidelines for mine action programs at the International NGO-Symposium.



The UNDP and Mine Action

Mr. Leon Terblanche
*Mine Action Specialist, Emergency Response Division,
United Nations Development Program*

Mr. Terblanche outlined the mandate and structure of the UNDP. It has been assisting countries with capacity building since 1993 and has been the lead organization in both rehabilitation and reconstruction programs. The current budget for demining is \$50 million for 1997, with \$70 million set aside for 1998 for existing and new programs. The UNDP's role is to build capacities on a long-term and sustainable basis in support of humanitarian and peacebuilding activities, based on the needs of the affected country.

UNDP supports DPKO and established coordination with other agencies, such as UNICEF and the World Bank. The programs funded by these organizations contribute to economic growth and employment opportunities, and help to enhance social rehabilitation.

In order for peacebuilding to be effective, political parties in every country must be committed to the implementation of the Convention.

Terblanche said the UNDP is working toward a holistic approach to demining programs, one that supports local capacity. The UNDP supports management infrastructure, risk reduction education, training, mine clearance, and victim assistance and rehabilitation. It supports demining programs in areas that are no longer being mined.

Ms. Rieky Stuart
Programme Manager, Canadian Council for International Cooperation, Ottawa, Canada

Although women, men, boys and girls are all victims of landmine explosions, they are each affected differently. For programs to be effective, NGOs need to know what these differences are as well as the inequities that arise from them. For example, in some countries where a low value is placed on women, disabilities can make them outcasts. Programs need to address issues of self-image and a woman's social role with both the women and their communities.

NGOs should know how priorities are set in demining programs. Is clearance of productive resources used by women given equal importance to those used by men? The NGOs' role is to go and "make audible, silenced voices."

Another concern in mine clearance is how clearance workers are treated. Are foreign workers insured when local workers are not? Is there adequate investment in the development of safe technology, which can then be managed and used by trained local populations? These questions need to be addressed or the powerful and educated will benefit disproportionately from demining programs.

Ms. Stuart said the collaboration of NGOs and government should not end when the Convention is signed. Decisions about future demining and rehabilitation should be influenced by the knowledge within development organizations.

She said NGOs want funds for demining and rehabilitation to come from new sources, such as the peace dividend, rather than from shrinking ODA budgets.

Steve Holzman, social scientist
Post-Conflict Unit, The World Bank

The World Bank is currently involved in mine clearance programs in Bosnia and Croatia, and they are considering becoming involved in programs in Angola and Afghanistan. The reasons for their involvement is their interest in building solid economic foundations in these regions.

Fundamental for any revitalization of the country is the eradication of the affects of mine pollution. Primary among these affects are mine casualties — people who are potentially productive members of society. Not as observable, but still very significant, is the effect of landmines on the psychological health of the community; these landmines act as a constant reminder of war and violence. The presence of mines affects all decisions in development planning — household, agricultural, industrial and transportation.

Holzman cautions those involved in landmine activism against the overuse of statistics. He said statistics have served their purpose in galvanizing people, but now they invoke a sense of hopelessness.

Holzman offered the following suggestions for action:

- Post-conflict governments must accept their own culpability in creating the current landmine problem along with their responsibility for dealing with this problem. This could be encouraged in the delivery of international assistance through the use of such sources as concessional loans combined with humanitarian grants as vehicles for funding mine action programs.
- Economists, agronomists and other development practitioners should be included along with demining specialists in the planning and implementation of mine action programs at all levels.
- International Coordination mechanisms are required to avoid duplication of efforts.

Discussion:

Michèle Lévesque
 Director, International Humanitarian Assistance
 Division, Canadian International Development Agency

Ms. Lévesque underlined the following points raised by previous speakers:

- The landmines ban is a means not an end. In many respects it is a starting point for development action.
- Demining is a single aspect of a broader problem. The underlying social conditions that gave rise to conflict must be addressed. Development must be seen as creating the conditions for peace.
- The landmines issue should serve as a reminder of the importance of taking the political dimensions into account.
- Individuals are the focus of victim assistance. States have responsibility at the national level.
- While there is no one model for mines action, and keeping in mind that adaptability in relation to local conditions is key, some principles — such as gender equity — must be universal.
- Development in the context of mines action is not about rebuilding what existed before, but rather about building foundations for peace where foundations were previously absent.
- The landmines issue must no longer be seen as an isolated emergency activity, but as an integral part of broader development activities. Recognition of this imperative is reflected in recent changes within CIDA.
- The new relationships and partnerships that have emerged in addressing the landmines issue should be built upon and extended to other areas.



Discussion

Participants raised the following points:

- Since it is now recognized that mines action is development action, it is critical to remember the lessons of decades of development experience in dealing with mines — the importance of local input, the involvement of women and the adaptation of technology to local conditions.
- Any trend toward the militarization of humanitarian demining should be viewed with concern because the resulting shift in resources from civil to military institutions may serve to undermine broader processes of democratization and demilitarization in many societies. In this regard, it was argued that the recently announced shift in responsibility for mines action within the UN system — from humanitarian to peacekeeping structures — should not be seen as a militarization of mines action, but rather as a shift in the nature and mandate of the peacekeeping department.
- In transferring the experience of such countries as Cambodia and Angola to places where the scale of the landmines problem is much smaller, care must be taken to inadvertently avoid the creation of a paralyzing sense of emergency where none exists.
- There is a danger that the increased flow of international resources for mines action may be channeled in such a way that it supplants local community-based, peacebuilding and development efforts amid a proliferation of NGOs and the imposition of external agendas.
- There is a need for joint decisions on the way forward.
- It is critical to consider experience in the field — the obstacles that prevent victims from reaching

Role of the Media in the Ban Campaign

Chair: Mr. Richard Gwyn, Columnist, *The Toronto Star*

Keeping the Anti-Personnel Mine Issue in Focus Post-Ottawa Conference

Mr. Donovan Webster
 Author of *Aftermath: Remnants of War*

Mr. Donovan Webster noted that doing the research for his book *Aftermath: Remnants of War* is what turned him into an activist. To anyone of conscience, Webster said, the issue of landmines is a "no-brainer".

The Campaign, through the media, has been extremely successful in getting the message across. By now, few people have not heard of the terrible effects of landmines. Some 26,000 are killed or maimed every year. With the signing of the Convention, the constant stream of new victims should be interrupted. The focus must now turn to the needs of survivors.

Most survivors live in impoverished countries. The fields they need for subsistence farming are mined, and they cannot support themselves. It has been estimated that \$100 million will be needed for survivor assistance.

Those who produce and use landmines can be dealt with in a similar way that the US deals with environmental polluters, Webster said. Under existing legislation for clean air and clean water, the blame is put on the polluter. To date, however, countries which have trafficked in landmines have done so with impunity. Making mine producers and users pay for the harm they inflict could help to deter them.



Media Perspective

Mr. Roland Joffé
The Cambodia Trust Operation, United States of America

Well-known as director of the film *The Killing Fields*, Mr. Joffé said he was "humbled" by what he had observed at the Conference in the previous few days. The unique coming together of governments, NGOs and the UN in the course of the Campaign, and the signing of the Convention itself, reminded him of the People's Power phenomenon which had occurred in the Philippines. Joffé stressed that everyone involved in the conference, including the media, should spread the word about the passion participants feel for the issue.

Joffé said that the Conference has inspired both a sense of awe about what has been achieved, and a fear that a bottomless pit of problems lies ahead. Assistance to survivors is a major challenge, which is in danger of being underestimated by the media.

For example, the media routinely asks the Cambodia Trust to arrange interviews with landmine victims, but their priority is to get stories that make "good TV". Generally, that means children — children who are expected to take off their artificial limbs for the camera and travel to the capital for easier filming.

Although the constraints on the media in a global market are acknowledged, Joffé urged people in the field to demand the real issues behind the TV image. Joffé appealed to the media for ideas in how to combat "passion fatigue" on the issue of landmines so that it would not slip from public view after the conference.

Media Coverage of the Military Aspects of the Anti-Personnel Mine Issue

Mr. Phillip Winslow
Journalist and Author of "Sowing the Dragon's Teeth: Landmines and the Global Legacy of War"

Mr. Phillip Winslow did not exclude himself when he described the media's coverage of the landmines issue as "lax and lazy". The path of least resistance is the one most often taken, he said. Commonly, the media will focus on the human-interest side, favouring dramatic pictures of children who have lost limbs while playing innocently or walking in a field. While this tendency is understandable, editors quickly come to feel that the story is an "old" one. In the process, important stories are missed.

One notable story that has been ignored is the issue of the military utility of landmines. In the US, the Pentagon maintains that landmines are an important — even crucial — element in the arsenal. On the other hand, a number of retired generals say they are not. This issue has rarely been discussed in the press, much less resolved.

In addition, President Clinton has ordered the military to find an alternative to landmines. Now, the armed forces have announced that they are no longer looking for alternatives, and have tried to evade the issue by redefining certain anti-personnel mines as "antihandling devices". Since this is a clear case of military defiance of the order of their civilian chief, it should be — but has not been — a story of major interest to the press.

Finally, the media too often uncritically accept the pronouncements of NGOs and others. A more determined investigative approach is clearly required.

Engaging the African Media on the Anti-Personnel Mine Issue - Report from the Dakar Workshop

Mr. Kwasi Gyan-Apenteng
African Topics Magazine

Cooperation between governments and civil society has been a new and important element of the global campaign to ban landmines. But in some African countries the lack of active non-governmental organizations has made the media's role more important.

Television, radio and many newspapers in Africa are owned and controlled by the state. Journalists generally choose their stories based on the government's agenda, to the exclusion of most other stories. The landmines issue began to receive significant coverage only recently, after the November 1997 workshop in Dakar, Senegal. After the three-day session, journalists — especially those from western Africa — were clamouring to set up a network and do stories on landmines.

In Senegal, a series of stories appeared about a particular landmine problem that had not previously been reported. Landmines had been used by both the government and those fighting for independence in the Casamance region of Senegal. Follow-up articles then appeared in media through the rest of West Africa.

Gyan-Apenteng said that the reporter's job is to "repackage" the information provided by NGOs to make it appealing to editors. Immediately after the Ottawa Conference, he said, Africa Topics will publish a special issue which will serve as a handbook for journalists. It is hoped this will raise the media's comfort level in dealing with the issue, to ensure good coverage of the ratification and verification process.

Discussion

Participants raised the following points in discussion:

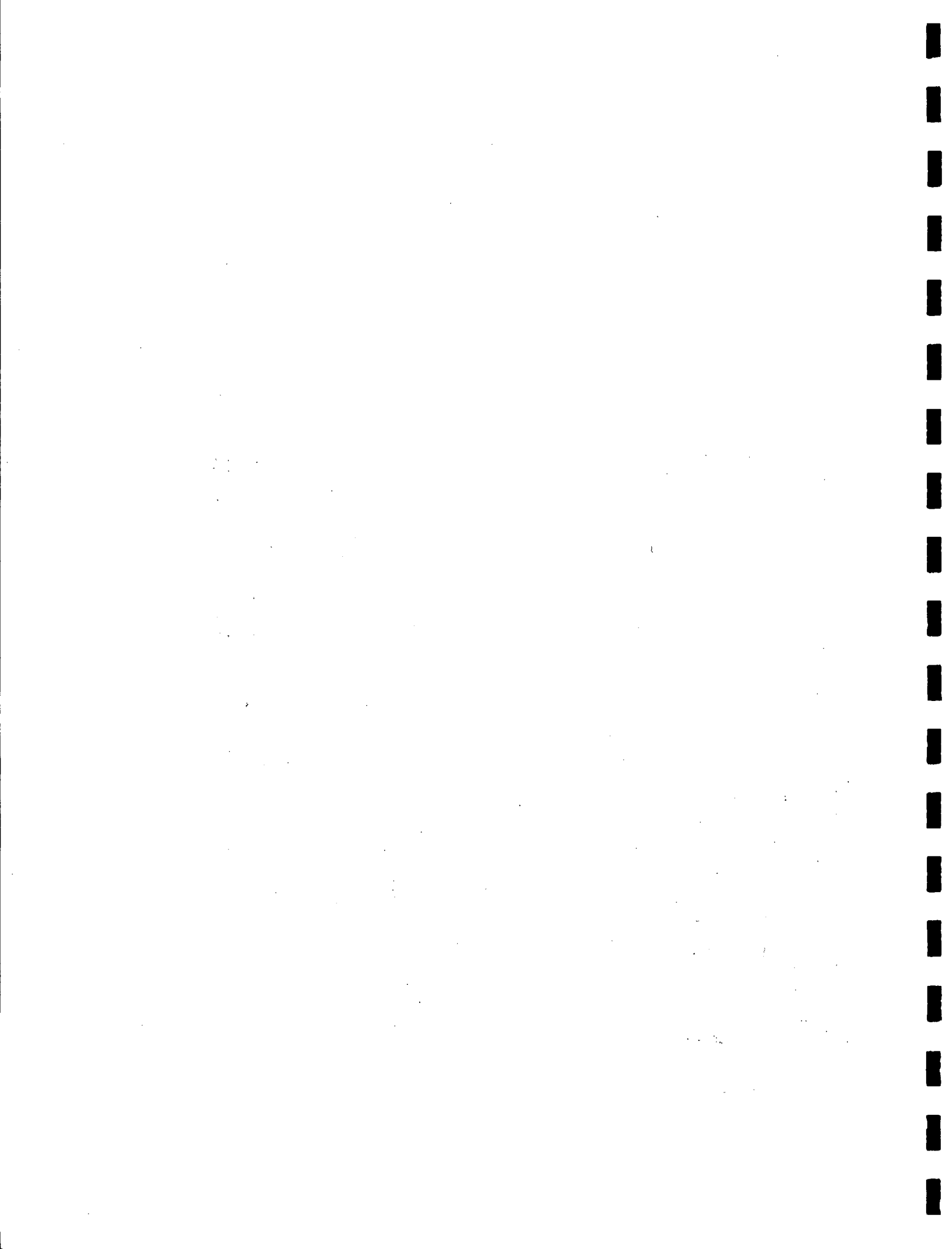
- While television can be a catalyst for action, it can also be an “anesthetic” that prevents effort from being sustained. Participants noted that the widespread television coverage offered by CNN had been a significant factor in getting quick action across the globe on the landmines ban. However, there is the danger of “compassion fatigue”. Another problem is keeping the issue in the news through the ratification process, when the locus of action moves to government bureaucracies and the resulting stories inevitably have less immediate dramatic impact.
- To keep the issue in the public eye in the future, journalists stressed the need for innovative approaches. NGOs must be imaginative and pragmatic in helping journalists to find new stories. Possible angles for exploration include the human cost of landmines and the establishment of a new global coalition of disabled people. Reporters could also investigate whether the new global coalition of NGOs represents a threat to existing structures at the UN, and chronicle ongoing disagreements over the military utility of landmines.



Discussion

Participants raised the following points in discussion:

- The same intensity and compassion that has been brought to the landmines campaign must now be brought to the campaign to ban nuclear weapons. One challenge will be to find ways to override the cultural acceptance that nuclear weapons are “okay”, and to counter the argument that deterrents have worked.
- In response to a question about the African media, Mr. Gyan-Apenteng said that press practice needs to be reoriented completely. He recommended translating the Treaty into the various African languages, and making cassette recordings that combine Treaty highlights with music.
- Participants stressed the need to keep the landmines issue alive in the press and to raise funds. Suggestions included “finding another Princess Diana” for fundraising purposes; dedicating a day each year in commemoration of the campaign, linking the landmines issue to the issue of disabilities in general and getting NGOs to work creatively together in a global campaign to raise funds and retain media attention. The importance of sustaining a close association between the press and NGOs was especially noted. One participant recommended that reporters highlight new angles, such as the former Angolan landmines factory which is now producing batteries. The para-Olympics could provide another opportunity to keep the landmines issue alive.





Mine Action Networks: Conference Delegates List



PHOTOS: J. RODSTED



Chair / Président

Lloyd Axworthy

Minister of Foreign Affairs / Ministre des Affaires étrangères

Deputy Chair / Vice-Président

John English

Ministerial Opening Plenary Session / Séance plénière d'ouverture ministérielle

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada / Premier ministre du Canada

Kofi Annan, UN Secretary General / Secrétaire général de l'ONU

Cornelio Sommaruga, President, ICRC / Président CICR

Jody Williams, Coordinator ICBL / Coordinatrice ICBL

Plenary Session Chairs / Présidents des Séances plénières

Diane Marleau

*Minister for International Cooperation and Minister Responsible for la Francophonie
Ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie*

Raymond Chan

Secretary of State, Asia Pacific / Secrétaire d'État, Asie-Pacifique

David Kilgour

Secretary of State, Latin America-Africa / Secrétaire d'État, Amérique latine-Afrique

Conférence Secretariat / Secrétariat de la Conférence

Secretary General / Secrétaire général Ralph Lysyshyn

Deputy Secretary General - Policy / Secrétaire général adjoint: Jill Sinclair

Assistant Secretaries General / Secrétaires généraux adjoints:

Ruth Archibald , Daniel Bon, Nancy Wildgoose

Program Co-ordinator / Coordonnateur du programme: Don Sinclair

Signing Ceremony Co-ordinator / Coordonnateur de la Cérémonie de signature: Michael Walma

Ministerial Plenary Co-ordinator / Coordonnateur de la plénière ministérielle: Harold Hickman

Mine Action Forum Co-ordinator / Coordonnateur du Forum d'action contre les mines: Bob Lawson

Director of Operations / Directeur des opérations: Bob Corley

National Delegations / Délégations nationales

Algeria / Algérie

Lahcène Moussaoui
Minister of Cooperation and Maghrebian Affairs
Ministre délégué chargé de la Coopération et des Affaires maghrébines

Bedrane Abdessalem
Ambassador of Algeria
Ambassadeur d'Algérie

LCol Ahcène Mameri

Naceur Boucherit
Counsellor, Embassy of Algeria
Conseiller, Ambassade d'Algérie

Ahcène Kerma
Counsellor, Permanent Mission in New York
Conseiller, Mission permanente à New York

Andorra / Andorre

Albert Pintat-Santolària
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Juli Minoves-Triquell
Ambassador to Canada, Permanent Mission to the UN
Ambassadeur du Canada, Mission permanente auprès des Nations unies

Jelena Pià-Comella
Minister Counsellor, Permanent Mission to the UN
Ministre-conseiller, Ambassade d'Andorre auprès de l'ONU

Roser Suné Pascuet
Director of Higher Education
Directrice, Écoles supérieures de formation professionnelle

Angola / Angola

George Rebelo Binto Chikoti
Deputy Minister for Foreign Affairs
Vice-ministre des Affaires étrangères

Loy de Figuéiredo
Ambassador of Angola to Austria
Ambassadeur d'Angola en Autriche

Andre Panzo
Chargé d'affaires
Chargé d'affaires

National Delegations / Délégations nationales

General Helder Cruz

*Director for the Demining Institute (INAROE)
Directeur de l'Institut de déminage (INAROE)*

Paulino Lutumba

*Minister Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Ministre-conseiller, ministère des Affaires étrangères*

Antigua And Barbuda / Antigua-et-Barbuda

Lionel A. Hurst

*Ambassador to the USA
Ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda aux États-Unis*

Argentina / Argentine

Guido Di Tella

*Minister of Foreign Affairs, International Trade and Worship
Ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et du Culte*

Susana Ruiz Cerutti

*Ambassador of Argentina
Ambassadeur d'Argentine*

Pablo Tettamanti

*Deputy Director, International Security Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, Sécurité internationale, ministère des Affaires étrangères, du Commerce international et du Culte*

Carlos Alberto Passalacqua

*Deputy Head of Mission, Embassy of Argentina
Chef de mission adjoint, Ambassade d'Argentine*

Col Guillermo Sevilla

*Defense Attaché, Embassy of Argentina
Attaché de défense, Ambassade d'Argentine*

Carlos Alberto Ortiz

*Counsellor, Embassy of Argentina
Conseiller, Ambassade d'Argentine*

Daniel Pierini

*First Secretary, Minister's Office, Ministry of Foreign Affairs, International Trade and Worship
Premier secrétaire, Cabinet du ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et du Culte*

César Campoy

*Second Secretary, Embassy of Argentina
Deuxième secrétaire, Ambassade d'Argentine*

LCol Jose Eduardo Di Maria

Armenia / Arménie

National Delegations / Délégations nationales

Levon Barkhudaryan
Ambassador of Armenia
Ambassadeur

Eduard Khojayan
Counsellor, Embassy of Armenia
Conseiller

Armen Yedigarian
Second Secretary, Embassy of Armenia
Deuxième secrétaire

Australia / Australie

Alexander Downer
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Bill Tweddell
Chief of Staff to the Minister of Foreign Affairs
Chef de Cabinet du ministre des Affaires étrangères

Innes Willox
Media Adviser to Minister of Foreign Affairs
Conseiller médias du ministre des Affaires étrangères

John Campbell
Ambassador for Disarmament, Geneva
Ambassadeur pour le désarmement, Genève

Gregory Wood
High Commissioner for Australia
Haut-commissaire d'Australie

Patrick Hardy
Deputy High Commissioner for Australia
Haut-commissaire adjoint d'Australie

Allan March
Counsellor, Australian Mission to the UN
Conseiller, Mission d'Australie auprès des Nations unies

Sister Patricia Pak Poy
National Director, International Campaign to Ban Landmines
Directeur national, Campagne internationale contre les mines terrestres

Genevieve Hamilton
First Secretary, Australian Mission to the UN
Premier secrétaire, Mission de l'Australie aux Nations unies

Andrew Engel
Counsellor, Australian High Commission
Conseiller, Haut-commissariat d'Australie

National Delegations / Délégations nationales

Brett Hackett*First Secretary, Australian High Commission
Premier secrétaire, Haut-commissariat d'Australie***Bill Jackson***First Secretary, Australian High Commission
Premier secrétaire, Haut-commissariat d'Australie***Frances Lisson***First Secretary, Australian High Commission
Premier secrétaire, Haut-commissariat d'Australie***Charlene Watego***Third Secretary, Australia High Commission
Troisième secrétaire, Haut-commissariat d'Australie***Jacqueline Holmes***Third Secretary, Australian High Commission
Troisième secrétaire, Haut-commissariat d'Australie***Katie Kerr***Research Officer, Australian High Commission
Agent de recherche, Haut-commissariat d'Australie***Austria / Autriche****Wolfgang Schüssel***Vice-Chancellor and Minister of Foreign Affairs
Vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères***Walther G. Lichem***Ambassador of Austria
Ambassadeur d'Autriche***Gregory Woschnagg***Assistant Deputy Minister, Ministry of Foreign Affairs
Sous-ministre adjoint, ministère des Affaires étrangères***Thomas Hajnoczi***Director General, Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général, Contrôle des armements et désarmement, ministère des Affaires étrangères***Michael Linhart***Minister Counsellor, Cabinet of the Minister of Foreign Affairs
Ministre-conseiller, Cabinet du ministre des Affaires étrangères***Thomas Desch***Senior Advisor, Legal Division, Ministry of Defence
Conseiller principal, Contentieux, ministère de la Défense***Col Hans Hamberger***Ministry of Defence
Ministère de la Défense*

National Delegations / Délégations nationales

Wolfgang Spadinger
Minister Counsellor, Austrian Embassy
Ministre-conseiller, Ambassade d'Autriche

Bahamas / Bahamas

Janet G. Bostwick
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

A. Missouri Sherman-Peter
High Commissioner for the Bahamas
Haut-commissaire des Bahamas

Julie A. Campbell
Senior Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs
Secrétaire adjointe principale, ministère des Affaires étrangères

Freddie C. Tucker
Second Secretary/Vice Consul, High Commission of the Bahamas
Deuxième secrétaire et vice-consul, Haut-commissariat des Bahamas

Bangladesh / Bangladesh

Anwar-ul Alam
Acting High Commissioner for Bangladesh
Haut-commissaire adjoint du Bangladesh

Barbados / Barbade

Louis Tull
Special Envoy
Envoyé spécial

June Clarke
High Commissioner for Barbados
Haut-commissaire de la Barbade

Maj Vernon Connell
Advisor
Conseiller

Juliette Babb-Riley
Advisor
Conseillère

Belarus / Bélarus

Mikhail Khvostov
Ambassador of Belarus
Ambassadeur du Bélarus

Vladimir Kabanov
First Secretary, Embassy of Belarus
Premier secrétaire, Ambassade du Bélarus

National Delegations / Délégations nationales

Belgium / Belgique

Erik Derycke
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Luc Carbonez
Ambassador of Belgium
Ambassadeur de Belgique

J. De Ruyt
Director General, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général, ministère des Affaires étrangères

André Mernier
Permanent Representative, Conference on Disarmament, Geneva
Représentant auprès de la Conférence sur le désarmement, Genève

A. Rubbens
Cabinet Minister, Ministry of Foreign Affairs
Membre du Cabinet, ministère des Affaires étrangères

Patrick De Beyter
Cabinet Minister, Ministry of Foreign Affairs
Cabinet du Ministre, ministère des Affaires étrangères

Machteld Fostier
Head of the Disarmament Division
Directeur de la Division du désarmement

Christiaan Tanghe
Minister Counsellor, Embassy of Belgium
Ministre-conseiller, Ambassade de Belgique

LCol Boudhuin Briot
Ministry of Defence
Ministère de la Défense

Maj Serge Ferooz
Ministry of Defence
Ministère de la Défense

Anne Capelle
Handicap International
Handicap International

Geneviève Verbeek-Pearson
First Secretary, Embassy of Belgium
Premier secrétaire

Alexis Ajavon
Attaché, Embassy of Belgium
Attaché, Ambassade de Belgique

National Delegations / Délégations nationales

Martine Dardenne
Senate of Belgium
Sénat de Belgique

Benin / Bénin

Pierre Osho
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Léopold David-Gnahoui
Ambassador of Benin
Ambassadeur du Bénin

Omer de Souza
Ministry of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Benoît Adekambi
Counsellor, Embassy of Benin
Conseiller, Ambassade du Bénin

Lucien D. Kiki
Counsellor, Embassy of Benin
Conseiller, Ambassade du Bénin

Abdou Afodjo
Attaché
Attaché

Bolivia / Bolivie

Javier Murillo de la Rocha
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Fernando Kieffer Guzmán
Minister of Defence
Ministre de la Défense

Jorge Caballero
Chargé d'affaires, Embassy of Bolivia
Chargé d'affaires, Ambassade de Bolivie

Barbara Canedo Patiño
Chargé d'affaires, Embassy of Bolivia in Sweden
Chargé d'affaires, Ambassade de Bolivie en Suède

Alvaro del Pozo
Advisor to Minister of Defence
Conseiller auprès du ministre de la Défense

Walter Martinez
Second Secretary, Embassy of Bolivia
Ambassade de Bolivie

National Delegations / Délégations nationales

Kelly Benoit
Embassy of Bolivia
Ambassade de Bolivie

Bosnia Herzegovina / Bosnie-Herzégovine

Jadranko Prlic
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Sven Alkalaj
Ambassador of Bosnia Herzegovina in Washington
Ambassadeur de Bosnie-Herzégovine à Washington

Botswana / Botswana

Legwaila J. Legwaila
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Tebelelo A. Boang
First Secretary
Premier secrétaire

Brazil / Brésil

Sebastião do Rego Barros Neto
Secretary General of the Ministry of External Relations of Brazil
Secrétaire général, ministère des Relations extérieures

Carlos Augusto Rego Santos Neves
Ambassador of Brazil
Ambassadeur du Brésil

José Viegas Filho
Ambassador of Brazil and Head of the Brazilian Delegation to the Oslo Conference
Ambassadeur du Brésil et chef de la délégation du Brésil à la Conférence d'Oslo

Appio Claudio Acquarone
Counsellor, Embassy of Brazil
Conseiller, Ambassade du Brésil

Brunei Darussalam / Brunei Darussalam

Pengiran Maidin Pengiran Hashim
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Msgr Maudalgne Teo
Acting High Commissioner of Brunei
Haut-commissaire intérimaire du Brunei

Bulgaria / Bulgarie

National Delegations / Délégations nationales

Slav Danev
Ambassador of Bulgaria
Ambassadeur de Bulgarie

Maya Dobрева
Minister, Embassy of Bulgaria
Ministre, Ambassade de Bulgarie

Maria Pavlova
First Secretary, Permanent Mission of the Republic of Bulgaria to the UN, New York
Premier secrétaire, Mission permanente de la République de Bulgarie

Burkina Faso / Burkina Faso

Ablassé Ouedraogo
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Mouhonssine Nacro
Ambassador of Burkina Faso
Ambassadeur du Burkina Faso

Louis Armand Mihyemba Ouali
Director General of Political, Legal and Consular Affairs
Directeur général, Affaires politiques, juridiques et consulaires

Mahama Sawadogo
Head of Europe-America-Oceania Services, Political Affairs Branch
Chef, Service Europe-Amérique-Océanie. Direction des affaires politiques

Cmdt Harouna Ouedraogo
Chief of Staff, Ministry Defence
Chef de cabinet du ministre de la Défense

Eric Y. Tiare
Second Counsellor, Embassy of Burkina Faso
Deuxième conseiller, Ambassade du Burkina Faso

Burundi / Burundi

Leonidas Havyarimana
Secretary of State for Cooperation
Secrétaire d'État à la Coopération

Jacques Hakizimana
Ambassador, Adviser to the State Secretary for Cooperation
Ambassadeur, conseiller du Secrétaire d'État à la Coopération

Cambodia / Cambodge

Ung Huot
First Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and International Cooperation
Premier ministre principal et ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

National Delegations / Délégations nationales

Ieng Mouly*Minister of Information and Chairman of the Governing Council of CMAC
Ministre de l'Information et président du Conseil d'administration du CCD***Suy Mong Leang***Under Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
Sous-secrétaire d'État, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale***Var Huoth***Ambassador, Kingdom of Cambodia to the United States
Ambassadeur du Royaume du Cambodge aux États-Unis***Ros Simara***Division Chief, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
Chef de division, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale***Meas Kim Heng***Political Counsellor, Royal Embassy of Cambodia, United States
Conseiller politique, Ambassade du Royaume de Cambodge aux États-Unis***Sam Sotha***National Director of CMAC
Directeur national, CCD***Sony Sam Sotha***Advisor of CMAC
Conseillère, CCD***Richard Warren***Program Coordinator
Coordonnateur de programmes***LCol Chip Bowness***Chief Technical Advisor of CMAC
Conseiller technique en chef, CCD***Cameroon / Cameroun****Francis W. Nkwain***Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères***Philémon Yang***High Commissioner for Cameroon
Haut-commissaire du Cameroun***Col George Fomundam Bah***Director, Ministry of Defence
Directeur, ministère de la Défense***Jacques-Alfred Ndoumbe Eboule***Assistant Director, Organization on Non-Alignment Movements
Directeur adjoint, Organisation des mouvements non alignés***Canada / Canada**

National Delegations / Délégations nationales

Don Campbell
Deputy Minister for Foreign Affairs
Sous-ministre des Affaires étrangères

Louise Fréchette
Deputy Minister, National Defence
Sous-ministre, Défense nationale

Hugette Labelle
Deputy Minister, CIDA
Sous-ministre, ACDI

Jacques Saada
Member of Parliament
Député

Keith Martin
Member of Parliament
Député

Patricia Torsney
Member of Parliament
Député

Col Ed Fitch
Director, Military Engineering, DND
Directeur, Génie militaire, MDN

Nadia Kostiuik
Director, Strategic Planning, Policy Branch, CIDA
Directrice, Planification stratégique, Direction des politiques, ACDI

Valerie Warmington
Chair, Mines Action Canada
Présidente de Mines Action Canada

Mark Gwozdecky
Deputy Director, IDA, Department of Foreign Affairs
Directeur adjoint, IDA, ministère des Affaires étrangères

Beverly Chomyn
Justice Legal Service, Department of Foreign Affairs
Service juridique (Justice), ministère des Affaires étrangères

Cape Verde / Cap-Vert

Amilcar Spencer Lopes
Minister of Foreign Affairs and Communities
Ministre des Affaires étrangères et des Communautés

Manuel C. de Matos
Minister, Embassy of Cape Verde in Washington
Ministre, Ambassade du Cap-Vert à Washington

Chile / Chili

National Delegations / Délégations nationales

Edmundo Yoma Pérez
Minister of Defence
Ministre de la Défense

José Tomás Letelier
Ambassador of Chile
Ambassadeur du Chili

Raimundo González
Ambassador, Special Policy Advisor, Ministry of Foreign Affairs
Directeur des affaires politiques, ministère des Affaires étrangères

Alfredo Labbé
Counsellor, Special Policy Deputy Director, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères

Mariano Peppi
Military Attaché, Embassy of Chile
Attaché militaire, Ambassade du Chili

LCol Cristián Pabst
Defence Ministry
Ministère de la Défense

Jorge Norambuena
Second Secretary, Embassy of Chile
Deuxième secrétaire, Ambassade du Chili

China / Chine

Zha Peixin
Ambassador of the People's Republic of China to Canada
Ambassadeur de la République populaire de Chine au Canada

Col Guan Youfei
Landmine Expert, Ministry of National Defence
Expert en mines antipersonnel, ministère de la Défense nationale

Maj Zhang Senlin
Landmine Expert, Ministry of National Defence
Expert en mines terrestres, ministère de la Défense nationale

Zhan Yongxin
Second Secretary, Embassy of the People's Republic of China
Deuxième secrétaire, Ambassade de la République populaire de Chine

Li Song
Third Secretary, Department of Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Troisième secrétaire, Département du contrôle des armements et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

You Jia
Official, Department of Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Représentante, Département du contrôle des armements et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Qin Xin
Official, Embassy of the People's Republic of China
Représentant, Ambassade de la République populaire de Chine

Colombia / Colombie

Camilo Reyes Rodriguez
Vice Minister of Foreign Affairs
Sous-ministre des Affaires étrangères

Alfonso Lopez Caballero
Ambassador of Canada
Ambassadeur du Canada

Camilo Ruiz
Counsellor, Permanent Mission to the UN, Geneva
Conseiller de la Mission colombienne à Genève

Graciela Uribe Lozana
Counsellor, Embassy of Colombia
Conseillère, Ambassade de Colombie

Paul de Bedout
Minister, Embassy of Colombia
Ministre, Ambassade de Colombie

Helena Durán
First Secretary, Embassy of Colombia
Premier secrétaire, Ambassade de Colombie

Cook Islands / Îles Cook

Sir Geoffrey Henry
Prime Minister
Premier ministre

James Gosselin
International Affairs and Legal Advisor to the Prime Minister
Conseiller du Premier ministre pour les affaires internationales et juridiques

Costa Rica / Costa Rica

Jorge Vargas Espinosa
Deputy Minister of the Interior
Sous-ministre de l'Intérieur

Carlos Miranda
Ambassador of Costa Rica
Ambassadeur du Costa Rica

José Fabio Pizarro
Director, Plans and Operations, Ministry of Public Security
Directeur, Plans et Opérations, ministère de la Sécurité publique

Côte d'Ivoire / Côte d'Ivoire

National Delegations / Délégations nationales

Amara Essy

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Jean Obeo-Coulibaly

*Ambassador of Côte d'Ivoire
Ambassadeur de Côte d'Ivoire*

Maj Bendjini Joseph Moke

*Ministry of Defence
Ministère de la Défense*

Konan Kouame

*First Counsellor, Embassy of Côte d'Ivoire
Premier conseiller, Ambassade de Côte d'Ivoire*

Mina Marie Balde

*Ministry of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères*

Eric N'Dri

*Counsellor, Côte d'Ivoire
Conseiller, Côte d'Ivoire*

16

Kouakou Kaoudio

*Counsellor, Economic Affairs, Embassy of Côte d'Ivoire
Conseiller économique, Ambassade de Côte d'Ivoire au Canada*

Gnagne Albert

*First Secretary, Embassy of Côte d'Ivoire
Premier secrétaire, Ambassade de Côte d'Ivoire*

Yao Attamah

*First Secretary, Consular Affairs, Embassy of Côte d'Ivoire
Premier secrétaire, Affaires consulaires, Ambassade de Côte d'Ivoire*

Fernand Ahibo

*Third Secretary, Embassy of Côte d'Ivoire
Troisième secrétaire, Ambassade de Côte d'Ivoire*

Abdoulaye Ouattara

*First Secretary, Financial Affairs, Embassy of Côte d'Ivoire
Premier secrétaire, Affaires financières, Ambassade de Côte d'Ivoire*

Croatia / Croatie

Ivo Sanader

*Deputy Minister of Foreign Affairs
Sous-ministre des Affaires étrangères*

Zeljko Urban

*Ambassador of Croatia
Ambassadeur de Croatie*

National Delegations / Délégations nationales

Zdravka Basic

Pres., Parl. Cttee for Interparliamentary Cooperation and VP for Foreign Relations

Présidente, Comité parlementaire pour la coopération interparlementaire et vice-présidente des Relations étrangères

Ranko Vilovic

Head of Department, Ministry of Foreign Affairs

Chef de département, ministère des Affaires étrangères

Slavko Haluzan

Head of Department, Ministry of Defence

Chef de département, ministère de la Défense

Kolinda Grabar

Counsellor, Embassy of Croatia

Conseiller, Ambassade de Croatie

Miroslav Kovacic

Head of Deputy Minister's Office

Chef de cabinet du Vice-ministre

Vlasta Brkljacic

Desk Officer, Ministry of Foreign Affairs

Responsable de secteur, ministère des Affaires étrangères

Cuba / Cuba

Maria de los Angeles Florez Prida

Deputy Minister of Foreign Affairs

Vice-ministre des Affaires étrangères

Bienvenido García Negrín

Ambassador, Embassy of Cuba

Ambassadeur, Ambassade de Cuba

Rodolfo Eliseo Benitez Verson

Secretary, Permanent Mission to the UN

Secrétaire, Mission cubaine aux Nations unies

Luis Cuervo Tuero

Military Expert

Expert militaire

Cyprus / Chypre

Alecos Shambos

Ambassador and Permanent Secretary, Ministry of Foreign Affairs

Ambassadeur et secrétaire permanent, ministère des Affaires étrangères

George Chacalli

First Secretary, Cyprus High Commission, Washington

Premier secrétaire, Haut-commissariat de Chypre à Washington

Czech Republic / République tchèque

National Delegations / Délégations nationales

Karel Kovanda
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Stanislav Chýlek
Ambassador of the Czech Republic
Ambassadeur de la République tchèque

Miroslav Tuma
Deputy Director, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, ministre des Affaires étrangères

Ladislav Zák
Director, Ministry of Defence
Directeur, ministère de la Défense

Martin Kosatka
Deputy Head of Mission, Embassy of Czech Republic
Chef de mission adjoint, Ambassade de la République tchèque

Democratic Republic of the Congo / République Démocratique du Congo

Sampassa Kaweta Milombe
Ambassador of the Democratic Republic of the Congo
Ambassadeur de la République démocratique du Congo

Wawa Bamialy
Director of International Organizations, Ministry of Foreign Affairs
Directeur des organisations internationales, ministère des Affaires étrangères

Dowe Mpongo
Minister Counsellor, Embassy of the Democratic Republic of the Congo
Ministre-conseiller, Ambassade de la République démocratique du Congo

Denmark / Danemark

Poul Nielson
Minister for Development Cooperation
Ministre de la Coopération au développement

Hans Klingenberg
Head of Department, Ministry of Foreign Affairs
Directeur de département, ministère des Affaires étrangères

Niels Severin Munk
Deputy Head of Department, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint de département, ministère des Affaires étrangères

Henrik Kiil
Principal Private Secretary to the Minister of Foreign Affairs
Secrétaire privé du ministre des Affaires étrangères

Jorgen M Behnke
Ambassador of Denmark
Ambassade du Danemark

National Delegations / Délégations nationales

Susanne Shine
First Secretary, Embassy of Denmark
Premier secrétaire, Ambassade du Danemark

Gunvor Harbo Poulsen
Embassy of Denmark
Ambassade du Danemark

Soren Nielsen
Embassy of Denmark
Ambassade du Danemark

Djibouti / Djibouti

Roble Olhaye
Ambassador, Embassy of the Republic of Djibouti to the US
Ambassadeur de la République de Djibouti aux États-Unis

Dominica / Dominique

Jean-François Michel
Minister Counsellor, High Commission of Dominica
Ministre-conseiller, Haut-commissariat de la Dominique

C. Omelda Dasent
First Secretary, High Commission of Dominica
Premier secrétaire, Haut-commissariat de la Dominique

Dominican Republic / République Dominicaine

Bernardo Vega
Ambassador of the Dominican Republic in the United States
Ambassadeur de la République dominicaine aux États-Unis

Col Felipe Reyes Espejo
Director, Plans and Operations, State Secretary of the Armed Forces
Directeur des plans et opérations, secrétaire d'État des Forces armées

P.N. Jose Isaias Santana Morillo

Julio Cesar Valentin

Ecuador / Équateur

Diego Ribadeneira
Vice Minister of Foreign Affairs
Sous-ministre des Affaires étrangères

Manuel A. Pesantes
Ambassador of Ecuador
Ambassadeur de l'Équateur

National Delegations / Délégations nationales

Galo Larenas
Minister, Embassy of Ecuador
Ministre, Ambassade de l'Équateur

Col Carlos Moncayo
Member of Ministry of Defence
Membre du ministère de la Défense

Javier Vargas
Officer, Embassy of Ecuador
Agent, Ambassade de l'Équateur

El Salvador / El Salvador

Mauricio Rosales-Rivera
Ambassador of El Salvador
Ambassadeur du Salvador

Carolina Calderón
Minister Counsellor, Embassy of El Salvador
Ministre-conseiller, Ambassade du Salvador

Ricardo A. Cisneros
First Secretary, Embassy of El Salvador
Premier secrétaire, Ambassade du Salvador

Eritrea / Érythrée

Nura M. Omer
First Secretary and Consul, Embassy of Eritrea
Consul/Premier secrétaire, Ambassade d'Érythrée

Ahmed M. Iman
Head of Consular Affairs, Embassy of Eritrea
Chef des Affaires consulaires, Ambassade d'Érythrée

Estonia / Estonie

Kalev G. Stoicescu
Ambassador of Estonia
Ambassadeur d'Estonie

Ethiopia / Éthiopie

Fecadu Gadamu
Ambassador of Ethiopia
Ambassadeur d'Éthiopie

Wahide Belay
Counsellor, Embassy of Ethiopia
Conseiller, Ambassade d'Éthiopie

Fiji / Fidji

National Delegations / Délégations nationales

Poseci W. Bune
Ambassador, Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Dorothy Elaine Pressman
Honorary Consul of Fiji
Consul honoraire de Fidji

Finland / Finlande

Pasi Patokallio
Deputy Director General, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général adjoint, ministère des Affaires étrangères

Timo Kantola
First Secretary
Premier secrétaire

Ilkka-Pekka Similä
First Secretary
Premier secrétaire

Tarja Kantola
Special Advisor
Conseiller spécial

Laura Lodenius
NGO Representative from Finnish Campaign to Ban Landmines
Représentant des ONG, Campagne finlandaise pour l'interdiction des mines

France / France

Charles Josselin
Secretary of State for Cooperation
Secrétaire d'État à la Coopération

Joëlle Bourgois
Ambassador, Permanent Representative to the Conference on Disarmament in Geneva
Ambassadeur et Représentant permanent à la Conférence sur le désarmement à Genève

Christine Taubira-Delannon
Deputy to Guyana
Député de la Guyane

Phillippe Chabasse
Co-president of "Handicap International"
Coprésident de Handicap International

Jean-Didier Roisin
Directeur des Affaires africaines et malgaches

Gen Michel Rigot
Military Director
Directeur militaire

National Delegations / Délégations nationales

Charley Causeret

*Deputy Director, Department of Human Rights, Social and Humanitarian Affairs
Sous-directeur, Droits de l'homme et Affaires humanitaires, ministère des Droits de l'homme*

Col Jean-François Bacherot

*Defence Attaché, Embassy of France
Attaché à la défense, Ambassade de France*

Christian Lechervy

*Counsellor to the Minister of Defence
Conseiller auprès du ministre de la Défense*

Col René Faure

*Defence Attaché, Embassy of France
Attaché de défense, Ambassade de France*

Pierre Jacquemot

Jean-Michel Thornary

*Counsellor to Secretary of State
Conseiller du secrétaire d'État*

Henri-Luc Thibault

*Advisor to the Secretary of State for Cooperation
Conseiller du secrétaire d'État à la Coopération*

Michelle LeForestier

Clara Wagner

*Counsellor to Secretary of State
Conseillère du secrétaire d'État*

Michel Pipelier

*Deputy Director, Institutional Development, State Secretariat for Cooperation
Sous-directeur du Développement institutionnel, Secrétariat d'État à la Coopération*

Bernard Millet

Mission d'étude, d'évaluation et de prospective, Secrétariat d'État à la Coopération

Bernard Lafont

*Ministry of Defence
Médecin chef des armées, ministère de la Défense*

Baudoin Bollaert

*Journalist
Journaliste au Figaro*

Bruno Juet

Capitaine de frégate, EMA

National Delegations / Délégations nationales

Eric Dal

*Surgeon General, Department of Defence
Médecin chef des armées, ministère de la Défense*

Gilles Marhic

Maurice Bleicher

Patrick L'Homme

Ingénieur, ministère de la Défense

Alexandre Ziegler

*Deputy Director on Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, Désarmement, ministère des Affaires étrangères*

Hélène D'Antoine

*Human Rights and Humanitarian Affairs Unit
Sous-direction des Droits de l'homme et des Affaires humanitaires*

François Thomas

Jean-Dominique Merchet

*Journalist
Journaliste à Libération*

Gabon / Gabon

Casimir Oyé-Mba

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Alphonse Oyabi-Gnala

*Ambassador of Gabon
Ambassadeur du Gabon*

Cmdt Guy Joseph Biwaou-Mabicka

*Technical Counsellor, Minister of State, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller technique, ministre d'État responsable de la défense et de la sécurité, ministère des Affaires étrangères*

Pierre Athomo Ndong

*Head of Treaties, Ministry of Foreign Affairs
Directeur des traités, ministère des Affaires étrangères*

Ludovic Nah

*Aide de Camp to Minister of State
Aide de camp du ministre d'État*

National Delegations / Délégations nationales

Lucien Moubouyi

First Counsellor, Economics, Finance & Consular Affairs, Embassy of Gabon
Premier conseiller pour les affaires économiques, financières et consulaires, Ambassade du Gabon

Gambia / Gambie

Crispin Grey-Johnson

High Commissioner for Gambia
Haut-commissaire de Gambie

Georgia / Géorgie

Tedo Japaridze

Ambassador of Georgia
Ambassadeur de Géorgie

Germany / Allemagne

Klaus Kinkel

Federal Minister for Foreign Affairs
Ministre fédéral des Affaires étrangères

Rüdiger Hartmann

Ambassador, Commissioner of the Federal Government for Disarmament and Arms Control
Ambassadeur, Commissaire du gouvernement fédéral au désarmement et au contrôle des armements

Hans-Günter Sulimma

Ambassador of Germany
Ambassadeur d'Allemagne

Walter-Jürgen Schmid

Minister Counsellor, Federal Foreign Office
Ministre-conseiller, ministère des Affaires étrangères

Gunther Mulack

Minister Counsellor, Federal Foreign Office
Ministre-conseiller, ministère des Affaires étrangères

Friedrich Ruth

Special Adviser to Federal Foreign Minister
Conseiller spécial auprès du ministre des Affaires étrangères

Klaus Scharioth

Minister Counsellor, Federal Foreign Office
Directeur, ministère des Affaires étrangères

Rüdiger Lemp

Minister-Counsellor, Federal Foreign Office
Ministre-conseiller, Ambassade d'Allemagne

LCol Peter Kallert

Ministry of Defence
Ministère de la Défense

National Delegations / Délégations nationales

Frank Neumann
Secretary Secretary, Federal Foreign Office
Premier secrétaire, ministère des Affaires étrangères

Jörn Kalinski
OXFAM-Deutschland

Petra Sigmund
Media, Foreign Office
Médias, ministère des Affaires étrangères

Renate Heiderich
Protocol, Foreign Office
Protocole, ministère des Affaires étrangères

Sieglinde Weiermann
Secretary, Foreign Office
Secrétaire, ministère des Affaires étrangères

Michael Kammann
Security
Sécurité

Gero Friedrich
Security
Sécurité

Ulrich Köhn
First Secretary (Press) Embassy of Germany
Premier secrétaire (Presse), Ambassade d'Allemagne

Christine Albrecht
Protocol, Embassy of Germany
Protocole, Ambassade d'Allemagne

Regina Mittner-Robinson
German Embassy
Ambassade d'Allemagne

Cordula Stoecker-Alario
Attaché, German Embassy
Attaché, Ambassade d'Allemagne

Perry Notbohm-Ruh
Interpreter, Foreign Office
Interprète, ministère des Affaires étrangères

Christine Rieger
German Embassy
Ambassade d'Allemagne

Frank Rockenfeld
German Embassy
Ambassade d'Allemagne

National Delegations / Délégations nationales

Ghana / Ghana

Oliver Lawluvi
High Commissioner for Ghana
Haut-commissaire du Ghana

Col A.B. Donkor
Judge Advocate General, Ghana Armed Forces
Juge-avocat général des Forces armées du Ghana

Greece / Grèce

John-Alexander Thomoglou
Ambassador of Greece
Ambassadeur de Grèce

Constantine O. Giovas
First Counsellor, Embassy of Greece
Premier conseiller, Ambassade de Grèce

Ilias Krispis
Professor of International Law, University of Athens
Professeur de droit international, Université d'Athènes

Cdr Ioannis Kidoniefs
Defense Attaché, Embassy of Greece
Attaché militaire, Ambassade de Grèce

Yorgos Dardavillas
Counsellor Press Office, Embassy of Greece
Conseiller au Bureau de presse, Ambassade de Grèce

Dimitrios Ioannou
First Secretary, Consulate General of Greece
Premier secrétaire, Consulat général de Grèce

George Alamanos
First Secretary, Embassy of Greece
Premier secrétaire, Ambassade de Grèce

Stelios Korkidis
Attache, Press Office, Embassy of Greece
Attaché, Service de presse, Ambassade de Grèce

Theodore Anastasakos
Embassy of Greece
Membre du personnel, Ambassade de Grèce

Grenada / Grenade

George R.E. Bullen
High Commissioner for Grenada
Haut-commissaire de la Grenade

Guatemala / Guatemala

National Delegations / Délégations nationales

Eduardo Stein Barillas
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Francisco Villagran de Leon
Ambassador of Guatemala
Ambassadeur du Guatemala

Jose Luis Chea Urruela
Ambassador of Guatemala to the OAS
Ambassadeur du Guatemala à l'OEA

Raul Lopez Orellana
Official, Ministry of Foreign Affairs
Représentant, ministère des Affaires étrangères

Carmen Aguilera
Counsellor, Embassy of Guatemala
Conseiller, Ambassade du Guatemala

Guinea / Guinée

Thierno Habib Diallo
Ambassador of Guinea
Ambassadeur de Guinée

François Louseny Fall
National Director for Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Directeur national des affaires juridiques, ministère des Affaires étrangères

Hadiatou Sow
Counsellor, Embassy of Guinea
Conseillère, Ambassade de Guinée

Guinea-Bissau / Guinée-Bissau

Rufino Jose Mendes
Ambassador of Guinea-Bissau
Ambassadeur de Guinée-Bissau

LCol Marcos Thomas Lopes
Battalion Commander, Ministry of Defence
Commandant de bataillon, ministère de la Défense

Regina Gomes
Ambassador, Judicial Matters, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur aux affaires judiciaires, ministère des Affaires étrangères

Guyana / Guyana

Brindley H. Benn
High Commissioner for Guyana
Haut-commissaire du Guyana

National Delegations / Délégations nationales

Jennifer L. Wills
First Secretary, Embassy of Guyana
Premier secrétaire, Ambassade du Guyana

Haiti / Haïti

Pierre Lelong
Ambassador of Haiti to the UN
Ambassadeur d'Haïti auprès des Nations unies

Lhande Henriquez
Minister Counsellor, Embassy of Haiti
Ministre-conseiller, Ambassade de l'Haïti

Carole Préval
Minister Counsellor, Embassy of Haiti
Ministre-conseiller, Ambassade de l'Haïti

Holy See / Saint-Siège

Msgr Jean-Louis Tauran
Secretary for Relations with States
Secrétaire pour les relations du Saint-Siège avec les États

Mgr. Carlo Curis
Assistant Head of Delegation
Chef adjoint de la délégation

Msgr Alain Lebeau
Counsellor
Conseiller

Msgr Vito Rallo
Counsellor
Conseiller

Sister Héléne Paradis
Delegate
Déléguée

Joseph Gunn
Delegate
Délégué

Honduras / Honduras

J. Delmer Urbizo
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Marlene Villela de Talbott
Permanent Representative of Honduras to the OAS
Représentant permanent du Honduras à l'OEA

National Delegations / Délégations nationales

Maria Eugenia Reyes De Naranjo
Chargé d'affaires, Embassy of Honduras
Chargé d'affaires, Ambassade du Honduras

Guadalupe Carias
Counsellor for Honduras to the OAS
Conseillère du Honduras à l'OEA

Carlos Mauricio Ortega Santos
Press Delegate
Délégué de presse

Jose Efrain Rivera Cruz
Press Delegate
Délégué auprès des médias

Juan Carlos Vasquez
Press Delegate
Délégué auprès des médias

Samuel Garcia
Photographer
Photographe

Loida Lastra
Photographer
Photographe

Maria del Carmen De Urbizo
Spouse of Minister of Foreign Affairs
Épouse du ministre des Affaires étrangères

Hungary / Hongrie

László Kovacs
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Imre Mécs
President, Parliamentary Committee of Defence
Président, Comité parlementaire de la défense

István Gyarmati
Deputy State Secretary, Ministry of Defence
Secrétaire d'État adjoint, ministère de la Défense

László Pap
Chief of Cabinet, Ministry of Foreign Affairs
Chef de cabinet, ministère des Affaires étrangères

Gábor Horvath
Spokesman, Ministry of Foreign Affairs
Porte-parole, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

László Várkonyi

*Head of Department, Ministry of Foreign Affairs
Chef de département, ministère des Affaires étrangères*

Istvan Torzsa

*Chargé d'affaires
Chargé d'affaires*

Nobert Konkoly

*Consul, Press and Cultural Affairs
Consul, presse et affaires consulaires*

László Molnár

*Ministerial Commissioner for Non-Proliferation
Commissaire ministériel à la non-prolifération*

László Szatmari

*Advisor, Ministry of Defence
Conseiller, ministère de la Défense*

Iceland / Islande

Helgi Ágústsson

*Permanent Under-Secretary for Ministry of Foreign Affairs
Sous-secrétaire permanent, ministère des Affaires étrangères*

Arnor Sigurjónsson

*Counsellor of Defence, Embassy of Iceland, Washington, D.C.
Conseiller à la défense, Ambassade d'Islande à Washington*

Indonesia / Indonésie

Edi Sudradjat

*Minister of Defence and Security
Ministre de la Défense et de la Sécurité*

Benjamin Parwoto

*Ambassador of Indonesia
Ambassadeur d'Indonésie*

R.M. Sunardi

*Senior Adviser to the Minister of Defence and Security
Conseiller principal du ministre de la Défense et de la Sécurité*

S.A. Supardi

*Secretary of the Minister of Defence and Security
Secrétaire du ministre de la Défense et de la Sécurité*

Sulastri S. Martosoendjojo

*Minister Counsellor, Embassy of Indonesia
Ministre-conseiller, Ambassade d'Indonésie*

Hasan Kleib

*Official of the Directorate of International Organizations
Officiel de la Direction des organisations internationales*

National Delegations / Délégations nationales

Iran (Islamic Republic of) / Iran

S.M.H. Adeli
Ambassador of Iran
Ambassadeur d'Iran

Reza Shaker
Counsellor, Embassy of Iran
Conseiller, Ambassade d'Iran

Ahmad Sadeghi
Second Secretary, Embassy of Iran
Deuxième secrétaire, Ambassade d'Iran

Ireland / Irlande

David Andrews
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Paul Dempsey
Ambassador of Ireland
Ambassadeur d'Irlande

Richard Townsend
Assistant Secretary, Ministry of Foreign Affairs
Secrétaire adjoint, ministère des Affaires étrangères

Adrian O'Neill

Darach MacFhionnbhairr
Ministry of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Helen Browne
Ministry of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Maeve Collins
Embassy of Ireland
Ambassade d'Irlande

Conor O'Riordan
Private Secretary to the Minister of Foreign Affairs
Secrétaire particulier du ministre des Affaires étrangères

Christopher McCambley

D. Andrews
Spouse of Foreign Minister
Épouse du ministre des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Israel / Israël

David Sultan
Ambassador of Israel
Ambassadeur d'Israël

Shimon Stein

Chen Ivri
Counsellor, Embassy of Israel
Conseiller, Ambassade d'Israël

Aharon Shahar

Chanoch Bar-Levy

Italy / Italie

Lamberto Dini
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Giovanni Forcieri
Member, Defence Committee of the Senate
Membre, Comité de la défense du Sénat

Achille Occhetto
President of Foreign Affairs Committee of Chamber of Deputies
Président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des députés

Jas Gawronski
Member, Foreign Affairs Committee of the Senate
Membre de la Commission des affaires étrangères du Sénat

Fabio Calzavara
Member, Foreign Affairs Committee of the Chamber of Deputies
Membre de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des députés

Andrea Negrotto Cambiaso
Ambassador of Italy
Ambassadeur d'Italie

Luigi Lauriola
Coordinator, Security and Disarmament Issues, Ministry of Foreign Affairs
Coordonnateur, Affaires de la sécurité et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

Silvio Fagiolo
Senior Political Advisor, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller politique principal, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Giampiero Massolo

Director, Press and Information Services, Ministry of Foreign Affairs

Directeur, Services de presse et d'information, ministère des Affaires étrangères

Roberto Liotto

Director of Political Affairs, Disarmament Office, Ministry of Foreign Affairs

Directeur des affaires politiques, Bureau du désarmement, ministère des Affaires étrangères

Antonella Deledda

Research and Studies, Chamber of Deputies

Chambre des députés - Recherche et Service d'études

Nicola Benedizione

Senate, Protocol Office

Sénat - Bureau du protocole

Enrico Oliverio

Press and Information Service, Ministry of Foreign Affairs

Service de presse et d'information, ministère des Affaires étrangères

Sandro De Bernardin

Minister Counsellor, Embassy of Italy

Ministre-conseiller, Ambassade d'Italie

Michele Baiano

First Secretary, Embassy of Italy

Premier secrétaire, Ambassade d'Italie

Alessandro Gaudiano

Counsellor, Commercial Division, Embassy of Italy

Conseiller (commercial), Ambassade d'Italie

Patricia Bucciero

Press Attaché, Embassy of Italy

Attaché de presse, Ambassade d'Italie

Arturo Palombo

Embassy of Italy

Ambassade d'Italie

Bgen Giuseppe Fasciani

Defence and Military Attaché, Embassy of Italy

Attaché de défense et attaché militaire, Ambassade d'Italie

Col Giuseppe Cornacchia

Ministry of Defence

Ministère de la Défense

Rita Cacciotti

Embassy of Italy

Ambassade d'Italie

Claudio Olmeda

Studies Bureau, the Senate

Bureau d'études, Sénat

National Delegations / Délégations nationales

Jamaica / Jamaïque

A.J. Nicholson
Minister of Legal Affairs and Attorney General of Jamaica
Ministre des Affaires juridiques et Procureur général de la Jamaïque

Maxine Roberts
High Commissioner for Jamaica
Haut-commissaire de la Jamaïque

Ann Scott
Counsellor, High Commission of Jamaica
Conseiller, Haut-commissariat de la Jamaïque

Japan / Japon

Keizo Obuchi
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Nobuyasu Abe
Director General, Arms Control and Scientific Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général, Contrôle des armes et affaires scientifiques, ministère des Affaires étrangères

Haruhisa Somaya
Assistant Director, Arms Control and Disarmament Division, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, Division du contrôle des armements et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

Taku Kobayashi
Media
Médias

Yoshiko Kijima
Assistant Director, Multilateral Cooperation Department, UN Administrative Division, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, Département de la coopération multilatérale, Division administrative de l'ONU, ministère des Affaires étrangères

Tsuyoshi Sunohara
Media
Médias

Kenichi Takaishi
Media
Médias

Kazuyuki Fujii
Assistant Director, Oceania Division, Ministry of Foreign Affairs
Directeur adjoint, Division de l'Océanie, ministère des Affaires étrangères

Kouichi Ai
Interpreter, Second North American Division, Ministry of Foreign Affairs
Interprète, Deuxième division de l'Amérique de Nord, ministère des Affaires étrangères

Osamu Umeno
Media
Médias

National Delegations / Délégations nationales

Tadamichi Yamamoto

Director, First North American Division, Ministry of Foreign Affairs

Directeur, Première division de l'Amérique de Nord, ministère des Affaires étrangères

Yutaka Arima

Media, Ministry of Foreign Affairs

Médias, ministère des Affaires étrangères

Kiminori Iwama

Deputy Director, Press Division, Ministry of Foreign Affairs

Directeur adjoint, Division de la presse, ministère des Affaires étrangères

Nobuaki Taga

Official Photographer, Press Division, Ministry of Foreign Affairs

Photographe officiel, Division de la presse, ministère des Affaires étrangères

Tomio Shimoji

Press Division, Ministry of Foreign Affairs

Division de la presse, ministère des Affaires étrangères

Akiyoshi Hanzawa

Press Division, Ministry of Foreign Affairs

Division de la presse, ministère des Affaires étrangères

Takahisa Tsugawa

Deputy Director, International Press Division, Ministry of Foreign Affairs

Directeur adjoint, Division de la presse internationale, ministère des Affaires étrangères

Hideo Matsushita

Media

Médias

Moriyoshi Kabe

Private Secretary to Minister of Foreign Affairs

Secrétaire particulier du ministre des Affaires étrangères

Akitaka Saiki

Private Secretary to Minister of Foreign Affairs

Secrétaire particulier du ministre des Affaires étrangères

Tsutomu Yamaki

Security Officer, Minister of Foreign Affairs

Agent de sécurité, ministère des Affaires étrangères

Yoshio Shinomiya

Security Officer, Minister of Foreign Affairs

Agent de sécurité, ministère des Affaires étrangères

Yoshio Ikeda

Interpreter

Interprète

Keiko Iizuka

Media

Médias

National Delegations / Délégations nationales

Norie Kakegawa
Embassy of Japan
Ambassade du Japon

Yuriko Narui
Embassy of Japan
Ambassade du Japon

Rumi Ariyoshi
Embassy of Japan
Ambassade de Japon

Yukiko Harimoto
Embassy of Japan
Ambassade de Japon

Lynn Richie
Embassy of Japan
Ambassade du Japon

Jordan / Jordanie

Samir Khalifeh
Ambassador of Jordan
Ambassadeur de Jordanie

Prince HRH Zeid Bin Ra'ad
Deputy Chief of Jordan Mission at the UN
Chef adjoint, Mission de la Jordanie auprès des Nations unies

Col Mohamad Farghal
Military Counsellor, Permanent Mission at the UN
Conseiller militaire, Mission permanente de la Jordanie auprès Nations unies

Sami Lash
Minister, Embassy of Jordan
Ministre plénipotentiaire, Ambassade de Jordanie

Mohammad Homoud
Counsellor, Embassy of Jordan
Conseiller, Ambassade de Jordanie

Maha Khalifeh
Spouse of H.E. Samir Khalifeh
Épouse de S.E. M. Samir Khalifeh

Kenya / Kenya

H.M.S. Bagha
High Commissioner for Kenya
Haut-commissaire du Kenya

S.N. Mathenge
Counsellor, High Commission of Kenya
Conseiller, Haut-commissariat du Kenya

National Delegations / Délégations nationales

J.O. Kiserema
Second Secretary, High Commission of Kenya
Deuxième secrétaire, Haut-commissariat du Kenya

Kuwait / Koweït

Ahmed Al-Farscy
Assistant Undersecretary, Ministry of Defense
Sous-secrétaire adjoint, ministère de la Défense

Mohammed F. Khalaf
Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller, ministère des Affaires étrangères

Abdullatif Al-Mowash
Counsellor, Embassy of Kuwait
Conseiller, Ambassade du Koweït

Kyrgyzstan / Kirghizistan

Erkin Mamkulov
Deputy Chief of Mission, Embassy of the Kyrgyz Republic in the U.S.
Chef de mission adjoint, Ambassade du Kirghizistan aux États-Unis

Oulan Djoussoupov
Attaché, Embassy of Kyrgyz
Attaché, Ambassade du Kirghizistan

Lao People's Democratic Republic / République démocratique populaire Lao

Aloukèo Kittikhoun
Ambassador and Permanent Representative of the Lao People's
Ambassadeur et Représentant permanent de la République démocratique populaire Lao

Kanika Phommachan
Director, Department of International Organizations
Directrice, Département des organisations internationales

MGen Boudeuang Phansotsai
Department of External Relations, MOD
Département des relations extérieures, ministère de la Défense

Chacky Boudtavong
Chief of Division, Department of International Organizations, MFA
Chef de division, Département des organisations internationales, ministère des Affaires étrangères

Latvia / Lettonie

Georgs Andrejevs
Ambassador of Latvia
Ambassadeur de Lettonie

Lebanon / Liban

National Delegations / Délégations nationales

Assem Jaber
Ambassador of Lebanon
Ambassadeur du Liban

Mansour Abdallah
First Secretary, Embassy of Lebanon
Premier secrétaire, Ambassade du Liban

Lesotho / Lesotho

K.A. Maope
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

N.A. Ncholu
Principal Secretary (Defence)
Secrétaire principal (Défense)

O.C. Chakache
Deputy Director, General National Security Service
Directeur adjoint, Service général de sécurité nationale

Col S Malikelle
LDF

B. Nteso
Deputy Chief of Mission
Chef de mission adjoint

M. Tsiboho
First Secretary, Protocol
Premier secrétaire, Protocole

Libyan Arab Jamahiriya / Jamahiriya arabe libyenne

Mohamed H. Matri
Counsellor at the Libyan Mission to the UN
Conseiller auprès de la Mission de Libye aux Nations unies

Liechtenstein / Liechtenstein

Claudia Fritsche
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Lithuania / Lituanie

Alfonsas Eidintas
Ambassador of Lithuania
Ambassadeur de Lituanie

Ausrine Simanaitiene
First Secretary, Embassy of Lithuania
Premier secrétaire, Ambassade de Lituanie

National Delegations / Délégations nationales

Luxembourg / Luxembourg

Alex Bodry
Minister of the Public Force
Ministre de la Force publique

Alphonse Berns
Ambassador of Luxembourg
Ambassadeur du Luxembourg

Marco Mille
Chargé d'affaires, Ministry of Foreign Affairs
Chargé d'affaires, ministère des Affaires étrangères

Madagascar / Madagascar

Gen Marcel Ranjeva
Minister of Defence
Ministre de la Défense

René Fidèle Rajaonah
Ambassador of Madagascar
Ambassadeur de Madagascar

Bgen Alexis Célin Zafindravaka
Director, Ministry of Defence
Directeur, ministère de la Défense

Bgen Jules Mamizara
Secretary General, Ministry of Defence
Secrétaire général, ministère de la Défense

Malawi / Malawi

Mapopa Chipeta
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Joseph Kubwalo
Minister of Defence
Ministre de la Défense

B.M. Msaka
High Commissioner for Malawi
Haut-commissaire du Malawi

Vera Chirwa
Representative of NGOs
Représentant des ONG

M.D. Chibwana
Assistant Director, Political Affairs
Directeur adjoint, Affaires politiques

National Delegations / Délégations nationales

Maxwell Mkumba

*Special Assistant to Minister of Defence
Adjoint spécial du ministre de la Défense*

Malaysia / Malaisie

Dato' Abdullah Zawawi bin Haji Mohamed

*High Commissioner for Malaysia
Haut-commissaire de la Malaisie*

Datin Jamilah A. Zawawi

*Spouse of the High Commissioner
Épouse du Haut-commissaire*

Jaafar Manaf

*Counsellor, Political Affairs, High Commission of Malaysia
Conseiller, Affaires politiques, Haut-commissariat de Malaisie*

Jojie Samuel

*Second Secretary, High Commission of Malaysia
Deuxième secrétaire, Haut-commissariat de Malaisie*

Mali / Mali

Modibo Sidibé

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Diakité Manassa Danioko

*Ambassador of Mali
Ambassadeur du Mali*

Cheickna Keita

*Counsellor, Embassy of Mali
Conseiller, Ambassade du Mali*

Malta / Malte

Mark Anthony Micallef

*High Commissioner for Malta
Haut-commissaire de Malte*

Marshall Islands / Îles Marshall

Laurence N. Edwards

*Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies*

Lance Blank

*Advisor
Conseiller*

Mauritania / Mauritanie

National Delegations / Délégations nationales

Mohamed Ould Maawiya
Secretary General, Ministry of Foreign Affairs
Secrétaire général, ministère des Affaires étrangères

Abdel-Majid Kamil
Ambassador of Mauritania
Ambassadeur de Mauritanie

Abdoul Ba
Deputy Director, for European and American Affairs
Directeur adjoint, Affaires européennes et américaines

Col Mohamed Ould Salikou
Defence Attaché, Embassy of Mauritania in Paris
Attaché de la défense, Ambassade de Mauritanie à Paris

Sidi Ould Mohamed Lagdhaf
Counsellor, Embassy of Mauritania
Conseiller, Ambassade de Mauritanie

Mauritius / Maurice

Rajkeswur Purryag
Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and International Trade
Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et du Commerce international

Taye Wah Wan Chat Kwong
Permanent Representative at the UN
Représentant permanent auprès des Nations unies

Mexico / Mexique

Angel Gurriá
Secretary of Foreign Affairs
Secrétaire aux Affaires étrangères

Sergio González-Gálvez
Undersecretary of Multilateral Affairs Ministry of Foreign Affairs
Sous-secrétaire aux affaires multilatérales, ministère des Affaires étrangères

Sandra Fuentes
Ambassador of Mexico
Ambassadeur du Mexique

Héctor Romero
Deputy Head of Mission, Embassy of Mexico
Chef de mission adjoint

Enrique Escorza
First Secretary, Embassy of Mexico
Premier secrétaire, Ambassade du Mexique

Eduardo Baca
Second Secretary, Embassy of Mexico
Deuxième secrétaire, Ambassade du Mexique

National Delegations / Délégations nationales

Esmeralda Reyna
Press Attaché, Embassy of Mexico
Attaché de presse, Ambassade du Mexique

Monaco / Monaco

Jean Gréther
Ambassador of Monaco to Belgium
Ambassadeur de Monaco en Belgique

Michel Pasquin
Consul General of Monaco
Consul général de Monaco

Marie Gréther

Mongolia / Mongolie

Jargalsaikhany Enkhsaikhan
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Morocco / Maroc

Mohammed Amar
Counsellor, Permanent Mission to the UN
Conseiller, Mission permanente auprès des Nations unies

El Houcine Fardani
Chargé d'affaires, Embassy of Morocco
Chargé d'affaires, Ambassade du Maroc

Moulay Larbi El Alaoui
Economic Counsellor, Embassy of Morocco
Conseiller, Affaires économiques, Ambassade du Maroc

Riad Ramzi
First Secretary, Commercial, Embassy of Morocco
Premier secrétaire, Affaires commerciales, Ambassade du Maroc

Mozambique / Mozambique

Leonardo Santos Simao
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Mascos, G. Namashulua
Ambassador of Mozambique
Ambassadeur du Mozambique

Osorio Mateus Severiano
Executive Director, National Demining Commission
Directeur exécutif, Commission nationale de déminage

National Delegations / Délégations nationales

Eugénio do Cormo Artur Come
Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation
Troisième secrétaire, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

Namibia / Namibie

Theo Ben Gurirab
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Veicco K. Nghiwete
High Commissioner for Namibia in Washington
Haut-commissaire de Namibie auprès du Canada à Washington

Ruben Philander
Lawyer, High Commission for Namibia in Washington
Avocat, Haut-commissariat de Namibie auprès du Canada à Washington

Albertus Naruseb
Personal Assistant to Minister of Foreign Affairs
Adjoint personnel du ministre des Affaires étrangères

Nepal / Népal

Lava Devacota
Chargé d'affaires
Chargé d'affaires

Netherlands / Pays-Bas

Hans A.F.M.O. van Mierlo
Minister of Foreign Affairs and Vice Prime Minister
Ministre des Affaires étrangères et vice-premier ministre

Dirk Jan van Houten
Ambassador Kingdom of the Netherlands
Ambassadeur des Pays-Bas

Henk Revis
Counsellor, Embassy of the Kingdom of the Netherlands
Conseiller, Ambassade des Pays-Bas

Pim W. Waldeck
Spokesman for the Minister of Foreign Affairs
Porte-parole du ministre des Affaires étrangères

S.T. Blankhart
Head of the Conflict Management, Prevention and Humanitarian Aid Department
Chef, Gestion des conflits, ministère de la Prévention et de l'Aide humanitaire

M.E.C. Gevers
Head of Nuclear and Non-Proliferation Division, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, Division des affaires nucléaires et de la non-prolifération, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

R. Swartbol

*Private Secretary to the Minister of Foreign Affairs
Secrétaire particulier du ministre des Affaires étrangères*

Paul van den Ijssel

*Nuclear and Non-Proliferation Division, Ministry of Foreign Affairs
Chef, Division des affaires nucléaires et de la non-prolifération, ministère des Affaires étrangères*

Wim Bargerbos

*General Policy Department, Ministry of Defence
Service de la politique générale, ministère de la Défense*

Meike Bos

*Head, Press and Cultural Section
Chef, Section de la presse et des affaires culturelles*

Pieter van Rossem

*Pax Christi (NGO)
Pax Christi (ONG)*

New Zealand / Nouvelle-Zélande

Deborah Morris

*Minister of Youth Affairs
Ministre de la Jeunesse*

Richard James Gerard

*High Commissioner for New Zealand
Haut-commissaire de Nouvelle-Zélande au Canada*

Stephen Jacobi

*Deputy High Commissioner, New Zealand High Commission
Haut-commissaire adjoint, Haut-commissariat de Nouvelle-Zélande*

Col Brendan Fraher

*Military Adviser, New Zealand Permanent Mission to the UN
Conseiller militaire, Mission permanente de Nouvelle-Zélande auprès des Nations unies*

Gp Capt Peter Stockwell

*Defence Adviser, New Zealand High Commission
Conseiller en matière de défense, Haut-commissariat de la Nouvelle-Zélande*

Emma Reid

*Executive Assistant to the Minister
Adjoint exécutif du ministre*

Barry Glover

*First Secretary, New Zealand High Commission
Premier secrétaire, Haut-commissariat de Nouvelle-Zélande*

John Head

*Governor, New Zealand Campaign Against Landmines
Président, Campagne de Nouvelle-Zélande contre les mines antipersonnel*

National Delegations / Délégations nationales

Iain Wood

*Research Assistant, New Zealand High Commission
Adjoint de recherche, Haut-commissariat de Nouvelle-Zélande*

Nicaragua / Nicaragua

Edmundo Castillo Salazar

*Vice Minister of Foreign Affairs
Sous-ministre des Affaires étrangères*

Lisbeth Samaorriba Galo

*Legal Advisor, International Judicial General Direction Ministry of Foreign Affairs
Conseiller juridique, Direction générale judiciaire internationale, ministère des Affaires étrangères*

Niger / Niger

Ousmane Issoufou Oubandawaki

*Minister of Defence
Ministre de la Défense*

Aboubacar Abdou

*Ambassador of Niger
Ambassadeur du Niger*

Boubacar Boureïma

*Director of Judicial and Consular Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, Affaires judiciaires et consulaires, ministère des Affaires étrangères*

Boubakar Adamou

*Counsellor, Embassy of Niger
Conseiller, Ambassade du Niger*

Norway / Norvège

Knut Volleback

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Bjorn Skogmo

*Ambassador, Permanent Representative for the Mission of Norway in Geneva
Ambassadeur et Représentant permanent, Mission de la Norvège à Genève*

Johan L. Løvald

*Ambassador of Norway
Ambassadeur de Norvège*

Jørg Willy Bronebakk

*Director General, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général, ministère des Affaires étrangères*

Ragne Birthe Lund

*Ambassador for Humanitarian and Refugee Affairs, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur pour les affaires humanitaires et des réfugiés, ministère des Affaires étrangères*

National Delegations / Délégations nationales

Ingvard Havnen

*Press Spokesman, Ministry of Foreign Affairs
Porte-parole, ministère des Affaires étrangères*

Steffen Kongstad

*Minister Counsellor, Permanent Mission of Norway to the UN in Geneva
Ministre-conseiller, Mission permanente de Norvège auprès de l'ONU à Genève*

Gro Nystuen

*Head of Division, Ministry of Foreign Affairs
Chef de division, ministère des Affaires étrangères*

Jørn Gjelstad

*Adviser, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller, ministère des Affaires étrangères*

Kari M. Bjørnsgaard

*Senior Executive Officer, Ministry of Foreign Affairs
Agent de la haute direction, ministère des Affaires étrangères*

Klaus Vaenø

*Senior Executive Officer, Ministry of Defence
Agent de la haute direction, ministère de la Défense*

Svein Henriksen

*Norwegian Campaign to Ban Landmines
Campagne norvégienne pour l'interdiction des mines antipersonnel*

Alex Winther

*Second Secretary, Embassy of Norway
Deuxième secrétaire, Ambassade de Norvège*

Karl Verheyleweghen

*Attaché, Administrative and Consular, Embassy of Norway
Attaché, Affaires administratives et consulaires, Ambassade de Norvège*

Oman / Oman

Taleb Meranzaman Al-Raesi

*Ambassador, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères*

Yaqoob Saleh Hamed Al-Abri

*First Secretary, Embassy of Oman
Premier secrétaire, Ambassade d'Oman*

Col Salim Mohammed Al-Jahdani

*Oman Army
Armée d'Oman*

Palau / Palaos

Hersey Kyota

*Ambassador to the United States
Ambassadeur aux États-Unis*

National Delegations / Délégations nationales

Theodore Aitaro
Special Assistant to the President
Adjoint spécial au Président

Danny Higa
Foreign Affairs Officer
Agent des Affaires étrangères

Panama / Panama

Carlos Ozores Typaldos
Ambassador of Panama
Ambassadeur de Panama

José Rodrigo de la Rosa
Minister Counsellor, Embassy of Panama
Ministre-conseiller, Ambassade de Panama

Paraguay / Paraguay

Manuel M. Cáceres
Ambassador of Paraguay to the European Community
Ambassadeur du Paraguay auprès de la Communauté européenne

José Antonio Dos Santos
Minister, Embassy of Paraguay
Ministre, Ambassade du Paraguay

Genaro Pappalardo
Counsellor, Paraguayan Permanent Mission to the United Nations
Conseiller, Mission permanente du Paraguay auprès des Nations unies

Raul Cano Ricciardi
First Secretary, Embassy of Paraguay
Premier secrétaire, Ambassade du Paraguay

Peru / Pérou

Eduardo Ferrero Costa
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Hernan Couturier
Ambassador of Peru
Ambassadeur du Pérou

Jorge Valdez Carrillo
Director General for International Economic Affairs
Directeur général des affaires économiques internationales

Gaston Ibanez Manchego
Director for United Nations Affairs
Directeur des affaires des Nations unies

National Delegations / Délégations nationales

Ramiro Silva
Embassy of Peru
Ambassade du Pérou

Carlos Pacheco
Embassy of Peru
Ambassade du Pérou

Philippines / Philippines

Domingo L. Siazon Jr.
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Raul Ilustre Goco
Ambassador of the Philippines
Ambassadeur des Philippines

Evan Garcia
Special assistant to Foreign Secretary
Adjoint spécial du secrétaire aux Affaires étrangères

Pedro O. Chan
Minister Counsellor, Embassy of the Philippines
Ministre-conseiller, Ambassade des Philippines

Poland / Pologne

Robert Mroziewicz
Undersecretary of State, Ministry of Foreign Affairs
Sous-secrétaire d'État, ministère des Affaires étrangères

Bogdan Grzelonski
Ambassador of Poland
Ambassadeur de Pologne

Piotr Switalski
Senior Adviser to the Minister, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller principal auprès du ministre des Affaires étrangères

Col Stanislaw Grasper
Chief Expert, Directorate of Engineering Forces, Ministry of National Defence
Expert en chef, Direction du Génie, ministère de la Défense nationale

Portugal / Portugal

Luis Amado
Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs and Cooperation
Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la Coopération

José Manuel Duarte de Jesus
Ambassador of Portugal
Ambassadeur du Portugal

National Delegations / Délégations nationales

Octávio Neto Valério

*Ambassador and Senior Advisor for Disarmament
Ambassadeur et conseiller principal au désarmement*

Maria Barroso

*President of the Portuguese Red Cross
Président, Croix-Rouge du Portugal*

Vera Fernandes

*Minister Counsellor, Embassy of Portugal
Ministre-conseiller, Ambassade du Portugal*

Carlos Alberto da Silva

*Counsellor, Social and Cultural Affairs, Embassy of Portugal
Conseiller, Affaires socio-culturelles, Ambassade du Portugal*

Pedro Adão

*Officer from Security and Defence Division
Agent de la Division de la sécurité et de la défense*

Qatar / Qatar

Sheikh Mohammad Bin Khaled Al Thani

*Minister of State for Cabinet Affairs
Ministre d'État aux affaires du Cabinet*

Nasser Bin Hamad' Al Khalifa

*Ambassador, Permanent Representative to the United Nations
Ambassadeur et représentant permanent auprès des Nations unies*

Mohammad Jaham Al Kawari

*Director, European and American Affairs Department
Directeur, Département des affaires européennes et américaines*

Nasser Shahin Al Kawari

*Office Director of Minister of State
Directeur de cabinet du ministre d'État*

Col Mohammad Saeed Al Mina'i

*Ministry of Defence
Ministère de la Défense*

Saeed Bin Abdullah Saleh Al Amara

*Special Associate
Associé spécial*

Republic of Korea / République de Corée

Dong-Hwan Choi

*Counsellor, Korean Embassy
Conseiller, Ambassade de Corée*

Col Deuk-Hwan Kim

*Defence Attaché, Korean Embassy
Attaché militaire, Ambassade de Corée*

National Delegations / Délégations nationales

June Hyuck Cho
First Secretary, Embassy of Korea
Premier secrétaire, Ambassade de Corée

Republic of Moldova / République de Moldova

Nicolae Tabacaru
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Nicolae Tâu
Ambassador of the Republic of Moldova in Washington
Ambassadeur de la République de Moldova à Washington

Victor Palii
Attache, Europe & North American Department, Embassy of the Republic of Moldova in Washington
Attaché, Département de l'Europe et de l'Amérique du Nord, Ambassade de la République de Moldova à Washington

Vladimir Lupan
Second Secretary, International Organizations
Deuxième secrétaire, Organisations internationales

Corneliu Chisu
Honorary Consul of Moldova
Consul honoraire de Moldova

Romania / Roumanie

Adrian Severin
Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs
Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères

Gabriel Gafita
Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs
Secrétaire d'État, ministère des Affaires étrangères

George Ciamba
Director, North American Directorate
Directeur, Direction générale de l'Amérique du Nord

Ancan Visan
Deputy Director, NATO, EUO and Strategic Issues
Directeur adjoint, OTAN, EUO et dossiers stratégiques

Ioan Sebastian Anastasescu
Chargé d'affaires Embassy of Romania
Chargé d'affaires, Ambassade de Roumanie

Col Vasile Ilies
Military Attaché, Embassy of Romania
Attaché militaire, Ambassade de Roumanie

Dumitru Iamandi
Bodyguard to Minister of Foreign Affairs
Garde du corps du ministre des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Sorin Ducaru

Cristina Dumitrescu
Counsellor, Office of Foreign Relations - The Senate
Conseiller, Bureau des relations étrangères, Sénat

Dan Segă
Personal Assistant to the Minister
Adjoint personnel du ministre des Affaires étrangères

Valeriu Tabara
Deputy Chairman of the Romanian Interparliamentary Group
Président adjoint du Groupe interparlementaire de Roumanie

Russian Federation / Fédération de Russie

Igor Ivanov
First Deputy Foreign Minister
Premier sous-ministre des Affaires étrangères

Alexander Belonogov
Ambassador of the Russian Federation
Ambassadeur de la Fédération de Russie

S.I. Kislyak
Director, Department for Security and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, Département de la sécurité et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

B. Tshyborin
Ambassador, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères

V. Kurikov
Ministry of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

A. Gurvich
Ministry of Defence
Ministère de la Défense

V. Kudryavtsev
Ministry of Defence
Ministère de la Défense

M. Lyssenko
Minister Counsellor, Embassy of the Russian Federation
Ministre-conseiller, Ambassade de la Fédération de Russie

D. Vassiliev
Counsellor, Embassy of the Russian Federation
Conseiller, Ambassade de la Fédération de Russie

National Delegations / Délégations nationales

A. Issakov
Embassy of the Russian Federation
Ambassade de la Fédération de Russie

V. Princhtchepa
Assistant Military Attaché, Embassy of the Russian Federation
Attaché militaire adjoint, Ambassade de la Fédération de Russie

E. Andreevski
Third Secretary, Embassy of the Russian Federation
Troisième secrétaire, Ambassade de la Fédération de Russie

Rwanda / Rwanda

Valens Munyabagisha
Ambassador of Rwanda
Ambassadeur du Rwanda

Augustin Mukama
First Counsellor, Embassy of Rwanda
Premier conseiller, Ambassade du Rwanda

Saint Kitts and Nevis / Saint-Kitts-et-Nevis

Jean-Francois Michel
Minister Counsellor, High Commission of St. Kitts and Nevis
Ministre-conseiller, Haut-commissariat de Saint-Kitts-et-Nevis

C. Omelda Dasent
First Secretary, High Commission of Saint Kitts and Nevis
Premier secrétaire, Haut-commissariat de Saint-Kitts-et-Nevis

Saint Lucia / Sainte-Lucie

Sonia Johnny
Ambassador
Ambassadeur

Saint Vincent and the Grenadines / Saint-Vincent-et-les Grenadines

Joseph Burns Bonadie
Ambassador
Ambassadeur

Samoa / Samoa

Hans Joachim Keil
Minister of Transport
Ministre des Transports

Andrea Williams-Stewart
First Secretary, Permanent Mission of Samoa to the United Nations
Premier secrétaire, Mission permanente de Samoa auprès des Nations unies

San Marino / Saint-Marin

National Delegations / Délégations nationales

Maria Antonietta Bonelli
Director General, Ministry of Foreign Affairs
Directeur général, ministère des Affaires étrangères

Dario Galassi
Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller, ministère des Affaires étrangères

Sao Tomé and Príncipe / Sao Tomé-et-Príncipe

João Quaresma Viegas Bexigas
Ministry of Defence
Ministère de la Défense

Alfredo Marçal Lima
Counsellor, International Affairs
Conseiller, Affaires internationales

Senegal / Sénégal

Moustapha Niasse
Minister of State and Minister of Foreign Affairs
Ministre d'État et ministre des Affaires étrangères

Pierre Diouf
Ambassador of Senegal
Ambassadeur du Sénégal

César Coly
Minister Counsellor, Embassy of Senegal
Ministre-conseiller, Ambassade du Sénégal

Ameth Matombo Danso
Counsellor of Minister
Conseiller du Ministre

Seychelles / Seychelles

Claude Morel
Ambassador of the Seychelles to Brussels
Ambassadeur des Seychelles à Bruxelles

Singapore / Singapour

LCol Lai Jit Meng
Singapore Combat Engineers, Ministry of Defense
Génie militaire, ministère de la Défense de Singapour

Maj Yong Yoke Chuang
Head Policy Research Branch, Ministry of Defense
Chef, Direction générale de la politique et de la recherche, ministère de la Défense

Slovak Republic / Slovaquie

National Delegations / Délégations nationales

Zdenka Kramplová
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Marcel Pesko
Office of the Ministry of Foreign Affairs
Cabinet du ministère des Affaires étrangères

Stanislav Opiela
Chargé d'affaires Embassy of the Slovak Republic
Chargé d'affaires, Ambassade de la République slovaque

G. Toth
Advisor, Ministry of Defence
Conseiller, ministère de la Défense

S. Polonsky
First Secretary, Embassy of the Slovak Republic
Premier secrétaire, Ambassade de la République slovaque

Slovenia / Slovénie

Boris Frlec
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Bozo Cerar
Ambassador of Slovenia
Ambassadeur de Slovénie

Andrej Logar
Under-Secretary of State, Head of Minister's Ministry of Foreign Affairs Office
Sous-secrétaire d'État, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères

Roman Kirm
State Undersecretary Ministry of Foreign Affairs
Sous-secrétaire d'État, ministère des Affaires étrangères

Col Tomislav Drovc
Head of the Department of Engineers, Ministry of Defence
Directeur du département de Génie, ministère de la Défense

Ksenija Lenarcic
Attaché, Embassy of Slovenia
Attaché, Ambassade de Slovénie

Solomon Islands / Îles Salomon

Patteson Oti
Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères

Rex Horoi
Ambassador and Permanent Representative to the United Nations
Ambassadeur et Représentant permanent des Îles Salomon auprès des Nations unies

National Delegations / Délégations nationales

Sam Tagana

*Assistant Secretary/Bilateral Relations
Secrétaire adjoint, Relations bilatérales*

Bernard Roau

*Solomon Islands Bomb Disposal Unit Officer
Unité de destruction des bombes des Îles Salomon*

South Africa / Afrique du Sud

Alfred B. Nzo

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

B.I.L. Modise

*High Commissioner for South Africa
Haut-commissaire d'Afrique du Sud*

R. Mostert

*Director, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, ministère des Affaires étrangères*

Thomas Markram

*Director, Non-Proliferation and Disarmament Ministry of Foreign Affairs
Directeur, Non-prolifération et désarmement, ministère des Affaires étrangères*

M.D.R. Boni

*Director, Department of Foreign Affairs
Directeur, ministère des Affaires étrangères*

D. Moyo

*Counsellor, High Commission for South Africa
Conseiller, Haut-commissariat d'Afrique du Sud*

Spain / Espagne

Ramon De Miguel

*Secretary of State for Foreign Affairs and the European Union
Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à l'Union européenne*

Fernando M. Valenzuela

*Ambassador of Spain
Ambassadeur d'Espagne*

Guillermo Cebrian

*Deputy Director General for Europe and North American Bureau
Directeur général adjoint, Bureau de l'Europe et de l'Amérique du Nord*

Luis Fernando de Segovia

*Minister Counsellor, Embassy of Spain
Ministre-conseiller, Ambassade d'Espagne*

Jose Luis Solano

*Deputy Director General, Diplomatic Information Bureau
Directeur général adjoint, Bureau des renseignements diplomatiques*

National Delegations / Délégations nationales

Col Antonio Diaz Rojas
Defence Attaché, Embassy of Spain
Attaché militaire, Ambassade d'Espagne

MGen Emilio Sanchez Rojas
Bureau of Defence Policy, Ministry of Defence
Bureau de la politique de défense, ministère de la Défense

Felix Fernandez-Shaw
Technical Counsellor of Verification, Bureau of Security and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller technique à la Vérification, Bureau de la sécurité et du désarmement, ministère des Affaires étrangères

Enrique Viguera
Counsellor, Embassy of Spain
Conseiller, Ambassade d'Espagne

Sri Lanka / Sri Lanka

Ananda Goonasekera
High Commissioner for Sri Lanka
Haut-commissaire de Sri Lanka

S.R. Weragama
Minister Counsellor, High Commission of Sri Lanka
Ministre-conseiller, Haut-commissariat de Sri Lanka

Sudan / Soudan

Ali Othman M. Taha
Minister of External Relations
Ministre des Relations extérieures

Hussein El Obeid
Commissioner for Humanitarian Aid
Commissaire à l'aide humanitaire

El Fatih Erwa
Permanent Representative of the Sudan to the United Nations
Représentant permanent du Soudan auprès des Nations unies

Brig Abd El Raheim Abd Alla Ali
Ministry of National Defence
Ministère de la Défense nationale

Awad Mohammed Hassan
Director, Department of Water Environment and Armament Issues
Directeur, ministère de l'Environnement aquatique et des Questions de désarmement

Abd El Ghani E. Awad El Karim
Chargé d'affaires, Embassy of Sudan in Ottawa
Chargé d'affaires, Ambassade du Soudan à Ottawa

Tark Ali Bakhit
First Secretary, Permanent Mission of Sudan to the United Nations
Premier secrétaire, Mission permanente du Soudan auprès des Nations unies

National Delegations / Délégations nationales

Betipiny Obur Ayang
Third Secretary, Embassy of Sudan
Troisième secrétaire, Ambassade du Soudan

Ibrahim Nassir Mohammed
Secretary to the Minister
Secrétaire du ministre

Suriname / Suriname

Subhas Ch. Mungra
Ambassador and Permanent Representative to the United Nations
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

Swaziland / Swaziland

Bremer Nxumalo
High Commissioner for Swaziland
Haut-commissaire du Swaziland

Lucy M.T. Dlamini
Principal Secretary, Ministry of Defence
Secrétaire principal, ministère de la Défense

Col David Ndambi Dlamini
Deputy Army Commander, Umbutfo Swaziland Defence Force (USDF)
Commandant-adjoint, Force de défense Umbutfo du Swaziland (USDF)

Capt Moses Mashikilisana M. Fakudze
Legal Advisor Umbutfo, Swaziland Defence Force (USDF)
Conseiller juridique, Force de défense Umbutfo du Swaziland (USDF)

Zwelethu Mnisi
First Secretary, High Commission of Swaziland
Premier secrétaire, Haut-commissariat du Swaziland

Audrey Nhlabatsi
Counsellor, High Commission of Swaziland
Conseiller, Haut-commissariat du Swaziland

Sweden / Suède

Thage G. Peterson
Minister in the Prime Minister's Office
Ministre au Cabinet du Premier ministre

Jan Ståhl
Ambassador of Sweden
Ambassadeur de Suède

Carl Johan Persson
Ambassador, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Johan Nordenfelt
Ambassador, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères

Veronika Bard Bringéus
Deputy Director, International Affairs, Prime Minister's Office
Directeur adjoint, Affaires internationales, Cabinet du Premier ministre

Mikael Damberg
Political Advisor, Prime Minister's Office
Conseiller politique, Cabinet du Premier ministre

Ulf Lindell
Counsellor, Embassy of Sweden
Conseiller, Ambassade de Suède

Andrea Femrell
Trainee, Embassy of Sweden
Stagiaire, Ambassade de Suède

Switzerland / Suisse

S.F.M. Flavio Cotti
Minister of Foreign Affairs and Vice-President of the Swiss Government
Ministre des Affaires étrangères et Vice-président du gouvernement suisse

Daniel Dayer
Ambassador, Embassy of Switzerland
Ambassadeur, Ambassade de Suisse

Lucius Cafilisch
Ambassador, Minister of Foreign Affairs
Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères

François Godet
Delegate for Head of Federal Military Department
Délégué du Chef du Département militaire fédéral

Erwin Dahinden
Head of Section, Federal Military Department
Chef de Section, Département militaire fédéral

Jürg Lauber
Diplomatic Adviser, Ministry of Foreign Affairs
Conseiller diplomatique, ministère des Affaires étrangères

Bertrand Louis
Minister, Embassy of Switzerland
Ministre, Ambassade de Suisse

Pietro Piffaretti
Attaché, Embassy of Switzerland
Attaché, Ambassade de Suisse

National Delegations / Délégations nationales

Daniel Roukema
Student of International Relations and Development
Étudiant, Relations internationales et développement

François Barras
Embassy of Switzerland
Ambassade de Suisse

Livio Zanolari
Embassy of Switzerland
Ambassade de Suisse

Syrian Arab Republic / République Arabe Syrienne

Mikhail Wehbe
Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies

TFYR Macedonia / Ex-République Yougoslave de Macédoine

Ramazan C'roj
Deputy Minister for Defence
Vice-ministre de la Défense

Sasko Todorovski
Assistant Minister of Foreign Affairs
Ministre adjoint des Affaires étrangères

Voislav Vasileski
Pro-Dean of the Military Academy
Doyen substitut de l'Académie militaire

Vlado Popovski
Deputy at the Ministry of Defence
Associé au ministère de la Défense

Nenad Kolev
Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs
Troisième secrétaire, ministère des Affaires étrangères

Elena Apostolova Sunjevaric
Liaison Officer
Agent de liaison

Thailand / Thaïlande

Sukhumbhand Paribatra
Deputy Minister of Foreign Affairs
Vice-ministre des Affaires étrangères

Virasakdi Futrakul
Ambassador of Thailand
Ambassadeur de Thaïlande

National Delegations / Délégations nationales

Tana Weskosith
First Secretary, Embassy of Thailand
Premier secrétaire, Ambassade de Thaïlande

Chlochincepan Chiranond
Minister, Embassy of Thailand
Ministre, Ambassade de Thaïlande

Vasu Sangsingkeo
Second Secretary, Embassy of Thailand
Deuxième secrétaire, Ambassade de Thaïlande

Piravat Atsavapranece
Third Secretary, Embassy of Thailand
Troisième secrétaire, Ambassade de Thaïlande

Togo / Togo

Folly-Glidjito Akakpo
Ambassador of Togo
Ambassadeur du Togo

Djibril Akanga
Director, Political Affairs
Directeur, Affaires politiques

Elom Komi Akpalou
Counsellor, Foreign Affairs
Conseiller, Affaires étrangères

Komi Nicolas Amouzou
Minister Counsellor, Embassy of Togo
Ministre-conseiller, Ambassade du Togo

Trinidad and Tobago / Trinité-et-Tobago

Robert Sabga
High Commissioner for Trinidad and Tobago
Haut-commissaire de Trinité-et-Tobago

Stephen Kungal
Deputy High Commissioner and Counsellor, High Commission of Trinidad and Tobago
Haut-commissaire adjoint et Conseiller, Haut-commissariat de Trinité-et-Tobago

Mark Regis
First Secretary, High Commission of Trinidad and Tobago
Premier secrétaire, Haut-commissariat de Trinité-et-Tobago

Tunisia / Tunisie

Sadok Fayala
Secretary of State, Ministry of Foreign Affairs
Secrétaire d'Etat, ministère des Affaires étrangères

National Delegations / Délégations nationales

Habib Lazrak

*Ambassador of Tunisia
Ambassadeur de Tunisie*

Habib Kaabachi

*Director, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, ministère des Affaires étrangères*

Sihem Seltene

*First Secretary, Embassy of Trinidad and Tobago
Première secrétaire, Ambassade de Tunisie*

Tarek Ben Youssef

*Second Secretary, Embassy of Tunisia
Deuxième secrétaire, Ambassade de Tunisie*

Turkey / Turquie

Omer Ersun

*Ambassador of Turkey
Ambassadeur de Turquie*

Gokcen Kaya

*First Secretary, Embassy of Turkey
Premier secrétaire, Ambassade de Turquie*

Turkmenistan / Turkménistan

Aksoltan T. Ataeva

*Ambassador and Permanent Representative to the UN
Ambassadeur et Représentant permanent auprès des Nations unies*

Chary Annaberdiev

*Minister Counsellor, Embassy of Turkmenistan
Ministre-conseiller, Ambassade du Turkménistan*

Essen Aidogdyev

*First Secretary, Permanent Mission of Turkmenistan to the United Nations
Premier secrétaire, Mission permanente du Turkménistan auprès des Nations unies*

Uganda / Ouganda

Martin J.O. Alier

*Minister of State for Foreign Affairs
Ministre d'État aux Affaires étrangères*

Isaac Biruma-Sebulime

*Acting Director, Department of International Organizations Ministry of Foreign Affairs
Directeur par intérim, Service des organisations internationales, ministère des Affaires étrangères*

Wamimbi W.W.

*High Commissioner for Uganda
Haut-commissaire de l'Ouganda*

National Delegations / Délégations nationales

Sauda K. Mugerwa
First Secretary, Uganda High Commission
Premier secrétaire, Haut-commissariat de l'Ouganda

Ukraine / Ukraine

Volodymyr Furkalo
Ambassador of Ukraine
Ambassadeur d'Ukraine

Serhiy Borovyk
Counsellor, Political Affairs, Embassy of Ukraine
Conseiller, Affaires politiques, Ambassade d'Ukraine

Col Oleksandr Shemet
Senior Assistant Military Attaché, Embassy of Ukraine
Attaché militaire adjoint principal, Ambassade d'Ukraine

Andriy Hrehov
First Secretary, Science and Technologies, Embassy of Ukraine
Premier secrétaire, Sciences et technologies, Ambassade d'Ukraine

Taras Malyshevsky
Second Secretary, Press and Information, Embassy of Ukraine
Premier secrétaire, Presse et information, Ambassade d'Ukraine

Andriy Marchenko
Third Secretary, Assistant to the Ambassador of Ukraine
Troisième secrétaire, adjoint de l'Ambassadeur d'Ukraine

United Kingdom / Royaume-Uni

Clare Short
Secretary of State for International Development
Secrétaire d'État au Développement international

Anthony Goodenough, KCMG
High Commissioner for Britain
Haut-commissaire de Grande-Bretagne

Ian Soutar
Permanent Representative to the Conference on Disarmament, Geneva
Représentant permanent à la Conférence sur le désarmement, Genève

Andrew Bearpark
Head of Emergency Aid Department, Department for International Development
Chef, Service de l'aide d'urgence, ministère du Développement international

Daniel Harris
Special Advisor, Secretary of State for International Development Department
Conseiller spécial, secrétariat d'État au développement international

Syd Maddicott
Head of Political and Information Section, British High Commission
Chef, Section des affaires politiques et de l'information, Haut-commissariat de Grande-Bretagne

National Delegations / Délégations nationales

Michael Clark

*Security Policy Department, Foreign and Commonwealth Office
Politique de sécurité, ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth*

Helen Nellthorp

*United Nations Department, Foreign and Commonwealth Office
Département des Nations unies, ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth*

Peter Troy

*Emergency Aid Department, Department for International Development
Service de l'aide d'urgence, ministère du Développement international*

Katrina Johnson

*Assistant Private Secretary to Secretary of State
Secrétaire privé adjoint du Secrétaire d'État*

Mark Norton

*Political Section, British High Commission
Section politique, Haut-commissariat de Grande-Bretagne*

Susan Rudner

*Press and Public Affairs Office, British High Commission
Bureau des médias et des affaires publiques, Haut-commissariat de Grande-Bretagne*

John Gray

*Director of Marketing and Communications, British Red Cross
Directeur du marketing et des communications, Croix-Rouge britannique*

Michael Meyer

*Head of International Law Department, British Red Cross
Chef, Département du droit international, Croix-Rouge britannique*

United Republic of Tanzania / République Unie de Tanzanie

Jakaya M. Kikwete

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Geoffrey Nkurlu

*Private Secretary to Minister of Foreign Affairs
Secrétaire particulier du ministre des Affaires étrangères*

Col Francis Mudolwa

*Ministry of Defence
Ministère de la Défense*

Nipeneme Mdoe

*Deputy Director, Department for International Organizations, Ministry of Foreign Affairs
Directrice-adjointe, Département des organisations internationales, ministère des Affaires étrangères*

United States of America / États-Unis

Karl F. Inderfurth

*Special Representative of the President for Global Humanitarian Demining and Assistant Secretary of State, Department of State
Représentant spécial du Président pour le déminage humanitaire mondial et Secrétaire d'État adjoint, Département d'État*

National Delegations / Délégations nationales

David E. Appleton

*Deputy Director, Office of Strategic Policy and Negotiations, Bureau of Political-Military Affairs,
Directeur adjoint, Bureau de la politique stratégique et des négociations, Bureau des affaires politiques et militaires*

Col G.K. Cunningham, USMC

*Office of International Security and Peacekeeping Operations, Bureau of Political-Military Affairs,
Bureau de la sécurité internationale et des opérations de maintien de la paix, Bureau des affaires politiques et militaires*

Robert Cowles

*Director, Humanitarian Demining and APL Policy, Office of the Assistant Secretary of Defense
Directeur, Politique du déminage humanitaire et des MAP, Bureau du secrétaire adjoint à la Défense*

Col George Zahachewsky

*Assistant for Unexploded Ordnance and Humanitarian Demining Research Development
Adjoint pour les engins non éclatés et la recherche-développement sur le déminage humanitaire*

Karl Olson

*Demining Program Manager, Office of International Security and Peacekeeping Operations, Bureau of Poli
Directeur du programme de déminage, Bureau de la sécurité internationale et des opérations de maintien de la paix*

Stacy Davis

*Staff Director for Global Humanitarian Demining, Department of State
Directeur de l'État-major pour le déminage humanitaire mondial, Département d'État*

Tom O'Keefe

*Senior Policy Analyst, United States Agency for International Development
Analyste principal des politiques, Agence américaine pour le développement international*

Lloyd Feinberg

*Manager, The Leahy War Victims Fund, United States Agency for International Development
Directeur, The Leahy War Victims Fund, Agence américaine pour le développement international*

Robert Sherman

*Director, Advanced Projects, Arms Control and Disarmament Agency
Directeur, Projets avancés, Agence du contrôle des armements et du désarmement*

John King

*Executive Secretary, U.S. Delegation to the Conference on Disarmament, Arms Control and Disarmament Agency
Secrétaire exécutif, Délégation des États-Unis à la Conférence sur le désarmement, Agence du contrôle des armements et du désarmement*

Gordon Giffin

*Ambassador of the United States of America
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique*

Mary Ann Peters

*DCM, US Embassy
CMA, Ambassade des États-Unis*

MaryScott Greenwood

*Executive Assistant
Adjointe exécutive*

Christine Shelly

*POL, US Embassy
Attaché politique, Ambassade des États-Unis*

National Delegations / Délégations nationales

Gail Gulliksen

USIS, US Embassy

USIS, Ambassade des États-Unis

Masha Yovanovitch

POL, US Embassy

Attaché politique, Ambassade des États-Unis

Lynn Cassel

USIS, US Embassy

USIS, Ambassade des États-Unis

Buck Shinkman

USIS, US Embassy

USIS, Ambassade des États-Unis

Christian Marchant

POL, US Embassy

Agent politique, Ambassade des États-Unis

Victoria Terry

USIS, US Embassy

USIS, Ambassade des États-Unis

J. Christian Kessler

Director, Congressional and Public Affairs, Bureau of Political-Military Affairs, Department of State

Directeur, Affaires du Congrès et Relations publiques. Bureau des affaires politiques et militaires, Département d'État

Uruguay / Uruguay

Carlos Perez del Castillo

Vice-Minister of Foreign Affairs

Vice-ministre des Affaires étrangères

Elbio Rosselli

Ambassador of Uruguay

Ambassadeur d'Uruguay

Eduardo Anon

First Secretary, Embassy of Uruguay

Premier secrétaire, Ambassade d'Uruguay

Carlos Gitto

Second Secretary, Embassy of Uruguay

Deuxième secrétaire, Ambassade d'Uruguay

Vanuatu / Vanuatu

Vital Sokso

Minister of Foreign Affairs and Immigration

Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

Alfred Maliu

First Secretary, Ministry of Foreign Affairs and Immigration

Premier secrétaire, ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration

National Delegations / Délégations nationales

Selwyn Aru

*UN/America's Division, Ministry of Foreign Affairs
Division des Nations unies et de l'Amérique, ministère des Affaires étrangères*

Venezuela / Venezuela

Miguel Angel Burelli Rivas

*Minister of Foreign Affairs
Ministre des Affaires étrangères*

Simon A. Faraco

*Chargé d'Affairs, Embassy of Venezuela
Chargé d'affaires, Ambassade du Venezuela*

Angela Risquez

*Assistant to the Minister of Foreign Affairs
Adjoint auprès du ministre des Affaires étrangères*

Tatiana Sucre

*First Secretary, Embassy of Venezuela
Première secrétaire, Ambassade du Venezuela*

Henry Moyetones

*Third Secretary, Embassy of Venezuela
Troisième secrétaire, Ambassade du Venezuela*

Viet Nam / Viet-Nâm

Dinh Thi Minh Huyen

*Ambassador of Viet Nam
Ambassadeur du Viet-Nâm*

Pham Quang Nhue

*First Secretary, Embassy of Viet Nam
Premier secrétaire, Ambassade du Viet-Nâm*

Yemen / Yemen

Abdo Ali Abdulrahman

*Vice Minister of Foreign Affairs
Vice-ministre des Affaires étrangères*

Mahamed Sa'Ad Ali

*Ambassador, Director, Organizations and International Conferences Department, Ministry of Foreign Affairs
Ambassadeur, Directeur, Service des organisations et des conférences internationales, ministère des Affaires étrangères*

Mohamed Hazza Mohamed

*Ambassador of Yemen
Ambassadeur du Yémen*

Col Kassem Abdul Salem Al Sheibany

*Director of Foreign Relations Department, Ministry of Defence.
Directeur du Service des affaires étrangères, ministère de la Défense*

National Delegations / Délégations nationales

Sultan Ali Azazi

*Director, Non Governmental Organizations Department, Ministry of Foreign Affairs
Directeur, Département des opérations non gouvernementales, ministère des Affaires étrangères*

Ali Ali Al Susowah

*Minister, Ministry of Foreign Affairs
Ministre, ministère des Affaires étrangères*

Abdul Naser Saleh Owdhah

*Director of Military and Security Studies, Department Presidential Office
Directeur du Département des études militaires et de la sécurité, Cabinet du Président*

Ahmed Abdullah Malik

*Director of Social Affairs and Insurance, Department Presidential Office
Directeur, Département des affaires sociales et de l'assurance, Cabinet du Président*

Ahmed Abdullah Mohamed

*Director of Asia and Africa Department, Presidential Office
Directeur, Département de l'Asie et de l'Afrique, Cabinet du Président*

Zimbabwe / Zimbabwe

Lillie Chitauro

*High Commissioner for the Republic of Zimbabwe
Haut-commissaire de la République du Zimbabwe*

Col Tshinga Judge Dube

*General Manager/Chief Executive, Ministry of Defence
Directeur général, ministère de la Défense*

C. Pnungwe

*Undersecretary to the Minister of Foreign Affairs
Sous-secrétaire du ministre des Affaires étrangères*

N. Munodawafa

*Department of International Organizations
Département des organisations internationales*

NGOs / ONGs

Afghan CBL

Afghanistan / Afghanistan

House No 291, Street 56, Sector F-10/4 Islamabad, Pakistan Tel:+92 51 211451 Fax:+92 51 211471 mcpa@mcpa-afg.sdnpk.undp.org

Sayed Aqa

Mr Attiquilla

Fazel Karim Fazel

Mr Zamarai

Save the Children US

Afghanistan / Afghanistan

P.O.Box 1952 / 23, College Road, F-7/2 Islamabad, Pakistan Tel:+92 51 279212 Fax:+92 51 279210 pafo%sc_us@sdnpk.undp.org

Zebiullah Asmaic

Mette Sofie Eliseussen

Sarah Warren

Angolan CBL

Angola / Angola

7 Rua Dak Doy, Bairro Azul Luanda Tel:+244 2 352511 Fax:+244 2 352511

Jaime Caquinda

Firmino Valentim

Benjamin Makunzy Varela

Jesuit Refugee Service - Angola

Angola / Angola

Paroquia de S. Francisco Xavier, B MM de Quifangondo Travessa da Rua 2, 10, Luanda Tel:+871 761 331 661 Fax:+244 2 320 772 jrs-ang@ebonet.net

Dieter Elwert

UNICEF - Angola

Angola / Angola

48 Lanhill Road Maide Vale, London W92 YB, UK Tel:+44 171 2896031 Fax:+44 171 2896031

Giovanni Diffidenti

World Vision International - Angola

Angola / Angola

P.O.Box 5687 Luanda Tel:+244 2 392 144 Fax:+244 2 330957 Isabel_Gomes@wvi.org

Isabel Cristina de Sousa Gomes

YMCA - Angola

Benjamin Luzolo

Australia Network

Australia / Australie

P.O.Box 9830 Adelaide SA 5001 Tel:+61 8 8210 8172 Fax:+61 8 8223 3880 ppakpoy@nexus.edu.au

Sister Patricia Pak Poy

Jill McRae

John Rodsted

John Scott-Murphy

Australia Network

Australia / Australie

P.O.Box 9830 Adelaide SA 5001 Tel:+61 8 8210 8172 Fax:+61 8 8223 3880 ppakpoy@nexus.edu.au

NGOs / ONGs

Sister Patricia Pak Poy
Jill McRae
John Rodsted
John Scott-Murphy

Pax Christi - Austria

Austria / Autriche
Borsegasse 3 1010 Wien Tel:+43 1 5357 516 Fax:+43 1 5357 516
Judith Majlath

Bangladesh CBL/ YADC

Bangladesh / Bangladesh
GPO Box 3772, Purana Paltan Dhaka 1000 Tel:+88 02 9557160 Fax:+88 02 9555321 yadc@bangla.net
M.W. Faruque

Belgian CBL

Belgium / Belgique
67 Rue de Spa 1000 Brussels Tel:+32 2 280 1601 Fax:+32 2 230 6030 hi.mines@skynet.be
Anne Capelle

Handicap International - Belgium

Belgium / Belgique
67 Rue de Spa B-1000 Brussel Tel:+32 2 280 1601 Fax:+32 2 230 6030 hi.mines@skynet.be
Georges Dallemagne

Jesuit Refugee Service - Europe

Belgium / Belgique
Maurice Lietaristraat 31/5 B-1150 Brussel Tel:+32 2 738 0865 Fax:+32 2 738 0864 jrseuro@agoranet.be
Ward Kennes

Landmine Survivors Network - Bosnia

Bosnia Herzegovina / Bosnie-Herzégovine
c/o 700 13th Street, NW #950 Washington DC 20005 Tel:+387 75 280 132 Fax:+387 75 283 413 lsn@landminesurvivors.org
Plamenko Priganica

Union Interfricaine des Droits de l'Homme

Burkina Faso / Burkina Faso
01 B.P. 1346 Anafadugu Ouagadougou 01 Tel:+226 31 61 45 Fax:+226 31 61 44 info@iuhr.uidh.bf
Boly Abderamane
Halidou Oedraogo

Cambodian CBL

Cambodia / Cambodge
P.O.Box 880 Phnom Penh Tel:+855 23 368 021 Fax:+855 23 368 165 jrs@pactok.peg.apc.org
Tun Channareth
Sister Denise Coghlan
Sok Eng
Song Kosal

CWARS - Cambodia

Cambodia / Cambodge
House 41, Street 111 Beung-Pralit Tel: Fax:+855 023 217338
Sam Oeurn

NGOs / ONGs

Dhammayietra Center

Cambodia / Cambodge

Wat Samphong Meas/ P.O.Box 144 Phnom Penh Tel:+855 23 428713 Fax:+855 23 426400 cpr@pactok.peg.apc.org

Samdech Preah Maha Ghosananda

Handicap International - Cambodia

Cambodia / Cambodge

P.O. Box 838, Preah Sotheros Phnom Penh Tel:+855 23 270 300 Fax:

Dave Mc Cracken

The Cambodia Trust

Cambodia / Cambodge

Calmette Hospital, P.O. Box 122 Phnom Penh Tel:+855 23 368241 Fax:+855 23 427067 camtrust@bigpond.com.kh

Carson Harte

Dudley Turner

International Observers of Prisons

Cameroon / Cameroun

B.P. 5087 Yaounda, Cameroon Tel:237-300551 Fax:237-318531

Philippe Akoa

Afghanistan Relief International Network Service

Canada / Canada

527 2660 Norberry Crescent Ottawa, ON K1V 6N2 Tel:+ 1 613 736 9076 Fax:+ 1 613 736-9076

G.M. Zarmalwall

L.A.L. Zurmati

Nafisa Zurmati

Alternatives

Canada / Canada

3680 Jeune Mance Montreal Tel: Fax:

Charles Mugiraneza

Cambodia Canada Development Program

Canada / Canada

Tel:418-667-2162 Fax: abc@agora.ulaval.ca

Francine Baril

Sochealy Sin

CAMEO

Canada / Canada

1009 Oak Crescent Cornwall, ON K6J 2N2 Tel:+1 613 936 6815 Fax:+1 613 936 6635 megill@cameo.org

Roger Gumbrell

Ron Mistafa

James D. Megill

Canadian Association for Community Living

Canada / Canada

Kinsmen Building, York University 4700 Keele Street, North York, Ontario M3J 1P3 Tel:416-661-9611 Fax:416-661-5701

Anne Kayal

Diane Richler

Canadian Auto Workers

Canada / Canada

205 Placer Court Willowdale, ON M2H 3H9 Tel: +1 416 497 4110 Fax: +1 416 495 6552 carolp@caw.ca

Basil 'Buzz' Hargrove

Carol Phillips

Canadian Council for International Cooperation**Canada / Canada**

1 Nicholas Street, Suite 300 Ottawa, ON K1N 7B7 Tel: + 613 241 7007 Fax:

Betty Plewes

Riecky Stuart

Canadian Federation of University Women**Canada / Canada**

447 Roger Road Ottawa, ON K1H 5B7 Tel: +1 613 733 0591 Fax: +1 613 733 7023 76501.1352@compuserve.com

Betty Bayless

Canadian Friends Service Committee**Canada / Canada**

708-145 Spruce Street Ottawa, Ontario K1R 6P1 Tel: 613-231-6894 Fax:

Peter Harkness

Carolyn Cockburn

Colin Stewart

Canadian International Demining Centre**Canada / Canada**

P.O. Box 86 Sydney, Nova Scotia B1P 6G9 Tel: 902-539-2802 Fax: 902-539-3224 CIDC@atcom.com

David Horton

Canadian Peace Building

Janet Durmo

Peggy Teagle

Canadian Red Cross**Canada / Canada**

1800 Alta Vista Drive Ottawa, ON K1G 4J5 Tel: +1 613 739 2284 Fax: +1 613 731 1411 dpardoe@redcross.ca

Connie Berry

Nicole Boilard

Donna D'Amico

Rick Fleming

Sacha Gagnon

Sophie Graven

Georges Harrison

Yvonne Olszewski

Gail Popowicz

Libby Puddicombe

Kate Whidden

Massey Beveridge

Suzanne Charest

Karen Damtoft

Sue Featherstone

Eric Gagnon

Deborah Gibson

Linda Hendrie

NGOs / ONGs

Ted Itani
Erik Kugela
Paulette Laberge
Paul Norris
Christopher Paine
David Pardoe
Michael Rudiak
Tom Russell
Guy Tessier
Roberta Walker

CARE - Canada

Canada / Canada
P.O. Box 9000 Ottawa, Ontario K1G 4X6 Tel: 613-228-5600 Fax: 613-226-5777 info@care.ca

Heather Rourke
Barbara Shenstone

Center for International Health and Development

Canada / Canada
Tel: Fax: +1 613 737 8141 hillmane@compuserve.com

Donald Hillman
Elizabeth Hillman

CIET International

Canada / Canada
478 Rideau Street, #3 Ottawa, ON K1N 5Z5 Tel: 1 819 827 0015 Fax:

Aparna Swaminathan
Neil Andersson

Cooperation Canada Mozambique

Canada / Canada
323 Chapel Street Ottawa, ON K1N 7Z2 Tel: +1 613 233 4033 Fax: +1 613 233 7266 cocamo@magma.ca

Michael O'Connor

Council of Canadians with Disabilities

Canada / Canada
Tel: Fax: +1 204 942 4625

Frances Boux
Henry Enns
Steve Estey
Irene Feika
John Lane
Paul LeJeune

CWARS - Canada

Canada / Canada
3116-41 Street, S.E. Calgary, Alberta T2B 1E5 Tel: 403-248-5269 Fax: 403-248-5269 Chap@acs.ucalgary.ca

Cham Nan Chap

Franciscans International - Canada

Canada / Canada
5732 boul Pie-IX Montreal, QC H1X 2B9 Tel: +1 514 722 5700 Fax: +1 514 722 5700 fisiaf@total.net

Zoa Braunworth

NGOs / ONGs

Laurent Gallant

Indigenous Demining Centre

Canada / Canada

59 Front Lake Road Sydney, Nova Scotia, B1P 6G7 Tel: 902-567-1799 Fax: 902-539-4840

Terry Long

Institute for Rehabilitation, Research and Development

Canada / Canada

505 Smyth Road, #1401 Ottawa, Ontario K1H 8M2 Tel: 613-737-7350 ext 5586 Fax: 613-737-7056 gmartel@rohcg.on.ca

Guy Martel

International Center for Human Rights

Lois Wilson

International Council of Jewish Women

Canada / Canada

844 Brock St. Winnipeg, MB, Canada R3N 0Z6 Tel: (204) 489-2131 Fax: (204) 334-3779

Bunny Gurvey

Lawyers for Social Responsibility

Canada / Canada

5120 Carney Road, NW Calgary, AB T2L 1G2 Tel: +1 403 282 8260 Fax: +1 403 289 4272 delong@nucleus.com

Bev Tollefson Delong

Médecins Sans Frontières

Canada / Canada

355 Adelaide Street W 5B Toronto, ON M5V 1S2 Tel: +1 416 586 9820 Fax: +1 416 586 9821 msfcan@passport.ca

Rachel Blanchette

Carol Devine

David Kuhns

Gary Miller

Julius Toth

Mennonite Central Committee - Canada

Canada / Canada

803-63 Sparks Street Ottawa, ON K1P 5A6 Tel: +1 613 238 7224 Fax: +1 613 238 7611 mccott@web.net

William Janzen

Monica Scheifele

Mines Action Canada

Canada / Canada

208-145 Spruce Street Ottawa, ON K1R 6P1 Tel: +1 613 233 1982 Fax: +1 613 233 9028 cppceli@web.apc.org

Diana Amour

Petra Anderson

Elaine Arges

Rita Armstrong

Mathew Armstrong

Karen Armstrong

Sally Arsove

Angela Beale

Liba Bender

Alain Boudoin

NGOs / ONGs

Barbara Brown
Janice Calnan
Michael Campbell-Balagus
Robin Collins
Sonya Cubrilo
Kay Currie
Carol Dixon
Joel Duff
Mary Foster
Matias Garcia
Paul Gibson
Nathan Gordon
Sybil Grace
Susan Graham
Bea Hampson
Gretel Harmston
Isabel Hobson
Dwayne Hodgson
Joan Jubb
Jenn Kelland
Mike Kelly
Tracy Kierhoven
Jean Lash
Andrea Levy
Peter Lewicki
Nora Lynn
Sonia Malley
Norma McCord
Alan McRae
Fernande Meilleur
Garth Middlestead
Ruth Anne Mitchell
Dan Montsion
Maria Moulton
Karina Mullally
Don Myrick
Ryoko Nishibori
Alma Norman
Terry Olson
Joyce Page
E-R Poirier
David Rhody
Dan Robinson
Manisha Thomas
Necla Tschirgi
Celina Tuttle
Karla Uliana
Julian van Mossel-Forrester
Ahmed Zakaria
Valerie Warmington

Mines Action Canada

Canada / Canada

208-145 Spruce Street Ottawa, ON K1R 6P1 Tel: +1 613 233 1982 Fax: +1 613 233 9028 cppceli@web.apc.org

Diana Amour
Petra Anderson
Elaine Arges
Rita Armstrong
Mathew Armstrong
Karen Armstrong
Sally Arsove
Angela Beale
Liba Bender
Alain Boudoin
Barbara Brown
Janice Calnan
Michael Campbell-Balagus
Robin Collins
Sonya Cubrilo
Kay Currie
Carol Dixon
Joel Duff
Mary Foster
Matias Garcia
Paul Gibson
Nathan Gordon
Sybil Grace
Susan Graham
Bea Hampson
Gretel Harmston
Isabel Hobson
Dwayne Hodgson
Joan Jubb
Jenn Kelland
Mike Kelly
Tracy Kierhoven
Jean Lash
Andrea Levy
Peter Lewicki
Nora Lynn
Sonia Malley
Norma McCord
Alan McRae
Fernande Meilleur
Garth Middlestead
Ruth Anne Mitchell
Dan Montsion
Maria Moulton
Karina Mullally
Don Myrick
Ryoko Nishibori
Alma Norman
Terry Olson
Joyce Page

NGOs / ONGs

E-R Poirier
 David Rhody
 Dan Robinson
 Manisha Thomas
 Necla Tschirgi
 Celina Tuttle
 Karla Uliana
 Julian van Mossel-Forrester
 Ahmed Zakaria
 Valerie Warmington

National Council of Jewish Women

Canada / Canada
 118-1538 Main Street Winnipeg, Manitoba R2B 1Y3 Tel:204-339-9700 Fax:204-334-3779
 Bryna Cohen
 Marion Ferstman

Operation Landmine/ Operation USA

Canada / Canada
 96, 16th Avenue Two Mountains, PQ J7R3X8 Tel: +1 514 847 9334 Fax: +1 514 499 0905 abeckel@po-box.mcgill.ca
 Andrea Kristin Becker

Other Canadian NGO's

Agnes Beckett
 Irene Sage

Oxfam - Canada

Canada / Canada
 294 Albert Street, Suite 300 Ottawa, ON K1P 6E6 Tel: +1 613 237 5236 Fax: +1 613 237 0524 paulhan@web.net
 Paul Hannon
 Jim MacKinnon
 Robin Walsh

PATH Canada

Canada / Canada
 1 Nicolas Street, Suite 1105 Ottawa, ON Tel: +1 613 241 3927 Fax: +1 613 241 7988 path@synapse.net
 Sian FitzGerald
 Katie Reed
 Brigitte Reppon
 Natalie Simeneaux

Peacefund Canada

Canada / Canada
 206-145 Spruce Street Ottawa, ON K1R 6P1 Tel:613-230-0860 Fax:613-563-0047 PFCAN@WEB.NET
 Murray Thomson

Physicians for Global Survival

Canada / Canada
 145-208 Spruce Street Ottawa, ON K1R 6P1 Tel: +1 613 233 1982 Fax: +1 613 233 9028 pgs@web.net
 Neil Arya
 Joanna Santa Barbara
 Alex Bryans
 Elaine Bryans

NGOs / ONGs

Debbie Grisdale
 Helmut Kuhn
 Michelle Leslie
 Ross Wilcock

Ploughshares

Canada / Canada
Conrad Grebel College, University of Waterloo Waterloo, Ontario N2L 3G6 Tel: 519-888-6541 Fax: 519-885-0806 plough@web.net

Ken Epps
 Floyd Howlett
 Ernie Regehr

POVOADA CANAD'ANGOLA

Canada / Canada
P.O. Box 53263, 50 Rideau Street Ottawa, Ontario K1N 1C5 Tel: 613-569-9603 Fax: 613-569-1003 POVOADA@CYBERUS.CA

Leila MacKenzie
 Filo Malandu
 Sebastian N'Singy
 Perez Nyanwange
 Simao Tavares

Science for Peace

Margaret Back

Somali Canadian Aid

Canada / Canada
2020 Don Mills Road, Suite 709 North York, ON M3A 3R6 Tel: +1 416 385 3838 Fax: +1 416 445 2649 samater@ican.net

Mohamed I. Kahn
 Ahmed Samater

Somali Demine Action Group

Canada / Canada
901 Lawrence Ave, West Toronto, ON M6E 3C1 Tel: +1 416 789 7011 Fax: +1 416 789 3951

Omar Mohamad

Sudanese Human Rights Community

Canada / Canada
23 - 360 London Terrace Ottawa, ON K1K 2W3 Tel: 745-6038 Fax: 247-1738

Aizel din Mohammed

The Rehabilitation Centre

Canada / Canada
Prosthetic/Orthotic Service, 505 Smyth Ottawa, ON K1H 8M2 Tel: +1 613 737 7350 Fax: +1 613 737 7056 fsimonai@rohcg.on.ca

Francesco Simonaitis

UNICEF - Canada

Canada / Canada
443 Mount Pleasant Road Toronto, Ontario Tel: 416-482-4444 Fax: 416-482-8035

John MacFarlane
 Harry Black
 Cathie Guthrie

United Nations Association - Canada

Canada / Canada

1476 F Heatherington Road Ottawa, ON K1V 6S1 Tel: +1 613 763 8025 Fax: +1 613 763 9812 lothcol@magi.com

Diana Armour

Wooler FOB

Jerry Powell
Jeanne Powell
Kelsey Powell
Che Powell
Alias Powell

World Conference of Religions for Peace

Canada / Canada

424 Montreal Road, Unit 15 Ottawa, ON K1K 0V3 Tel: +1 613 746 4340 Fax: +1 613 746 2750

Sister Hélène Paradis

World Vision - Canada

Canada / Canada

320 Croydon Avenue Ottawa, ON Tel: 905-567-2726 Fax: 902-821-1356 Philip_Maher@WORLDVISION.CA

Philip Maher
Matthew Scott
Dave Toycen
Linda Tripp

Youth International, World Alliance of YMCA's

Canada / Canada

94 Douglas Shand Pointe Claire, Quebec H9R 2A8 Tel: 514-694-9622 Fax: impact@sympatico.ca

Yasmin Meherally

Colombian CBL

Colombia / Colombie

Tel: +57 1 2366 769 Fax: +57 1 2187 037 emarino@uniandes.edu.co

Eduardo Marino

Strata Research

Croatia / Croatie

Brace Cvijica 20 10000 Zagreb Tel: +385 1 38 34 936 Fax: +385 1 48 14 502 puls@puls.hr

Albert Kapovic
Ozren Zunec

DanChurchAid

Denmark / Danemark

Valdemarsgade 53 Copenhagen 1665 Tel: +45/33 25 18 40 Fax: +45/33 15 38 60 danchurchaid@dca.dk

Bjarne Ussing

Danish Red Cross

Denmark / Danemark

Blegdamsvej 27 2100 Kobenhavn OE Tel: +45 3525 9200 Fax: +45 3525 9210

Jorgen Poulsen

IPPNW - Denmark

Denmark / Danemark

Rigridervej 38 DK 6400 Sonderborg Tel: Fax: +45 7442 0966

Niels Dahm

NGOs / ONGs

Kirsten Dahm

Asociacion Teleton Pro-Rehabilitacion

El Salvador / El Salvador

Calle El Pedegal y Av. L-E, Jardines de la Hacienda Ciudad Merliot Tel:+503 289 0868 Fax:+503 289 0432

Sonia Mirabel Minero

Post-Conflict Development Advisor

Eritrea / Erythré

Tel:+291 1 182030 Fax:+291 1 182030 mcgrath@eol.com.er

Rae McGrath

Finnish CBL

Finland / Finlande

Peace Station Loktorget, 00520 Tel:358-9-142915 Fax:358-9-147292 laural@kaapeli.fi

Laura Lodenius

French CBL

France / France

104/106 rue Oberkampf 75011 Paris Tel:+33 1 4314 8700 Fax:+33 1 4314 8707 Handicap_Int_Paris@compuserve.com

Laurant Vilain

Handicap International

France / France

104/106 rue Oberkampf 75011 Paris Tel:+33 1 4314 8700 Fax:+33 1 4314 8707 101510.1440@compuserve.com

Robert Keeley

Phillippe Chabasse

Jean-Charles Bertrandcourt

Sylvie Brigot

Jean-Baptiste Richardier

Jean Richardier

Handicap International

France / France

104/106 rue Oberkampf 75011 Paris Tel:+33 1 4314 8700 Fax:+33 1 4314 8707 101510.1440@compuserve.com

Robert Keeley

Phillippe Chabasse

Jean-Charles Bertrandcourt

Sylvie Brigot

Jean-Baptiste Richardier

Jean Richardier

IICD - CIID Engineering

Benjamin T. Daku Lawson

Georgian Association of Atlantic Collaboration

Georgia / Géorgie

Bagebi, House 2, Apt 39 Tbilisi, 380062 Tel:+995 32 989358 Fax:+995 32 989358 mamuka@gmfanato.org.ge

Mamuka Kudava

Medico

Germany / Allemagne

Obermainanlage 7 D-60314 Frankfurt Tel:+49 69 944 3830 Fax:+49 69 436 002 Th.Gebauer@t-online.de

Hildegard Dansmann

NGOs / ONGs

Thomas Gebauer
Sebastian Kasack

Misereor

Germany / Allemagne
Postfach 1450 D-52064 Aachen Tel: +49 241 4420 Fax: +49 241 442188 winnubst@misereor.de
Hein Winnubst

Oxfam - Germany

Germany / Allemagne
Greifswalder Strasse 33a 10405 Berlin Tel: +49 30 42850621 Fax: +49 30 42850622 oxfam@ipn-b.de
Jörn Kalinski

Welt-Entminungs-Hilfe (WEH) e.V.

Germany / Allemagne
Hauptstrasse 44-46 D-50126 Bergheim Tel: +49 2271 42081 Fax: +49 2271 42023 tamar@t-online.de
Angelika Gromann

Médecins du Monde - Greece

Greece / Grèce
5 Rue Stadiou 105 52 Athenes Tel: +301 324 3344 Fax: +301 324 3346
Irene Dris
Louisa O'Brien
Panayiotis Papanastasiou

Hungarian CBL

Hungary / Hongrie
Tel: +36 30 543 300 Fax: +36 13 720 651 sziget@mail.malav.hu
Peter Muller Sziami

Indian CBL

India / Inde
537 Sakkardara Road Nagpur 440 009 Tel: +91 712 745806 Fax: +91 712 722337
Balkrishna Kurvey

National Council of Churches in India

India / Inde
N 21 Greater Kailash-I New Dehli 110048 Tel: +91 11 621 8330 Fax: +91 11 621 8330
Moses Manohar

La PASIP

Indonesia / Indonésie
JI, SMA 14 No. 12 C Jakarta, 13630 Tel: +62 21 9124088 Fax: +62 21 7900093 lapasip@indonesia.net.id
Agus Edi Santoso

Irish CBL/ Pax Christi International

Ireland / Irlande
52 Lower Rathmines Road Dublin 6 Tel: +353 1 496 5293 Fax: +353 1 496 5492 paxtdc@indigo.ie
Tony D'Costa

Caritas Cremona

Italy / Italie
Palazzo Vescoville, Piazza Sant'Antonio Maria Zaccaria 26100 Cremona Tel: +39 363 60799 Fax: +39 363 60280
Giacomo Viola

NGOs / ONGs

Instituto per la Cooperazione di Alessandria

Italy / Italie
via Gagliaudo 2 Tel:+39 131 23 26 40 Fax:+39 131 23 54 97
Barbara Laveggio

Italian CBL/ Mani Tese

Italy / Italie
Via dei Banchi Vecchi, 58 Roma Tel:+39 6 68 68 959 Fax:+39 6 68 71 477 nicoden@flashnet.it OR manitese@flashnet.it
Nicoletta Dentico

Italian CBL/ Missione Oggi

Italy / Italie
via Piamarta, 9 25121 Brescia Tel:+39 30 377 2780 Fax:+39 30 377 2781
Santina Bianchini
Fr Marcello Storgato

Association to Aid Refugees

Japan / Japon
4-5-26-2-101, Kami-Osaki Shinagawa-ku, Tokyo 141 Tel:+81 3 3491 4200 Fax:+81 3 3491 4192 aarjapan@mx.b.meshnet.or.jp
Yukie Osa

Japan CBL

Japan / Japon
6-11-8 Matsubara Setagaya-ku, Tokyo 156 Tel:+81 3 3325 0534 Fax:+81 3 3325 0534 QYF04563@niftyserve.or.jp
Motoko Mekata
Toshihiro Shimizu
Rev Toshimasa Yamamoto

Landmine Survivors Network - Jordan

Jordan / Jordanie
c/o 700 Thirteenth St, N.W., #950 Washington, DC 20005 Tel:202-661-3537 Fax:202-661-3529 LSN@landminesurvivors.org
Kamel Saadi

Kenya Coalition of NGO's Against Landmines

Kenya / Kenya
P.O.Box 44412 Nairobi Tel:+254 2 223307 Fax:+254 2 225390 mywo@users.africaonline.co.ke
Mereso Agina
Walter Odhiambo
Paul Saoko

Operation Save Innocent Lives

Kenya / Kenya
P.O. Box 63078 Nairobi Tel:254 2 574092 Fax:254 2 561357 kilenem@user-africa online co.ke
Bethuel Kiplagat

Repr. of Malawian NGO's

Vera Chirwa

Cooperation Canada Mozambique

Julio Mapote
Chude Mondlane

Mozambique CBL

Mozambique / Mozambique

Avenida Eduardo Mondlane 1170 Maputo Tel:+258 1 430430/1 Fax:+258 1 422595 cmcm@cmcm.uem.mz

Liz Bernstein

Marta Joao de Deus

Alberto Manhique

Nepal CBL/ Women Development Society

Nepal / Népal

P.O. Box 5840 Katmandu Tel:+977 1 271 794 Fax:+977 1 270 396 wodes@shova.mos.com.np

Purna Shova Chitrakar

Pax Christi - Netherlands

Pieter van Rossem

New Zealand CBL

New Zealand / Nouvelle-Zélande

6 John Sims Drive, Broadmeadows Wellington 6004 Tel:+64 4 478 1828 Fax:+64 4 384 2112 john.head@xtra.co.nz

John Head

Neil Mander

New Zealand CBL

New Zealand / Nouvelle-Zélande

6 John Sims Drive, Broadmeadows Wellington 6004 Tel:+64 4 478 1828 Fax:+64 4 384 2112 john.head@xtra.co.nz

John Head

Neil Mander

YMCA - Nicaragua

Freddy Haftelmeyer

Norwegian CBL

Norway / Norvège

P.O.Box 8844, Youngstorget 0028 Oslo Tel:+47 2203 7700 Fax:+47 2220 0870 svein.henriksen@npaid.no

Svein Henriksen

Norwegian People's Aid

Norway / Norvège

P.O.Box 8844, Youngstorget 0028 Oslo Tel:+47 2203 7700 Fax:+47 2220 0870 banmi@sn.no / michael.hands@npaid.no

Michael Hands

Halle Jom Hanssen

Norwegian Red Cross

Norway / Norvège

Postboks 1, Gronland 0133 Oslo Tel:+47 2205 4000 Fax:+47 2205 4040 bernt.apeland@redcross.no

Bernt Apeland

Sven Mollekleiv

Working Groups Against Mines

Norway / Norvège

P.O.Box 41, Haugerud N-0616 Oslo Tel:+47 2267 4847 Fax:

Petter Quande

Pakistan CBL

Pakistan / Pakistan

Tel:+92 91 810803 Fax:+92 91 810194 mcpa@mcpa.pwr.sdnpc.undp.org

NGOs / ONGs

Faiz Mohd Fayyaz

Philippine CBL

Philippines / Philippines

18 Mariposa St., Cubao 1109 Quezon City Tel: +632 725 2153 Fax: +632 437 7596 adcaedo@mnl.sequel.net

Soliman M. Santos, jr

Korea CBL

Republic of Korea / République de Corée

Rm. 1110, Korean Ecumenical Bld 136-56, Yunchi-Dong, Chongno-Ku, Seoul, Korea Tel: +822 708-4181 Fax: +822 702-4186 CISTD@cholliam.dacom.co.kr

Meeri Cho

Chang-soo Kim

Laman Az - Chechenya

Roman Gachaev

Rencontre Africaine pour les Droits de l'Homme

Senegal / Sénégal

Dakar Tel: +221 246 056 Fax: +221 246 052 atine@ucad.refer.sn

Alioune Tine

Somali CBL

Somalia / Somalie

P.O.Box 78945 Nairobi, Kenya Tel: +254 2 444534 Fax: +254 2 444201 infonet@users.africaonline.co.ke

Abdilaahi Hussein Iman

Mahamoud Issa Ali

Abdulkadir Muhidin Hassan

Hibo Mohamed Ismail

Maimo Mohumad Mohamed

Ahmed Seid Mohammed

South African CBL

South Africa / Afrique du Sud

P.O.Box 32882 Braamfontein 2017 Tel: +27 11 403 4204 Fax: +27 11 403 1005 noel@case.wn.apc.org

Jeanette Lesisa

Noel Stott

Franciscans International - Spain

Maria J. Pares

Inter Religious Peace Foundation

Sri Lanka / Sri Lanka

Isipathanaramaya, 180/34 Grandpass Road Colombo 00140 Tel: +94 1 440387 Fax: +94 1 697879

Ven Madampagama Assaji Thero

National Christian Council of Sri Lanka

Sri Lanka / Sri Lanka

368/6 Baudhaloka Mawatha Colombo 00700 Tel: +94 1 693760 Fax: +94 1 697879 nccjp@slt.lk

Rev Bastianpillai Prince Devanandan

Forum Syd

Sweden / Suède

Hornsgatan JY 5-11851 Stockholm Tel: 46-8-7027700 Fax: 46-8-7029099 dalma_foeldes@forumsyd.se

Dalma Foeldes

NGOs / ONGs

Friends World Committee for Consultation

Switzerland / Suisse

Avenue du Mervelet 13 1209 Geneve Tel:+41 22 748 4800 Fax:+41 22 748 4819 atwood@pop.unicc.org

David C. Atwood

Handicap International - Switzerland

Switzerland / Suisse

11, Avenue de Joli-Mont 1209 Geneve Tel:+41 22 788 7033 Fax:+41 22 788 7035 100731.1225@compuserve.com

Paul Vermeulen

Lutheran World Federation

Switzerland / Suisse

P.O.Box 2100 1211 Geneve Tel:+41 22 791 6428 Fax:+41 22 791 0528 rl@wcc-coe.org

Rebecca Larson

Swiss CBL

Switzerland / Suisse

4 place de la Mairie 1256 Troinex/Geneve Tel:+41 22 328 0173 Fax:+41 22 328 0173 erezusse@worldcom.ch

Elisabeth Reusse-Decrey

World Alliance of YMCA's

Switzerland / Suisse

12 Clos Belmont 1208 Geneve, Switzerland Tel:+41 22 849 5100 Fax:+41 22 849 5110 peggy@ymca.int

Peggy Ngwenya

Berenice Acosta Samano

World Council of Churches

Switzerland / Suisse

CP 2100 1211 Geneve 2 Tel:+41 22 791 6046 Fax:+41 22 788 0067 mgm@wcc-coe.org

Mariette Grange

Anti-Landmine Network of Taiwan

Taiwan / Taiwan, Province de la Chine

5, Kuo-shing St. Taoyuan Tel:+886 3 3801064 Fax:+886 3 3895419 sue1208@ccit.edu.tw

Charles Liu

Don-lin Mon

Kuo-ching Pu

Eden Social Welfare Foundation

Taiwan / Taiwan, Province de la Chine

Basement, No. 19-6, Lane 60, Kwang Fu N. Rd Taipei Tel:+886 2 577 3868 Fax:+886 2 579 5814 b456@mail.my.net.tw

Chia-Ming Lee

Wen-Hsiung Wu

Yu-Lin Chiang

Chin-Chuan Lin

IPPNW - Uganda

Uganda / Ouganda

Tel:256-41-232668/531875 Fax:256-41-530024/534133 acook@uga.healthnet.org

Edison Mworozzi

African Topics Magazine

United Kingdom / Royaume-Uni

Suite 106, Skillion Commercial Centre Lomond Grove, London SE5 74N Tel: +44 171 708 4520 Fax: +44 171 708 4520 afrotopicsuk@gn.apc.org

Kwasi Gyan-Apenteng

Center for Humanitarian Programmes in Abkhazia

United Kingdom / Royaume-Uni

46 Collingwood Ave London N10 3ED Tel: +44 181 883 1777 Fax: +44 1248 355 663 apsuu@hotmail.com

Vladimir Kakalia

Human Rights Watch UK

United Kingdom / Royaume-Uni

33 Islington High Street London N19LM Tel: +44 171 713 1995 Fax: +44 171 713 1800 hrwatchuk@gn.apc.org

Alex Vines

Mines Advisory Group

United Kingdom / Royaume-Uni

54A Main Street, Cockermouth Cumbria CA13 9LU Tel: +44 1900 828 580 Fax: +44 1900 827 088 claire.harrison@dial.pipex.com

Tim Carstairs

Lou McGrath

Other UK NGOs

United Kingdom / Royaume-Uni

Tel: Fax: 0044 181 286 7381 cmoon.mtb@aol.com

Chris Moon

POWER The International Limb Project

United Kingdom / Royaume-Uni

14 Western Road Henley on Thames, Oxon RG9 1V1, UK Tel: 44-1491-579065 Fax: 44-1491-578088 power@patrol.i-way.co.uk

Michael Boddington

The Cambodia Trust

United Kingdom / Royaume-Uni

P.O. Box 14, Woodstock Oxon OX20 1SH Tel: +44 1993 811674 Fax: +44 1993 813244 camtrust@atlas.co.uk

Stan Windass

The UK Working Group on Landmines

United Kingdom / Royaume-Uni

601 Holloway Road London N19 4DJ Tel: +44 171 281 6073 Fax: +44 171 281 8005 UKWGLM@msn.com

Ian Doucet

Christian Council of Tanzania

United Republic of Tanzania / République Unie de Tanzanie

P.O. Box 1454 Dodoma Tel: +255 61 21204 Fax: +255 61 324352

Hubert Lubyama

Africa Policy Information Center

United States of America / États-Unis

110 Maryland Avenue, NE, Suite 509 Washington, DC 20002 Tel: +1 202 546 7961 Fax: +1 202 546 1545 vlf@africapolicy.org

Vicki Ferguson

Am. Academy of Ophthalmology/Int. Eye Foundation

United States of America / États-Unis

3333 Collins Ferry Road Morgantown, West Virginia, USA 26505 Tel: +1 304 598 3301 Fax: +1 304 599 7346 schwabv@earthlink.net

Larry Schwab

NGOs / ONGs

CARE - USA

United States of America / États-Unis

1625 K Street, NW #200 Washington DC 20006 Tel: +1 202 223 2277 Fax: +1 202 296 8695 leach@dc.care.org

Clarice Taylor

Marianne Leach

Center for Defense Information

United States of America / États-Unis

1500 Massachusetts Avenue, NW Washington DC, 20005 Tel: +1 202 862 0700 Fax: +1 202 862 0708 disenberg@cdi.org

David Isenberg

Demilitarization for Democracy (USA)

United States of America / États-Unis

Suite 630, 2001 S Street, NW Washington DC, 20009 Tel: +1 202 319 7191 Fax: +1 202 319 7194 pdd@clark.net

Caleb Rossiter

Evangelical Lutheran Church in America

United States of America / États-Unis

122 C Street, NW, Suite 125 Washington, DC 20001 Tel: +1 202 626 7932 Fax: +1 202 783 7502 mark.brown@ecunet.org

Mark B. Brown

Friends Committee on National Legislation

United States of America / États-Unis

245 Second Street, NE Washington, DC 20002 Tel: +1 202 547 6000 Fax: +1 202 547 6019 bridget@fcnl.org / joe@fcnl.org

Bridget Moix

Joe Volk

Handicap International - US

United States of America / États-Unis

4400 Upton Avenue, Apt 401 Minneapolis, MN 55410-1929 Tel: +1 612 925 9418 Fax: +1 612 928 1945 sbwhandicap@igc.apc.org

Susan B. Walker

Human Rights Watch

United States of America / États-Unis

1522 K Street, NW #910 Washington, DC 20005 Tel: +1 202 371 6592 Fax: +1 202 371 0124 coopera@hrw.org

Andrew Cooper

Humanitarian Demining Center

United States of America / États-Unis

University Blvd - MSC 4003 Harrisonburg, VA 22807 Tel: +1 540 568 2715 Fax: +1 540 568 8176 lokeyjf@jmu.edu

Joe Lokey

InterAction/Operation USA

Carolyn Reynolds

International Association of Peace Messenger Cities

United States of America / États-Unis

20 Mumford Road New Haven, CT 06515 Tel: +1 203 387 0370 Fax: +1 203 495 7111

Alfred I. Marder

International Committee for the Peace Council

United States of America / États-Unis

W9643 Rucks Road Cambridge, WI 53523 Tel: +1 608 423 4066 Fax: +1 608 423 4966 dgi@peacecouncil.org

NGOs / ONGs

Daniel Gomez-Ibanez

IPPNW - US

United States of America / États-Unis

126 Rogers Street Cambridge, MA 02142 Tel: +1 617 868 5050 Fax: +1 617 868 2560 ippnwbos@igc.apc.org

Michael Christ

Piji Protopsaltis

Jesuit Refugee Service - USA

United States of America / États-Unis

1616 P Street, NW #400 Washington, DC 20036-1405 Tel: +1 202 462 0400 Fax: +1 202 328 9212 obryonjrs@aol.com

Laurie O'Bryon

Landmine Survivors Network

United States of America / États-Unis

700 Thirteenth Street, NW #950 Washington, DC 20005 Tel: +1 202 661 3537 Fax: +1 202 661 3529 lsn@landminesurvivors.org

Susan Eitel

Usman Fitrat

Marianne Holtz

Ken Rutherford

Jerry White

Marshall Legacy Institute

United States of America / États-Unis

1000 N Paine Street, Suite 200 Alexandria, VA 22314 Tel: +1 703 836 4747 Fax:

Daniel Layton

Media Ties

United States of America / États-Unis

815 Carroll Street Brooklyn, New York, NY 11215 Tel: 718-857-5924 Fax: mediaties@aol.com

Melanie Judd

Mennonite Central Committee US

United States of America / États-Unis

21 S 12th Street, Box 500 akron, PA 17501 Tel: +1 717 859 3889 Fax: +1 717 859 3875 tmp@mccus.org / tilin@lannews.infi.net

Titus Peachey

Mine Action Associates

United States of America / États-Unis

1130 Stockmens Road, Williams, AZ Tel: +1 520 635 9070 Fax: +1 520 635 9072

David Gowdey

Mine Victim Fund

Carolyn Taylor

Minnesota CBL

United States of America / États-Unis

1221 39th Avenue, NE No. 2 Columbia Heights, MN 55421 Tel: +1 612 788 8727 Fax:

John Harmon

Dee Logan

National Association of Korean Americans

United States of America / États-Unis

276 5th ave, #806 New York, NY 10001 Tel: +1 212 679 3482 Fax: +1 212 481 9569 nakausa@aol.com

NGOs / ONGs

John H. Kim

Open Society Institute Landmines Project

United States of America / États-Unis

900 17th Street, NW Suite 950 Washington, DC 20006 Tel: +1 202 496 2406 Fax: +1 202 955 5322 apeters@osi-dc.org OR landmines@osi-dc.org

Rob Kushen
Ann Peters
John Ryle

Operation USA

United States of America / États-Unis

8320 Melrose Avenue, #200 Los Angeles, CA 90069 Tel: +1 213 658 8876 Fax: +1 213 653 7846 walden@opusa.org / opusa@opusa.org

Kathy Schutzer
Richard Walden

Ophidian Films

David A. Feingold
Dean Slotar

Peace Action US

United States of America / États-Unis

866 United Nations Plaza, Room 4053 New York, NY 10017-1822 Tel: +1 212 750 5795 Fax: +1 212 750 5849 paintl@jgc.apc.org

Pauline Cantwell

Physicians for Human Rights

United States of America / États-Unis

100 Boylston Street, Suite 702 Boston, MA 02116 Tel: +1 617 695 0041 Fax: +1 617 695 0307 bayotte@phrusa.org

Bobby Neil Adams
Barbara Ayotte
Charles Clements
Leonard S. Rubenstein
Susannah Sirkin
David H. Stein

Saferworld

United States of America / États-Unis

711 Ladd Road Bronx, NY 10471 Tel: Fax: pjdavies@aol.com

Peter J. Davis

Save the Children Federation US

United States of America / États-Unis

1620 I. Street - Suite 202 Washington DC 20008 Tel: +1 202 530 4362 Fax: +1 202 293 4167 gsnetro@dc.savechildren.org

Gail Snetro

Unitarian Church

United States of America / États-Unis

152 NE 62nd St. Seattle WA 98115 Tel: +1 206 524 2295 Fax: +1 206 543 3254 afp@u.washington.edu

Audrey Pearson

United Methodist Church

United States of America / États-Unis

207 Main Street Ridgefield, CT 06877 Tel: +1 203 438 8791 Fax: +1 203 438 6594 rdayumc@aol.com

R. Randy Day

NGOs / ONGs

United Nations Association - USA

United States of America / États-Unis
 801 Second Avenue New York, NY 10017 Tel: +1 212 907-1318 Fax: +1 212 682-9185
 Ralph L. Cwerman

United States Catholic Conference

United States of America / États-Unis
 3211 4th Street, NE Washington, DC 20017 Tel: +1 202 541 3199 Fax: +1 202 541 3149
 Janice E. Ryan

USA CBL

United States of America / États-Unis
 2001 S Street, Suite 747 Washington, DC 20009 Tel: +1 202 456 1111 Fax: +1 202 483 9312 jill@vi.org
 Ariel Brugger

Vietnam Veterans of America Foundation

United States of America / États-Unis
 2001 S Street, NW, Suite 740 Washington, DC 20005 Tel: +1 202 483 9222 Fax: +1 202 483 9312 jill@vi.org
 Justin Brady
 Bob Eaton
 Jill Greenberg
 Solange McArthur
 Robert Muller
 Carl Nyberg
 Mark Perry
 Paul Piatti
 Luong Ung
 Mary Wareham
 George C. Wilson

Women's International League for Peace and Freedom

United States of America / États-Unis
 777 U.N. Plaza, 6th Floor New York, NY 10017 Tel: +1 212 682 1265 Fax: +1 212 286 8211 wilpfun@igc.apc.org
 Hazel Tamano

World Rehabilitation Fund

United States of America / États-Unis
 386 Park Avenue South, Suite 500 New York, NY 10016 Tel: +1 212 725 7875 Fax: +1 212 725 8402 wrfnewyork@msn.com
 Anthony Staros

Vietnam NGO Landmines Working Group

Viet Nam / Viet-Nam
 La Thanh Hotel 218 Doi ca St, Ba Hanoi Tel: +84 4 832 8076 Fax: +84 4 832 8134 oxfamhk@netnam.org.vn
 Le Thi Binh

Mines Awareness Committee of Yemen/ Radda BARNEN

Yemen / Yemen
 P.O.Box 11391 Sana'a Tel: +967 1 218611 Fax: +967 1 206263 raddabarnen@y.net.ye
 Christine Nelke

Yugoslavia CBL/YU Child Rights Centre

Yugoslavia / Yougoslavie
 Macvanska 8 11000 Beograd Tel: +381 11 344 1737 Fax: +381 11 446 1332 cpd@eunet.yu

NGOs / ONGs

Aleksandar Resanovic

Disabled People's International - Pan African Fed.

Zimbabwe / Zimbabwe

P.O.Box 2247 Bulamayo Tel: +263 9 74133 Fax: +263 9 74398

Joshua Malinga

Zimbabwe CBL

Zimbabwe / Zimbabwe

P.O.Box 988/ 70 Robert Mugabe Road Harare Tel: +263 4 759054/719 Fax: +263 4 752521 lwfzim@baobab.cszim.co.zw

Lawyers Moyo

International Organizations / Organisations internationales

African Development Bank / Banque africaine de développement

Chanel Boucher
Vice President, Corporate Management
Vice-président, Gestion de l'entreprise

Asian Development Bank / Banque asiatique de développement

D.C. Amerasinghe
Director, North American Representative Office, Asian Development Bank
Directeur, Bureau de représentation nord-américain, Banque asiatique de développement

Caribbean Development Bank / Banque de développement des Caraïbes

Sir Neville Nicholls
President
Président

European Commission Delegation / Délégation de la Commission européenne

Emma Bonino
Commissioner Responsible for the European Community Humanitarian Office
Commissaire responsable pour le Bureau des affaires humanitaires de la Communauté européenne

John R. Beck
Ambassador-Head of the Delegation of the European Commission
Ambassadeur-Chef de la délégation de la Commission européenne

Leonardo Schiavo
Head
Chef-adjoint du Cabinet Bonino

Filippo di Robilant
Spokesperson
Porte-parole

Geoffrey van Orden
Counsellor, Security Policy
Conseiller, Politique de sécurité

John Dean
Counsellor, Advanced Techniques Unit, JCR
Conseiller, Unité des techniques avancées, JCR

François Massoulie
First Secretary
Premier secrétaire

Tom McGrath
Information Counsellor, ECHO
Conseiller en information, ECHO

International Organizations / Organisations internationales

Steven Dudley
Expert, ACM
Expert, ACM

Gary Horsley
Expert, ACM
Expert, ACM

International Committee of the Red Cross /

Cornelio Sommaruga
President
Président

Mary Anne Andersen
Press Officer
Attachée de presse

Laurence Desvignes
Mine Awareness Advisor
Conseillère en sensibilisation aux mines

Chris Giannou
Medical Advisor
Conseiller médical

Peter Herby
Member of the legal Division
Membre de la Division juridique

Stuart Maslen
Advisor
Conseiller

Catherine Mikton
Information Officer
Agente d'information

Ariane Sand Trigo
Advisor
Conseillère

Gilles Sandré

International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies / Fédération internationale de la Croix-Rouge

Astrid Nokleby Heiberg
President
Présidente

Pierre Duplessis
Secretary-General, Canadian Red Cross Society
Secrétaire général, Société canadienne de la Croix-Rouge

International Organizations / Organisations internationales

Wilfried Remans
Head of International Development, Belgian Red Cross Society
Chef du développement international, Société belge de la Croix-Rouge

Eunice Mucache
Director of Programmes, Mozambique Red Cross Society
Directeur des programmes, Société mozambicaine de la Croix-Rouge

Tore Svenning

Organization of African Unity / Organization de l'unité africaine

Abderrahmane Bensid
Ambassador
Ambassadeur

William Nhara

Organization of American States / Organizations des états américains

Peter Quilter
Advisor
Conseiller

César Gaviria
Secretary General
Secrétaire général

Ricardo Santamaria

Elizabeth M. Spehar

UN High Commissioner for Refugees / Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

Yilma Makonnen
Representative in Canada
Représentante au Canada

Soren Jessen Petersen
Assistant High Commissioner
Director, New York Liaison Office

Stephen Smith
Legal Officer

United Nations / Nations unies

International Organizations / Organisations internationales

Kofi Annan

*Secretary General of the United Nations
Secrétaire général des Nations Unies*

Nane Annan

*Spouse of Mr. Annan
Epouse de M. Annan*

Prvoslav Davinic

*Director, Centre for Disarmament Affairs
Directeur, Centre des affaires du désarmement*

Nigel Fisher

*Director, Emergency Programmes, UNICEF
Directeur, Programmes d'urgence, UNICEF*

Reinhart Helmke

*Executive Director, Office for Project Services
Directeur exécutif, Bureau des services d'appui aux projets*

Soren Jessen-Petersen

*Director, New York Liaison Office, UNHCR
Directeur, Bureau de liaison de New York, HCR*

Palitha Kohona

*Chief, Treaty Section, Office of Legal Affairs
Chef, Section des traités, Bureau des affaires juridiques*

Stephen Lewis

*Deputy Executive Director, UNICEF
Directeur exécutif adjoint, UNICEF*

John MacInnis

*Department of Peace Keeping Operations
Département des opérations de maintien de la paix*

Bernard Miyet

*Under Secretary General, Department of Peacekeeping Operations
Sous-secrétaire général, Département des opérations de maintien de la paix*

Steve Ransley

*Senior Programme Manager, UN Office for Project Services
Gestionnaire principal de programmes, Bureau de services d'appui aux projets Nations unies*

Tore Skedsmo

*Department of Peace Keeping Operations
Département des opérations de maintien de la paix*

Andreas Vaagt

*Legal Officer, Depository Functions Unit
Conseiller juridique, Service du dépositaire*

United Nations Development Program / Programme de développement des Nations unies

International Organizations / Organisations internationales

Rafeuddin Ahmed
Associate Administrator
Administrateur associé

Leon Terblanche

World Bank / Banque mondiale

Mark Malloch Brown
Vice President External Relations, World Bank
Vice-président aux relations extérieures, Banque mondiale

Steven Holtzman

World Health Organization / Organization mondiale de la santé

Claude Romer
Chief, Violence & Injury Prevention Unit, Division of Emergency & Humanitarian Action
Chef, Unité de la prévention de la violence et des blessures, Direction des mesures d'urgence

Enrico Pupulin

Others / Autres

Other Participants / Autre participants

Patrizia Alayan

Doren André
CIDA
ACDI

David Angell

Michel Archambault
CIDA
ACDI

Mark Assad
Member of Parliament
Député

Sarkis Assadourian
Member of Parliament
Député

Jean Augustine
Member of Parliament
Député

MGen Dipankar Banerjee
Director, Institute of Peace and Conflict Studies
Directeur, Institute of Peace and Conflict Studies

Sue Barnes
Member of Parliament
Député

James Bartleman
Assistant Secretary to Cabinet, Foreign & Defence Policy
Secrétaire adjoint au cabinet, Politique étrangère et de défense

Matthew Bassett
CIDA
ACDI

Laurence Baxter

Gerhard Beinhauer

Others / Autres

Louise Bellefeuille-Prégent

Director, Arms and Proliferation Control Policy

Directrice, Politique de contrôle des armements et de la prolifération

Alejandro Bendana

Centre for International Studies

Centre d'études internationales

Yves Bergevin

CIDA

ACDI

Albert W Biggs

University of Alabama

Université de l'Alabama

Jean-Pierre Bolduc

CIDA

ACDI

Peter Bosa

Senator

Sénateur

Catherine Brennan

Landmines Team, Human Security Division, DFAIT

Équipe des mines, Direction de la sécurité des personnes, MAECI

Dean Browne

Special Advisor (Landmines), Human Security Division DFAIT

Conseiller spécial (Mines terrestres), Direction de la sécurité des personnes, MAECI

Paul Brunet

Department of Foreign Affairs

Ministère des Affaires étrangères

Jim Bryce

Mc Donald Dettweiler

McDonald Dettweiler

Jacques Buré

Program Manager, Cap Anamur

Directeur de programmes, Cap Anamur

Patricia Cadieux

Landmines Team, Human Security Division, DFAIT

Équipe des mines, Direction de la sécurité des personnes, MAECI

Elinor Caplan

Member of Parliament

Député

François Carle

Department of Foreign Affairs

Ministère des Affaires étrangères

Others / Autres

LCol J.P. Chabot

Section Head, Directorate Arms and Proliferation Control Policy
Chef de section, Direction de la politique de contrôle des armements et de la prolifération

Raymond Chan

Secretary of State, Asia Pacific
Secrétaire d'État, Asie-Pacifique

Maya Chovkalova

Centre for Peacemaking and Community Development in Chechnya
Centre de rétablissement de la paix et du développement communautaire en Tchétchénie

David Collette

Minister
Ministre

Gilbert Côté

Major (Ret'd)
Major (à la retraite)

Jocelyn Coulon

Le Devoir
Le Devoir

Norbert D'Souza

Corporate Director Technologies
Directeur des services de technologie

Bryan Dalphy

Special Assistant, National Capital Region Office of the Minister of Industry
Assistant spécial, Région de la capitale nationale, bureau du ministère de l'Industrie

Tehnaz Dastoor

Nancy Deangelis

CIDA
ACDI

David DeClerq

Department of National Defense
Ministère de la Défense nationale

Carol Della Penta

CIDA
ACDI

Count Carlo Marulla di Condojanni

Head of the Sovereign Military Order of Malta
Chef de l'Ordre souverain et militaire de Malte

Said Djinnit

Others / Autres

Peter Donolo

*Communications Director, PMO
Directeur des communications, CPM*

Stan Dromisky

*Member of Parliament
Député*

Paul Durand

*Director General - Latin America / Caribbean DFAIT
Directeur général - Amérique Latine/Antilles MAECI*

Shirley Dussah

*CIDA
ACDI*

Hilde English

Lane Evans

*Congress of the United States
Congrès des États-Unis*

Sheila Finestone

*Member of Parliament
Député*

Georges Focsaneanu

*President, International Demining Consultants
Président, International Demining Consultants*

Mary Fowler

Robert Fowler

Robert Fraser

*CIDA
ACDI*

Rick Froh

*Head, Land Armaments Section, Defence Support Division, North Atlantic Treaty Organization
Chef, Section des armements terrestres, Division du soutien à la défense, OTAN*

LGen Robert Gard

*Monterey Institute of International Studies
Monterey Institute of International Studies*

Emile Gauvreau

*CIDA
ACDI*

Others / Autres

Robert Paul Gibbard
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Hélène Giroux
CIDA
ACDI

François Giroux
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Jozef Goldblat
Rep, Geneva International Peace Research Institute
Représentant, Institut international de recherche sur la paix de Genève

Edward Goldenberg
Senior Policy Advisor, PMO
Conseiller politique principal, CPM

Bill Graham
Chairman, SCFAIT
Président, CPAECI

Gurmant Grewal
Member of Parliament
Député

Stephen Gwynne-Vaughan
Carleton University
Université Carleton

Dan Hays
Senator
Sénateur

Eleanor Heath
CIDA
ACDI

Bruno Hébert
CIDA
ACDI

Andrew Henwood

A.J. Henwood

Lance Henwood

Others / Autres

Bruce Henwood

Judy Henwood

Pierre Héroux
CIDA
ACDI

Momeo Herwi
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Eric Hoskins
Policy Advisor
Conseiller politique

Brian Isfeld

Carol Isfeld

David Kilgour
Secretary of State, Latin America, Africa
Secrétaire d'Etat, Amérique latine et Afrique

Micho Kondo
Interpreter
Interprète

François Laberge
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Catherine Lappe

Andrew Latham
Assistant Professor, York University
Professeur adjoint, Université York

Jean Lausberg
Institute for Security Studies
Institut des études sur la sécurité

Robert Lavoie
CIDA
ACDI

Others / Autres

Étienne Lavoie
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Marcelle Leahy
United States Senate
Sénat des États-Unis

Patrick Leahy
Senator, United States Senate
Sénateur, Sénat des États-Unis

Michèle Lévesque
Director, International Humanitarian Assistance, Policy Branch, CIDA
Directeur de l'aide humanitaire internationale, Direction générale

Flora Liebich
CIDA
ACDI

Joëlle Lipski
National Public Relations
Relations publiques nationales

Dan Livermore
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Andrea Lyon
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Abulnasser Saleh M. Audah

Corinne MacDonald
CIDA
ACDI

Barbara MacDonald
CIDA
ACDI

Flora MacDonald

Nancy Mackay-Dietrich
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Jim Magill

Others / Autres

Jean Marc Mangin
CIDA
ACDI

John Manley
Minister of Industry
Ministre de l'Industrie

Diane Marleau
Minister of International Development
Ministre du Développement international

Jessica Mathews
Carnegie Endowment for Peace
Dotation Carnegie pour la paix

François Mathys

Carolyn McAskie
Vice President, Multilateral Programs, CIDA

John McKay
Member of Parliament
Député

Catherine McKenna
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Rob McRae
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Maureen McTeer
Adjunct Professor, Faculty of Law, UBC
Professeur auxiliaire, Faculté de droit, Université de Colombie-Britannique

Jacques Ménard

Alex Michalos
University of Northern British Columbia
University of Northern British Columbia

Hardy Michel
CIDA
ACDI

Farah Mohamed
Assistant to Paddy Torsney, Member of Parliament
Adjoint de Paddy Torsney, député

Others / Autres

Alex Morrison

*Director, Pearson Peacekeeping Centre
Directeur, Centre Pearson pour le maintien de la paix*

Nathalie Mychajyszyn

*Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères*

Chris Neal

*CIDA
ACDI*

Deborah Neill

*Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères*

Jim L. Nelson

*Texas Technical University
Texas Technical University*

Patricia Neri

*Executive Assistant, Minister of Foreign Affairs
Adjoint exécutif, ministère des Affaires étrangères*

Rupert Neudeck

*Cap Anamur
Cap Anamur*

José Thomas Nonô

*President, Inter-Parliamentary Union
Président, Union interparlementaire*

Henri-Paul Normandin

*CIDA
ACDI*

Tom O'Donnell

*Legislative Director for Congressman Evans
Directeur législatif du Représentant Evans*

Deepak Obhrai

*Member of Parliament
Député*

Jean-Pierre Ouellet

*CIDA
ACDI*

André Ouellet

*Chair, Board of Directors
Président du Conseil d'administration*

Bernard Patry

*Member of Parliament
Député*

Others / Autres

Micheal Pearson

Jean Pelletier
Chief of Staff, PMO
Directeur de cabinet, CPM

Beth Phinney
Member of Parliament
Député

Suzanne Pierce
Landmines Team, Human Security Division, DFAIT
Équipe des mines terrestres, Direction de la sécurité des personnes, MAECI

David Pratt
Member of Parliament
Député

Kate Preston
CIDA
ACDI

Debbie Price
IDA, Department of Foreign Affairs
IDA, ministère des Affaires étrangères

Dick Price
University of Minnesota
Université de Missesota

Jack Quinn
Congress of the United States
Congrès des États-Unis

Karen Redman
Member of Parliament
Député

Melanie Regimbal
Landmines Team, Human Security Division, DFAIT
Équipe des mines terrestres, Direction de la sécurité des personnes, MAECI

Timothy Reiser
Policy Advisor to Senator Leahy
Conseiller politique du sénateur Leahy

Tim Rieser
United States Senate
Sénat des États-Unis

Diana Rivington
CIDA
ACDI

Others / Autres

J.M. Robinson
CIDA
ACDI

Roch Rollin
CIDA
ACDI

Hugues Rousseau
M.I.N.E
M.I.N.E.

Bernardo Rutgers

Marta Samper
CIDA
ACDI

Delores Sandoval
University of Vermont
Université du Vermont

Art Saper
CIDA
ACDI

Dan Scopec
Legislative Assistant for Congressman Quinn
Adjoint législatif de M. Quinn, député au Congrès

Gary Scott
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Nicola Short
Centre for European Security and Disarmament
Centre pour le désarmement et la sécurité en Europe

Louis Simard
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Daniel Sinclair

Christine Skladany
CIDA
ACDI

Michael Small
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Others / Autres

Andrew Smith
Warwick University
Université Warwick

Brian Stevenson
Senior Policy Advisor
Conseiller politique principal

Ronald D. Stewart
Professor, Dalhousie University
Professeur, Université Dalhousie

Al Rai'isi Taleb Bin Miran

Necla Tchirgi
IDRC
CRDI

Andrew Telegdi
Member of Parliament
Député

Brian Tomlin
Director, Centre for Negotiation, Carleton University
Directeur, Centre des négociations, Université Carleton

Eli Turk
Senior Policy, Office of the Minister of Industry
Conseiller politique principal, Cabinet du ministre de l'Industrie

Daniel Turp
Member of Parliament
Député

Michelle Veilleux
CIDA
ACDI

John von Kaufman
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Stephen Wallace
CIDA
ACDI

Gina Watson
CIDA
ACDI

Donovan J. Webster

Others / Autres

Seddiq Weera
McMaster University
Université McMaster

Taylor Wentges
Department of Foreign Affairs
Ministère des Affaires étrangères

Nancy Wildgoose
CIDA
ACDI

Lois Wilson
Dr., International Centre for Human Rights and Democratic Development
Directeur, Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

Philip Winslow
Baltimore Sun

Pan Yc
CIDA
ACDI

William Young
CIDA
ACDI

Secretariat /

James Appathurai
Guy Archambault
Ruth Archibald
Todd Arnold
Rebeca Assad
Phillip Baines
Elisabeth Baldwin-Jones
John Bell
Louie Bellefeuille-Prégent
Ian Benson
Nasreen Bhimani
Terry Blockridge
Frazer Bob
Daniel Bon
Alan Bones
Denis Boulet
Natalie Brisson
Janet Brons
Skip Brooks

Others / Autres

Lyse Brunet
Peter Button
Ian Cameron
James Carrick
Jeffrey Chapman
Deborah Chatsis
Ron Cleminson
Pat Cocker
Greg Cooney
Alan Crawford
Jacques Crête
Louise Crosby
Madeleine D'Auray
Kim Dalpe
David Delaney
Jaqueline Deslauriers
Catherine Dickson
Brian Dickson
Brigitte Duchesne
David Dunlop
Yves Duval
Jean-Marc Duval
John English
Bernard Etzinger
Murray Fairweather
LCdr J. Fisher
Jessica Fraser
Bob Frazer
LCol Fredenberg
Annick Nicole Gauthier
Gilles André Gauthier
Maire Gervais-Vidicaire
Scott Gilmore
Mark Glauser
Bill Gusen
La Boucan Guudungia
Karen Haines
Cynthia Hartman
G. Hawkins
Bill Heslop
Karen Hopton

Others / Autres

Susan Howell
Don Hubert
R. Jakubow
Henri Jarque
Kurt Jenson
Jean-Pierre Juneau
Betty Karsgaard
Margarita Kergin
RAdm J. King
David Klug
Bob Koop
Barbara Koop
Vicken Koundakjian
Claude Lacharite
Debbie Laframboise
Gilles Lahaie
Marina Laker
Marilynn Langstaff
Matthew Lavelin
Hélène Laverdière
Claude Laverdure
Bob Lawson
Martine Le François
Stephen Lee
Stephane Lemay
LCol N. Levert
Francine Levesque
Roger Lucy
Ralph Lysyshyn
Bernard Mailhot
M. Mallard
Ethel Manns
Michael Martin
Graeme McIntyre
Peter Mckeller
Chantal McMillan
Capt A. McQuiklen
Carol Miron
Aubrey Morantz
Brian Northgrave
Michael O'Shaughnessy

Others / Autres

Denis Obray
Dennis Orbay
LCol L. Ott
Gwen Palmer
Glenn Parent
Maj D. Perrin
Deborah Peterson
Allison Phillips
Claire Poulin
Jean Prevost
Leslie Reissner
Georges Rioux
Denis Rivest
Maj R. Roy
Ginette Saucier
Marie-Lynn Savoie
Paul Schutte
Heather Scown
Sandelle Scrimshaw
Glen Sheppy
Percy Sherwood
Jill Sinclair
Don Sinclair
Carmer Sorger
Carol St-Louis
Sean Sunderland
Keith Sutherland
Louis-Philippe Sylvestre
Ross Synder
Ross Synder
Vince Tarasco
Ron Terrow
Gilles Thibeault
Jordanka Tomkova
James Trottier
Yves Turcotte
Gord Vachon
Conrad Vachon
Louis Vaillancourt
Micheal Walma
Eric Walsh

Others / Autres

Georges Whalen
Edwin Willar
Paul Willox
Marv Wodinsky
Jeff Woods
Steve Zemlak
Joe Zinni
Ray Zwicker

Liaison Officers / Agents de liaison

Roohi Ahmed
Mark Allen
Kelly Anderson
Eric Bertram
Catherine Boucher
Martin Breault
Coralee Brin
Matthew Brook
Kathy Bunka
Anne Elizabeth Burgess
Diane Caldwell
Shawn Caza
Laurent Charette
Lewis Coughlin
Simon Cridland
Doug Danch
Luce Doré
Nicolas Drouin
John Drummond
Marie-Josée Dubé
Weldon Epp
Ann Flanagan
Elise Forget
Karen Garner
Patty (Ms.) Goodfellow-Daley
Chantal Goupil
James Groen
Bruno Hamel
David Hamilton
Marie-Louise Hannan
Michael Harvey

Others / Autres

Joshua Hodgson
Douglas Holland
Ursula Holland
Roman Hruby
Roman Hruby
Christopher Hull
Michael Kaduck
Murray King
David Korth
Pawel Kotowski
Jennifer Ledwidge
Roland Legault
Michel Lemay
David Lenarcic
Jean-Phillippe Linteau
Jason Loo
Anona (Ms.) Lukawiecki-Vydelingum
Nancy MacKinnon
Susan M. Magee
Jeffrey Marder
Isabelle Martin
Karen Matthias
N. Lynn McDonald
Bernard McPhail
Chris Moran
Jill Morrell
Dan Mrkich
Nigel Neale
Michael P. Otton
Marc Parisien
Keltie Patterson
Eric Pelletier
Catherine Phinney
Benoit Plamondon
Donica Pottie
Lianne Ray
Lesley-Ann Reed
Jean-Jules Renaud
Tracy Reynolds
Jean Riopel
Eric Robinson

Others / Autres

Nobina Robinson
Paul Roche
Perry Samoyloff
Jan Scazighino
David Steuerman
Derrick Stewart
Sylvie Tabet
Jean-Philippe Tachdjian
Peter Blyth Taylor
Jane Taylor
Steve Vallée
Mebs Velji
Gerry Willms
Todd M. Winterhalt
Amanda Wolch
Natalie Zend
John Zimmerman